

**DIDIER  
MOTCHANE**

**VOYAGE IMAGINAIRE  
À TRAVERS LES MOTS  
DU SIÈCLE**

**L'IDÉE RÉPUBLICAINE**

**FAYARD**

# Table des Matières

[Page de Titre](#)

[Table des Matières](#)

[Page de Copyright](#)

[DU MÊME AUTEUR](#)

[Epigraphe](#)

## [Partie 1](#)

### [Chapitre 1](#)

[ABSENCE](#)

[ACCROC](#)

[\(entre l'accroche et l'anicroche\)](#)

[ADMINISTRATION](#)

[ALTER-MONDIALISME](#)

[ALTRUISME](#)

[AMÉRICAIN](#)

[APOCALYPSE DE LA LIBERTÉ \(les Quatre Cavaliers de l'\)](#)

[Bien-pensance – Conformisme – Pensée unique – Politiquement correct](#)

[ARCHAÏQUE](#)

[ASCÉTISME](#)

[ATLANTISME](#)

[AUTOGESTION<sup>1</sup>](#)

[AVENIR<sup>2</sup>](#)

[BANLIEUE](#)

[BONHEUR](#)

[BOURGEOISIE](#)

[Bourgeoisie \(petite\) – Bourgeois bohèmes](#)

[CADRE](#)

[CAPITALISME](#)

[CENTRE, CENTRISTES](#)

[COLONIALISME](#)

[COMMERCE](#)

[COMMUNAUTARISME](#)

[CONCURRENCE](#)

[CONSENSUS](#)

[CONSTITUTION](#)

[DÉCIDEURS ET « DÉCIDÉS »](#)

[DÉCRÉPITUDE](#)

[\(éloge de la\)](#)

[DÉMOCRATES-CHRÉTIENS](#)

[DÉSENCHANTEMENT](#)

DIFFÉRENCE

(éloge de la ou droit à la)

DIGNITÉ

(de la dignité à la morque)

DROITS DE L'HOMME

ÉCOLOGISME

ÉCONOMISME

ÉCRIRE

EGOÏSTRION

ÉLITISME RÉPUBLICAIN

ENANISME

ENTRISME

ÉPIGRAMME

ÉPITAPHES

ÉQUITÉ

ESCHATOLOGIE<sup>13</sup>

Contre la poursuite du hasard, une eschatologie laïque

ESTHÉTISME

L'ÉTAT, MAUVAIS GÉNIE OU BON DÉMON ?<sup>15</sup>

EUPHÉMISME ET EUPHÉMISATION

EUROPÉISME

Un désert européiste remplace le concert européen

EXCEPTION

(française et culturelle)

© Librairie Arthème Fayard, 2010.  
978-2-213-65934-3

## DU MÊME AUTEUR

*Clés pour le socialisme* (avec Jean-Pierre Chevènement), Seghers, 1967

*L'Enlèvement de l'Europe*, introduction de Didier Motchane à l'ouvrage collectif du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste), Entente, 1979

*Un atlantisme à la charentaise*, Arléa, 1992

## SOUS LE PSEUDONYME DE JACQUES MANDRIN

*L'Enarchie ou les mandarins de la société bourgeoise* (avec Jean-Pierre Chevènement et Alain Gomez), La Table ronde de « Combat », 1967

*Socialisme ou social-médiocratie* (avec Jean-Pierre Chevènement et Alain Gomez), Seuil, 1969

*Le Socialisme et la France* (avec Pierre Guidoni), Le Sycomore, 1983

*De l'autre côté de la mer*  
*je dédie ce livre*  
*à celle qui fut dans ma vie*  
*et restera dans ma pensée,*  
*demain et encore demain,*  
*le bonheur du monde*

*Pique, cœur, carreau, trèfle...*

N'étant ni des uns, ni des autres, je préfère les réactionnaires aux actionnaires : ceux-là au moins croient vraiment au paradis. Chaque « *je* » se la joue en se prenant pour terrain de jeu. C'est la vie. L'espace de sa liberté. Faudrait-il la proximité plausible de la mort pour se laisser porter par l'océan des mots ? Condenser la profusion des phrases, pour conjurer l'effusion de soi. Se perdre dans la poésie du monde puis laisser la nature à son créateur, c'est-à-dire à elle-même, pour nous retrouver dans sa récréation : c'est notre récréation. Je hais les testaments qui déplacent les lignes, dérisoires exorcismes de l'oubli. Signe peut-être, tout de même, d'un ultime retour à l'enfance de qui prétend rejouer les cartes abattues...

Ce voyage n'est pas un dictionnaire parce qu'il est un choix, en cela immobile : aura-t-il vraiment choisi les paysages qu'il traverse, les idées qu'il aura croisées ? Leur succession pourtant ne lui est pas indifférente. Ni dictionnaire, lexique, florilège, serait-ce un pèlerinage ? Encore moins. Quelque chose peut-être entre l'excursion et le déjeuner de soleil.

*Choisir* résonne dans ma tête comme un mot généreux, le verbe le plus noble peut-être du langage ; *sélectionner*, le plus mesquin de la langue commune, couronne décrochée du mât de cocagne par le plus leste grimpeur. *Sélectionner*, manière de choisir d'un cerveau sectionné, projection et enrobage de *select*, minable petit adjectif vaguement anglicisant qui rassemble dans une promiscuité négligente, manche de veste ramassant la poussière les milliards d'avatars du désir et de l'envie, rejets avortés des vocations et des snobismes, *sélectionner* cristallise l'ambiance, le vide illusoire où se respirent les miasmes de l'espace social. *Choisir*, *sélectionner*, ils sont là, l'un en face de l'autre, sympathiques et désolés, comme *Le Select* et *La Coupole* à Montparnasse.

Où pour mieux dire il me semble comme l'amour et la peur de la vie. Il s'agit, à tout prendre, de savoir auquel donner le pas. Aimer les mots avant les phrases, la poésie avant les vers, la prose avant la pose, le silence avant le bruit, et puis marier ces couples d'amants.

*J'ai tenu l'amour dans mes bras  
Combien d'étés sans lui sourire  
C'est une enfant il ne faut pas  
Parler plus fort qu'on ne respire  
Plus jamais ne retournera*

*Quand les chansons vagues des hommes  
Dansent lentement sur la mer  
Dans ma mémoire on dirait comme  
Le glissement suave amer  
De son pas le bonheur en somme*

Sur le quai d'Avignon, il y avait du soleil et cette fille descendue du train qui traînait une valise plus haute qu'elle. Porteur d'occasion, je m'aperçus l'avoir rencontrée la veille. Rencontre indistincte que forment les demis hasards d'un lieu, lieux communs réunis que la culture ou la

politique pourvoie d'un enjeu ou d'un prétexte, mais en combien de quartiers d'orange le fruit des passions désœuvrées sera-t-il enfin tranché ?

Résister à sa propre pente ne donne pas le pressentiment de la vérité, mais la certitude qu'elle existe puisqu'on a le désir de la chercher ailleurs qu'au fond de soi, mais qu'au fond de soi on en trouve seulement mais toujours le désir. C'est le souvenir que j'ai d'un petit livre paru clandestinement en 1943 aux Éditions de Minuit, où mon père, qui avait pris le pseudonyme de Thimerais, exhortait ses compatriotes et surtout s'exhortait lui-même à se tourner, dans la nuit, vers « *La pensée patiente* ».

Mais voilà que tout l'espace de nos pensées avant celui de nos discours se laisse joyeusement envahir par le martèlement mortellement totalitaire du lugubre galop des quatre cavaliers de notre à-plat-ventrisme : pensée unique, politiquement correct, bien-pensance, conformisme. Pique, cœur, carreau, trèfle, une seule donne et quatre couleurs entre lesquelles le jeu social choisit ses atouts. *Pique*, c'est le terrorisme de la *pensée unique*, interminable chemin de fer trouant l'espace et le temps de ces rails parallèles ; largement dilatée dans l'enflure du *politiquement correct* dont la petite foule des initiés au *ce qu'il faut penser* se réchauffe le cœur ; anfractuosité plus étroite que ces cathédrales de la *bien-pensance* dont chaque pèlerinage a rêvé qu'il pourra à son tour s'y tenir à *carreau* ; mais c'est ensuite au grand air de l'air du temps que les pèlerins s'égaient dans les vertes prairies du *conformisme*. Rêvant d'effeuiller entre leurs doigts les *trèfles* à quatre feuilles qu'ils ne trouveront jamais.

La cavalcade circulaire de la pensée unique, du politiquement correct, de la bien-pensance, du conformisme. Rien de nouveau sous le soleil, dira-t-on. Mais si : la puissance démiurgique de l'homme, échappant à son pouvoir, redevient celle de l'apprenti sorcier. Voilà le crime contre l'esprit de ce qu'on appelle ici le libéralisme, cette manière française de naturaliser le capitalisme et d'enterrer la république. Cette manière française comme l'aurait pu dire Chateaubriand de n'attendre de l'avenir qu'un perpétuel aujourd'hui.

Mais quoi ? Les enthousiasmes et les repentirs ne sont-ils pas l'un auprès de l'autre comme la Belle et la Bête, le coup de foudre et la ténacité de l'amour fidèle ? De l'engouement à l'engagement, lorsque la vérité de l'amour s'accorde à l'amour de la vérité, rencontre rare et précieuse comme celle d'un instant d'éternité, c'est plutôt que descendre les fleuves impassibles les remonter jusqu'à leur source – de l'engagement à l'engouement – c'est plutôt l'exil qui fait les vrais mariages, ceux qui ne sont pas de convention : aussi rares qu'une rose à Noël, ou qu'un coup de pistolet dans un concert.

*Non !*

« Penser, c'est dire non. Remarquez que le signe du "oui" est d'un homme qui s'endort. Au contraire, le réveil secoue la tête et dit : "non". » (Alain, *L'Homme devant l'apparence*). De même Octavio Paz : « la plus haute mission de la parole est l'éloge de l'Être. Mais, d'abord, il faut apprendre à dire NON » (*Éloge de la négation*, Le Monde 1/10/92). Seule façon peut-être de dire oui d'un même souffle au monde et à soi-même.

Avec Descartes et depuis celui-ci, de Nietzsche à Cioran, à François Julien peut-être, il n'est guère de pensée féconde qui n'affirme, fût-ce à son corps défendant, car toujours à ses risques et

périls, la puissance du négatif. Jusqu'à faire oublier qu'il n'est jamais dit dans la vie que le passage de la puissance à l'acte ait le destin de la vérité. La sûreté de celle-ci commence par le doute.

J'avais choisi ce titre – *Non !* – pour la dernière des revues qu'avec Pierre Guidoni et (dans une certaine mesure) Gilles Martinet j'avais lancées : *Les Cahiers du CERES, République, Frontière, Repères, Enjeu...* Non pas, je tiens à juste titre j'espère à le penser, par forfanterie ou dans le délire vertigineux d'orgueil de qui se sachant minoritaire se voit prophète et précurseur, mais pour un bouquet de raisons que le mot d'Alain que je viens de citer et que j'aurais pu mettre – mais il m'avait échappé à cette époque – en épigraphe de chacune de ces revues évoque assez justement.

Nous souhaitions absolument échapper au dogmatisme propre aux journaux de sectes, aux feuilles groupusculaires ; aucune de ces revues qu'elle s'appelât *République, Frontière, Repères, Enjeu* (sauf bien entendu les minuscules *Cahiers du CERES*) ne se donnait pour l'organe central du groupe (ou du club, ou du courant) qui la portait et aucune n'en joua le rôle, même si les démarcations de pensée s'y trouvèrent je crois nettement retracées. La composition du comité de rédaction de ces revues traduisait assez bien ce qui nous semblait être le souci de marier la rigueur et l'ouverture d'esprit et certainement pas celui d'un éclectisme de mauvaise foi ; nous nous y efforçâmes, avec un bonheur inégal, de réunir des gens d'esprits distinctement divers, sinon disparates. Pour la revue *Enjeu*, qui au cours de son existence connut un pic annuel approchant les dix mille abonnés, nous disposions si j'ose dire du concours d'un ami journaliste professionnel génial et fatigué, que la maladie devait malheureusement prématurément emporter – Jacques-Arnaud Penant d'Izarn – et de celui, plus durable, d'un véritable directeur technique, ancien militant de *La Cause du Peuple*, Jean-Pierre Coureuil. Ces revues furent et ne pouvaient qu'être des entreprises militantes ; ce fut leur charme, leur force et leur faiblesse. La plupart furent imprimées – en typo évidemment pour les premières – dans l'imprimerie de Simon Blumenthal, ancien militant communiste et ancien imprimeur de *La Cause du peuple*.

### *Mutation suicidaire de l'individualisme libérateur*

Une espérance sociale dont la satiété serait l'horizon menteur : voilà le mythe du capitalisme d'aujourd'hui. Non pas un mythe à vrai dire – le mythe n'est-il pas l'oracle d'une vérité indicible de l'être ? – mais l'illusion universelle d'un *désormais*, désormais rabattu sur l'*aujourd'hui*. Illusion tellement installée dans l'époque, comme la basse continue de la musique du siècle, qu'elle résonne en chacun comme l'écho de sa propre voix. L'individualisme qui fit dans notre récente histoire la conquête des royaumes de notre liberté est devenu totalitaire, comme si la voix dans laquelle il se fait entendre à chacun n'était plus que celle de sa prison intime.

Le plus merveilleux peut-être des dessins de Chaval figurait en quelques traits la course éperdue d'un minuscule personnage poursuivi sur un coin de table par un monstre. Avec pour légende : « Homme pratiquement perdu s'il ne rêve pas ». Le génie du capitalisme triomphe dans une perversion de la raison qui subvertit l'égalité rattrapée par le lucre, l'être par l'avoir, l'autonomie par l'autisme, par quoi l'humanité précipite à l'abîme le troupeau de ses solitudes.

Au Royaume fantasmé du Souverain Bien, la satiété complète remplace la société parfaite. Ainsi *l'individualisme*, qui tenait l'exigence de l'égalité pour une ceinture de chasteté, le réfrigérateur de sa vertu, s'en libère ingénument en en faisant le principe de son bon plaisir. Mutation suicidaire qui fait fleurir dans le terreau de l'émancipation humaine les germes de sa servitude.

Du <sup>xix</sup><sup>e</sup> au <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle, de l'invention de la conscience historique à son oubli, de la révolution à la mondialisation, quel démon pourrait donc cacher cette prétendue fin de l'histoire sinon celui de l'épuisement de toutes les faims humaines, le triomphe apostolique, l'avènement apostolique de la Satiété ?

*La satiété complète plutôt que la société parfaite*, forme et substance du Souverain Bien pour le social-libéralisme, voilà le langage social du bourgeois d'aujourd'hui, pour peu qu'il se sente à l'aise dans l'ordre établi (mais un bourgeois qui cesserait d'être à l'aise ne serait-il pas déjà un bourgeois déclassé ?).

Sans doute ne servirait-il de rien ou de peu de tenter de conjurer le délire du temps par la démonstration qu'il est absurde de faire de la satiété un idéal, la satiété marquant précisément la pulvérisation de tout idéal par l'épuisement du désir, absurde de séparer l'exigence d'une réparation de celle d'un partage, exigence vitale de l'égalité. L'accomplissement de l'égalité ne va pas *de rien à tout* mais de *certain* à *tous* et pourtant la seule dialectique de l'être et de l'avoir qui ne tourne pas sur elle-même doit rompre le cercle de son jeu à somme nulle (plus de bien-être moins d'être) dans lequel l'illusoire éternisation du présent l'a enfermée. En un mot comme en cent, il faut s'évertuer à rendre à la lenteur de la vie l'honneur qui lui est dû sans la laisser finir comme une cigarette mal éteinte.

Il n'est donc pas, comme le disait à peu près Politzer, de critique sérieuse sans un pressentiment de la vérité : la volonté de défaire l'ordre établi ne passe pas la porte d'une maison sans porte ni toit, elle doit se former de la substance de notre désir. S'il n'en est pas le passage, s'il ne s'en fait pas le passeur, ne reste du négatif qu'un océan de sable indéfiniment écoulé dans l'abysse. Je tenterai ce pari d'alchimiste voué à transformer le sable en semence, et sans doute capable un peu d'y croire. Les puissances ici invoquées ne sont pas celles du ciel ; ce seront les puissances, toutes les puissances de la terre. Pour les retourner contre elles-mêmes : la passion contre les intérêts, la politique contre l'économie, le cosmopolitisme contre l'europhisme.

### *La passion contre les intérêts*

Il ne faut pas abandonner la mémoire de Mai 68 au méli-mélo dérisoire des gesticulations infantiles auxquelles certains de ses acteurs se sont complus. Pour les enfants de la bourgeoisie convertis au théâtre de rue, rien de tel que le mime pour divertir et se donner en spectacle. La plupart n'allaient pas tarder à tirer un trait sur leur jeunesse débordée. Ce sera souvent le trait d'union du libéral libertaire, complet veston ou col ouvert de leur sagesse réconciliée. Il n'empêche : il y eut, dans le feu d'artifice sauvage de Mai 68, un esprit d'allégresse qui rappelle qu'on ne saurait se passer trop longtemps en France d'un peu de bonheur d'invention. Ce bonheur a la force et la faiblesse de l'enfance. Serons-nous assez civiques pour l'empêcher de vieillir dans sa propre infantilisation ? Le Paradis, la Révolution, l'Europe, telle aura été la succession des mythes dont la scansion rythme l'imaginaire de notre modernité. Trois figures d'une vision de l'avenir idéal, dont la séquence marque la dilution croissante du torrent des passions dans l'océan des intérêts. De l'exultation religieuse à la foi révolutionnaire, l'exaltation européiste garde une trace, au moins chez les plus sincères de ses derviches tourneurs. Ces vieilles nostalgies animent d'un supplément d'âme, quand ils la rejoignent, la ronde de leurs intérêts.

## Reconnaître l'économie comme politique

En fin de compte, l'économie doit être reconnue comme politique démasquée. C'est la clé qu'il faut tourner pour forcer la conscience d'un capitalisme naturalisé, aussi « inexplicable » en soi que la nature. L'économisme, cette valeur empaillée de notre temps, n'est-il pas également au principe des « socialismes » et des « capitalismes » historiques<sup>1</sup> ? Pollution majeure de toute idéologie dominante qui naturalise toujours ses valeurs, l'économisme transi de la pensée bourgeoise – pour reprendre une épithète de nature consacrée par la tradition de ses adversaires – n'a jamais cessé de polluer jusqu'à la pensée marxiste, tellement que le marxisme aujourd'hui aurait souvent besoin d'en être décontaminé. Ne continue-t-il pas de jouer, fut-ce à l'insu des autres musiciens de l'orchestre, la basse continue d'une partition du scientisme ordinaire ?

Il ne s'agit pas de revenir sur le constat décisif que les conditions de l'existence humaine en déterminent *d'abord* la conscience, et non l'inverse, mais d'en reprendre les termes à nouveau frais pour remettre à son tour un marxisme mécanisé sur ses pieds. La condition humaine n'est-elle pas le résultat d'une acculturation quasi originaire de l'espèce ? Quasi originaire devant s'entendre d'une acculturation « naturante » dès son départ tout de même que « naturée ». Dans quelque sens qu'on les tourne, origine et mystère posés l'une et l'autre côte à côte, comme la cause et la raison, forment le plus fatal des pléonasmes de la pensée.

## L'européisme contre l'Europe : l'Europe pseudonyme

Dans notre plus récente histoire, le nom de l'Europe condense celle de ses enlèvements successifs, chacun de ses ravisseurs s'étant attaché à magnifier sa proie en la chargeant d'un sens propice au développement d'une mythologie favorable à son prestige, ses desseins et ses intérêts. Ainsi l'Europe n'aura-t-elle pas cessé d'être l'alibi le plus disputé de ce temps. Son existence est donc essentiellement problématique. Les institutions européennes, les rhétoriques européennes, les idéologies européennes sont sans doute bien là. Le fantôme serait plutôt celui de *l'esprit européen*, sitôt qu'on le considère dans la diversité des avatars simultanés qu'il a été capable de produire. S'il est manifestement bien vivant, c'est dans la multiplication de ses spectres.

Thèmes et variations rhétoriques et politiques de notre modernité, on y discerne le théâtre sur la scène duquel s'est déroulé dans l'immédiate après-guerre le marivaudage politique sérieux de la lutte des classes et des nations.

L'Europe contemporaine se présente comme une pièce en cinq actes qui pourrait prendre la succession de titres que voici : marraine de la paix ; ersatz démocrate-chrétien d'une chrétienté disparue ; alibi d'un renoncement à la politique ; mondialisation financière, passe-muraille capitaliste de la démocratie : *libéralisme* enfin pour tout dire, cheval de Troie occidental de la société de marché. Mais, de l'Europe du concert européen à celle de l'effusion communautaire, ce sont toujours des stigmates d'après-guerre qui en ont creusé les traits au plus profond.

La paix, la puissance, l'Empire dans la soumission qu'on lui doit ou la distance où l'on se flatte de le tenir, telles sont les figures affrontées et associées de ce théâtre, celui d'une des rives atlantiques du Capitalisme ou parfois peut-être le terrain d'élection rêvé d'une société nouvelle, l'utopie positive de l'histoire à venir. La paix, la puissance, une soumission fusionnelle ou prétendument alternative à l'Empire, chaque fois que l'Europe est invoquée sous une de ces figures il faudrait en reconnaître le terrier d'une *Europe pseudonyme*.

L'efficace de ces musiques tient à ce que ceux qui les chantent aiment ce qu'elles leur font dire, beaucoup d'entre eux croient à la vérité des paroles de leurs chansons. Cela d'autant plus facilement qu'elle n'en est jamais tout à fait absente : la paix en Europe commence par l'Allemagne et la France réconciliées ; les Européens apprennent depuis le plan Marshall les vertus de la coopération. Aux Italiens, aux Grecs, aux Espagnols et aux Portugais, l'Europe ouvrait les portes de la démocratie. Et avec elles, bien entendu, celles du capitalisme.

### *République-Bastille-Nation*

Et la France dans tout ça ? Qu'elle soit, avec l'Irlande, le pays d'Europe qui compte chaque année le plus de nouveau-nés devrait suffire, pour peu qu'elle s'en souvienne, à disqualifier à ses propres yeux la frénésie de dénigrement et de haine de soi qu'elle paraît cultiver comme un sport national. Je n'en tiens pas pour autant que la France aille bien, mais plutôt que sa maladie, ce qui l'affecte et nourrit sa mauvaise humeur, c'est bien sûr de ne pas savoir comme on dit où elle va parce qu'il lui semble n'avoir envie d'aller nulle part.

L'idée française d'une laïcité constitutive de la république, de la république constitutive de la nation et d'une société des nations construite comme une projection internationaliste de l'idée républicaine sur le monde a eu la force historique de s'opposer radicalement, dans sa conception et dans sa pratique, à l'intégrisme communautaire, quels qu'en fussent le lieu et la forme.

Mais la république et la démocratie ne sont pas des cultures hors-sol. Lorsque la nation n'est pas, sauf dans les mots, la nation du peuple ; lorsque la nation, faute de construire – pour reprendre une phraséologie tristement répandue naguère dans les pays du socialisme déclaré – l'État de tout le peuple, l'abandonne, pour le livrer à discrétion aux riches, au champ clos de leurs privilèges, la démocratie ne peut que dépérir.

Quand les défaillances de la gauche l'abandonnent aux intérêts établis, aux mensonges établis, aux pouvoirs établis ; quand une gauche impuissante, ignorante ou complaisante, consentante, laisse pour ainsi dire l'économie arraisonner la politique et la droite la nation, cette gauche sans raison d'être livre la nation au nationalisme et la démocratie à sa décrépitude.

De l'Orient à l'Occident capitaliste, du Nord au Sud du monde, les configurations politiques que les socialistes ont formées détruisent la révélation qu'ils annoncent. Socialistes convertis en libéraux honteux – de moins en moins mal déclarés d'ailleurs – ils achèvent d'oublier que leur parti avait jadis magnifié le mot d'ordre de *vivre, travailler, décider au pays*, et c'est ainsi la démocratie et la nation qu'ils renient sans le savoir. Au lieu de faire de l'Europe l'œuvre de nations appelées à s'y accomplir, ils prétendent la construire sur leurs ruines, sur l'effacement, l'intégration, la dissolution des espaces civiques dans le *no man's land* des marchés financiers, l'empire en réseaux de l'argent roi. Lorsque au lieu de cimenter une communauté par des politiques publiques européennes on dissout celles-ci, partout où elles pourraient exister, dans l'acide de la dérégulation, la démocratie et la nation l'une à travers l'autre paralysées sont détruites.

Nous ne sommes plus dans la première après-guerre, la mondialisation du capitalisme est faite depuis vingt ou trente ans. Lorsque la gauche établie évoque aujourd'hui l'internationalisme des peuples, c'est trop souvent pour glisser du constat à l'acquiescement, à son ralliement masqué au mondialisme des marchés. Identifier l'internationalisme des peuples au mondialisme des marchés est le tour de passe-passe par lequel des socialistes se sont accommodés, au nom de l'Europe des

peuples, à l'Europe des marchands. Laissant à la grâce de l'Europe monétaire et de la liberté marchande se défaire la France du chômage et de la désindustrialisation ; ils ont livré au nom de la mort annoncée de l'État-Nation la liberté des peuples à celle des capitaux, dont l'ubiquité pétrifie sur place ceux qui ne peuvent pas courir après elle : les travailleurs en chômeurs.

Telle fut l'erreur commise par la gauche à Maastricht. Celle qui, prononçant sans le leur dire le divorce de la démocratie d'avec la nation collait à celle-ci, comme la tunique de Nessus du péché originel, cet épithète de nature : *nationalisme* ! dont on sait comment et combien notre récente histoire a dévoyé le sens. Erreur, que Jaurès et, à leur manière, les Austro-Marxistes avaient évitée, qui consiste à ne pas tenir d'une seule main les quatre couleurs du jeu de cartes de l'histoire : celles de la démocratie, de la nation, de la société et de l'universel. En dissocier la donne les fait chuter ensemble. Passons sur ce qui arrive lorsque, dans les crises du capitalisme, le national lié au social le ligote pour oublier l'universel. On sait où conduit ce genre de trait d'union. Passons sur l'oubli du social ou plutôt sa pétrification : lorsque ne demeure du national que le règne du fanatisme crispé d'une société vitrifiée, la gauche est en route pour l'extinction et la droite pour le pire. Débarrasser la nation des oripeaux nationalistes dont elle s'est laissée si souvent revêtir est une tâche aussi urgente que celle de la justice, c'est d'ailleurs la même.

### *La fracture sociale : immigrés du dedans et d'ailleurs*

Le <sup>xx</sup>e siècle, dont on espérait que la deuxième après-guerre inventerait une solution à la question nationale, ne l'a pas transfigurée, il l'a défigurée. En la laissant pourrir dans les arrières-cours de la question sociale.

Dans la difficulté croissante de la République à faire société et parallèlement, selon le mot de Michelle Tribalat, de la société « à faire France », et malgré le développement relatif des mécanismes de la protection sociale mis en œuvre dans l'élan de la Libération, la progression de l'activité économique et celle du niveau de vie enregistrées au cours de ce deuxième demi-siècle ont cessé en France d'amoindrir l'inégalité des conditions. Considérée dans son ensemble, celle-ci s'est aggravée ; elle a pris surtout dans la conscience populaire le caractère d'une véritable fracture, comme Jacques Chirac aura eu au moins le mérite de la désigner, sinon celui de la réduire. Diligemment ondoyée par un libéralisme idéologique dont les effluves transcendent l'esprit du temps, la vulgate culturellement instituée d'une société paisiblement inégalitaire fait le fond du catéchisme de notre modernité.

Nombre d'intellectuels et d'artistes ont raison de dénoncer les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France assumées par le gouvernement. Mais la manière dont ils le font, l'angle d'attaque de leurs cibles et l'allure de leurs indignations sont parfois à ce point consacrés à la célébration de la beauté de leur âme qu'ils effacent le souci de la souffrance des corps qu'ils font profession de ressentir. Ces rhétoriques ne font honneur ni à leur discernement ni à la qualité du débat public qu'ils prétendent conduire au nom de leurs concitoyens.

Ils ont raison de penser que l'attitude collective d'un peuple à l'égard de l'étranger est un trait décisif de sa civilisation. Ils n'ont pas tort de voir que dans le monde contemporain, où la globalisation financière soulève d'un bout à l'autre de la terre une pression migratoire à la mesure des dénivellations fantastiques qu'elle creuse entre nantis et laissés pour compte, l'immigration pénètre la question sociale jusqu'au cœur. Elle pénètre jusqu'à son cœur parce qu'elle en est un

révéléateur mais elle n'est pas lui. Le cœur de la question sociale, c'est évidemment l'impuissance de la France à donner un horizon, un avenir et un emploi à une partie croissante de sa jeunesse et d'ailleurs de sa vieillesse ! C'est sa résignation à suivre et à poursuivre le choix social exalté à Maastricht et confirmé à Amsterdam qui subordonne ses politiques aux vues et aux intérêts de ses oligarchies, faisant *en fin de compte* de l'État le fondé de pouvoir du marché, et du droit à la concurrence le premier des droits de l'homme, la règle asservissant tous les autres droits à n'être, au nom de la liberté, que des exceptions.

La destitution de la politique est au cœur du mal du siècle. Parce qu'elle concerne ordinairement parmi les plus vulnérables, l'immigration est une des dimensions les plus manifestes de la question sociale. Mais c'est seulement parce qu'ils sont des libéraux qui s'ignorent qu'on trouve à gauche des gens assez distraits pour faire comme si celle-ci se réduisait à celle-là, assez abstraits pour vouloir laisser le mouvement des marchés régler dans son sillage celui des hommes et, sous prétexte d'en mieux ouvrir les portes, rêver une cité sans murs. Il s'agit bien du « libéralisme » d'aujourd'hui selon son concept, cette vision d'une société d'individus sans appartenances réunis dans l'adoration du veau d'or fait oublier, pour effacer le social sous le moral, sa vérité politique dans le fait que les droits de l'homme n'ont pu jusqu'à présent descendre ça et là du ciel sur la terre que dans la mesure où des hommes se sont reconnus le droit de se constituer en citoyens : c'est pour reconnaître ce même droit à tous les autres qu'ils l'ont proposé à toutes les nations de la terre.

Car si le sentiment de commune humanité, qui est au principe de l'éthique, transcende évidemment leurs frontières, depuis la construction de la tour de Babel on avait eu l'occasion d'apprendre que le genre humain avait besoin de la médiation du politique, nécessairement inscrit dans la pluralité des nations, pour opposer dans la conscience singulière de chaque homme une conscience universelle à la barbarie. Quand elle est républicaine, la nation implique le degré minimum d'incarnation, le degré maximum de conscience possible pour l'organisation politique qui s'attache à mettre au cœur de la collectivité singulière qu'elle constitue et qu'elle représente l'exigence la plus universelle celle de l'égalité.

Gauchement correct et franchement navrant, il est plaisant de voir des gens de gauche exhorter le gouvernement à laisser la société française à la merci du marché – celui du travail suivant celui de l'argent – sous prétexte d'éviter d'enfermer la France dans l'autisme français, la peur des autres et la xénophobie. Au risque de l'y précipiter.

L'immigration a toujours été et continuera d'être, peut-être plus et mieux que pour n'importe quel pays d'Europe, un atout et une chance pour ce pays. France terre d'asile. Mais cette chance cessera d'être un atout si la gauche laissait ceux qui prétendent parler en son nom disputer à l'extrême droite, puis à la droite, puis avec elles un nombre croissant de Français le soin de mettre l'immigré au centre du débat politique : déplaçant et estompant ainsi la question sociale elle-même comme si l'on pouvait séparer les problèmes de l'immigration de ceux de l'intégration, comme si, devant l'ampleur des phénomènes de marginalisation dus au chômage, les problèmes de l'intégration ne concernaient pas notre société dans son ensemble.

Il est heureux que les dispositions de l'entrée et du séjour des étrangers en France suscitent le débat et la réflexion. Il serait triste qu'ils s'enlisent dans la distraction et peut-être la mauvaise foi. Peu nombreux parmi les pétitionnaires sont ceux d'entre eux qui ont le courage d'appeler ouvertement, à l'instar des membres du Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés), à renoncer à tout contrôle des flux migratoires mais demander la régularisation de tous les sans-papiers qui en font la demande. N'est-ce pas, si l'administration en acceptait la règle, convoquer

tous les sans-papiers présents et à venir à en revendiquer le droit ?

Une partie de la gauche – mais là-dessus vraiment la droite n'est pas en reste – ne sait plus qu'en République l'intérêt national a un sens. Bien compris, il ne s'oppose pas à celui des nations déshérités du monde. Tout au contraire. Qui ne voit que la première des conditions de possibilité de leur développement aujourd'hui, et donc celle de notre co-développement avec elles, c'est là-bas mais aussi ici le relèvement ou la construction de l'État, garant de la solidarité sociale ?

Nous savons sans doute que celui-ci a pu être en France et à l'encontre de l'étranger plus durement encore bien sûr qu'à celle des Français un instrument d'injustice. Nous ne pouvons en vouloir à des militants associatifs qui consacrent leur vie à soutenir des immigrés dans le péril et la précarité de leur condition de vouloir mettre un juge derrière l'épaule de chaque fonctionnaire, et l'administration tout entière à chaque étape de son travail non pas sous contrôle comme elle doit l'être mais sous surveillance. Ce n'est pas ainsi, pas plus qu'en convertissant à tous propos le mot de citoyen en épithète de nature que l'on rendra aux Français et à tous la République.

### *L'héritage du xx<sup>e</sup> siècle*

En deux ans, 1989-1991, notre deuxième après-guerre avait décidément pris sa figure de fin de siècle. Le sourire désabusé qui l'accompagne semble prêt à s'effacer d'un moment à l'autre et l'on doute, à l'aube du troisième millénaire, si le bonheur reste une idée neuve en Europe. C'est par cette singulière mutation de l'esprit public que la période inaugurée par la chute du mur de Berlin et par la guerre du Golfe se distinguera de celles qui l'ont engendrée. On se dispensera de discuter ici des relations complexes selon lesquelles les déplacements survenus dans la représentation du monde s'enchaînent au mouvement du monde ; si la fin des communismes, par exemple, se trouvait impliquée de longue date dans l'ankylose de la société soviétique, dans son impuissance à comprendre et à conduire les bouleversements liés à la révolution technologique et sociale du mode de produire, comme à rivaliser avec la puissance d'adaptation du capitalisme contemporain, l'épuisement de l'inventivité culturelle et sociale de ces régimes qui ne trouvaient plus dans leurs références aux marxismes qu'une procédure de légitimation de « l'ordre établi » n'aura assurément pas été un simple effet de système ; on la trouve au principe même de son dépérissement.

La décomposition des communismes fait un contraste d'autant plus éclatant avec la vitalité des grandes démocraties contemporaines que celle-ci n'a cessé de s'en nourrir au risque désormais de se retrouver à court de vivre. Dans la mesure même où l'on y voit seulement – telle est bien l'interprétation du libéralisme triomphant – la victoire d'un économisme sur un autre, on manque entièrement l'intelligence de la véritable consommation intérieure qui leur est commune. Elle continue pourtant de travailler – et avec quelle vigueur – les vainqueurs du nouvel ordre social comme ceux qui croient pouvoir se ranger de leur côté.

Si « les idées deviennent des armes, des forces matérielles lorsque les masses s'en emparent », ne deviennent-elles pas des prisons quand ce sont elles qui des masses se sont emparées ? En d'autres termes quand les convictions dégénèrent en habitude. Trois changements marquent en tous cas une mutation mentale, dont on avance ici qu'après l'écroulement des communismes elle promet les sociétés capitalistes développées, si rien ne vient la contrecarrer, à une lente exténuation. Toutes trois relèvent du parti pris de la résignation.

Le *progrès*, tout d'abord, qui demeure l'objet d'une croyance communément partagée, n'obéit

plus selon cette croyance au désir ou à la volonté des hommes mais soumet celle-ci à des contraintes « impitoyables », données pour imprévisibles et ingouvernables, indéchiffrables, parce qu'en fait délibérément indéchiffrées. La pensée de l'avenir prend la couleur indéfinissable de la fatalité.

Marx et Keynes désormais disgraciés, le *désenchantement du monde* devient celui de l'avenir du monde. On passe d'une eschatologie laïcisée, qui avec le socialisme remplace le Royaume de Dieu par l'avenir de l'humanité, à la fin des eschatologies sous la dictature de l'instant.

Dans la mesure enfin où la puissance des hommes sur les choses accrédite l'illusion, à cause de la vitesse avec laquelle elle s'accroît, qu'elle se développe en dehors du pouvoir social qui les associe et les assujettit les uns les autres, les hommes ne conçoivent plus ce pouvoir que comme une puissance : puissance perçue comme extérieure à la volonté, puissance sur la nature redevenue puissance de la nature ; ainsi s'évanouissent la conscience civique et la crédibilité de la politique. Comme il n'est pas question de revenir à une conception traditionnelle d'un droit naturel identifié ou substitué au plan de Dieu, cette combinaison du désenchantement du monde et du naturalisme des valeurs forme aujourd'hui l'esprit public. Elle en rétrécit l'ambition à une conception elle-même réduite de la « Liberté des Modernes », c'est-à-dire au souci d'assurer la protection et l'inviolabilité sociales d'une « sphère privée », rétrécie comme peau de chagrin.

Si la question de l'intégration met en cause la formation et la stabilité du lien social avec une acuité inégalée mais aussi peut-être avec une ampleur sans précédent, c'est qu'à la séparation croissante qui s'établit entre des « flux transnationaux de biens économiques et culturels et des identifications de plus en plus proches à une communauté<sup>2</sup> » qui n'est en rien, n'en déplaie à Alain Touraine, un trait distinctif de la modernité du monde (que l'on se rappelle les réseaux qui, de la naissance de la Chrétienté au cosmopolitisme des Lumières ont traversé l'histoire de l'Europe et le développement de ses États-Nations) à la masse des déplacements de populations provoqués par la contrainte militaire, politique et économique qui, eux non plus ne sont pas une novation de l'histoire universelle, s'ajoute aujourd'hui une crise essentiellement politique.

C'est à la fois dans l'État-Nation et à l'intérieur des communautés dont certains attendent qu'elles se substituent à lui que la crise des institutions traduit et aggrave les processus de destruction du lien social (dont le monde contemporain tiendrait son unité autant que de l'imposition de l'ordre mondial).

Qu'est-ce d'ailleurs que le travail de la politique, sinon celui d'une recreation continue du lien social dont le renouvellement fonde la perpétuation ? Ainsi, s'il est juste et nécessaire non pas de « cesser d'opposer » comme le propose absurdement Alain Touraine « exclusion et intégration » mais effectivement de récuser « toute définition essentialiste d'une société et d'une culture », c'est qu'en effet, sociale ou nationale, l'identité est toujours, dans le vécu personnel comme dans la construction sociale de la réalité, un processus d'identification : la carte n'est pas le territoire, mais elle construit bien à partir de lui l'« identité » de ceux qui l'habitent. Pour peu qu'ils y reconnaissent *leur* chemin.

*Le sarkozysme, un sarcome français :  
le tournoi des mêmes*

« Sarkozy, je te vois ! » C'était bien se méprendre

*De penser offenser l'histrion national  
Car le sacrer champion d'une esbroufe à revendre  
C'est combler un désir point trop subliminal.*

Les joutes rhétoriques de la dernière élection présidentielle et les gesticulations subséquentes de celui qui l'a gagnée livrent plus d'un symptôme de ce que j'oserai appeler le *sarcome français*. Sarcome français dont le sarkozysme, cet histrionisme encyclopédique, est aujourd'hui le produit. J'entends par là le glissement doucereusement abject de l'esprit public à ce paisible mépris de soi qui laisse les Français tourner en ridicule des vertus et des élans qui les auraient jadis enthousiasmés.

Tout finit par devenir sincère dans le mouvement de désabusement général dont Nicolas Sarkozy a pris la tête. Ses convictions lui collant à la peau lui sauvent comme à bien d'autres la fatigue de les avoir pensées, pour lui faire une combinaison imperméable à la raison.

La force d'un histrionisme encyclopédique tient au renoncement ingénu des spectateurs à la réalisation provisoire de leurs désirs au prix de la mise en scène permanente de celle-ci. Nicolas Sarkozy est le chef d'orchestre permanent de cet opéra du soulagement national. Tartuffe, bienfaisant tourniquet arroseur d'eau bénite, il se charge d'entretenir la fraîcheur du jardin social. En confiant les floraisons du politiquement correct aux aspersion régulières d'une rhétorique social-démocrate désormais dominante, révisée et « revisitée ». Sarkozy l'a compris. Sa réussite électorale, assurément servie par son propre talent, n'est pas qu'imputable, loin s'en faut, à la seule inconsistance d'une gauche politique décérébrée dont il est vrai qu'elle lui a bien dégagé la voie. J'entends plutôt qu'en l'absence d'une gauche absente d'elle-même, je veux dire désertée de son devoir de fidélité au peuple et de l'intelligence de tout efficace amour de la France, celle-ci ne pouvait qu'abandonner l'esprit public à ce qui s'appelle aujourd'hui le libéralisme, l'extrême complaisance à la loi du plus riche et au vacarme cathodique du plus assourdissant. Une complaisance dissimulée sans doute, mais mal contenue par l'entêtante litanie des discours édifiants.

Grande différence pourtant d'un bord à l'autre de l'Atlantique dans l'usage qu'il s'en fait, magique en France, simplement liturgique en Amérique. Au moment où la France de Sarkozy semble être devenue la proie d'un essaim de frelons thaumaturges et que l'événement et la tradition du Front Populaire sont tombés dans l'oubli, s'il n'y a plus de Far West en Amérique on s'y souvient toujours du *New Deal* et l'on ose, avec Obama, espérer de l'État sans trop le dire qu'il endossera, quand tout va mal, le costume et les chèques d'une terrestre providence. Comme on pouvait le lire ces temps-ci dans le *Figaro*, Wall Street serait devenue « socialiste ». L'aisance américaine à jeter par-dessus bord, il est vrai sans le crier sur les toits, les dogmes du capitalisme pour en sauver les meubles n'est pas à la portée du capitalisme français. Poitrinaire et doctrinaire, celui-ci continue à rabâcher les litanies de la Vraie Foi en tendant sa sébile. Enfant prodigue d'une immortelle providence, les libéraux d'aujourd'hui sont devenus les moinillons d'un Nouvel Ordre Mendiant.

D'où la double candeur, d'où la trouble candeur du cynisme compassionnel et de la ruée vers l'or, le rêve américain de la France de Sarkozy, celui d'un peuple passé au bleu d'une république décolorée.

Ce n'était évidemment ni exactement l'ambition ni la pensée de cette idéologie de la mort des idéologies qui pénétra rapidement l'esprit du temps au sortir de la première après-guerre pour substituer Raymond Aron à Jean-Paul Sartre dans la magistrature du Premier Grand Maître Penseur. Ce n'était pas son ambition mais c'est son résultat.

Raymond Aron, qui cherchait pour l'humanité un bonheur d'au-delà des décombres du fascisme et du marxisme dont il ne se lassait pas de secouer la poussière, n'en rêvait probablement pas d'autre que celui d'un recyclage permanent de cette humanité définitivement placée en orbite stationnaire : l'ataraxie et l'atonie étant sans doute les deux piliers du seul porche eschatologique dont pouvait rêver son immense talent, qui d'ailleurs ne rêvait pas. Ainsi l'exténuation savante de l'idéologie française, et puis sa diffusion populaire, finirent-elles par épurer nos désirs collectifs de toutes tentations de démesure pour ne nous laisser dans l'amour du cirque que le goût – ou plutôt la rage – du divertissement.

Peut-être tout de même qu'au fond de nous toute tentation de démesure ne serait pas tout à fait morte et qu'un matin, la France s'en redécouvrirait la vocation.

Devrais-je alors enrichir ce voyage immobile d'une méditation sur *l'échec* ? J'entends les échecs de « l'anti-libéralisme », de ses combats en retraite perdus contre un capitalisme triomphant : dans les esprits, dans les institutions, dans les pratiques.

Dans les esprits : le mythe du « Grand Soir » remplacé par l'attente de l'éternel retour des petits matins désenchantés. Utopie, révolution, ce sont là églises désaffectées, visitées de temps à autre comme les vestiges d'un patrimoine enseveli, les derniers petits cris des quasi-survivants d'un monde révolu, quasi-fantômes jouant sous le regard mi-clos des spectateurs du monde actuel les scènes de leur passé. Ce sont les coups de ciseaux en l'air des coupeurs de concept, et l'humeur de dérélition des bataillons contemporains des générations désabusées portant l'espoir en berne des avenir meilleurs ; sous les hautes futaies, les destriers fourbus mais increvables de l'optimisme technique et du désenchantement moral trottaient interminablement côte à côte.

Ces canassons, on le sait, ont la vue basse et il est temps à qui les monte d'ouvrir les yeux : les combats d'après-guerre contre le libéralisme, l'esprit et la lettre du capitalisme ont été perdus. La conviction lentement formée d'un horizon indépassable est installée. Immensément partagée désormais jusque par ceux qui continuent ça et là de s'en défendre – partis politiques et mélangeurs d'opinion – comme par ceux qui prétendent la contourner, en cherchant par exemple dans les vrais défis de l'environnement et de l'écologie des alibis et des échappatoires – cette résignation est à la source du tarissement de la pensée et même du désir.

Je passerai rapidement sur les échecs des adversaires du capitalisme dans l'État et l'ensemble des institutions de la République. Sans doute les points d'appui qu'elles offrent aux vagues déferlantes de la privatisation font-ils encore du service public le rempart d'un combat en retraite déjà perdu en rase campagne. En conforter la résistance est d'une urgence quotidienne, l'erreur de s'y enfermer serait fatale. Fatale au sens propre : au service public, aux institutions de la démocratie, à l'esprit civique qui se retranchent aujourd'hui comme pris au piège des forteresses assiégées, c'est dans la conscience du peuple qu'il faut frayer un destin neuf.

Les socialistes cesseront de se servir des tartines de marxisme ranci dans les pots de confiture du social-libéralisme quand ils s'aviseront qu'ils ont vraiment faim, quand ils sauront ressentir comme un besoin vital, le désir de faire mûrir les fruits d'une contre-culture dans le monde tel qu'il est. Reconnaissons dans le socialisme selon son concept – mais aussi dans ses mythes – l'avatar

glorieux d'un individualisme parvenu à faire naître de chaque individu un sujet. Sujet socialement constitué sans doute, et ainsi confronté dès sa naissance au triple totalitarisme de la nature, de l'économie et du droit.

Reconnaissons ainsi dans ce capitalisme-monde tenu pour l'horizon indépassable de tous les temps l'avatar honteux de ce même individualisme : perversion éclatante, subversion suicidaire de notre subjectivité noyée dans l'océan de ses abstractions.

Écologisme, économisme et européisme sont les précipités pervers d'une décantation logique et insensée : triple métonymie d'une géographie sans histoire, d'une économie sans société, d'un internationalisme sans nation. Triple abstraction de la présence, de la prégnance du lien social dans une société imaginaire, une société sans conflits, idéologie dominatrice de notre modernité.

Si l'esprit du libéralisme a pénétré si profondément nos institutions et jusqu'aux partis politiques qui font encore profession de le combattre c'est qu'il imprègne l'air du temps au point d'en gouverner le climat. Le monde contemporain en ressort transi et délavé aux couleurs de l'hégémonie anglo-saxonne. C'est d'assez longue date qu'entre la loi et le libre-échange des contrats, le partage inégal des règnes tend à étendre celui-ci au nom de la liberté. À contre-courant de la réaction keynésienne le libéralisme de ce temps est devenu la dame d'œuvre de l'impérialisme.

Si la France y résiste moins mal que d'autres nations en Europe, elle n'y échappe évidemment pas : le *sarcome sarkozyste* vient de l'atteindre. Il ne suffirait pas d'une cure pour en arrêter la gangrène, elle appelle une régénération. Ce qu'au sortir des chrétientés et des révolutions effondrées on appellerait une renaissance.

On ne l'entend nullement réclamer de toutes parts. Par les temps qui courent ou plutôt se traînent, l'humeur française aurait plutôt l'allure d'une patache mollement tirée par l'attelage disparate de chevaux de retour ; plus de frustrations que de révoltes, plus d'envie que de désir.

Comme s'en récriait Lamartine à la veille de la révolution de 1848 « *La France s'ennuie* ». Les Français semblent avoir fait le deuil de leur enthousiasme, ainsi résignés à ne jamais découvrir une *Cause* susceptible de le vraiment susciter – ou de le ressusciter. De cela, il serait peut-être juste plutôt que le peuple français d'en incriminer ses élites : si l'on veut bien considérer en celles-ci – quels que soient les critères retenus pour les désigner – les personnes dont ce peuple devrait attendre qu'elles fussent en mesure de prendre en charge, comme une avant-garde de la pensée, le souci du *surlendemain*.

Peut-être est-il presque impossible à la réflexion politique, surtout solitaire, de se déprendre de la difficulté d'accommoder son regard à la *discordance des temps* ; celle qui sépare les données historiques, non pas les unes des autres, mais de la conscience vécue du temps. Dix années qui ne sont qu'un instant de l'histoire (à moins qu'elles n'enchâssent un moment fulgurant de celle-ci) font plus d'un soupir dans la durée singulière d'une vie humaine.

Staline eut beau, *pour ainsi dire*, mourir il y a déjà plus d'un demi-siècle, si l'enthousiasme messianique d'une rédemption communiste de l'humanité ne s'est laissé que si lentement transir de la révélation à rebours des impostures de la foi, c'est que le ciel restait vide, mais non le besoin d'y croire. Il faut plus d'un jour pour remplacer un horizon perdu. Dans les joutes tournoyantes de la compétition politique, dans le jeu mieux réglé de la plupart des institutions sociales, d'immenses et imperceptibles ruptures d'échelles installent la confusion des sentiments dans le sillon de la confusion des perspectives.

On décèle aisément comment dans cette indistinction la gauche s'en trouve plus fortement brouillée qu'une droite douée d'une vue plus perçante des intérêts des tenants et tenanciers de l'ordre établi. De ceux-ci le cours presque tranquille n'aura été traversé, ou pour mieux dire ralenti, le 10 mai 1981, qu'après vingt-trois ans d'un règne ininterrompu et sans partage. La moitié d'un tel écart de temps ou à peine davantage sépare les années Mitterrand de l'élection de Nicolas Sarkozy. Ne laissons pas s'effacer la mémoire du plus grand des oublis à l'œuvre dans notre époque. Pour l'en chérir ou pour l'en craindre. Les générations de l'autre siècle ont vécu dans la certitude que le socialisme, ce juif errant de la Révolution, avait trouvé au mois d'Octobre 1917 son port, son repaire et sa patrie : il n'était que de prendre le train de Moscou pour en découvrir l'épiphanie sur la terre.

Décidément déçues, d'aussi hautes espérances ne sont pas renouvelables du jour au lendemain. Comment se retenir de penser qu'elles pourraient ne plus l'être ? Percevoir que les dix, vingt années qui font tout un quartier d'une existence humaine ne sont qu'un instant de l'histoire, une tranche de vie émincée dans l'épaisseur des siècles. L'ombre portée du goulag couvre encore d'une malédiction immense l'effort de penser la suite d'une histoire sans dénouement. La marque peut-être du totalitarisme le plus subtilement civilisé, l'illusion d'un avenir qui serait totalement encerclé de tous ses passés, indéfiniment éviscéré de tous ses possibles.

Il semblerait qu'ainsi mieux qu'ailleurs et peut-être plus qu'autrefois nos pratiques sociales prennent en Europe l'allure du piétinement débonnaire d'un troupeau rassasié ; tremblement sans crainte et presque sans désir qu'une fatigue incomprise communique en silence en guise de communion aux multitudes dispersées sur le sol de notre post-modernité.

Qu'en écrire et pourquoi ? Écrire, disait avec raison il me semble Ibsen, c'est toujours prononcer sur soi le jugement dernier. C'est ainsi que, comme la mort dans la vie, l'écriture, l'écriture vraie n'est pas littérature.

J'ai vaguement conscience ici de ne pouvoir échapper tout à fait à la forfanterie ridicule de se prendre pour Dieu. Mais le moyen de faire autrement ? La vie qui même par lui ne se réécrit pas, cette vie reste tout de même moins irrémédiable que la littérature. Un égoïsme fondamental est lié à l'incertitude de soi, l'incertitude où l'on se tient – et qui vous tient – dans l'appréhension et presque le désir d'être à chaque instant surplombé, comme d'une muraille en ruines, de la menace de son écroulement. Suggestion sans démonstration du va-et-vient moderne entre le monde et le moi, dans ce remue-ménage la littérature elle-même tient indéfiniment en suspens sa puissance de poésie : puisque ce sont mes lecteurs virtuels qui en décident, il n'y aura tout de même pas dans cette histoire de jugement dernier.

Ni Coué, ni Cassandre, le génie civique du peuple que j'invoque – Saint Jean-Baptiste imaginaire de la païenne humanité – doit avoir le courage de choisir entre ses incertitudes pour cesser d'habiter l'incertain. Le peuple que j'invoque n'existe pas, avant que de s'être nommé lui-même le peuple de la République.

Aux commencements de la Cité était le Verbe et le Verbe était avec la Cité, et le Verbe était la Cité. Il s'ensuit que la littérature et la politique longtemps séparées après leur enfance commune se reconnaissent un jour ou l'autre comme sœurs. Toutes deux filles de l'Urbanité. Un mot, un seul me manque, et tout est dépeuplé ? Le seul digne dans l'instant où je parle de remplacer le silence.

Prisonniers de notre histoire, cette quintessence du souvenir de nos oublis, tenons que d'un

concept et des mots qui l'expriment, comme des baïonnettes, on peut tout faire avec, sauf, Talleyrand le disait au Roi Louis-Philippe, sauf s'asseoir dessus.

Dictionnaire berceau mental de cette myriade de mots nouveau-nés qui m'attendent pour vivre, façon de parler puisque c'est moi qui les attends. Je sais combien cette prétention de rivaliser avec le créateur d'un monde irréversible est risible, mais le mouvement du geste en efface à mes yeux le dérisoire, la vision dérisoire d'une gesticulation pétrifiée. Le regard vide d'une statue.

Myriade de mots composant l'univers dont je suis le père indigne et éternel ; mots mort-nés de moi qui ne verront jamais le jour, mots orphelins, abandonnés dans leur enfance, et puis les autres, collier de quelques milliers de phrases, entre toutes celles qui ont été, qui sont, qui seront et qui ne seront jamais dites, nouées par la vie autour de mon cou.

[1](#) Productivisme taylorien, mais tout autant (quoique autrement) fordiste et post-fordiste ; stakhanovisme soviétique, etc.

[2](#) Alain Touraine : « Vrai-fausse intégration », *Le Monde*, 29 janvier 1992.

« Citer un mot veut dire l'appeler par son nom. »

*Karl Kraus*

« Qu'on ne me dise pas que je n'ai rien dit de nouveau : la disposition des matières est nouvelle ; quand on joue à la paume, c'est une même balle dont jouent l'un et l'autre, mais l'un la place mieux. »

J'aimerais autant qu'on me dît que je me suis servi de mots anciens. Et comme si les mêmes pensées ne formaient pas un autre corps de discours par une disposition différente, aussi bien que les mêmes mots forment d'autres pensées par leur différente disposition.

Les mots diversement rangés font divers sens et les sens diversement rangés font différents effets. »

*Pascal*

« Je me méfie de tous les mots car la moindre méditation rend absurde que l'on s'y fie. J'en suis venu, hélas, à comparer ces paroles par lesquelles on traverse si lestement l'espace d'une pensée, à des planches légères jetées sur un abîme, qui souffrent le passage et point la station. »

*Paul Valéry*

## *Chanson indécise*

*Du temps perdu s'en jette les miettes  
Sans plaindre le pain  
Quand j'aurais fini d'en vider l'assiette  
De silence. En vain*

*J'attendrai l'écho sans rien oser dire  
Des mots qui sans moi  
Cerclent le cercueil où mon beau délire  
Mort-né se tient coi*

*S'est offerte à moi l'amour inquiète  
En joignant les mains  
Quelle ombre aujourd'hui sur le jour empiète  
Quelle ombre demain*

*Du temps perdu s'en jette les miettes  
Quel frisson soudain  
Passe dans tes yeux rêveuse fillette  
Un rêve incertain  
Quand du temps perdu s'en jette les miettes.*

## **ABSENCE**

De l'absence redoublée des mots qui ne sont pas dits, et que je n'écris pas, mots d'une mémoire oubliée (de l'origine au destin, du langage à la parole), conjuration de ce rien avant le rien, je ferai mon commencement. Comme la roue de la conscience faisant irrésistiblement tourner dans le même sens des rayons qui ne se rejoignent qu'autour d'un centre immobile, la pensée est le royaume d'une hexarchie où trois couples de figures affrontées, comme tirées du jeu de cartes du temps, se font face : l'oubli et la mémoire, l'origine et le destin, le langage et la parole.

Et puis l'absence comme présence effacée. Son expérience en moi la plus familière et celle de l'effacement incessant de ma pensée, l'expérience d'une pensée sans trace, sinon de loin en loin celle de souvenirs dispersés comme cailloux au hasard des reflux de la mer. Est-ce la crainte d'en retrouver le désappointement, ou celle de l'effort, qui me fait reculer la plupart du temps devant le projet que je forme, sitôt un texte ou une conversation achevés, d'en tirer en quelque sorte une conclusion ou la morale, d'en produire comme on scelle un tombeau le résumé écrit ? L'absence qui appelle nécessairement une présence perdue, ou à venir, ne fût-ce que pour la révoquer, comble immédiatement d'espoir ou de regret chaque instant désœuvré de la vie.

Au commencement, comment ne pas faire semblant de parler comme à la place de Dieu, quelle que soit la circonstance, la disposition du corps et de l'esprit qui la déguisent ? Migraine ou désir, anxiété ou jubilation ? Comme ne disait pas l'autre, longtemps je me suis endormi de bonne heure. S'il n'est pas un signe d'épuisement, le sommeil sans rêve apporte le miracle du désir exaucé, lorsque la perfection d'un monde remplit exactement l'absence de soi. Elle permet d'en reprendre

possession, dans l'inconscience bien sûr de son propre inconscient. Comme des enfants anglais bien élevés, « *Children may be seen, not heard* », celui-ci peut être regardé, mais jamais entendu. On aura beau me parler d'une voie subliminale, je ne trahirai pour rien au monde ma foi dans la raison, ma sœur épouse, mon armée.

Je ne tairai pas pour cela mon goût pour le délire, celui de la poésie, la capacité de faire naître les harmoniques de la musique du sens, comme de dansantes étoiles sous le ciel de la raison. Mais dans la stricte ascèse d'une schizophrénie volontaire et contrôlée, qui tienne à bout de bras le théâtre de ma folie, ses représentations. Je crois à la valeur cathartique de l'art, et j'eusse aimé avoir l'audace et le génie de la pratiquer.

Comment faut-il préférer souffrir de l'absence, sans doute pour jouir tout de même de celle-ci d'une certaine façon ? Métaphysiquement, d'une absence de l'être ; ou physiquement, d'une absence des êtres, c'est-à-dire du monde ?

L'absence pourtant, plus qu'un espace pour souffrir, peut être l'espace du désir. Et de l'espoir plutôt que celui du regret. Rien n'égale sans doute cet exercice du bonheur que celui d'attendre longtemps une femme dont on ne doute pas qu'elle viendra.

Malheur à ceux qui n'ont pas beaucoup attendu dans la vie. Grâce soient rendues à l'absence réelle, sitôt qu'on pose sur elle un regard théologique, celui qui fait naître à l'esprit la certitude d'une présence réelle, faille qui féconde l'attention, acmé d'un désir qui ne frôle son paroxysme qu'au plus profond de l'oubli de soi.

## ACCROC

*(entre l'accroche et l'anicroche)*

C'est toujours le premier accroc qui coûte ; ce qui fait mal n'est pas le prix de la réparation mais la surprise qu'il y en a une. Mais il est accroc de plusieurs genres. Entre les quatre murs de ses habitudes, impénétrable prison de verre, l'enfermé aura-t-il jamais vu venir la pierre qui un jour en casserait les carreaux ?

On se disait naguère ivre d'espérance, de voyages en mer ou de foot, ou tristement d'une des bières innombrables de l'oubli ; désormais nous serions simplement accrocs au loto, à la voile ou à la Coupe du Monde, chapeaux accrochés au porte-manteau de l'habitude. Comme si une intoxication venue d'ailleurs avait submergé la passion des cœurs.

« Mordu » perpétuel de lui-même, l'accroc contemporain, s'il ne se fait pas forcément le prosélyte de son addiction, tire sa fierté d'une habitude devenue le miroir de son être et dédaigne rarement d'en accrocher l'affiche aux cimaises des maisons où on l'invite.

Qu'une telle accroche traverse le temps sans accroc, c'est l'espoir de vivre sans anicroche. L'illusion de confier le monde à un double de nous-mêmes qui nous serait donné avec lui, inépuisable parce que jamais tout à fait vivant. La seule peau sans cicatrice qui soit vraiment belle est celle des statues.

## ADMINISTRATION

Son geste n'est-il pas dans l'imaginaire celui d'une action qui pour n'être pas sans effet se

conçoit souvent sans retour ? En cela pourrait-on dire s'administrent un peu de la même manière une volée de bois vert, un traitement médical, une ville ou une nation – celles-ci toutefois non comme l'objet ou le moyen mais le sujet d'une action pronominale. Cependant, s'administrer soi-même, en tant que cela peut se dire d'une collectivité humaine ne va jamais qu'à désigner un pléonasma imparfait. Ensemble sujets et assujettis, les électeurs d'une république le sont pleinement en tant que sujets, à la mesure qu'ils exercent leur devoir de citoyen, et, en tant qu'assujettis, à la mesure de la jouissance de leurs droits, la fonction et la mission d'un régime républicain consistant à transcender l'antinomie de l'autonomie et de la centralisation.

Le langage d'aujourd'hui tend à substituer le terme de « gouvernance » à celui d'administration. On peut y discerner un désir de remplacer dans celle-ci, à la jointure du social et du politique, le vertical par le circulaire, selon la conviction trop établie que la fonction de la politique serait de rétrécir l'espace qui sépare le gouvernement des hommes de l'administration des choses. C'est-à-dire qu'il y a plus souvent lieu de lire dans l'usage du terme de « gouvernance » l'inverse de ce que « gouvernement » veut dire : gouvernement sans gouvernail, en pilotage automatique et donc sans personne à la barre ; à savoir le système de l'exténuation du politique dans le social, d'une dissolution du politique dans le social, l'épiphanie fabuleuse d'une société qui se tiendrait toute seule, à travers et par-delà l'effondrement, le contournement ou l'oubli de ses contreforts, échafaudages civiques désormais superflus.

Une démocratie absorbée par le marché s'identifie à celui-ci pour avoir été par lui dissoute dans l'ignorance de son institution.

À l'inverse, la résolution toujours recommencée de l'antinomie de la centralisation et de l'autonomie, qui devrait être le propre de la démocratie, s'appelle la *république*.

C'est un lieu commun que de reconnaître en France un pays « administré ». Ce qui constitue son bonheur – littéralement le trait qui donne au bonheur français sa constitution. Le lieu commun réel que forment en France la République et la Nation. Nos concitoyens en parlent plus volontiers selon leur humeur, plus grincheuse que louangeuse, justement ou excessivement sensibles à ses défauts, mais dont ils savent qu'ils sont des maladies plutôt que des tares : éléphantiasis de la bureaucratie et du papier, arrogance facile que confère l'ombre portée de l'État à qui vient s'en abriter derrière un guichet ou sous un uniforme. C'est là en même temps l'expression détournée du mélange d'exigences, de déception et de fierté qui les habite : la flèche et la tâche de l'administration (ce qui l'entache quand elle y manque) : le service des hommes, le service public.

## **ALTER-MONDIALISME**

De l'alter-mondialisme à l'internationalisme, il y a plus qu'un pas, un saut d'époque et de sens. C'est passer de la curiosité de changer de monde à la volonté de changer le monde. À moins que, dans sa version adolescente, l'alter-mondialisme ne soit, à mi-chemin de lui-même, qu'un vague désir de changer de peau survenu à qui ne se sent pas bien dans la sienne.

L'alter-mondialisme désigne ainsi deux sortes différentes de désir, selon qu'il porte le souci de la mode ou celui du monde. Peu importe après tout qu'ils se mêlent parfois dans les têtes ; une petite lettre, ce *n* minuscule, l'initiale du négatif, suffit à séparer deux univers aux antipodes l'un de l'autre.

## ALTRUISME

Bégaïement d'un autisme interminable, l'altruisme est un collier où s'enfilent les perles que les belles âmes passent au cou d'autrui. L'altruisme n'est pas la bonté mais sa réputation le rend beaucoup plus populaire. Si bien en Cour qu'il discrédite par avance les tentatives du bon sens pour en démasquer l'imposture. On ne vise ici que le sens dégradé du terme magnifique inventé par Auguste Comte : l'amour du prochain peut-il se former autrement qu'en passant par l'amour de soi, plus précisément par l'identification de l'autre à soi, de soi à l'autre, à travers le sentiment d'une commune humanité – ces deux mouvements symétriques ne sont pas identiques – en sorte que l'on soit envahi, et non seulement investi, du sentiment que la vie ne vaudrait pas d'être vécue, que l'on n'aurait pas la conscience tranquille, la possibilité de trouver ou de retrouver le sentiment du bonheur avant d'avoir tiré les conséquences, des conséquences, toutes les conséquences de cette identification ? Faut-il devenir incapable ou peu capable de passion pour s'ouvrir à la compassion ?

## AMÉRICAIN

L'oncle d'Amérique, le cow-boy au grand cœur, le gendre idéal qui avait traversé l'Atlantique pour découvrir le bonheur de vivre en coulant des jours tranquilles à Clichy, après avoir libéré la France, est parti sans laisser d'adresse.

L'arrogance candide avec laquelle Bush (le fils) a fait exploser l'impérialisme américain pour couvrir le monde de ses éclats dépouilla en peu d'années l'adjectif « américain » de ses parures de lumière et de strass ; aux yeux de beaucoup de Français, sur le dos des Américains, le blouson noir des voyous les remplace.

En cela la France est peut-être exceptionnelle en Europe ; mais en cela aussi, elle est pour l'instant la nation européenne la plus sensible aux battements de cœur du monde ; donc disposée à en discerner jusque dans ses plus petits villages la présence ; ainsi presque seule à poser en Europe la question d'une politique mondiale – en dehors des très louables préoccupations écologiques et humanitaires des pays scandinaves. Ce qui rapproche les Américains des Français est le souci, l'ambition de l'universel et l'obstination à y prétendre ou même, à s'y croire rendus. Ce qui les en éloigne est que ceux-ci respectent le polythéisme des idolâtres, ceux-là ne les souffrent que convertis.

## **APOCALYPSE DE LA LIBERTÉ (*les Quatre Cavaliers de l'*)** ***Bien-pensance – Conformisme – Pensée unique – Politiquement correct***

### *Bien-pensance*

Conviées à venir saluer la compagnie, les fausses évidences sortent toutes ensemble de la fosse d'orchestre de l'esprit du temps.

Ligne jaune de la bonne conscience incessamment retrouvée aussitôt que franchie, la bien-pensance est la sécurité sociale de la pensée, son assurance tous risques. L'esprit y souscrit en désespoir de cause contre les tourments de l'incertitude, chaque fois qu'il descend dans la rue se mêler à la foule des pensées communes. Faisant plus tard son remord quand, retiré dans sa chambre,

il affronte le souvenir des sottises auxquelles il n'a pas su répondre, elle borde l'inavouable inquiétude des nantis ou des demis nantis de l'existence, et déjà celle muette de leurs successeurs désignés, comme la promesse d'un repos arrachée à l'inanité du vivre ou à la peur de mourir. C'est ainsi que, transfuges de la provocation vers la révocation, de la révolte vers la nostalgie, nombre de soixante-huitards se retrouvent dans la cohue des Coryphées du grand théâtre libéral libertaire.

Pansement permanent de la pensée, la bien-pensance maternelle les nouveau-nés vagissants de l'inquiétude collective dans les langes du conformisme. Après-guerre, et surtout peut-être à partir des années quatre-vingt, à partir du moment où la gauche, ayant achevé de faire de la culture sa colonie de peuplement, se laisse à son tour et plus complètement coloniser par la droite. À droite, les morts tiennent le vif en état, à gauche, c'est l'inverse. S'inverse de l'une à l'autre la présence de la nature sur l'histoire.

Où que l'on soit, la bien-pensance est la religion du siècle, la pensée conforme du milieu et le milieu de sa pensée conforme. Elle cherche son sommeil dans des lits bordés par la peur ; dortoir de la plèbe, lit de camp ou de fortune des Rastignac dont la mécréance frénétique s'enveloppe dans tous les draps : ceux surtout des lits à baldaquin, lits en majesté des princes de la renommée.

Toute bien-pensance étant une abdication de la raison appelle une judiciarisation forcée de la conversation. Ainsi en devient-elle, en fin de compte, sorte perfectionnée de police de la pensée, l'ultime recours. Bien-pensance de droite et bien-pensance de gauche : celle-ci, ayant à la faveur de la chute du nazisme et des socialismes déclarés pris décidément le meilleur, plus dangereuse désormais que la première dans l'assoupissement contemporain de la vigilance civique.

### *Conformisme*

Violente dialectique de l'abandon et de l'exigence, celle du conformisme et de l'égalité trace une ligne de partage des eaux, eau bénite ou courante, indiscernable au grand nombre. Une fausse égalité pousse à un rapprochement des comportements qui dissimule l'éloignement des cœurs.

De la pensée unique par la pensée des autres à une autre pensée ? Cela ne marche pas, cela piétine. Penser la pensée des autres sans penser l'autre – encore moins penser à l'autre –, c'est peine perdue. Nous serions conformés – programmés – avant que de naître, conformes essentiellement. Il y a de la prédestination calviniste dans le regard du sociologue. Pourquoi me semble-t-il malaisé de donner des exemples de conformisme alors comme on dit qu'ils se ramassent à la pelle, donc, pourquoi pas moi ? Probablement parce que j'ai le sentiment que le conformisme tend à devenir la texture même de notre univers moral et qu'y discerner des exemples, c'est faire mine de s'en être arraché. Pour le dire autrement : notre environnement n'est pas notre univers, pour peu que nous n'ayons pas complètement tort de croire qu'il nous reste de temps à autre une liberté possible.

D'une certaine manière, il est impossible de s'évader du conformisme ; penser contre quelqu'un, c'est encore penser dans sa lumière. Et puisqu'il est vrai qu'au royaume de la culture le destin social des idées donne toujours la prépondérance, à une époque ou dans un moment déterminé, à l'une ou l'autre d'entre elles des moins inattendues, rien ni personne n'échappe, positivement ou négativement, à la puissance d'attraction de cette attente, et dans une large mesure, comme on dit, à l'idéologie dominante. Il y a belle lurette que les historiens de cette histoire, les historiographes ont remarqué la proximité des inconscients historiques et des soubassements éthologiques des groupements humains les plus disparates, lorsque ceux-ci appartiennent à la même génération.

L'esprit d'une époque qui évoque à cet égard, comme le texte, comme le canevas d'une *comedia dell'arte* à cent auteurs divers, sa quintessence projetée dans la culture et les mœurs du temps, a toujours un visage selon le point de vue choisi ; c'est la légitimation d'un processus de personnification.

La puissance et la portée croissante des moyens de communication de masse donnent à la diffusion et à la force de pénétration de la pensée conforme une efficacité apparemment sans précédent. On a décrit depuis longtemps comment et combien elles sont parvenues à faire de cette pensée conforme une pensée totalitaire dans les régimes du même nom. Hannah Arendt a montré la différence catégorique qui distingue ces régimes des tyrannies plus rudimentaires ou de tout autre système autoritaire. Mais les ressorts du totalitarisme qui font l'objet d'analyses précises dans les systèmes fascistes et communistes ne sont pas absents, quoique sans doute soigneusement dissimulés et moins affirmés, dans les régimes démocratiques. Au moins à l'état d'ébauche. Le conformisme ne perd jamais dans une démocratie sa séduction totalitaire, pour ainsi dire une certaine propension, du fond de sa conscience, à la découvrir à son insu. Ce sera la « pensée unique », bouillonnement des dessus de marmite des impensées du siècle.

### *Pensée unique*

La pensée unique, selon la définition qu'Ignacio Ramonet en aurait donnée, est une sorte de « doctrine (...) la seule autorisée par une invisible et omniprésente police de l'opinion ». Elle est le résultat d'une sorte de totalitarisme intérieur, celui d'un conformisme, de la mise en conformité des images, des idées, des valeurs, des comportements avec les idées reçues du monde dans un ordre qui n'est d'ailleurs pas forcément toujours le même. Naguère on l'appelait lourdement l'idéologie dominante, tellement dominante qu'on n'a plus à la penser, mise en œuvre par les mécanismes du *politiquement correct* – plus largement dit du *culturellement correct* –, par tous les instruments dont il dispose dans les sociétés démocratiques de masse. Capital mort du symbolique, masse accumulée d'une pensée que l'on ne pense plus, pour la reproduction de laquelle on compense un usage minimum de l'intelligence par de grandes dépenses affectives.

### *Politiquement correct*

Cet avatar contemporain du conformisme est un produit brut de décoffrage de la bonne conscience démocratique-capitaliste. C'est un suintement continu de la belle âme post-moderne ou moderne (nous verrons en son lieu ce qu'on peut penser de ce préfixe). Il ne faut pas méconnaître la part de sincérité qu'elle comporte. Sincères sont l'horreur et la répulsion suscitées par la cruauté et le crime des forfaits justement imputés aux régimes totalitaires, ou tout simplement là où nous sommes à notre démocratie, et sans doute la crainte vague de ne pouvoir être sûrs d'en être à jamais préservés. Mais au cœur de son sens, l'expression, qui est quasiment une épithète de nature, désigne le sentiment d'une réplétion morale, le bonheur d'un juste que le doute de soi ne peut effleurer parce que l'acquiescement d'autrui ne cesse de le rejoindre comme les deux mains jointes qu'emmitoufle le manchon d'une commune bonne conscience. Il est vrai que si l'on parle d'un acte ou d'un dire politiquement correct – puisque paraît toujours tel celui auquel on adhère comme à sa propre peur ou à sa propre peau, ou celui auquel on se heurte comme au mur d'une incompréhension –, personne ne doute de la place qu'il croit occuper dans ou en dehors des siens, chacun sait le

scandale qu'éprouve une conscience sectaire à se frotter à la pluralité de celles qui se nourrissent de convictions différentes. Mais le « politiquement correct » a besoin de la chaleur rassurante d'un troupeau, fût-il à la limite celui d'une petite troupe suffisamment compacte, fût-elle minoritaire, parce que minoritaire, pour faire masse dans la profusion d'un monde coreligionnaire. Il ne va pas sans un sentiment d'élection dans l'appartenance et la certitude actuelle d'être, comme on dit, majoritaire, ou à défaut de se retrouver tel quelque temps, quelque part.

La démocratie fait lever la patte du politiquement correct qui se retourne contre elle pour l'étouffer. Car la démocratie comme le politiquement correct ne sauraient rester politiquement pures, c'est-à-dire pures de tout contenu politique. De ces fondations culturelles invisibles, dont les fissures sont au principe dévoyé du politiquement correct, principe de la moralité de notre temps, tout profondément enfouies qu'elles soient, sourd la sève à laquelle sa floraison doit sa forme et sa couleur.

## ARCHAÏQUE

La pensée de la modernité, plus exactement l'obsession d'être moderne et de le rester, est une porte d'angoisse ouverte à deux battants sur l'archaïsme, ce monstre du cauchemar de la mort du temps, inséparable obsession du coup de pied dont on devrait l'en chasser.

Cela se marque assez dans l'échelle des valeurs du libéralisme, c'est-à-dire du capitalisme pensé par lui-même. Dans la graduation inversée qui règle le cortège de ses malédictions, la plus redoutable, celle qu'il jette d'avance ou en désespoir de cause selon les cas à la figure de ceux qu'il veut anéantir, c'est-à-dire réduire au silence, c'est l'archaïsme. Proférée à répétition et comme à tout hasard, cette mise en accusation convulsive est le symptôme d'une pensée à court d'arguments, crispée sur son dernier mot.

*Archaïque*, voilà pour les *libéraux* d'aujourd'hui la mère de toutes les injures dans le chapelet desquelles défilent les grains de bois de l'exorcisme : jacobin, stalinien, nationaliste, totalitaire, réactionnaire, collier d'un rituel de la stigmatisation bien-pensante prêt à être passé autour du cou des victimes, contaminés-contaminateurs, des deux grandes endémies du temps : l'anti-américanisme et l'anti-européisme, la peste et le choléra. Sans doute existe-t-il un anti-américanisme et un anti-européisme primaires qui font couple, héritage xénophobe de nations dévastées : dans le fantasme d'une Europe-puissance, c'est-à-dire de la puissance retrouvée par une Europe américaine dans son renoncement à devenir l'Europe, il y a sans doute l'idée d'une médication homéopathique permettant à la longue d'équilibrer l'empire américain par une sorte d'alter ego de pacotille ; la présence et les inconvénients, sinon les méfaits, d'une surpuissance américaine dans le monde et sur l'Europe n'y sont plus vraiment niés, on s'y abandonne pourtant sans le dire en pensant à autre chose et en feignant de pouvoir changer la donne en cours sans changer de jeu ni même rebattre les cartes. L'adjectif *primaire*, dès qu'il s'attache à des substances aussi politiquement incorrectes que l'anti-américanisme et l'anti-européisme fonctionne pleinement comme une épithète de nature : il stigmatise l'ignorance populaire et fait implicitement appel de l'inculture des pauvres à la sagesse des nantis.

Dans la bouche policée des tenanciers du libéralisme, prêcheurs du catéchisme du capital, une injure résume toutes les autres. Elle renferme dans sa seule imprécation toutes les détestations des religionnaires du libre profit : archaïque ! Être traité d'archaïque, c'est la terreur des bobos.

## ASCÉTISME

Entre l'estime et la haine de soi, l'ascétisme, s'il n'est pas le déguisement d'un suicide alangui, doit se faire l'intercesseur de la sobriété.

L'ascétisme ne consiste pas à refuser le plaisir, mais à nous rendre capables de le choisir. C'est le coup de force, le seul coup de force possible dans cette vie qui puisse anéantir le mal de vivre, puisqu'il donne un sens à une question qui se sait sans réponse : pourquoi ? Pourquoi le monde, pourquoi exister, pourquoi la souffrance d'être et celle de n'être plus. Pourquoi vivre ? Pratiquons l'ascèse de laisser la réponse en suspens. Se demander plutôt sans l'attendre : comment vivre ? C'est répondre *au fait* que la question se pose, venue d'on ne sait où et n'allant nulle part. Une anticipation qu'un sens existe, dans l'incertitude absolue de sa détermination, la certitude quasi absolue qu'il en est un.

Qu'est-ce qu'un quasi absolu ? La certitude de la présence d'un reste au fin fond du doute, d'un zeste de certitude au plus fin fond du tamis. Alain en a écrit, mieux que je ne saurais dire, quelque part.

## ATLANTISME

Le désastre mondial que constitue la politique américaine dans l'accumulation de ses erreurs sous les présidences dynastiques des Bush n'a pas arrêté la dérive atlantiste de l'Europe mais il l'a sans doute beaucoup affaiblie en la rendant de plus en plus impopulaire. L'effondrement des régimes communistes et l'implosion de l'empire soviétique continuent de produire des effets ambivalents à cet égard : tout en laissant aux États-Unis, devenus l'unique superpuissance mondiale, le surcroît de prestige et de puissance qui découle de ce monopole de fait, ils retirent à l'anticommunisme une partie de l'efficacité historique dont il avait fait preuve pour cimenter la fidélité des alliés de l'Amérique, autant du moins que celle-ci pourrait le souhaiter. C'est ainsi que si, d'un côté, les pays jadis satellisés par l'Union soviétique sont aujourd'hui amoureux transis des dollars et de l'ordre américains, d'un autre côté, l'invasion américaine de l'Irak a gravement altéré l'image des États-Unis dans l'Europe de l'Ouest et du Sud, c'est-à-dire dans les opinions publiques des partenaires européens de l'Amérique, leur alliée dans l'OTAN.

L'atlantisme sera-t-il un jour notre Atlantide ? De plus en plus décoloré dans l'esprit public des nations de l'Ouest européen, Allemagne comprise, il s'enfonce doucement sous nos yeux dans les eaux de la désuétude. Il ne garde, ou plutôt ne trouve, une nouvelle vigueur que dans les nations de l'Europe de l'est libérées de l'hégémonie soviétique et prêtes à devenir, dans leurs retrouvailles avec le marché, ses supplétifs enthousiastes.

## AUTOGESTION<sup>1</sup>

À rigoureusement parler, l'autogestion ne vise rien d'autre que ce que les termes de démocratie et de socialisme ont déjà désigné, pour peu qu'on les utilise dans leur acception marxienne.

L'autogestion réalisée signifie la société sans classes – mais non sans luttes –, sans exploitation – mais non sans pouvoir –, la fin de la préhistoire, une présence de la conscience historique dans chaque vie humaine. Il s'agit donc exactement de ce que Marx appelait le communisme, où la

division technique du travail n'est plus l'implication ni la « fausse » explication d'une division sociale ; la collectivité humaine, devenue communauté réalisant ainsi la cité des fins et cessant d'être le lieu où s'institue en chacun et entre tous une séparation de la tête et du corps constitutive de l'exploitation de classe et des représentations aliénées du monde.

La valeur d'une utopie est dans sa *portée* – dans ce qui la porte et dans ce qu'elle emporte. Ainsi faut-il considérer dans l'autogestion, ses usages et ses rôles, le complexe de sens (et donc de contresens) dont elle est historiquement chargée. À travers l'usure des mots, la dénaturation imposée à des concepts du socialisme dégradés en placebos idéologiques, devenus l'alibi théorique des figures historiques qui, de la social-démocratie allemande à la révolution d'Octobre était censée l'incarner, la thématique de l'autogestion exprime d'abord une réaction aux conséquences de l'institutionnalisation du mouvement ouvrier dans les syndicats, les partis, les États qui s'en réclament. Elle exprime la critique consécutive de toutes les fascinations centralisantes du pouvoir central auxquelles l'exigence révolutionnaire s'est exposée. Dans le désenchantement qui a fait écho – à l'ouest de l'Europe à partir des années trente, à l'est du continent à partir de 1955 – aux salves libératrices du croiseur « Aurore », cette thématique s'est développée dans un paysage mental fortement imprégné d'anarcho-syndicalisme et de sensibilité proudhonienne. La critique autogestionnaire d'un socialisme prétendument réalisé dans l'union prétendument soviétique ou fallacieusement diluée dans les compromis de la démocratie bourgeoise est devenue le support théorique de tous ceux qui découvrent dans une certaine manière de prendre à partie l'État, le meilleur moyen de prendre son parti du Capital... et de son état par-dessous le marché.

Égarée parfois fort loin de ses sources (qui sur le plan des références théoriques sont plutôt Marx que Mounier, plutôt Rosa Luxembourg et Pannekoek que Proudhon ou Edmond Maire) la « démarche » autogestionnaire fait l'objet d'innombrables démarchages : il s'agit toujours, en habillant d'une rhétorique autogestionnaire telle ou telle technique gestionnaire, de faire autogérer par les exploités leur propre exploitation.

Ce détournement de sens cherche ordinairement ses lettres de noblesse théoriques dans une généralisation abusive de l'idéologie du mouvement coopératif et postule évidemment une hétérogénéité radicale entre la société et l'État. On ne s'étonnera pas de constater que les nouvelles couches « petites-bourgeoises » qui constituent l'encadrement moderne de la production soient un terrain d'élection de cette variété de luxe de la sémantique autogestionnaire : un nouveau discours sur le pouvoir permettant d'évacuer sa réalité de classe et d'escamoter la pérennité de l'exploitation.

La multiplicité de ces contresens et l'usage que la classe dominante ne manque pas d'en faire obligent à rappeler que l'autogestion n'est rien qu'une des formes rhétoriques modernes de l'idéologie du consensus si elle n'est pas l'expression d'une contestation consciente de la division sociale du travail instituée par le capitalisme. Un nombre croissant de conflits sociaux porte bien la marque de cette contestation : ceux notamment qui sont engendrés par la déqualification du travail comme ceux qui dévoilent, derrière ses finalités apparentes, les finalités les plus profondes de la production capitaliste et de son organisation : le plus grand profit d'un petit nombre.

Ainsi le mouvement réel de l'autogestion est-il un processus qui, partant d'une remise en cause de l'organisation du travail dans l'atelier, le bureau et l'usine, met immédiatement en question la structure de classe de l'entreprise et son fonctionnement par rapport à la société tout entière. Autogestion, expropriation du capital et planification démocratique seraient ainsi des exigences complémentaires d'un renversement de la logique du marché, celles de la fusion politique du social

et de l'économique qui est le propre du socialisme.

Dans la mesure où le mouvement réel du socialisme s'enracine dans le conflit de classes, et parce qu'il implique l'anticipation du changement de pouvoir, donc de l'État, il s'affaiblit chaque fois qu'il cède à la tentation de son contournement : l'autogestion n'est pas une île.

## AVENIR<sup>2</sup>

L'idée de *socialisme* a-t-elle un avenir, ou n'est-elle qu'une parenthèse ? L'avenir a-t-il un avenir ? C'est ainsi que pourrait se renommer, semble-t-il, l'interrogation à laquelle l'invocation du socialisme et même son évocation toujours nous convient.

Que l'idée du socialisme se confonde désormais, même pour ses adversaires, avec celle d'un avenir comme elle aspiré par le même trou noir, devrait tout de même inquiéter tout le monde à *gauche*, marxistes ou pas, parce que c'est justement la pensée du vide et que s'y attache l'effroi qui résulte, comme le vide lui-même, des défaillances de la pensée ; mais pas moins ailleurs, où les libéraux savent ce qu'ils ne doivent pas à la force de la leur : que si le marxisme n'est plus un horizon indépassable, c'est qu'il n'y a plus d'horizon. D'un seul coup d'œil leur regard peut faire le tour de la terre.

Mais entre le libéralisme, qui est en fin de compte un refus de penser la société, et le socialisme, qui pense la société pour produire la politique comme l'exigence sociale<sup>3</sup> de ceux qui en sont exclus, il n'y a pas symétrie.

La dévaluation dont le socialisme se trouve aujourd'hui frappé est ainsi plus profonde, plus profonde surtout l'origine de ce déni que ne le donnerait à penser la seule recension des symptômes de son discrédit. Car ce que suggèrent le lien avéré entre les désastres du siècle et l'avortement du socialisme, enfant mort-né du Capital, et jusqu'à cette hâte du libéralisme triomphant d'en être quitte avec l'histoire, c'est que l'exil installé par son absence ne peut être comblé dans les consciences que par la religion ou par lui. Qu'elle cesse de pouvoir imaginer son devenir-sur<sup>4</sup> la terre ou dans les cieux et l'humanité ne serait pas plus viable qu'un homme privé de rêver. Il n'est pas d'espérance sociale qui n'implique en fin de compte une eschatologie.

Il n'est pas sûr non plus que l'émergence des valeurs de l'individualisme qui submergent l'esprit public (au moins dans la portion la plus industrialisée du monde) forme l'autre terme d'une alternative ; que ce produit de notre modernité ne soit pas le mirage chatoyant d'une panne de l'imaginaire, l'étincelle des courts-circuits en chaîne du devoir être, bref le sous-produit d'un passé éclaté, plutôt que la préfiguration d'un nouveau monde ; pas sûr que le triomphe actuel du libéralisme dans le monde ne fraie pas le passage à l'invention sociale d'une sorte de fascisme fin de siècle, auquel les valeurs d'un individualisme dévoyé auront servi d'incubateur.

Le renouvellement de l'idée du socialisme, nous verrons que c'est d'abord du côté des conditions de production d'une eschatologie laïque qu'il faudrait le chercher. C'est aussi à partir d'elles que peuvent être appréciées la pertinence et l'efficace des « paradigmes nouveaux qui émergent à gauche », parce que l'histoire (si elle est autre chose que la succession) ne travaille pas sur un modèle, puisqu'elle serait justement l'avènement d'un sens<sup>5</sup>. Une eschatologie laïque doit être comprise, au-delà de la contradiction dans les termes qu'elle constate, comme une exigence sociale autant qu'intellectuelle, le déploiement historique d'un travail social qui serait par lui-même fondateur de sens. À partir de points de départs différents, lointainement hérités du marxisme

(Habermas) ou de l'utilitarisme (Rawls), l'effort de l'élaboration théorique de l'espace public et de ses procédures de régulation – élaboration très exactement contemporaine de la ruine des communismes historiques – en porte d'ailleurs à la fois l'espérance et la déception. L'espérance est celle de l'autonomie de la société – l'autonomie des hommes par la société – mais ne serait-ce pas déjà y avoir renoncé que d'en dissoudre l'épaisseur historique dans la transcendance supposée de ses procédures – on n'échappe pas à la nature par la négation de l'histoire – et le travail du sens ne comporte-t-il pas une inhérence méconnue par le coup de force d'un formalisme naturalisé ?

Les doutes sur l'avenir du socialisme qui saisissent aujourd'hui héritiers et fossoyeurs nous convient à réfléchir d'abord aux conditions de possibilité d'invention du politique, à considérer pour ainsi dire le regard avant l'image, la perspective plutôt que l'objet, la conscience plus que le concept, les déterminants du lien social avant ses déterminations. Et peut-être serait-il sage de la situer elle-même, cette quête des nouveaux paradigmes, dans la lumière d'une perspective pratique, celle d'un problème à définir et d'une tâche à accomplir, plutôt que de la laisser dans la pénombre de l'utopie. Il ne devrait pas y avoir d'ailleurs d'utopie socialiste, puisque le socialisme, *en tant qu'utopie*, ne serait qu'une autre manière d'arrêter l'histoire, c'est-à-dire de la nier ; ce ne peut-être qu'en tant que mythe politique, producteur et opérateur de sens, que le socialisme retrouvera sa force historique. Celle d'un testament attendant du temps qui reste de devenir irrévocable.

Ce futur verbal pourrait s'écrire au passé ; pour le remettre au présent que nous manque-t-il ? D'avoir reconnu, et d'avoir fait reconnaître, l'acteur collectif de l'histoire sous ses visages d'aujourd'hui, ce qui donc de la politique fait une nécessité sociale pour « ceux qui n'en sont pas ». Où se trouve et comment peut se constituer le prolétariat ? Ce concept est-il périmé par la révolution du mode de produire engagée par la transformation de la fonction sociale de la science devenue, à travers l'informatisation et l'automatisation de la production, force productive directe et agent, en quelque sorte, « d'un travail sans travailleur » ? Ou, pour le dire en langage marxiste, la transformation désormais qualitative et non plus seulement quantitative de la composition organique du capital ne désigne-t-elle pas un changement catégorique du capitalisme lui-même ?

Sans prétendre y répondre ici, oserais-je dire que la question est peut-être moins désespérée qu'elle n'en a l'air ? On peut discerner en tout cas qu'il est vain d'en chercher la réponse dans un examen *séparé* des rapports de productions et des instances ethico-politiques de la société entière, qui fige dans leur solitude deux moments analytiques pétrifiés. La postérité de Marx a d'autant plus souvent consommé cette erreur – que lui-même n'avait pas longtemps évitée – qu'elle a vécu un retournement de la fonction sociale du marxisme – outil critique devenu instrument de légitimation du pouvoir.

Mais il y a bien des manières de s'exposer aux aplatissements qui résultent toujours du paradigmo-centrisme particulier à l'esprit du temps, lequel fonctionne nécessairement tôt ou tard comme caution idéologique de l'ordre établi. Le politisme, qui naturalise le droit dans l'oubli de la société et le culturalisme, qui sont désormais les fleurs les plus entêtantes du capitalisme historique, sont en fait des avatars idéologiques récurrents et non les vrais antidotes de l'économisme ambiant. L'écologie et la démocratie sont assurément les deux grands problèmes du monde, c'est pourquoi voici l'*écologisme* et le *démocratisme* devenus dans l'esprit public des pays capitalistes centraux, à la suite du communisme réel et du libéralisme irréal, les deux grands leurres culturels de ce temps.

La modernité se fait une fausse idée d'elle-même. Valéry exprimait déjà et peut-être même sans le vouloir cette (fausse) conscience de notre temps : où et quand l'ère du monde fini commence,

l'humanité se termine.

Rien de plus contestable que la croyance selon laquelle l'humanité aurait atteint à la fois son unification et sa frontière écologique. Le prétendre serait s'imaginer que le capitalisme est sur le point de la faire sortir de l'histoire. Faut-il rappeler qu'en face de la diversité des cultures, le seul internationalisme qui *tienne* s'est pour l'instant celui du capital ? Il s'agit d'une sorte tout de même très particulière d'universel totalement cantonné dans la logique de la raison technique, rationalité instrumentale qui, devenant d'elle-même son propre objet, si j'ose dire se mord la queue ; de sorte que la tension instituée entre cette puissance unificatrice et le particularisme irréductible des cultures tient à ce que celle-la mutile inexorablement celles-ci de ce qui dépasse ou dessert en elles les exigences de la raison marchande.

Le capitalisme étant la raison marchande poussée jusqu'au bout, ce n'est pas en tant que force unificatrice qu'il suscite l'antagonisme des cultures, c'est dans la mesure où cette force tend à détruire dans chacune d'entre elles l'enracinement d'un principe de commune humanité. La contradiction qui se noue aujourd'hui entre la diversité historique des cultures et la globalisation géographique du capitalisme (telle que la réalise notamment la financiarisation des économies) n'est pas celle du passé et de l'avenir mais le produit de la divergence portée à l'extrême et désormais à sa dimension planétaire, entre la logique de l'instrumentation et celles de l'interaction et de la représentation (pour reprendre la terminologie de la systématique de Iéna et un moment, celle d'Habermas).

Un contresens éclatant de notre modernité consiste à confondre l'archaïque et le réactionnaire. Elle identifie à des archaïsmes les réponses dites intégristes ou fondamentalistes qui apparaissent aujourd'hui comme les seules au monde à résister à l'emprise et au règne de « la raison blanche ». Elles ne sont pas archaïques : l'électronique et le Coran, la Bible et la conquête spatiale font bon ménage, et je ne suis pas sûr que l'enseignement de Darwin rencontre beaucoup plus d'obstacles en Iran ou en Égypte que dans la « Bible belt » des États-Unis. De la *jet society* ce que ne supportent pas les ayatollahs et leurs pauvres, ce ne sont pas les avions à réaction, mais le désenchantement du monde, une histoire morte qui serait devenue l'aveu de la finitude humaine. Ils ne sont pas les seuls à le récuser. Si dans la dérégulation du siècle, l'exil du sens, ce sentiment gauchement décrit comme celui de la perte de l'identité, le deuil de l'être laissent une place aussi grande aux idoles, c'est que ce naufrage du politique aura été celui du socialisme. Le socialisme ou plutôt ses différents clergés ont tellement pratiqué le naturalisme des valeurs, ils ont tellement exalté la vénération des reliques et multiplié au sein des masses les morceaux de la vraie croix que leur désastre livre aujourd'hui les peuples du Tiers-monde et demain les peuples du monde aux missionnaires de la peur.

Comme pensée et comme politique de la société le socialisme s'affronte au triple totalitarisme de la nature (ou de la religion), de l'économie et du droit. Depuis la première révolution industrielle puis la maturation du capitalisme, l'économisme devenu hégémonique ne cesse de subvertir le socialisme ou de l'encercler. L'économisme triomphant n'efface ni la naturalisation ni la formalisation des valeurs : il les enrôle. Il y a plusieurs façons de contrefaire à la fois le socialisme et la démocratie en en faisant les termes d'une alternative, et c'est au fond le même économisme qui pendant deux siècles, de la révolution française à la chute du mur de Berlin, a prétendu remplacer la démocratie par le socialisme, c'est le même économisme qui porte aujourd'hui la gauche autant que ses adversaires libéraux à s'imaginer pouvoir remplacer le socialisme par la démocratie.

À la critique absolue de la démocratie formelle succède son exaltation ; et si l'écroulement des

« communismes réels » ouvre un nouvel espace à la liberté dans l'orient de l'Europe, c'est comme une annexe du capitalisme qu'elle y pénètre, au moment même où celui-ci, dans l'occident du monde, par un retournement lié à la transformation des systèmes politico-médiatiques institués, organise le dépérissement de cette même démocratie dont il avait accompagné la floraison bourgeoise.

Ce « démocratisme » qui s'installe dans la culture du temps et dont les pays capitalistes centraux déploient l'exemple comme le drapeau de la bonne conscience de l'ex « monde libre » contre les fascismes d'hier et de demain, ou plus largement contre les pays trop retardataires pour se passer des formes les plus frustes de la coercition de classe n'est pas une affirmation mais à la vérité la négation économiste de la démocratie, symétrique au fond d'un stalinisme qui lui a frayé la voie.

Si l'on définit justement avec Jaurès le socialisme comme la démocratie accomplie, ou plus précisément encore comme la République – la révolution française jusqu'au bout –, c'est donc un étrange égarement que d'invoquer, comme les socialistes français le font d'une social-démocratie sans prolétariat, une *démocratie sans société*. Cette démocratie sans société comme cette social-démocratie sans prolétariat, ce sont très exactement, selon ce que proposent certains courants de la philosophie politique contemporaine, les bouées de sauvetage d'une gauche désorientée et d'un libéralisme impossible.

Est-il possible de penser la société dans le contractualisme de Rawls, qui paraît la réduire à une collection de transactions arbitrées par une éthique procédurale qui ne fait d'ailleurs pas mystère d'un relativisme historique peu compatible avec son ambition fondatrice ? « Une conception politique de la justice » (...) ne peut être formulée dans les termes d'une doctrine religieuse philosophique ou morale exhaustive mais plutôt dans ceux de certaines intuitions latentes au sein de la culture publique d'une société démocratique<sup>6</sup>

Puisqu'il s'agit de substituer aux critères de la justice ceux de la justification, et aux exigences de l'égalité sociale dont dépend la démocratie politique celles de l'égalité théorique des chances, il est difficile, dans cette réduction du certain à l'aléatoire qui résulte d'un arbitrage des valeurs confié à la seule valeur de l'arbitrage accompli du marché, de ne pas reconnaître sous le masque culturaliste et démocratique du primat et de l'autonomie prétendue des procédures la victoire silencieuse – et d'autant plus complète – d'un économisme omniprésent.

C'est bien contre lui, qui poursuit à partir du libéralisme et du communisme historiques un glissement presque achevé dans le médiadémocratisme de notre temps, que le socialisme devra reconnaître et revendiquer le libre-arbitre collectif de la décision politique, sans la détacher pour autant des relations instrumentales et des rapports symboliques à partir desquels elle s'invente. À partir d'une société engloutie dans l'économie et d'une économie engloutie dans le marché, il s'agit de remettre à leurs places, le marché dans l'économie et l'économie dans la société.

Reste l'essentiel, qui consiste à passer de la sociologie au socialisme, d'une pensée sur la société à la pensée de la société, des sciences sociales à une philosophie politique qui soit un instrument d'émancipation collective.

La vitalité, l'actualité et l'avenir de l'idée socialiste lui viendront de l'incapacité du capitalisme à se comprendre lui-même, et par conséquent à éviter, et peut-être même à ralentir la scission sociale du monde à l'intérieur des nations comme entre elles. En tant qu'exigence sociale, l'idée du socialisme est la conscience du capitalisme, la conscience qu'il n'y a pas d'intelligence du capitalisme sans résistance à celui-ci.

Ce qui semblerait montrer que cette réflexion se termine aujourd'hui là où elle devrait commencer...

## BANLIEUE

Par quelle étrange inversion de sens nos banlieues, dont le nom fut tenu par la loi sur les fonds baptismaux, en sont venues à nous évoquer une improbable zone d'imaginaires dévoyés, espace intermédiaire des terrains vagues ou vaguement bâtis bordant l'enceinte de nos urbanités bien construites comme pour en écarter le *no man's land* d'univers supposés extérieurs à la raison ? Selon son nom et son concept originaires, la banlieue devrait rester le lieu du ban, celui d'un peuple rassemblé sous la loi, l'aire circulaire où la juridiction civique rayonne, quoique affaiblie, au-delà des limites de son plein exercice, sur la cohue désordonnée des faubourgs. La crise, ce faisceau de désordres, d'iniquités et de souffrances rassemblés sous ce nom, lui a fait prendre l'allure d'une jungle urbaine que ceux qui la côtoient traversent sans s'y arrêter. Jusqu'à figurer, au bout des cercles concentriques des fantasmes engendrés par le mal vivre de toutes les scissions sociales, le lieu des bannis de l'espérance, celui d'un quart-monde d'après la république plus démunie d'espoir que le Tiers-État d'avant la Révolution.

Disons-le nettement, c'est la figure que dessine aujourd'hui dans l'esprit du temps la banlieue française, son profil plus que son image dans l'épaisseur de sa vérité que l'on croit pouvoir ainsi retracer.

Dans les pays de culture anglo-saxonne, les bourgeois plus ou moins riches s'étagent circulairement dans la campagne tournant autour du centre comme pour y dessiner les anneaux de Saturne. Dans les pays latins comme on sait, les bourgeois se précipitent au centre, sous l'ombre d'un pouvoir, église et mairie, civique et régalien.

## BONHEUR

Galaxie poreuse dans laquelle s'engloutissent, aussi insondables qu'un trou noir, les rêves de l'humanité, nos bonheurs sont la trace d'une grâce insaisissable comme celle d'une providence divine. Ou bien, bonheur d'un instant, d'un geste ou d'une pensée, la résolution d'un accord avec le monde ou son pressentiment. Ou bien, moins souvent que l'objet d'une élection personnelle et l'opération même de sa délectation – vivre son bonheur – le bonheur est plutôt considéré comme l'objet et la cause d'une aspiration collective inscrite par exemple comme telle sous les espèces de la *poursuite du bonheur* dans la constitution des États-Unis ; le droit au bonheur désignant ainsi candidement une créance de l'individu sur la société et la responsabilité qui découle pour celle-ci de s'en être reconnu le fournisseur. Du droit de cité aux droits de l'homme, le bonheur moderne a de toute manière complètement coupé les ponts pour ainsi dire avec l'ascèse de la vie heureuse, de Sénèque à Montaigne. La bonne vie a désormais remplacé la vie bonne dans l'imaginaire du temps. Ce qui n'empêche évidemment pas un petit nombre d'en préserver l'ambition, c'est-à-dire les exigences particulières. Sans doute sont-ils en cela, dans une époque où le christianisme s'exténue et où s'efface ce qui aurait pensé le remplacer, le marxisme, plus à contre-courant que jamais martyrs, gnostiques et mystiques ne le furent.

## BOURGEOISIE

### *Bourgeoisie (petite) – Bourgeois bohèmes*

#### *Bourgeoisie*

Le mot tenait naguère sa saveur (de Molière à Flaubert) d'une vision polémique de la société, de sa vigueur et de sa vérité. Désormais délavé aux grandes eaux rhétoriques de la démocratie, le bourgeois, l'homme qui a pignon sur rue, a pris l'allure de l'homme de la rue, ou du moins ne cesse-t-on de le prétendre : la bourgeoisie, monument historique, serait devenue un patrimoine commun et nous voici tous les jours invités à visiter la maison du Français moyen. Le bourgeois jadis révolutionnaire et conquérant termine son parcours dans l'imaginaire français au musée des traditions impopulaires, quoique secrètement révérees. Lui qui s'était identifié au peuple ne se sait et ne se veut exister qu'en dehors de lui ; ce faisant, le voici hors de lui-même car c'est du peuple qu'il tire ses racines et sa noblesse.

Si épatant qu'il puisse être, il y a belle lurette que le bourgeois a renoncé à épater quiconque, et surtout lui-même, sa réserve autant que ses réserves lui tenant lieu de ressource (c'est évidemment ici son image plus que lui-même que je décris). Petit ou grand, ayant perdu dans le regard des autres sa majuscule, il lui faut s'accommoder de l'un ou l'autre de ces adjectifs, mais de l'un ou l'autre il ne saurait se passer. C'est que la Bourgeoisie selon son concept, aussi exténué fut-il – ce concept – que celui de la lutte de classes, la Bourgeoisie selon son concept – pas son être – se dissimule rhétoriquement, idéologiquement dans une indistinction partagée avec son fantôme frère : le prolétariat ; comme si faisant ici mentir Marx on pouvait se donner une bourgeoisie sans son prolétariat.

#### *Bourgeoisie (petite)*

Du Bourgeois au petit-bourgeois, le regard glisse du classement au comportement, du social à l'individuel, de la politique à la culture. Féroce individualiste et docilement grégaire, le petit-bourgeois se présente en bordure de la classe ouvrière près du fond de la marmite capitaliste, une sorte de précipité universel de notre temps. De l'éclat sulfureux du Grand Capital, Prince des Ténèbres de la démonologie marxiste, il ne lui reste rien. Rien que le grouillement multiplié et anonyme des rescapés du prolétariat, dans cet espace de semi-liberté que notre société aménage entre la prison d'un salaire et le champ de course du capital.

Rien, sinon tout de même l'habitude de remplir le ventre vide de sa peur de l'espoir indéfiniment déjoué et repris d'une réplétion éternelle. Du bourgeois au petit-bourgeois la faille irrémédiable, géologique, est bien celle de la peur : celui-là sait qu'il tient de naissance dans sa poche toutes les clefs de la distinction sociale, qu'il sache ou non s'en servir ; celui-ci doit oublier la crainte de se tromper de serrure ; il pourra la surmonter parfois à force d'entraînement et de volonté, il n'en guérira jamais.

Ce sont des petits-bourgeois, monarques contemporains du goût et d'une indistinction massivement démultipliée par la machinerie médiatique, qui décernent à certains de leurs pairs leur lettre patente de Bourgeoisie.

Plus que l'ampleur d'un patrimoine ou même l'habitude d'en disposer, c'est le style de son usage qui fait d'un bourgeois reconnu comme tel, élémentaire atome de la classe moyenne, ce bourgeois éponyme que dans sa prolifération petite-bourgeoise notre société salue du nom de grand bourgeois.

### *Bourgeois bohèmes*

Bobos ! Marque brevetée d'une grande brocante culturelle des bourgeois bohèmes respirant l'air du temps par tous les pores de la peau, ce quolibet ne désigne pas une espèce nouvelle mais une certaine couche pelliculaire de la bourgeoisie contemporaine que son style et tout son mode de vivre tiennent en suspension à la surface de l'épaisseur sociale. Beaux bébés béats de la société bourgeoise, les bourgeois bohèmes qui eussent été jadis des déclassés ne sont pas des bohèmes embourgeoisés : ils se vivent comme les rescapés perpétuels d'une entreprise de reclassement, où tout le monde reçoit son prix de consolation. Le conformisme des anticonformismes communément partagés leur garantit le confort du frisson virtuel. Chez les bourgeois bohèmes la liberté d'allure la plus soigneusement affectée fait l'uniforme. Ils portent fièrement leur *Weltanschauung* (vision du monde) roulée en boule derrière la tête, comme le chignon aristocratique qui signale leur appartenance à une race de demi-dieux.

## CADRE

Du *cadrage* d'une image à l'*encadrement* du salariat, c'est toujours par l'opération d'un appareil tenu en main que passe cette « cadrature » du cercle oculaire par laquelle s'opère la prise de vue au cinéma et la mise en œuvre du travail à l'usine (ou ailleurs), l'exécution d'un programme de production ou la réalisation d'un projet artistique. Par lui se réalise le passage de la vision à l'image, de la prise de vue à la photo, de la peinture au tableau, dans la réversibilité imaginaire de ce mouvement vers l'incarnation asymétrique (comme le temps) mais qui, sitôt l'œuvre ou le travail accompli, peut faire retour sous le regard et remonter de l'évocation à l'invocation.

La vision ou la vue sont comme des réservoirs d'ambivalence de l'interchangeabilité du double usage, actif ou passif, de termes susceptibles de désigner alternativement le recto du possible ou le verso de l'accompli.

Il va sans dire car tout le monde le sait que l'amphibologie s'évapore dans l'emploi socioprofessionnel, sociologique et professionnel du mot. Sauf bien sûr celle qui peut naître du malaise sémantique et social, sémantique parce que social, sous-produit par les cadres producteurs du surproduit capitaliste, des cadres rivés par le système du machinisme industriel à l'encadrement d'une exploitation subie et servie tout à la fois.

## CAPITALISME

Offrir à chacun la royauté du monde pour commencer ; noyer la société dans l'abject mirage de la satiété de tous pour finir, c'est la chanson du capitalisme. Il est toujours plus facile de dire ce qu'il fait ou ce qu'il défait que ce qu'il est. Oubliant qu'entre le déluge et son avènement beaucoup d'eau sera passée sous les ponts, pour reléguer dans la préhistoire le plus long sinon le plus clair de l'histoire humaine, le fait que le capitalisme n'a pas toujours existé se dissout à nos yeux dans

l'impuissance établie à imaginer qu'il puisse n'être plus. Reconnaisant en lui la forme politique de nos démocraties et lui assignant l'éternité d'un être métaphysique pour y saluer la fin de l'histoire, son terme et son accomplissement, l'horizon indépassable de tous les temps dans une euthanasie acceptée de l'imaginaire contemporain, les idéologues à la Fukuyama ou même hélas à la Raymond Aron ne se sont pas seulement contentés de prendre acte des mythologies mobilisatrices qui, si elles n'emmènent jamais l'humanité où elles le disent, changent assez son idée du monde pour qu'elle s'y retrouve ailleurs. Ils ont fait croire (et même l'ont cru) qu'une fois constaté l'effondrement des socialismes prétendument réalisés il suffisait de proclamer la fin de l'histoire avec celle du marxisme pour ouvrir au capitalisme les portes de l'éternité. Alain Minc, faisant bon marché, c'est le cas de le dire, de l'histoire millénaire de l'humanité n'hésitait-il pas à dire : « Le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui.<sup>7</sup> » ? Voilà un cri du cœur très nature : un naturalisme chassant l'autre, l'ordre social encore et toujours identifié à la nature des choses, et celle-ci au plan de Dieu. La société et le capitalisme, la société engloutie par le marché, la société et le marché ainsi devenus éternellement consubstantiels l'un à l'autre résonnent à nos oreilles : « Ô récompense après une pensée qu'un long regard sur le calme des dieux !<sup>8</sup> »

Ainsi les multiples *discours* du capitalisme mis en récits semblent bien sur le point de trouver aujourd'hui leur accomplissement dans la perfection de leur déni de réalité ; cette opération accomplie par la grâce de la transformation d'un discours d'ensemble en récits particuliers jadis portés par des oracles, la parole des puissants est désormais confiée à des conteurs.<sup>9</sup>

N'est-ce pas d'ailleurs l'aboutissement inévitable d'une pulsion d'euphémisation incoercible qui fait proclamer par la voix du peuple que la société aurait trouvé dans un chômage et une marginalisation de masse son régime de croisière ; intégrant pour ainsi dire l'exclusion, aussi nécessaire au bon fonctionnement de l'usine sociale que celui d'une déchetterie à haut débit ? La Repentance et la Pénitence, mamelles de la France et pourquoi pas tant qu'on y est celles d'une Europe réunie dans cette communion, seraient ainsi la source inépuisable du lait de l'espérance.

En effet, la critique marxienne du capitalisme, étayée d'ailleurs par celle, non marxiste, de Karl Polanyi ne suffit pas à rendre compte (qu'elles qu'aient pu être certaines intuitions de Marx) de la suite de l'histoire : la *mondialisation d'un capitalisme* devenu largement un capitalisme de la rente par la financiarisation de l'économie ; la *marginalisation de masse* – mise en marge massive et permanente d'une portion croissante de la force de travail, consécutive à la « seconde révolution scientifico-industrielle » – qui implique une mutation dans la composition organique du capital ; la *crise consécutive du mouvement ouvrier* et plus généralement du travail comme celle de la « loi de la valeur » qui, dans les vieux pays industriellement développés, ne rend pas compte d'une proportion croissante de la production ; l'*évolution divergente de l'organisation capitaliste du contrôle social*, selon qu'il s'exerce aux « centres » ou aux « périphéries », ici de plus en plus intégrant (« triomphe des démocraties, des droits de l'homme, consensus »), là-bas de plus en plus coercitif. Mais la contiguïté de plus en plus fréquente des ghettos et des « aires de civilisation », résultant du fait que la mobilité du capital ne parvient qu'à relancer celle du travail (immigration), multiplie les zones grises.

Les critiques libérales ou libertaires du marxisme qui ont souvent le même soubassement culturel (les philosophies utilitaristes, la dénégation des racines sociales de l'individualisme, la dénégation du politique) se retrouvent en tout cas presque toujours aux mêmes points de confluence. Elles ne sont pas sorties de la pénombre dans laquelle le marxisme lui-même était tombé, à l'exception sans

doute de Gramsci. Cependant, elles témoignent malgré elles que penser contre le marxisme reste encore penser dans sa lumière.

L'héritage de Keynes, qui avait commencé le défrichage intrépide des terres nouvelles et inconnues du capitalisme financier, a tourné court dans les synthèses néo-classiques... Enfin, les critiques libérales du marxisme, comme le marxisme lui-même, ont toujours été arraisonnées pour fonctionner comme des doctrines de pouvoir. Sous couleur de démonter et de dénoncer les effets d'une domination, elles en ont dissimulé les structures en perpétuant l'inintelligence de l'État. Tous les – presque – siècles, 1929, 2008, une Crise-charnière vient secouer un capitalisme comme réveillé d'un conte à dormir debout, celui de son incessante fictionnalisation du réel : celle d'une économie qui ne se sait pas – par ce qu'à toute force elle ne se veut pas – politique. Étant devenu la religion de la société, l'économisme réalise la transposition animiste des lois de la physique des corps.

## CENTRE, CENTRISTES

Centre, centre triste, ventre mou de la politique, épithète de nature de la topologie sociale, appropriée à la détermination toujours manquée du lieu toujours provisoire d'un *ni l'un ni l'autre*. Qu'ils soient ceux d'une assemblée, d'un discours, d'une pensée. Porosité toute contraire à la densité du centre de la terre, d'un centre-ville, de l'enjeu disputé d'une guerre. Mais alors centre, infiniment durci, souvent inatteignable, cible mouvante, intermittente et perpétuelle, devenu cœur.

Il est des centristes excentriques, des centristes extrêmes et des entristes excentrés. L'être centriste se définit par essence – se détermine – par ce qui n'est pas lui. Rien de plus encombrant bien sûr que ce *non-être* du néant. C'est le non-être par défaut ou par excellence et ce prodige d'être un *tout autre* du négatif. En politique, le centriste cherche sa distinction – il la cherche toujours –, il la trouve encore que jamais tout à fait dans cette indistinction particulière qui résulte du mélange de deux contrariétés symétriques, parce qu'une parfaite confusion de la droite et de la gauche, honneur et horreur du centriste, se passe fort bien d'une fusion incomplète de tous leurs sens : le centriste est essentiellement un être morcelé qui se flatte de pouvoir offrir quand il le veut à qui lui plaît une pièce de choix.

Toujours en garde sur sa droite et sur sa gauche, comme Jean-le-Bon, le centriste, sans cesse disposé à faire un extrémiste de l'interlocuteur avec lequel il ne serait pas d'accord ; devant qui voudrait lui faire rendre gorge le centriste se rengorge sans sourciller : *je suis le Juste du Milieu*.

Ce ne sont pas les centristes qui se revendiquent comme tels que je veux décrire ; par rapport à leurs actes, leurs discours ne sont pas déplacés. Je n'ai jamais eu de conversation avec aucun de ces centristes centraux ; je me souviens de propos de rencontre, et parfois un peu plus, que j'eus l'occasion d'échanger avec Jean Lecanuet au cours du voyage d'une délégation du Parlement européen dans les pays du Golfe. Ils ont pu être chaleureux et sincères à la surprise, me confia-t-il, de mon interlocuteur.

Ce sont les centristes excentrés au-delà des confins du Centre, à droite et à gauche c'est-à-dire pour eux dans les extrêmes, qui sont la plaie du débat public et par conséquent de la vie politique tout entière. Il en est bien sûr dans tous les partis, à gauche au moins autant qu'à droite, mais à l'évidence plus encombrants là qu'ailleurs. Simplement parce que l'activité centriste, où l'essentiel de l'action consiste à peser indéfiniment le pour et le contre, plus immobile ainsi qu'un rêve de pierre,

et bien loin de rêver à un mouvement qui déplacerait les lignes, relègue a priori dans leur champ tous les choix révolutionnaires et tous les choix réactionnaires. Et simplement parce que son réformisme n'est pas un choix – ni le résultat des confrontations entre des possibles –, mais un résidu, le produit d'une décantation qui sépare une image de son décalque.

Les centristes foisonnent et moutonnent comme les manteaux peluchent dans les armoires. Je me suis demandé si le jeu d'un cynisme bien tempéré pouvait tenir lieu, là-contre, d'un traitement antimite – anti-mythes –, je ne le crois pas. François Mitterrand, qui savait jouer dans tous les coins, porter et parer les coups de tous les côtés, n'avait du cynisme qu'une couche plus mince que beaucoup n'ont cru, mais indispensable pour fournir une protection inoxydable contre la corrosion à laquelle s'expose la peau d'un aventurier.

C'est une idée communément reçue que le centrisme – ni chair ni poisson – est un lieu d'indétermination, un terrain vague. On dirait même – et c'est le lieu le plus commun de son décri – un marécage d'où les eaux stagnantes diffusent alentour un air pestilentiel. Tout en sachant bien qu'il ne saurait qu'être évidemment absurde – et en l'occurrence impossible – de déterminer un concept par ce qu'il n'est pas – je rappelle ici qu'il ne s'agit pas de définir un mot mais sa chose –, je tiens pour parfaitement possible de cerner le centrisme à partir du ni-nisme, mais en lui donnant une acception tout à fait positive que ce dernier repousse éperdument. Car le génie, le malin génie de l'échappatoire, le génie circulaire du bicéphalisme central de notre demi-dieu est de décrire, et dans le meilleur des cas, de mimer cette synthèse des deux hémisphères du monde qui fait la recreation de l'univers.

Secouons les poussières de l'indistinction d'un cercle providentiel dont la circonférence serait partout et le centre nul part. Mélancolie du passage de la puissance à l'acte qu'apporte pour ainsi dire l'indifférence des choix.

## COLONIALISME

Des crimes et des exactions imputables à la colonisation de l'Algérie (ou d'ailleurs à n'importe quelle autre), rien de ce qu'en a dit M. Bouteflika n'est inexact, et pourtant rien de ce par quoi il prétend caractériser l'essence historique du colonialisme comme une quintessence de l'empire du mal ne tient tout seul. C'est qu'en taisant la moitié de la réalité il en efface entièrement l'histoire : oui, le colonialisme aura condensé une très large part de la barbarie de toutes les époques de l'humanité ; il a pu aussi être le vecteur ambivalent d'une certaine générosité et des quelques bienfaits dont une civilisation est capable. Combien de métissages, dont on s'accorde à reconnaître après coup la fécondité, seront passés par lui ? Reste que, même lorsqu'il se pare de bonnes intentions, le colonialisme emporte avec lui la prison de l'oubli – ou de la dénégation – de notre commune humanité.

Disons aussi en passant que le président algérien pourrait prendre garde au fait que les plus grands colonisateurs de l'histoire auront été les Arabes. Et suggérer par exemple qu'en Kabylie les Arabes pourraient demander pardon aux Berbères... L'Algérie, qui aurait pu être le meilleur de la France, après en avoir été parfois le pire, doit rester pour nous une ancre maîtresse jetée dans l'océan des mondes et des âges. C'est le destin et la grâce de nos deux nations de pouvoir transcender l'une par l'autre l'étrangeté du plus loin au plus proche. Pourrait-il advenir à travers le temps des colonisations sans colonialisme ou plus exactement lentement purifiées de celui-ci par

l'interpénétration, l'imprégnation réciproque de deux cultures ?

## COMMERCE

Description générique de la relation humaine. La transhumance de ce terme à travers les *civilisations* capitalistes le fixe désormais dans ses acception mercantile : dans tout ce dont on peut faire commerce, c'est-à-dire tout, se mesure le poids de l'argent.

## COMMUNAUTARISME

Selon qu'il déploie dans l'immensité du monde le besoin d'être rattaché à un lieu (une origine, une famille, des croyances, des habitudes, une pratique), donc celui d'entretenir et de faire reconnaître ces appartenances (par la mémoire comme par le mode de vivre qu'elles appellent) ou selon qu'il s'agit du désir d'une âme exposée à l'étrangeté du monde, à ses menaces et à ses angoisses, le réflexe communautaire, avec celui sans doute de la famille dont il est une extension, fait durablement résonance dans une modernité schizophrénique à la nostalgie de l'unité perdue. Il y a les communautaristes du *pli* – ceux qui ont pu continuer à se blottir leur vie durant dans les plis de leur tribu originelle – et les communautaristes du *repli* – les émigrés en quête du pays des Hespérides ou plus souvent d'ailleurs de la simple espérance de leur pain quotidien et qui, les mains vides et le ventre creux, irrémédiablement exilés d'eux-mêmes dans l'entre-deux de deux patries, de deux cultures, décidément inaccessibles, celle qu'ils ont quittée et celle dont ils découvrent qu'ils ne pourront jamais tout à fait l'atteindre, tentent, au moins, colonisateurs secrets de leurs propres désastres de se réchauffer les uns les autres autour d'un foyer d'infortune.

En France, dans ce pays de l'école républicaine où tous les enfants s'entendent plus ou moins dire que français sont tous ceux qui l'auront voulu être, dans cette nation où les enfants s'entendent dire que quelle que fût la patrie de leurs pères, la France puisqu'ils y sont nés ne voit en eux que des enfants de la patrie, la montée comme l'on dit des communautarismes ne marque pas l'absence mais plutôt la carence d'une république que les enfants des familles d'immigrés ne trouvent pas, ne trouvent plus au rendez-vous. Rendez-vous bel et bien donné, il n'est pas un discours du moindre élu municipal qui n'en témoigne ; donné, mais désormais trop souvent non tenu. Les communautaristes français sont les enfants déçus du repli de la République.

## CONCURRENCE

La concurrence, c'est le passeur par qui des fugitifs de l'intelligence de soi s'infiltrent sans visa sous le banal uniforme des défroqués de la liberté. Dans le marché de l'air du temps, elle tient la bourse à la brocante des idées en cours (et en Cour). L'argent, ce vif-argent de notre terrestre providence, agent général de l'équivalence, s'affilie par sa fongibilité, son interchangeabilité à la concurrence, sœur aînée qui le guide d'étal en étal au grand marché de l'abstraction.

L'idée de la concurrence, son ressort et son âme, reconnaissons-les sous le visage du mimétisme, frère jumeau du conformisme. Les derniers traités de l'Union européenne définissent la société européenne comme celle d'une économie où « la concurrence est libre et non faussée ». Ingénuité de l'aveu qu'une concurrence libre pourrait être faussée.

Dialectique de la concurrence et du conformisme : alors qu'ils sont censés s'exclure l'un l'autre, puisque l'on attend d'elle qu'elle détruise dans l'œuf la répétition et l'imitation, la concurrence accumulée produit son contraire pour aboutir, dans le domaine de l'esprit, à la pensée conforme. Dialectique de la concurrence et de l'égalité : une concurrence véridique, fidèle à son concept, impliquerait dans la situation des concurrents sinon dans leur être même une égalité des moyens de connaître et d'agir qui le plus souvent n'existe pas. De toute manière, le jeu de la concurrence est autodestructeur ; transformant son propre camp en royaume du monopole, c'est une république qui finit en monarchie.

Du droit de la concurrence à la concurrence des droits : il est donc précisé que cette concurrence « libre » doit être de surcroît « non faussée ». Elle peut donc l'être. Par qui faussée ? Par elle-même (la concurrence poussée jusqu'au bout aboutissant au monopole) ou par la politique ? Pour que la concurrence puisse se maintenir, il faut qu'un bras visible tienne la main invisible.

L'esprit libéral libertaire et le courant naguère à la mode de ce que l'on a pu appeler la deuxième gauche en France veulent faire de l'exercice d'un droit de la concurrence un droit de passage, à la vérité un droit de cuissage sur la concurrence des droits. C'est l'interminable travail de déglutition perpétuelle du même par les mêmes qu'appelle et légitime l'invocation d'un prétendu droit à la différence. C'est l'imposture, logique et morale du multiculturalisme, le fanatisme masqué d'une bien-pensance qui couvre d'une dévotion platonique la confusion des points de vue et le bariolage des cultures. L'habitude de détourner le regard de la raison des autres pour éviter de faire l'épreuve de celle qu'on se flatte d'avoir pour éluder l'épreuve de la raison, c'est le stade ultime de l'incapacité ou plutôt du refus de penser la démocratie et l'internationalisme. Devenus littéralement les *alibis* d'une pensée monolithique, vulgate de la culture libérale libertaire, la démocratie et l'internationalisme ne sont pas concevables dans la méconnaissance des conflits qui divisent les classes et les nations. Il dépendrait d'une prise de conscience républicaine qu'un peuple puisse comprendre que la reconnaissance, le vrai respect des différences appellent la mise en œuvre d'une véritable égalité.

## CONSENSUS

Un des mots les plus obscènes de la langue française, que celle-ci a eu bien raison de laisser au latin.

Lapsus du courage, collapsus de la sincérité, syncope de la vérité, le consensus fait l'intérim des consentements véritables. Acquiescement de concession plus que d'adhésion, consentement murmuré ou même présumé plutôt que déclaré, le consensus est le prince des non-dits de la politique et le couronnement de la politique des non-dits : « Qui ne dit mot consent », laisser-faire-laisser-passer de la démocratie. Sans doute est-il mal porté par les temps qui courent de faire la fine bouche, plutôt que de prendre pour ainsi dire de tout son parti, et se contenter de faire mine d'ignorer l'accumulation de réticences que souvent ce *n'importe quoi* recouvre. « Lui préféreriez-vous le fanatisme ? » Non pas, mais la simple joute, le tournoi ouvert des convictions et même des indifférences. Rechercher à tout prix le consensus – ceci fait déjà pléonasme – c'est l'autre manière de renoncer à l'usage de la raison, la première justement étant le fanatisme.

Reste que l'usage du terme de « consensus », dont la désinence diafoirussienne évoque le droit romain, vaut absolution plénière donnée d'avance à l'impuissance à faire partager une conviction

argumentée. C'est le bannissement accepté de toutes confiances dans la raison naturelle et dans l'épreuve d'un débat public. *Qui ne dit mot consent...* Mais à quoi donc au fond ? Personne ne le saura. Qui veut vraiment savoir ?

Dans l'intégrité de son acception déclarée, le « oui » devient un mot rare. Remplacé dans le langage courant d'aujourd'hui par l'adverbe « absolument », relativement long et au fond absolument relatif. Signe d'une affirmation passive, simple hochement de tête, d'assentiment : nos pauvres ouïs dilués dans une myriade d'absolument sont les billets d'excuses de la raison, fatigue anticipée de devoir vraiment penser quelque chose. *Absolument* veut dire : d'une telle évidence qu'il est inutile de la justifier. Suffit d'y penser pour n'avoir pas à le penser.

Mieux vaudrait toujours qu'en République notre « oui » soit oui.

## CONSTITUTION

Ce qui fait tenir debout l'être terrestre de l'homme, ce qui fait tenir ensemble les membres disparates d'une communauté politique ou plus exactement l'être et le texte qui en atteste la présence et permet de l'invoquer dans l'espace et dans le temps, c'est la constitution.

Polysémie révélatrice de ce terme, qui évoque d'un même souffle la *complexion* ineffable d'un corps, son âme biologique si j'ose dire, la singularité individuée de son existence, et la complexe confluence des discours et des cœurs qui ne s'entrechoquent que pour se confondre dans le large estuaire du fleuve qui les entraîne. *Immense simplicité*, oserais-je encore dire ici avec Bossuet.

D'où le caractère quasi religieux des Tables de la Loi, textes constitutifs de l'espace civique instituant le pacte politique de la nation. D'où le caractère évidemment dérisoire de l'emploi frauduleux par les faux-monnayeurs de la démocratie d'un concept dont ils saupoudrent indistinctement les espaces politiques différents sur lesquels ils veulent mettre la main ; ainsi le capitalisme entend-il aujourd'hui faire sonner de cloche en cloche son *Te Deum* d'actions de grâce qui est notre hymne à la globalisation : la bonne nouvelle annoncée par tous les clairons de la Constitution de la concurrence *libre et non faussée*. C'est que le monde est son village et l'Europe, carrefour et casino, son supermarché.

Assez puissant pour que l'élection présidentielle qui fit succéder Sarkozy à Chirac suffise, dans le contexte où elle a eu lieu pour changer le régime de la V<sup>e</sup> République – république semi-parlementaire devenue république semi-présidentielle – sans en changer la forme, c'est-à-dire le texte de sa Constitution : ; assurant au passage l'obsolescence de l'article 20 de la Constitution (« le Premier ministre détermine et conduit la politique de la nation »). Belle dialectique de la forme et du fond. La Constitution européenne aura été le tour de passe-passe par lequel des oligarchies tentent de confisquer l'usage de la démocratie. L'europhisme, cette maladie infantile de l'Europe d'aujourd'hui, s'y installe comme la dégénérescence sénile de la démocratie d'hier. Des visions, pas de vision : l'Europe, dont l'idée naguère féconde s'est dégradée en talisman libéral, trouvera sa consistance ailleurs que dans les délires oligarchiques de ses druides contemporains. L'enterrement de la Constitution européenne, dont le référendum français du 29 mai 2005 a tué le concept, désormais fantôme, commence de mettre à jour la vérité et donc le contresens d'une rhétorique qui prétend opposer l'une à l'autre la nation et la démocratie, réellement consubstantielles l'une de l'autre.

La Constitution européenne qui avait été soumise à la décision des Français tournait le dos au

peuple. Elle impliquait l'insidieuse désintégration de notre République dans le marché mondial en assujettissant les choix publics aux choix de celui-ci. Annonçant ingénument sa couleur, elle assignait une orientation politique pré-établie à l'Union européenne, « cet espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures », en la définissant *comme un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée*, son projet de société comme celui « d'une économie *sociale de marché hautement compétitive* ». Cheval de Troie du libéralisme économique en Europe, le système de pensée, le discours d'intérêts institués sous ce nom, cessant de fonctionner comme un postulat invisible, devra désormais acquitter comme tout autre les droits de douane de la raison.

Nous étions en présence d'une contrefaçon de la démocratie dont le contresens est double. Car pour former ses choix la démocratie ne requiert pas seulement des élections formellement libres mais des élections éclairées par un débat réel : un débat inscrit dans un espace *pleinement* civique, celui que forme le corps politique des citoyens directement consultés, non pas celui d'une agglomération de corporations, de magistrats, de fonctionnaires ou d'experts.

Le seul espace civique pleinement constitué aujourd'hui est celui que forme une nation. L'élection d'un parlement européen au suffrage universel ne change pas par rétroaction la nature du corps politique dont il émane. De l'Écosse au Péloponnèse, de Jutland à l'Andalousie, des débats politiques sont utilement institués, s'ils ne méconnaissent pas la juxtaposition des espaces civiques différents à partir desquels l'Europe politique peut prendre corps. Les nations qui peuvent la construire sont celles qui la composent. Ce ne sont pas les clones d'un modèle idéal de la nation européenne.

Pas plus que la souveraineté nationale n'efface les compétences spécifiquement attribuées aux collectivités territoriales elle ne fait obstacle à ses limitations volontaires à partir desquelles le droit européen, segment du droit international, se construit.

Le respect de la démocratie ne conduit en rien à refuser de donner une consistance politique et par conséquent du pouvoir aux institutions de l'Union européenne. L'Union est ainsi appelée à devenir, ce qu'elle fait peu et mal jusqu'à présent, un acteur *sui generis* des relations internationales. Il commande seulement de ne pas poursuivre la construction de l'Europe par les voies du despotisme éclairé. De ne pas considérer l'Union comme l'ersatz d'une nation, non pas un écran mais un relais entre celle-ci et le monde. De mettre un terme au leurre fédéraliste que d'ailleurs l'élargissement de l'Union, conforme à une vocation imprescriptible qui imposera tôt ou tard aux Européens de mesurer leur géographie sur leur histoire, ne manquera pas de faire éclater. Le peuple français se trouve sans doute plus immédiatement qu'un autre devant ce choix : un fédéralisme européen serait aussi incompatible avec la République en France que le serait l'institution d'un fédéralisme intérieur français.

Le fédéralisme et la république se placent sur deux versants de la Démocratie qui s'opposent en effet, et ne se rejoignent qu'au sommet, les systèmes fédéraux découpant d'une manière ou d'une autre des frontières dans l'espace civique ; ils donnent en quelque sorte *droit de cité* aux disparités et aux différences. Le fédéralisme entend reconnaître et respecter les différences par la différence des droits, la république le fait par la mise en œuvre du droit à l'égalité, le fédéralisme procède par l'empilement d'une multiplicité d'alvéoles qui sont des communautés politiques, catégoriquement différentes des collectivités territoriales de la France républicaine. Sans doute est-il juste de rappeler que « le fédéralisme n'est qu'une délégation ». Mais celle-ci va de haut en bas, de l'État fédéral (« *We the People* ») aux États fédérés, aux *Länders*. Elle ne remonte pas de ceux-ci à celui-là. La rhétorique d'une application du principe de subsidiarité, cette relique du droit canon, montre

quelle hiérarchie des Trônes et des Dominations les tenants du fédéralisme veulent légitimer en Europe.

Loin de considérer que la souveraineté nationale interdise toute délégation, c'est l'exercice même de cette souveraineté qui les autorise. Mais ce transfert ne peut porter que sur des compétences qui en sont la mise en œuvre. Ceux qui parlent de *souveraineté partagée* oublient le sens des mots qu'ils emploient : jadis de droit divin, la souveraineté ne peut être aujourd'hui que celle du peuple. Étant souveraine, la souveraineté demeure *causa sui*, rien ne peut légitimer la volonté du peuple, puisque c'est elle qui légitime toutes les autres. Cela ne rend pas la démocratie infallible ; depuis la mort de Socrate nous savons même qu'il peut lui arriver d'être criminelle. Mais cela interdit d'accepter, même insidieusement, qu'elle puisse être surplombée.

Il faut dénoncer la supercherie par laquelle des oligarques de toutes sortes, y compris de la sorte de ceux qui s'ignorent comme tels, trompent l'opinion publique des peuples européens en avançant l'idée qu'un peuple européen, unique et divisible, serait né des éprouvettes des juristes et des gouverneurs de banque centrale. Substituer une constitution au traité, sorte d'argument ontologique qui prétend déduire l'existence de l'essence, n'y changerait rien. Ce coup de force rhétorique vise à placer sous anesthésie générale la nature de l'Europe et la pluralité de ses nations, chacune d'entre elles formant à elle seule un corps politique où la majorité peut faire reconnaître à la minorité la légitimité de ses décisions comme étant celles d'une volonté générale de la démocratie.

## DÉCIDEURS ET « DÉCIDÉS »

Une nouvelle catégorie socioprofessionnelle est apparue dans cet étrange entre-deux-siècles où nous pataugeons encore : la race des décideurs dont le caractère distinctif est d'être considérés comme les dépositaires de la puissance d'agir qui serait nôtre si nous ne faisons pas comme si nous leur avions confié ce qui pourtant ne nous a jamais appartenu. Le stockage consenti ou résigné de la décision l'apparente au génie, tel du moins qu'un humoriste russe rappelait qu'ayant toujours l'allure d'une fluxion, sa plénitude est unilatérale : pas de décideur sans « décidés » : passifs qui s'imaginent actifs, les « décidés », ceux qui jamais ne décident ni pour eux-mêmes ni pour d'autres, sont les « dessoudés » de la grande casse sociale, l'innombrable essaim de molécules humaines qui se croient devenues, dans le troupeau de leurs solitudes, électrons libres. Dans le jeu social le mieux civilisé – le plus éloigné en apparence de la foire d'empoigne – chaque décideur devient le décidé virtuel de l'autre. De ce point de vue, la société repose sur une articulation en trois classes : au très petit nombre des décideurs absolus s'oppose un plus grand nombre de décideurs virtuels ; les uns et les autres ensemble détachés de la masse immense des décidés absolus. Stabilité relativement stationnaire du repos social qui recouvre les contradictions intérieures du capital.

Selon les journaux, la CGT aurait reçu de l'argent de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), naguère le Comité des Forges distribuait assez largement ses prébendes, élargissant ainsi l'univers du salariat à quelques petits chaperons rouges affublés des vêtements de la grand-mère révolutionnaire.

Au rebours d'une illusion commune, la race des décideurs doit sa place à celle que les « décidés » lui assignent dans la Statistique des Songes ; elle y marque de son empreinte l'impuissance et l'ignorance d'une génération indécise quand son avenir, oscillant entre hasard et destin sans pouvoir s'arrêter entre deux, lui apparaît comme indécidable pour et par elle-même, c'est-à-dire décidé

d'avance on ne sait par qui.

Génération d'une jeunesse apprêtée, fausse jeunesse d'une génération qui croit boire aux fontaines frelatées d'une éternelle jouvence l'eau du miracle, le miracle d'une vie qui de la naissance à la mort passerait de l'ingénuité à l'innocence.

Ainsi nommés pour l'édification des « décidés », les « décideurs » sont les desservants d'un culte dont ils finissent par devenir l'objet. C'est la réussite, et pour ainsi dire le paradis qu'on révère en eux ; la profession de foi multipliée de cette adoration dispose à se prosterner d'avance – quitte à la maudire ensuite – devant toute décision qui, nous concernant, nous cerne sans que nous puissions discerner d'où elle vient.

Il y a, me semble-t-il, plus d'envie que de respect dans l'usage de ce terme de « décideur », sans doute à cause du sentiment d'une différence essentielle qui passe tout éloignement. « Décideur » est une remarque de spectateur, ou plus exactement de montreur d'ours, sorte de journaliste qui prendrait souvent, parfois à juste titre, son public pour une bande de voyeurs. Il y aurait à leur compte, comme ils disent, une race de décideurs : sous cette sorte de mépris approximatif que recouvre cette manière de voir, quel soulagement ! Quant aux autres, aux « décidés », dont ils parlent comme grands propriétaires fonciers des troupeaux paissant sur leurs terres, on croirait entendre l'évocation d'une race de bovidés : Oui, bœufs du labour des médiatiques moutons de bergerie ?

## **DÉCRÉPITUDE** *(éloge de la)*

Sa première séquence est celle d'un passage : de la sensation au sentiment ; du sentiment au ressentiment. Ce passage est si rapide, il opère une invasion si soudaine de la conscience qu'il peut être ressenti comme instantané : au point de rebroussement de la jouissance à la souffrance du corps, ou plutôt de l'inconscience à la conscience de celui-ci, il jaillit de la rencontre de la conscience du corps et de celle du temps. La santé, disait Binet ou Leriche, c'est la vie dans le silence des organes ; ainsi pourrait-on dire de la décrépitude qu'elle fait écho au choc, indéfiniment renouvelé, de la conscience et de la vie. Renouvelé ou renouvelable, et d'abord dans les mémoires. Sans doute peut-on se former le sentiment de la décrépitude d'autrui, et peut-être même est-ce là sans doute sa plus fréquente occurrence, mais cette circonstance ne va jamais sans un zeste d'échange entre le sens interne et le sens externe, la conscience de soi et la conscience du monde, l'acteur de l'une et le spectateur de l'autre qu'alors nous ne pouvons nous empêcher d'être en même temps.

Pourquoi faire l'éloge de la décrépitude ? N'est-il pas plus désirable épiphanie de la conscience de soi ? C'est peut-être que la conscience de la mort est constitutive de la conscience humaine, je veux dire de l'humanité de la conscience, je veux dire de l'effort de la conscience vers l'humanité, la conscience de soi la plus parfaite. En elle – la conscience de la mort – ou plutôt la pensée de l'avenir, la pensée de l'avènement de sa propre mort, chacun réalise la synthèse du singulier et de l'universel.

À vrai dire, il en existe d'autres, en nombre infini. Mais sans doute aucune qui ne porte en elle comme celle-ci la certitude absolument absolue que quiconque est né au monde doit y mourir.

Je dirai par ailleurs que la décrépitude est la grande muraille circulaire qui enferme la vie ; elle

se repeint sans doute, mais sauf dans l'inconscience, elle ne s'élide pas. Serait-ce une des raisons pour lesquelles on mourrait d'être totalement privé de dormir, privé d'inconscience ? Ou plus exactement, parce que l'inconscience de vivre est un repos vital dont l'âme et le corps ont besoin ?

Pur présent de la conscience, l'inconscience de vivre se rompt dans l'irruption de la conscience du temps dans celle du corps, dont la rencontre ouvre Dieu merci bien d'autres possibles, selon le cas, que celui du sentiment d'une décrépitude. Celui-ci jaillit du malaise de notre corps, ou des extensions de celui-ci que constituent les choses, maisons et paysages qui l'environnent, ou encore du spectacle ou de la perception des traces d'un passage destructeur du temps sur le corps des autres et les objets du monde. Ainsi se surajoutent et tendent à s'impliquer l'un l'autre le spectacle de la décrépitude d'autrui et la sensation d'une détérioration de soi. De la sensation à la réflexion, à la rétrospection et au pressentiment, le sentiment de la décrépitude opère son renversement dans la conscience ; du heurt d'un corps contre le temps à celui du temps contre le corps. C'est, dirait sans doute Heidegger, celui du sens, indéterminé, indéterminable, de l'être.

Mais pourquoi de toutes les collisions possibles du corps et du temps dans la conscience, choisir celle de la décrépitude comme l'étincelle de la pensée ?

Voilà-t-il pas que je viens de vivre un instant de déception au départ de mon voyage dans la décrépitude, en ouvrant sur ce mot « crépi » le dictionnaire étymologique que j'avais sous la main (j'en chercherai de meilleur, ne fût-ce que le Littré) : bon avertissement que je ne trouverai qu'en moi-même les secrets de ma propre décrépitude. Quant au crépi, c'est-à-dire un traitement de surface de la peau, autrement dit du cuir, c'est une opération ou plus précisément le résultat d'une opération qui nous renvoie dans le mur qu'elle était destinée à protéger, à ce dont elle devrait dissimuler les mystères et parfois jusqu'à la présence. Décrépir, dépouiller, décaper pourrait alternativement conduire comme toute mise à nu au recommencement, à une renaissance, ou justement à la décrépitude. De celle-ci justement je conteste qu'elle soit toujours, qu'elle ne puisse être que l'œuvre passive du temps, la dissolution en cours de la vie dans l'anticipation de la mort. Elle peut être, tout autrement, la prise de possession de la conscience du passé par le présent. Elle s'oppose violemment alors au regard des autres, comme une totale revendication de soi reconstruisant indéfiniment sa forteresse éternelle avec les décombres du temps. Si j'étais chrétien je pourrais dire que c'est faire dans ma vie mortelle, de ma vie mortelle, l'avance sur hoirie de mon corps glorieux. « *Paradise now.* »

Il me semble que cette transsubstantiation du passé dans le présent que je viens, sinon de décrire, déjà de revendiquer porte en elle comme un mouvement d'abolition perpétuelle du futur. À chaque instant tout s'accomplit. Rien donc jamais ne le sera. L'univers de la présence réelle engloutit, renouvelle incessamment l'univers des possibles.

La décrépitude, assumée, et plus encore habitée comme le royaume d'une souveraineté conquise – et non plus comme la prison aux oubliettes où des naufragés de la vie se dégrisent – n'est pas l'écurie où s'entendent les hennissements des chevaux de retour ; c'est la mise à nu du mur de la vie sous la mort, d'une vie murée sous le surplomb de la mort, surplombant celle-ci à son tour. Elle permet, ou elle aide à se préserver de l'amour et de la haine de soi. Son aiguille, fidèle boussole, désigne imperturbablement la route juste du milieu.

« Nous percevons dans l'homme, quand il a atteint le plus haut sommet, la ruine proche » (Marie Stuart, selon George Steiner) : c'est la ligne de crête de la décrépitude. La plus pure conscience du présent, d'où se laisse discerner, au plus loin possible, toute l'étendue d'un passé « surplombant

brusquement » la mort : surplombant brusquement, quel pléonasme ! Celui justement de la conscience immédiate d'une mort désormais éminente. Qu'on découvre virtuellement imminente.

Soyons précis. Je viens de parler de la décrépitude ou plus exactement d'un juste usage de celle-ci comme d'une vertu, acte décisif, décision de sortir des maisons de l'habitude, pour peu qu'elle soit la prise de conscience de l'intrication de la vie et de la mort, et donc de ce renversement qui cherche dans la passivité du corps, dans sa *passion*, l'occasion et si possible le ressort de la plus grande acuité de l'esprit. Celle qui se tient sur cette ligne de partage des eaux d'où l'inconscience de soi et la conscience du monde, la conscience de soi et l'inconscience du monde s'échangent et se disjoignent, se déjouant interminablement l'une l'autre, dans une ascèse inexorablement inachevée. Celle qui tente indéfiniment de l'atteindre et de l'y maintenir dans un lieu d'où l'espoir et le désespoir sont également bannis. C'est ainsi que Montaigne a pu dire que « philosopher, c'est apprendre à mourir ».

La conscience de la décrépitude, ou plus exactement la prise de conscience de celle-ci, n'est évidemment pas son arrêt – sauf dans l'acception judiciaire du terme. Elle n'en serait alors précisément que la transfiguration, comme dans un retournement salutaire et solitaire.

Il faut prêter l'oreille aux crépitements imperceptibles de nos décrépitudes, d'où nos vies se détachent comme la peau d'une mémoire desséchée. C'est le bain de jouvence que le temps peut offrir à l'éternité du désir, l'éternel désir de l'éternité. Ce désir qui ne peut chercher l'assouvissement que dans le dépouillement, désir à perpétuité de lui-même, désir illimité de son extinction impossible.

C'est ainsi que la décrépitude pourrait servir de tremplin, à grande et égale distance de la haine et de la complaisance, à l'effort ascétique d'une récréation continuée de soi. À rebours de l'usage veule dont elle offre la tentation, d'une immersion imperceptiblement lente dans la fatigue enveloppante des renoncements. La pente du déclin peut être celle d'une ascèse, plutôt que celle de la résignation. Ce n'est pas désertier le bonheur du monde que de tenter de le faire reflourir dans le désert de soi.

S'il peut me venir l'envie de louer ma propre décrépitude, et surtout de faire l'éloge de ce destin de l'humanité, je ne ferai pas celui du déclin. D'une personne non plus que d'une nation, puisque l'on peut y discerner toujours la marque d'une abdication, voire d'une trahison spirituelle.

Le déclin se déclare et se juge moins dans ses effets – par exemple une exténuation du prestige, de la force, de la puissance – que par ses causes, qui touchent toujours au reniement de soi. De la décrépitude au déclin, il peut y avoir concomitance ou consécution de cause à conséquence ; non pas du déclin à la décrépitude : plus brève, plus poignante, plus immédiatement tragique, la beauté des soleils couchants passe celle des aurores.

On a vu des jeunes femmes demander à Dieu la grâce de les enlaidir, et de moins jeunes vivre dans le regret de n'être point laides, faute de pouvoir soutenir de leur regard, de leur désir, le regard et le désir des autres. Craindre le déclin, c'est avoir peur de la vie et déjà faire un pas vers sa décrépitude, et peut-être le signe qu'elle est déjà là ; craindre la décrépitude, c'est avoir peur de la mort mais savoir la mettre entre parenthèses comme d'un bout à l'autre de la vie, c'est donc vivre.

Faire de l'essoufflement quotidien une quintessence de l'esprit : infime goutte de bonheur qui se respire dans l'air indifférent. Faire l'éloge de sa décrépitude, serait-ce le bon usage, le meilleur usage qu'un être puisse faire de son déclin ? Au point le plus extrême de son apparent déclin sur la terre, là où le soleil brille mieux (semble-t-il) de cesser d'être brûlant.

## DÉMOCRATES-CHRÉTIENS

Démocrates-chrétiens, christiano-musculaires de notre modernité, soyez les dépositaires du capital de notre éternité !

L'empereur Néron, s'étant plaint à Sénèque, son ministre de la Culture et des Beaux-arts, de la monotonie des spectacles du cirque montrant des chrétiens se faire interminablement dévorer par les lions, se fit promettre pour le lendemain du « jamais vu » par le prince de ses amuseurs. Il avait à peine pris place dans l'amphithéâtre qu'il commençait à froncer les sourcils en voyant le lâcher des lions habituels se répéter encore une fois sous ses yeux. Suivis du même nombre de chrétiens à moitié nus et sans armes, comme d'habitude. Cependant son irritation fit rapidement place à la stupeur, puis au ravissement. Les chrétiens, au lieu de tenter vainement d'échapper à la gueule ouverte des fauves, se précipitaient sur eux et les faisaient fuir à toutes jambes, sous les acclamations et les rires d'un stade soulevé d'enthousiasme. L'empereur, un peu plus tard, faisant venir Sénèque pour le féliciter, lui dit cependant : « Du point de vue artistique, on ne saurait mieux faire. Mais du point de vue politique, je ne saurais renouveler le spectacle de chrétiens mettant en fuite à mains nues les fauves. Qu'en serait-il de mes gladiateurs ? – Mais, mon grand empereur, lui répondit Sénèque, rien pourtant là que de politiquement super correct. Ce n'étaient pas des chrétiens, mais des démocrates-chrétiens. »

Cette anecdote, qui m'avait été transmise par un ami italien, Cesare Pelami, et qui date sans doute du temps de Néron, vient facilement à l'esprit lorsque l'on évoque cette sorte d'hégémonie politique, culturelle et morale établie par la démocratie chrétienne dans l'Europe de l'ouest dans la première partie de l'après-guerre. À la faveur de la division du monde en deux blocs instituée à Yalta, l'Europe de l'ouest, menacée par l'empire soviétique et rejetée sous l'emprise américaine, offrait le champ d'expansion le plus étendu aux ambitions dévoratrices de la démocratie chrétienne, qui ne pouvait rêver plus belle occasion d'exploiter cette coïncidence miraculeuse de la sauvegarde des biens temporels avec le salut éternel.

Les christiano-musculaires seront toujours les meilleurs bergers de ce troupeau.

## DÉSENCHANTEMENT

Rien ne pourra jamais ravir à l'âme désenchantée, plus précieuse que son charme même, la perte de celui-ci, précieuse comme l'impalpable trace d'une saveur évaporée, défiant du haut d'un ironique soupçon son absence éternelle, obsession incoercible. Pour peu bien sûr que ne la ternisse qu'à la surface l'aigreur d'une déchéance dont elle puisse secouer la poussière quand il lui plaira, c'est-à-dire quand la vie lui fera rencontrer à nouveau le désir de plaire. Sous la surface lisse de sa peau, peau d'ombre retournée d'un vernis intérieur, une soif étincelante.

Contre Pindare qui nous exhorte à renoncer à la vie éternelle pour épuiser le champ des possibles : comment s'assurer d'avoir parcouru celui-ci, sans avoir déjà fait un pas dans celle-là ?

## DIFFÉRENCE

*(éloge de la ou droit à la)*

Au pays des Droits de l'homme et du citoyen, où la dialectique de l'homme et du citoyen, de la

différence et du droit avait noué son enchaînement décisif, ç'aura été plus qu'ailleurs peut-être une profonde remise en cause d'une résurgence insidieusement révolutionnaire de l'Ancien Régime que celle qui magnifie sous nos yeux, sortie des flancs du cheval de Troie du droit à la différence, les fringants chevaux du retour de la différence des droits.

La reconnaissance et le respect *des différences*, dont la codification du droit étouffe et décime l'infinie multitude après l'avoir entourée de sa protection ne trouvent *en fin de compte* qu'un vrai recours, celui du rappel inlassable de l'exigence de l'égalité qui les fonde. Il vaut la peine, par les temps qui courent, d'en retenir un moment la pensée : l'universalisme prétendu du droit à la différence couvre le commerce hypocrite qu'entretient pour s'en nourrir la différence des droits. Il livre notre société au mauvais infini de la mauvaise abstraction qui déguise la reconnaissance en préjugé, la superstition en savoir, le préjugé en vérité, l'acquiescement à la réalité en réalisme, au lieu de porter le fer de l'abstraction civique au travers de la forêt prétendument vierge des penchants particuliers.

Redisons-le plus haut : la seule différence qui *vaille*, très précisément le seul moyen de la *faire valoir*, d'en discerner pour la reconnaître la diversité est le produit d'une opération, comme celle de plonger une plaque photographique dans le bain révélateur d'une juste abstraction, restituant au regard les contours du réel – et sans doute ne leur en restituant que les contours.

Reconnaître en chaque homme sa différence – étrange comme cette manière de dire sonne comme un jargon –, discerner en chacun sa différence, c'est reconnaître par l'opération d'un dénominateur commun en chaque homme sa part d'humanité donc sa liberté. Ainsi saisie sur fond d'égalité, la différence se manifeste par la scintillation incessante de la multitude universelle, dans un échange instantané et perpétuel de l'uniforme et du divers.

Univers de la multitude, unique et multiple : unique, puisqu'il englobe l'humanité entière sur toute la surface de la terre et dans la suite de tous les temps ; unique encore en ce qu'il enveloppe dans cet univers le royaume du genre humain, les êtres et les peuples, les hommes et les nations, les personnes et les foules, sans égard à leur place et à la configuration de leurs allégeances ; multiple pour peu qu'au contraire on le considère à travers l'addition de celles-ci, le disparate ou l'aléatoire des fluctuations qu'elles dessinent, des figures qu'elles inscrivent et qu'elles effacent à travers l'espace et le temps.

Discerner la bonne de la mauvaise différence, comme le bon du mauvais infini, c'est le propre du jugement politique.

## **DIGNITÉ** *(de la dignité à la morgue)*

Comme le remarque justement Agamben, le terme de dignité signifie simplement tenir son rang. Pour le tenir, il faut le savoir (plutôt que le faire savoir) et y tenir, fût-il le dernier. C'est pourquoi les dignitaires, impatients d'être vus, juchés sur les plus hauts barreaux de l'échelle sociale, sont exposés plus que d'autres à manquer de dignité. Surtout si, de peur d'en descendre, ils s'y agrippent.

C'est une valeur de l'éthique sociale – valeur de moralité qui se soutient de la valeur morale de *quelqu'un* – à moins qu'elle ne la ruine comme une caricature suggérant sa dégringolade. Valeur de classement et de statut et non pas de conscience ou de stature, qui assigne à quelqu'un une place sur

l'échelle de la considération et mesure du même coup le degré de visibilité et le niveau de l'estime qu'il obtient ou auquel il peut prétendre de la part des autres – public ou postérité.

De ceux qui n'ont pas besoin d'endosser un uniforme pour garder leur dignité ; de cette dignité d'une autre sorte on peut dire qu'elle est simplement, mais manifestée de mille manières, un rappel tacite, un appel silencieux à notre commune humanité.

La dignité est en fait ce qui reste des droits de l'homme à des hommes auxquels les droits du citoyen ne seraient pas reconnus ; à des hommes susceptibles d'être totalement privés de liberté, de justice et de solidarité.

Prétendre substituer la dignité aux valeurs proclamées par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ou même, plus subtilement, lui attribuer le même rang revient à les détruire ou à les annuler en les relativisant : c'est le propre du *culturalisme* que de considérer que la démocratie ne peut valoir que pour les pays qu'on appelle développés, donc qu'étant inaccessibles ailleurs, ces valeurs l'étant donc aussi ne s'imposent plus. Ce raisonnement a conduit la CIA à expatrier dans certains pays du tiers-monde l'interrogatoire de présumés terroristes kidnappés au préalable par ses soins.

La morgue, c'est l'espace mis à nu, le fossé et le mur qui ceinturent l'isolement où se retranche la peur de vivre, la peur des autres, la peur de soi ; l'enceinte électrifiée de ce camp de concentration de la solitude que tous les sourds-muets de profession – car c'en est une, ou plutôt le second métier des âmes sans emploi – transportent avec eux. Elle use indifféremment (c'est-à-dire selon les circonstances et les ressources de son idiosyncrasie assiégée) de la parole et du silence, mais toujours dans la diffusion *ubi et orbi* d'un message répété à l'approche de n'importe quel interlocuteur – le préfixe d'interlocuteur ici étant d'ailleurs impropre, comme les éclats régulièrement intermittents d'un phare aux abords difficiles de la passe d'entrée d'un port.

Comme on sait, cette majestueuse ignorance de la proximité du monde que proclame l'évitement du regard des autres n'évite à nul navigateur un jour ou l'autre le naufrage, mais seuls le savent à coup sûr des scaphandriers assez patients pour repérer plus tard les carcasses fracassées dans des océans d'oubli. C'est ainsi que la morgue nomme aussi justement le lieu où l'humanité découvre ses cadavres en mal de reconnaissance.

## DROITS DE L'HOMME

La déclaration des Droits de l'homme et du citoyen est le drapeau de l'émancipation de l'humanité plantée par la Révolution dans son cœur. À ce titre, c'est sans enflure sinon sans emphase que ses contemporains et les générations successives qui s'en transmettent l'héritage accolent l'épithète d'« immortels » à la proclamation de ses principes.

Elle constitue, telle qu'elle a été conçue, entendue et comprise, le nouvel évangile des temps modernes. Comme tous les textes prophétiques, il sera toujours nécessaire pour en faire vivre l'esprit d'en restituer le sens, fréquemment perverti par d'inlassables entreprises de dénaturation.

Quels qu'en soient les circonstances, l'allure et les motifs, les immortels principes se pervertissent toujours au même endroit : une coupure radicale des droits de l'homme d'avec ceux des citoyens ; l'oubli et l'effacement de ceux-ci sous le ressassement abstrait de ceux-là : les droits de l'homme, au-delà de leurs principes, tiennent leur existence de l'exercice par les sujets d'une république de leur devoir de citoyens ; en d'autres termes, du droit de cité qu'on leur donne. La

vocation et l'exigence sociale qui les portent sont un leurre s'ils ne sont pas au cœur d'un regard et une volonté politiques.

C'est pourquoi il faut absolument récuser cette mode récemment survenue semble-t-il de désigner par tautologie les droits de l'homme comme « les droits humains ». Comment y aurait-il un droit, (y compris celui que l'on prétend désigner parfois comme celui de la nature ou celui des animaux) en dehors de l'humanité qui, naturalisant les droits de l'homme, en détruit le concept dans l'ellipse de son œuf : les droits de l'homme viennent à l'existence à partir de la reconnaissance en tout homme de notre commune humanité par des hommes exerçant leurs devoirs de citoyens.

De tels leurre, il serait sans doute facile mais fastidieux de dresser le catalogue. Je m'en tiendrai seulement à mentionner ce que l'on a souvent l'occasion de décrire comme un commerce de marchands d'imposture, le *droit-de-l'hommisme*.

Européocentrique en Europe, et faut-il le dire, américaniquement centré en Amérique, le droit-de-l'hommisme sert commodément de passeport au jeu de la puissance. C'est une absolution plénière jetée à l'avance sur des choix politiques commandés par des intérêts. Le remarquer n'est pas ignorer qu'il y entre souvent de la sincérité, un zeste au moins de celle-ci.

Il est heureux, il devrait toujours l'être, que la mondialisation des échanges puisse impliquer celle de la générosité sur toute la surface de la terre. C'est donner toute sa force à l'éloge du « doux commerce » que faisait Montesquieu. L'expérience contemporaine nous montre tout de même aussi jusqu'où le soi-disant droit d'ingérence peut conduire tant que les droits de l'homme ne sont pas dits dans le consentement de l'humanité tout entière, c'est-à-dire au moins celui d'une institution censée la représenter. Le droit-de-l'hommisme peut prétendre à cette excuse qu'il entend rattraper le retard des droits de l'humanité sur ses devoirs. Mais l'essence même de l'humanité n'est-elle pas de ne pas attendre ses droits pour ressentir un devoir ?

La guerre d'Irak place aujourd'hui sous nos yeux tous les termes de ce dilemme. Les raisons qui déterminèrent l'Amérique à intervenir militairement en Irak sans que l'ONU l'eût mandatée pour ce faire, si elles ont assurément peu à voir avec la volonté de défendre les droits de l'homme et d'exporter la démocratie qui leur sert encore aujourd'hui de prétexte, ont été multiples : le souci de contrôler la plus grande part possible des réserves mondiales de pétrole, si elle n'en était pas la moindre, n'en était pas la plus décisive ; décisive fut alors l'impossibilité où l'Amérique se trouva de plier les Nations unies à leur volonté en raison de l'usage annoncé par la France de son droit de veto ; décisive la volonté de tirer parti de la circonstance pour montrer au monde quel était son patron. L'occasion d'une mainmise sur le droit international rendit irrésistible pour l'Amérique, disons cette Amérique-là, la volonté de contrôler, avec le pétrole, la circulation de la puissance dans le monde. La démonstration selon laquelle le bonheur et la liberté se cultivent mais ne s'exportent pas n'est pas terminée. Il faut sauver les droits de l'homme du droit-de-l'hommisme, *moraline* de la puissance, de sa politique et de sa vanité.

## ÉCOLOGISME

Le souci écologique, l'attention portée comme on dit aux dégâts du progrès, la préoccupation d'éviter les effets les plus désastreux ou les plus pervers – ce sont souvent les mêmes – de la transformation de son environnement par l'activité humaine sont un mouvement heureux de la conscience contemporaine, mais plus facile à ressentir par ceux qui ne sont pas trop

personnellement assaillis par les désastres du quart comme du tiers-monde. La puissance désormais quasi démiurgique de l'industrie humaine conduit à juste titre notre civilisation à laisser René Dumont développer l'héritage de Jean-Jacques Rousseau en élargissant l'amour de la nature au souci de sauvegarder l'environnement, et la vigueur des activités associatives qui l'animent lui donne désormais une forte influence sur l'opinion et la vie publiques. Si cette prise de conscience et ses conséquences pratiques comptent parmi les traits louables de ce temps, elles n'ont pas évité – cela était sans doute inévitable – de donner prise et prétexte à des perversions multiformes qui, pour être à la mode, jouxtent parfois dangereusement la confusion mentale et la dégradation morale. Cette perversion est celle de l'*écologisme*.

« L'*écologisme* » est un produit de l'angoisse de la finitude. Bien entendu, dénoncer l'illusion toujours recommencée que la nouvelle frontière serait décidément la dernière ne doit pas se faire à partir d'une autre illusion et d'autres intérêts ; ceux que porte un productivisme exalté. Par *écologisme*, il faut entendre non pas une représentation plus juste des rapports du social au technique et à la matière qui appellent effectivement que l'on intègre au socialisme une vision écologique de l'histoire (autant que du monde) mais cet ersatz alibi de la raison politique où la fiction d'un retour à la perfection de la nature déguise le renoncement au parachèvement de l'humanité. L'*écologisme*, cet évanouissement du lien social dans l'écologie, est un produit de l'accélération et de la contraction de l'histoire technique de la nature ; et le refus même de le penser. Qu'il soit clair qu'il ne s'agit évidemment pas de confondre les menaces écologiques avec les terreurs de l'an mil, mais tout au contraire justement de les départager. Ce n'est assurément pas le recyclage de ces fantasmes – et par exemple celui d'une extension spirituelle automatique de l'entropie matérielle – qui peut ouvrir à l'humanité la culture de l'avenir.

L'*écologisme*, pour aller à l'essentiel (et non pas le juste souci de l'écologie), consiste dans l'oubli de l'essentiel. Il organise l'évanouissement du lien social qui donne aux relations qui s'établissent entre l'homme et son milieu leur structure et leur sens ; l'ensemble de l'humanité, les « autres », autant que la nature et pas moins pour un homme que ce qu'il appelle sa propre nature, ne sont pas à rigoureusement parler un *milieu*. Si la conscience induite par le souci de l'écologie peut conduire à une critique raisonnée et fondamentale du capitalisme, de ses délires productivistes et meurtriers, l'évaporation du lien social, ou plutôt l'illusion dans laquelle la bonne conscience des nantis de ce siècle les fait si aisément glisser, efface le souci du voisinage sous celui de l'environnement. Comme la nappe étalée des dîners aux chandelles, le snobisme de la belle âme confond le respect de la nature avec celui de la distinction. Bref, la conscience écologique devient un folklore, moins gracieux d'ailleurs que celui de Marie-Antoinette jouant à la bergère, et le marqueur de classe dont les nouveaux petits-bourgeois entendent signaler, avec leur entrée dans la civilisation des loisirs, leur embourgeoisement.

Que cela ne nous empêche pas pourtant de rendre justice à la générosité de ceux qui s'enrôlent dans ces nouvelles croisades contre la laideur et la précarité du monde. Surtout s'ils n'oublient pas, tout occupés qu'ils sont des malheurs de la terre, de faire une petite place, dans notre mauvaise conscience et dans la leur, à la misère de ceux qui sont dessus.

## ÉCONOMISME

*Le Monde* daté des 6-7 octobre 2009 nous rappelle sous la plume de Pierre-Antoine Delhommais qu'une punition divine finit toujours par frapper les hommes qui ont prétendu échapper à leur

Pollution quotidienne de la pensée contemporaine, il y a dans cette manière de lire ou plutôt d'imaginer le monde comme la spirale d'une chute irrésistible de tous les gravats de l'univers dans mon cœur, dans le puits sans fond d'une équivalence sans fin. C'est le délire dévorant d'un Shylock autophage, celui d'un monde transi de sa propre mondialisation entraîné dans l'interminable tournis d'une permutation élémentaire, permanente, généralisée. L'argent dessine la fausse figure d'une ouverture illimitée du champ des possibles, promesse de rédemption enfouie au cœur des damnés de la terre. Marieur perpétuel des noces de l'égalité et de la liberté, il efface l'épaisseur du monde et, par l'opération continue de cet écrasement, livre au désir des hommes l'illusion d'un assouvissement indéfiniment renouvelé par le *da capo* des tambourins du désir. C'est la grande fauche des herbes du temps, faucheurs au désespoir qu'on ne puisse arracher de la raison la pensée de ses propres limites. L'économisme met en forme le récit d'un royaume dont la carte serait le territoire. Sa platitude illimitée ferait la preuve de la vérité du regard qu'on porte sur lui. L'économisme forme la basse continue d'une sourde revanche des décavés de la vie, persécutés imaginaires du hasard. Celle d'une religion jamais prêchée sous son nom, avatar contemporain de la pensée magique, désormais célébrée à l'envie sur les autels de la cité.

Cherchons-en les causes, qui sont de l'ordre du religieux, puis les conséquences morales et politiques.

Il me semble que l'économisme remplit une partie des fonctions consolatrices que les générations précédentes (ou la plupart d'entre elles) trouvaient dans la religion. Il leur apporte comme un talisman la foi dans l'existence certaine d'une société qui se tient toute seule, comme le dirait Jean-Pierre Dupuy<sup>10</sup>, l'évidence du miracle quotidien que le marché semble produire par l'équilibrage gyroscopique d'une demande et d'une offre qu'on dirait comme conduite par une main invisible, comme naguère par le doigt de Dieu. On se persuade d'être en état de lire ses déplacements à venir. Mais le caractère vraiment décisif de l'économisme, ce qui lui donne son impact stratégique, ce qui fait de la mercantilisation l'instance d'un incassable appel, la dernière instance d'une société qui en reconnaît et en applique la loi, c'est évidemment que sa puissance totalitaire emporte, écrase et rabat l'épaisseur vécue du monde des rapports sociaux, autant dire la mémoire et les rêves de la condition humaine, sur la plage en pente douce d'une économie politique dont la dimension politique s'est perdue dans l'océan du marché. Exemple parmi d'autres, innombrables, d'un tel aplatissement, le voyage sémantique des mots du *Désir*, qui doit abandonner au latin son sens générique de *Cupiditas* pour ne garder dans notre *cupidité* que celle de l'argent, abstraction suprême, équivalent général de toutes les valeurs dans l'esprit du capitalisme d'aujourd'hui.

L'économisme développe ainsi la figure rhétorique la plus aboutie d'une économie politique achevant d'oublier l'ensemble des conditions de possibilité de son existence ; dans l'économie *politique* par lui décapitée, il désigne l'opération et le résultat de sa plus parfaite métonymie.

Rien de plus foncièrement politique justement que le marché qui doit tenir son institution des décrets du prince, le champ et la paisible pérennité de ses opérations de la police, l'ampleur de son influence sur les mœurs et les lois de la culture civique de leur temps. Rien évidemment de plus foncièrement politique que la place qui lui est donnée ou qu'il laisse à la politique. Ce marché, étroitement encadré par celle-ci dans les commencements du capitalisme, puis, à force d'avoir secoué ses liens (ce qui fait la moitié de l'histoire du libéralisme), devenu, dans l'essor et d'ailleurs (au sens téléologique) dans la fin de celui-ci, le cadre de plus en plus contraignant de la politique

elle-même, rien d'étonnant à ce qu'il se donne et soit trop souvent perçu comme l'essence même de la démocratie : l'histoire ne montre-t-elle pas depuis la construction des chemins de fer qu'elle lui serait en quelque sorte coextensible ? Sauf que la mondialisation du marché pousse au dérèglement mondial de la politique et que les grandes organisations et les grandes négociations internationales – de l'ONU à l'OMC – dont la raison d'être est, non seulement d'y résister, mais d'instituer et de mettre en œuvre une régulation à l'échelle de la planète, sont tellement pénétrées par l'idéologie du marché, tellement pénétrées de la conviction que celui-ci est le lieu du jugement dernier, l'instance d'où procède en fin de compte la légitimité suprême, que dans cette ère nouvelle inaugurée par la chute du mur de Berlin, l'économie de marché se présente comme le « Sésame ouvre-toi » de l'avenir du monde.

C'est ainsi que dans le regard du jour, je veux dire dans la manière dont les maîtres-penseurs d'aujourd'hui regardent le temps, l'avenir ne peut prendre une autre figure que celle d'un présent perpétué. D'où cette exténuation de la pensée que l'on déplore un peu partout chez les essayistes, journalistes, faiseurs contemporains d'utopies : aussi intelligents qu'il est possible (pour certains), mais d'une intelligence qui a « la goutte à l'imaginative ». En fait, le poncif de la fin de l'histoire, résultat supposé de l'avènement d'une démocratie portée par le marché à son point de perfection par son identification avec lui, ne pouvait avoir d'autre refrain. Et c'est une grande première de l'histoire du capitalisme qui avait conduit l'humanité à l'invention du concept d'histoire même, en tout cas du concept d'une histoire qui ne serait pas celle d'un éternel retour, qu'elle ait pu se croire définitivement immobilisée par une panne de métro. Une première d'autant plus absurde que la vitesse de progression des applications techniques de la science ne décélère pas. Après avoir douté, pendant des siècles, si son histoire avait vraiment commencé, l'humanité, tardivement venue à la déclarer close, en revien drait à la dissoudre dans la répétition. Ou plutôt à prétendre désespérément, comme les anciens Égyptiens, à y parvenir.

L'économisme consolateur ne l'est pas seulement de l'anxiété sociale mais aussi bien de l'inquiétude rationaliste. Ne s'offre-t-il pas à combler le silence des espaces existentiels qui entourent de leurs océans insensés l'incertaine traversée de ces sciences de l'humanité que l'on appelle les sciences humaines ? Il prétend être le radiesthésiste impérieux capable de sillonner tous les déserts du doute pour y dresser la carte hydrographique de la raison.

Les diagnostics et les pronostics que les modernes augures ne lisent plus dans les entrailles des poulets mais dans celles des journalistes lui doivent la basse continue, ronronnante et rassurante, de leurs oracles ; c'est sa chanson à lui, l'économisme, que chantonnent les journalistes, fredonnant entre leurs dents des horoscopes que consultent les chiromanciens et les cartomanciens de notre vie collective, nos hommes politiques, avant de nous tirer les cartes et de nous lire les lignes de la main.

Bien entendu, l'économisme n'écrit pas la musique de la politique, j'entends sa mélodie où se chantent les passions et l'imagination des hommes mais, je viens de le dire, sa basse continue, son orchestration et souvent son langage. Celui de la vision brouillée d'un monde aperçu à travers les lunettes de la grande abstraction de l'économie et du droit.

L'économisme est un tirage à grande échelle de la photographie des gestes des sentiments moraux ; Adam Smith, dont on prétend en faire le héraut malgré lui n'écrivit rien de l'économie qui n'en fasse la chanson de geste de la morale ; que sa pensée ait pu être aussi foncièrement contrefaite par dix générations de ces économistes qu'on appelle aujourd'hui libéraux atteste la puissance et la ténacité des intérêts qui en ont fomenté et en soutiennent la fraude. Ce qu'on appelle aujourd'hui

l'idéologie libérale et qui ne cesse jamais de servir, comme toutes les idéologies le font sans doute un jour ou l'autre, une conspiration, ne se retient pas, dès le départ, de se construire sur la falsification de ce qu'elle invoque comme sa pensée fondatrice.

Le capitalisme, en tant qu'il serait devenu l'âme de la société contemporaine, ou plus précisément son directeur de conscience, le modèle dont elle tire ses valeurs directrices, entretient la pensée que la démocratie est son supplément d'âme en même temps qu'une sorte de dédoublement de son corps : l'économie. Tel est le ressort conceptuel et le terme (dans les deux sens du mot) du processus de décantation qui sépare successivement l'économie politique de son univers historique – l'univers historique de sa dimension sociale dépouillant la société d'une épaisseur qu'elle croyait collée à sa peau. Prenons garde que ce découpage épistémologique, légitime tant qu'il se donne pour ce qu'il devrait rester, la procédure d'une méthode, le protocole d'un examen, sans se prendre pour la matière du procès-verbal, devienne l'objet du regard sinon le regard lui-même, l'être même qu'il s'agit de faire venir au jour. Dans l'illusionnisme économiste, l'économisme est le nominalisme de l'économie.

## ÉCRIRE

« *Écrire, c'est prononcer sur soi le jugement dernier.* » (Ibsen) Non pas la lettre qu'il ne se résout pas à commencer, ou peut-être plus souvent à finir, mais ce texte dont il ne sait s'il l'aura à l'esprit, mais qu'il sent emprisonné dans son cœur.

Je me souviens d'avoir – j'avais sept ou huit ans – demandé à Pierre Mille pourquoi il écrivait. « C'est parce que, me répondit-il, un ogre vient me voir chaque soir, et je sais qu'il me coupera la tête et qu'il me mangera si je ne lui montre pas les pages écrites pendant la journée. » Je ne suis pas sûr que cette réponse fût la meilleure à faire à un enfant, ou à n'importe qui. Tout de même, si, plus sérieuse qu'elle n'en a l'air ; c'était après tout une juste allégorie de la nécessité...

Pierre Mille, dont la femme était un très bon sculpteur qui donna pendant un an ou deux quelques leçons à mon frère Jean-Loup, était ce qu'on appelait à l'époque un « écrivain sicolonial », d'ailleurs décidément anticolonialiste, qui situait la plupart de ses sujets dans les pays qui composaient ce qu'on appelait alors l'empire. C'était par exemple, pour les enfants, *Line en Nouvelle-Calédonie*. Celui de ses livres, lu un peu plus tard, dont j'ai le meilleur souvenir s'appelait *Le Monarque* ; c'était le portrait d'un personnage et d'une petite ville du midi de la France.

Pierre Mille habitait un appartement sombre et sinistre rue Saint-Louis-en-l'Île, dont Jean-Loup revenait terrifié après chaque leçon de sculpture, terrifié par le bruit d'une eau qui s'écoulait goutte à goutte quelque part. J'ai hérité de ma mère une ravissante statuette de danseuse en bronze qui était l'œuvre d'Yvonne Serruys (madame Pierre Mille).

À propos de l'ouvrage d'écrire, j'ai toujours trouvé aussi comique qu'inexact le refrain rebattu du vertige de l'écrivain devant sa page blanche. C'est pour ma part une certaine absence de vertige qu'hélas trop souvent j'y constate. Je sais bien que le vertige peut s'identifier à la peur du vide, mais aussi à combien d'autres peurs, autrement fécondes ?

Écrire, c'est raturer, se barrer successivement tout détour inutile. De la profusion du monde à la pauvreté de soi. Écrire peut-être celui qu'il me plairait d'être : sans doute ingénu, jamais innocent, c'est désirer la sainteté, mais mon Dieu sans le moindre goût du martyre ! S'efforcer de faire un monde des miettes de l'univers, qui n'est pas un monde, mais la nuit du monde. Réinventer à partir

de ce « chaos d'idées claires » que l'on en tire cette singularité du multiple dont l'entrechoc (de Fontenelle à Hegel) effrayait si fort Madame Du Deffant.

*Littérature* : écrire pour fuir la vie, ou comme une tentative, ultime peut-être, d'en produire une feinte reconstruction, cette échappatoire honorable ne fut pas et j'espère ne sera jamais mon fait. Même si je dois convenir qu'avoir passé le plus long de ma vie à ne pas écrire – mais peut-on désigner une action par son absence ? – aura été une manière de m'y perdre. L'écriture romanesque crée des personnages avec des mots. Dans l'écriture, comment dire, réfléchissante, réflexive, les mots *sont* les personnages.

*Point* : immensité réduite à l'infinitésimal de ce qui passe entre les lignes, et que l'on voudrait recueillir comme un peu d'eau entre les doigts. J'ai pente à substantiver chacun des mots qui me viennent, comme pour tenter de lire entre leurs mains, m'efforçant de toucher la chose sous le signe.

*Virgule* : respiration reprise entre le passé et sa suite, sens suspendu à celle du souffle, ébauche d'un mouvement qui renonce à s'accomplir jusqu'à l'épuisement de son inspiration, comme un regard jeté sur la trace de son dernier pas, plutôt que sur l'anticipation du plus proche à venir, à ne pas venir.

*Point-virgule* : se charge de l'opération d'une scansion majeure du temps, parcours embrassé d'un seul regard, pourtant indéfiniment prolongé par la promesse de sa suite, qui lui fera lever les yeux.

Pour faire ma propre réforme graphologique et morale : écrire plus gros, plus clair, plus immédiatement re-lisible. Que l'écriture devienne assez calligraphique pour boucher à l'avance les points de fuite de la pensée. Pouvoir figer à chaque instant de la pointe de ma plume la fluidité du temps. Ne pas céder au terrorisme des lapalissades, ces palissades qu'on enchaîne les unes les autres pour se défendre du scandale de la vérité. Dressées en désespoir de cause et de pensée. Cruauté ordinaire de l'intelligence, sottise suprême de ses soupirants éconduits. Il faut les prendre pour point de départ, les proscrire comme point d'arrivée.

Écrire à la plume, plaisir oublié. L'usage des rollers ou celui de la machine à écrire n'ouvrirait tout de même pas une pente à la barbarie ! Mais peut-être à une inadvertance parfois malvenue. La glisse de la pensée au lieu du cheminement des mots, des mots en quête de pensée, déjà requis par elle. La plume guide la main, la main guide les yeux mais ne commande pas l'attelage, oserais-je dire l'esprit. Former avec soin chaque lettre d'un mot parfait le souci de le vraiment penser. La calligraphie touche à l'extrême ambition du rationalisme. Et le risque de s'y noyer avec lui dans une goutte d'eau.

Relisant quelques fragments de pages, frappé par le caractère précipité de leur écriture, je veux dire de leur graphie, précipitation du mot dans l'avènement de la phrase, de la lettre dans l'événement du mot (mais non pas de la phrase elle-même, trop souvent pensée et par conséquent écrite comme si elle était à elle-même sa propre fin, mais c'est là peut-être calomnier mon inconscient...). J'hésite à me le dire ; je n'hésite tout de même pas à pressentir que je viens là de toucher des yeux une faiblesse de la vie : ce cocktail sauvage d'inconscience et d'intrépidité qui puise délibérément – je veux dire systématiquement et sans délibération ! – son courage dans la vitesse, poursuite de l'instantané, de la réconciliation dans l'instantané. À chaque instant déjà, c'était déjà écrit !

# EGOÏSTRION

*Geindre ou gémir  
Très peu pour moi  
Plutôt gésir  
Sur le sol froid  
Des solitudes  
Ainsi s'élude  
Matin et soir  
Tout au revoir*

*Sous ces cailloux  
Quel bonheur fou  
D'enfin dormir  
Espoir de rien  
Dont on revient  
Sans prévenir.*

## ÉLITISME RÉPUBLICAIN

Faire confiance à l'avenir de l'intelligence sans prétendre à une intelligence paranoïaque de l'avenir ; c'est, en cela, vertu de toutes les vertus, celle qui consiste à se souffrir s'il le faut minoritaire sans orgueil ni mépris. Ne rien céder, même le mépris, à l'ignorance d'autrui quand elle vous entoure ; ni méconnaître l'encercllement point invincible de sa propre ignorance, qui vous assiège. Une vraie pensée (non pas nécessairement une pensée vraie) n'est-elle pas forcément minoritaire auprès de toutes celles qu'on n'a pas eues ?

Mieux que d'autres peut-être notre époque s'entend à perpétuer la trahison des clercs : pour déguiser leur égoïsme social sous la pure lecture qu'elles prétendent faire des lois de l'histoire, comme jadis du souffle de Dieu, les élites de l'élite, j'entends par là l'aréopage rendu visible dans l'éther à travers l'écran si bien nommé de nos postes de télévision, sont douées de longues élytres orientables, dociles au vent dominant. Toujours grégaires comme insectes tassés dans l'épaisseur de leur essaim, et plus souvent comme chenilles cheminant processionnaires l'une après l'autre vers les cerises qui surmontent les pentes sucrées du gâteau social, les plus habiles d'entre elles enveloppent la férocité de leurs querelles intestines d'une pénombre propice à la révérence. Desservantes quotidiennes d'un culte dont elles savent que les mystères ne tiennent pas la fascination qu'ils exercent du corps mais du cœur, espoir de leur dévoilement incoerciblement déçu et ressuscité, les élites de l'élite vibrent à l'unisson des airs du temps de tout le tremblement de leurs élytres. Elles honorent sincèrement en toute circonstance le bien public, sans pouvoir s'empêcher de faire de ces déclarations d'allégeance l'emballage recyclé de leurs biens privés ; surtout, elles s'entendent à flatter le peuple plutôt qu'à l'éclairer en s'abstenant de combattre en lui les mouvements de cette prosternation secrète devant le veau d'or qu'elles font profession de foi de pouvoir et de vouloir exorciser. De cette forfaiture elles ne se font pas toutes ni toujours Dieu merci l'agent ou le complice, mais toutes et toujours hélas se retrouvent pour lui faire dévaler la pente du dénigrement et de la honte de soi ; comme s'il fallait aux privilégiés du siècle s'assurer qu'une

dénivellation suffisante protège leurs privilèges – savoir, pouvoir, usage du monde – d’une muraille indestructible parce qu’invisible. L’exercice méthodique de leur « cynisme compassionnel », selon le mot juste de Martin Hirsch, préserve inlassablement leur belle âme du malheur du monde.

Dans les sociétés du capitalisme mondialisé, remplacer l’élitisme des publicains par l’élitisme républicain sera l’alpha et l’oméga d’une Révolution socialiste.

## ENANISME

Sorte d’auto-érotisme dont j’oserais nommer certaines démangeaisons à quoi il arrive à des membres de l’élite républicaine d’être exposés. La quintessence de la perversion de l’élitisme républicain, tout le mal, tout le bien qu’il faut penser de l’ENA, j’avais tenté de le décrire avec deux de mes camarades<sup>11</sup> dans *L’énarchie, ou les mandarins de la société bourgeoise*<sup>12</sup>. Dans son inspiration originaire, l’ENA aura été animée de ce que l’esprit de la Résistance et celui du service public avaient de meilleur, confluence du peuple et de l’État. Élitisme républicain lentement perverti par l’esprit de caste progressivement fasciné par l’ubiquité de l’argent, ces deux systèmes d’irrigation d’un même délire de toute-puissance. La fondation de l’ENA était une bonne idée – substituer une école du service public à la pluralité des concours de castes – mais elle était inévitablement exposée à dégénérer par les deux bouts, faute de trouver en France le terreau d’un matérialisme marxiste indispensable à sa floraison.

Ainsi la culture de l’État républicain s’expose-t-elle au danger d’être réduite par les forces conjuguées du nouvel Ancien Régime et de l’empire de la domination financière cette nouvelle alliance du trône et de l’autel, à la dimension d’un bonsaï. Ainsi, l’élitisme républicain taraudé par le travail de sape des privilèges plus ou moins menacés se retrouverait vidé comme un décor par son exact contraire, l’Enanisme.

## ENTRISME

Qu’il soit déclaré ou de contrebande, l’entrisme, sorte pour ainsi dire d’autisme extraverti, ou plus précisément d’extraversion de l’autisme, désigne génériquement la pénétration ouvertement ou secrètement opérée et maintenue de francs-tireurs dans un groupe à l’hostilité avérée ou supposée. Peut-être vaudrait-il mieux parler de l’entrisme comme d’une tentative de prosélytisme masqué, par lequel un groupe de militants cherche à contaminer de l’intérieur une organisation adverse pour en dissoudre la cohérence et en changer éventuellement les convictions. Comme toutes les opérations téléguidées le véritable entrisme est une entreprise de dissimulation organisée dont l’objectif peut être l’affaiblissement, la destruction, mais parfois aussi l’arraisonnement de l’organisation-cible.

Technique belliqueuse qui, depuis l’épisode du cheval de Troie, n’a lieu d’être employée que contre un adversaire fortifié d’une défense retranchée de plus ou moins longue date dans ses remparts physique, administratif ou symbolique, qu’on estime suffisamment solide et bien gardée pour résister à un assaut direct, fût-ce celui de la raison et dont seule pourrait avoir raison une ruse de celle-ci.

Gais ou tristes, les entristes se sentent l’âme partagée au cours de leur voyage. Entre la haine et l’empathie, un peu de fascination mais du mépris toujours davantage. Franchir clandestinement une frontière puis, celle-ci passée, prendre soin de ne pas se faire reconnaître comme étranger, c’est-à-

dire au fond tout de même s'imaginer pouvoir ne pas être reconnu, comporte le devoir mental de garder indéfiniment conscience du visa dont il a fallu se passer. Ce peut être laisser grandir en soi une frontière intérieure qu'on ne pourra transgresser. Celle qui permet de continuer à s'appartenir soi-même lorsque, sans feu ni lieu, il s'agit de s'arracher tout de même au vagabondage de la vie.

L'entrisme, comme on le sait, est la marque d'un produit du jargon politique du siècle dernier. Une époque où le mou vement socialiste, avant de se faire reconnaître le droit de cité, et loin de s'y faire admettre, se définissait au contraire par la volonté de le détruire, de l'effacer de la surface de la terre pour bâtir à sa place la cité de l'Homme nouveau. De la conversion massive au christianisme des envahisseurs barbares de l'Empire romain au noyautage des organisations politiques parlementaires par les trotskistes, ou, si l'on préfère lire l'histoire dans le sillage de ses VIP, de Clovis à Jospin, l'entrisme, ouvert ou couvert, c'est toujours un raccourci taillé sur la route de l'histoire, la volonté d'aller ailleurs en faisant oublier d'où l'on vient pour aboutir Dieu sait où... *Les chevaliers de la Table Rase* se font raser la tête ou pousser la barbe selon l'époque, l'âge et les rites de leur baptême, abjurant publiquement, ou conjurant en silence l'erreur de leur péché originel ; éclatante ou insidieuse, la grande affaire sera toujours à travers la donation de leur personne de révéler au peuple le visage de l'homme nouveau. Je n'entends pas noyer ici sous trop de persiflage le fait que l'entreprise du CERES, qui aura été celle du versant politique de ma vie, a choisi et pleinement assumé une des voies de l'entrisme ; pleinement, c'est-à-dire très délibérément et non sans avoir fait, en tout cas tenté de faire, le tour de la question.

C'est ainsi que, une fois très délibérément écartée l'hypothèse d'inventer le Parti communiste idéal congénitalement prémuni – ou vacciné – contre toutes les contaminations possibles de toutes les perversions présentes et futures, il nous incombait de choisir entre les deux entrismes alors possibles : l'adhésion au Parti communiste ou celle ouverte alors à la SFIO, une SFIO qui finissait sa déjà longue carrière dans l'euthanasie d'une demie mue entreprise et surtout invoquée sous le nom de Nouveau Parti socialiste et le parrainage honnêtement impuissant d'Alain Savary.

Il y a donc des entristes masqués. Jospin par exemple, taupe de l'OCI infiltré dans la SFIO des années soixante-dix, et des entristes à découvert, les militants du CERES dans ce même parti après 1966.

Je veux rappeler ici que le CERES est allé à la rencontre – et à l'encontre – du parti des socialistes, loin d'être né de lui. Jean-Pierre Chevènement et Alain Gomez en conçurent une première idée en adhérant à la SFIO à la fin de leur service militaire en Algérie – après avoir participé en 1965 à la campagne présidentielle de François Mitterrand. Nous en dessinâmes les contours et en jetâmes les bases dans les semaines qui suivirent une rencontre au cours de laquelle Jean-Pierre Chevènement et Alain Gomez m'en eurent exposé le dessein. À la fin de 1966, je les rejoignais à la Quatorzième section de la Fédération de Paris.

Guy Mollet, qui avait reçu Chevènement et Gomez au moment de leur adhésion et auquel ils me présentèrent à mon tour, était très conscient du marasme intellectuel de son parti. Aussi considérait-il avec une certaine bienveillance les quelques ébauches de réflexion qui tentaient de percer l'épaisse pellicule de somnolence intellectuelle du milieu, pour ne jamais d'ailleurs manquer de venir mourir à sa surface. Les entreprises de reconstitution de l'élevage de l'espèce de ces petites bêtes disparues, les idées, étaient alors à la mode ; la crise des partis politiques nourrissait la floraison des sociétés de pensée. C'est ainsi que dans la mouvance du Parti socialiste, et plus précisément de son aile droite, Pierre Mauroy avait fondé son club, le CEDEP, dont il avait confié l'animation à un futur patron du Crédit Lyonnais nationalisé, Deflassieux, socialiste sensible et

sincère, qui nous proposa de le rejoindre. Il va de soi qu'il ne pouvait en être question pour nous qui, déclinant toute allégeance, avons décidé de camper sous notre propre tente, quoique dans l'idée de la dresser en terre socialiste.

C'est pour préparer ce camping qu'après avoir pris contact avec le secrétaire général, Guy Mollet, nous fîmes parrainer par celui-ci – avec une modeste subvention en guise de dragée – les *Cahiers du CERES* au berceau. C'est ainsi que les brocardeurs les plus virulents que la social-démocratie française ait suscités en son sein ou à ses bords se virent affubler pendant quelque temps du sobriquet de « gardes-rouges du secrétaire général ». Pendant fort peu de temps d'ailleurs, parce que dès leur première livraison, lesdits cahiers ne laissaient ignorer à personne, même après une lecture cursive, leur cible : c'était, à travers sa personne et l'exercice hégémonique d'une prise de possession de l'héritage du socialisme français, le système d'un molletisme adossé à l'Atlantisme contre l'Oural.

## ÉPIGRAMME

« Dans notre pays, il faut qu'on sache qu'on peut gagner de l'argent. » (Laurence Parisot, présidente du MEDEF, selon Le Monde du 27 mars 2009)

*Laurence Parisot*

*Dans ce pays que l'on sache  
Qu'on peut gagner de l'argent  
Cri du cœur que s'en arrache  
Un patron intelligent*

*Est-ce la Bonne Nouvelle  
Que rien jamais n'est perdu  
Quand se ramasse à la pelle  
Avec l'Argent la Vertu ?*

*Le cri de Dame Laurence  
A-t-il mangé le morceau ?  
Ou pour l'honneur de la France  
Le glou-glou d'un pari sot ?*

## ÉPITAPHES

*Épitaphe 1*

*Puisque l'humeur du siècle aujourd'hui se partage  
Du clochard au banquier le soin d'entretenir*

*La rage de gémir et celle d'applaudir  
Je remplis mon tiroir de gribouillis sauvages  
Goulument arrachés à la fuite des jours...  
Du silence il faudrait ne mettre rien autour  
Pour entendre le cri que l'âme prisonnière  
Renvoie de mur en mur dans la maison du temps  
Et j'aurais bien vécu mes soixante dix-sept ans  
Si le moment venu des paroles dernières  
Mon silence les eût cette fois pris de court.*

### *Épitaphe 2*

*Ébloui de bonheur par tout ce qui m'arrive  
J'errai, un soir d'hiver en rêvant aux endives :  
Ce légume me manque et la joie désertée  
D'en mâcher tendrement les fibres exaltées  
Aux braises de ma faim ; qu'est-ce à n'en plus finir  
Qu'une saveur perdue au bout d'un souvenir...  
Sinon l'impératif, plus roide qu'un remords  
Catégoriquement levé d'entre les morts  
D'errer les soirs d'hiver en rêvant aux endives ?  
Pourrais-je avant d'atteindre enfin à l'autre rive  
À qui m'aime arracher un sourire assez beau  
Pour ne jamais finir en grimace furtive...  
Ainsi les soirs d'hiver en rêvant aux endives  
J'aurais su oublier le sol de mon tombeau...*

### *Épitaphe 3*

*Le premier mort jamais que j'ai vu de ma vie  
C'était sous le soleil au tournant d'un chemin  
Caillouteux de Provence un dimanche matin  
  
J'avais quinze ans peut-être et rarement envie  
De quitter sur le champ la vague rêverie  
Dont le pas m'emportait jusqu'au surlendemain  
Je laissais cette fois glisser entre mes mains  
La vérité du monde à tâtons poursuivie  
Pourtant la nuit tombée au lieu de m'endormir  
Dans l'heureuse paresse assoupie du désir  
Je revis ou plutôt je vis comme un présage  
À l'orée du sommeil la bouche sans visage  
Muette, remuer qui ne me disait rien.*

### *Épitaphe 4*

*Quoi de meilleur  
Geindre ou gémir  
Foire au jour  
De mes malheurs ?*

*Blasphémateur  
De mon plaisir  
Vas enfouir  
Morne enchanteur*

*Ta tête triste  
À l'improviste  
Sous cent kilos*

*De berlingots.  
Douce vengeance  
Vive la France !*

### *Épitaphe 5*

*Confiance âpre honneur rendu à la vie lente  
De toute impatience à jamais allégée  
Tu n'es l'espoir de rien espérance innommée  
Qui va transir de feu une âme adolescente*

*C'est le bonheur total d'un bonheur sans attente  
De ta bouche fermée au secret du désir  
Le silence immobile entre deux avènements  
Le seul aveu mon cœur qui jamais ne te mente.*

## **ÉQUITÉ**

Sénèque rappelle à Lucilius (lettre XXX) que « l'élément essentiel de l'équité, c'est l'égalité ». Ce qui peut conduire à bien y regarder à cette pensée dangereuse qu'elle ne saurait parfaitement s'accomplir que dans la mort. Comme la vie elle-même.

Comme un appel désespéré de la désespérance sociale, l'équité serait le discours spontané d'un ordre naturel que l'humanité aurait pour tâche de reconnaître et de maintenir, ou plutôt de rétablir. Ce en quoi elle s'opposerait fortement à la justice, retrouvant par là la coloration positive que la justice ne mérite pas toujours : quand la justice est injuste c'est au nom de l'équité que se mène la critique du droit. L'équité, donnée de nature ; justice, produit de culture ? Faut-il nécessairement penser la société comme une perversion de la nature, manière de naturaliser tout ordre historiquement établi ? De la pensée de l'humanité, saisie en tant que concept comme l'unité d'un genre au concept de droit naturel, donc à celui de l'équité, la séquence serait-elle linéaire ou circulaire ? Elle implique de toute manière la naturalisation du genre humain. Cette identification

de l'équité au droit naturel installe la pensée de l'histoire sur une route à sens unique dont seuls les panneaux de signalisation (les règles de droit) et le code de la route (les préceptes de la moralité), quoique relativement stables, sont variables par essence. L'équité, valeur identifiée à celle du droit naturel en tant que concept et croyance, tisse la bonne conscience de la pensée unique, la noblesse de sa robe et sa noblesse de robe en quelque sorte.

C'est ainsi que l'équité déploie un visage pervers : appropriation arbitraire, solipsiste, privilège de droit divin de l'énonciation d'une morale de boutique ou de secte, d'un échange sans partage ; annonciation d'une Bonne Nouvelle toute suintante de conscience de classe à travers sa dénégation diffuse. Le sens de l'équité est au bourgeois la lampe témoin de sa noblesse d'âme ; ce qui lui permet dès qu'il l'allume de se confire en paix dans le calme des justes et le préserve du zéziement insupportable des moustiques du remords : celui d'avoir failli aux engagements d'honneur d'un commun devoir d'égalité.

L'équité fait donc l'exigence et la vertu du riche ; voilà pourquoi elle passe communément pour une valeur de droite, ce qu'elle n'est nullement par essence, mais le semble en ce qu'elle fonctionne habituellement comme l'alibi de l'égalité. Ni de droite, ni de gauche, l'équité permet à la justice instituée de réaliser des économies d'échelle. Elle a le plus grand mal à se fixer quelque part : elle reste au centre, au fond du trou noir de la galaxie des conduites de fuite et de reniement où sombre la responsabilité.

De l'équité, la générosité est le plus bel adversaire. La richesse du pauvre. Inépuisable parce que sans fond. Sans fond n'est pas sans fin. Donner ce qu'on n'a pas. Quel pari sur la bonté du monde et la bienveillance de Dieu ou ne serait-ce pas mieux dire : quel pari sur la bonté du monde que d'invoquer par elle la bienveillance d'un dieu qui sans doute n'existe pas ?

Celui sans doute de la générosité du doute, comme l'échancrure de l'espérance dans le maillage serré de la vie brève.

## ESCHATOLOGIE<sup>13</sup>

### *Contre la poursuite du hasard, une eschatologie laïque*

Pour la première fois depuis la Révolution française, l'Europe semble à peu près dépouillée de toute utopie positive, destituée du destin, de l'espoir même d'en rencontrer une. Par utopie positive, on entendra l'invention construite d'une Cité des fins, vision projetée sans doute à partir du conflit de l'espérance sociale avec les frustrations qu'elle rencontre. Fonctionnant dans une certaine mesure comme le filtre merveilleux d'une récompense, la promesse d'une échappatoire, compensation d'une fuite en avant – ou en arrière – mais sûrement rédemptrice, l'utopie, au-delà des vertus analgésiques ou curatives d'un placebo, entée sur le sol éprouvé des malheurs du monde mais hantée du désir d'en changer l'horizon, porterait en elle la volonté raisonnée de substituer au réalisme de l'acquiescement celui d'une œuvre collective qui prendrait bien la mesure du réel, mais pour s'y mesurer. C'est ici qu'on remarque que l'élan en vient toujours à l'histoire du côté gauche ; le ressort dont il l'anime ébranlant le mouvement de la société tout entière.

Inséparable en fait de celle de l'accomplissement de la Révolution française, l'idée du progrès perçue généralement d'ailleurs d'une manière tout à fait scientifique et européocentriste avait vraiment constitué l'utopie positive du XIX<sup>e</sup> siècle, lequel s'est terminé comme on sait en 1914.

Pendant les vingt-cinq ans qui suivirent, la paix et sans doute mais concurremment le socialisme

auront le visage des survivants miraculés de la dernière des guerres. Devenue plus tangible avec l'idée d'une société organisée des nations, la paix semblait être enfin en Europe plus qu'une échancre de l'histoire. La montée des fascismes a terminé cette illusion. Au cours des cinquante années que l'histoire laissait encore à ce siècle (1939-1989) – si l'on convient que la chute du mur de Berlin, inaugurant la proclamation d'un nouvel ordre mondial, marque son terme –, ce mythe, mythe également partagé des mondialisations antagonistes du capitalisme et du communisme, est devenu celui du développement. Mythe de l'unité du monde, réalisée par le « développement », capitaliste ou communiste, utopie censée d'ailleurs faire la synthèse de celles qui l'avaient précédée : la science, la paix, la foi, le village planétaire de la civilisation.

Faut-il, ces utopies, parce que deux guerres mondiales, l'holocauste et les innombrables symptômes de la barbarie endémique du monde ont tiré un trait sur la manière dont les hommes, pour penser leur humanité, ont été conduits dans des représentations successives à assigner un sens, une histoire à leur histoire, alors même que ce sens n'a cessé d'être déjoué, ces utopies, faut-il les abandonner au catalogue des illusions perdues ? Perdantes assurément, si faisant la balance de leurs efforts, on se croyait autorisé ici à solder les comptes ; mais englouties ou perdues, non pas : une utopie ne chasse l'autre qu'en la déplaçant.

Voilà pourtant que le train de la fin de l'histoire serait enfin entré en gare : Berlin-Bagdad, tardive inauguration de la fin des communismes et de la mise en place de ce contrôle social mondialisé d'un nouveau type, désormais chargé de la police de l'humanité, bien exercée aux certitudes perpétuelles du triomphe de la démocratie, de la société de marché, du consensus, ces trois hypostases d'un capitalisme transhistorique innommable et sans représentation. Parions que dans peu d'années, cette époque sera reconnue comme celle d'une crise de la raison. Au moment où la nostalgie de la horde quand ils sont démunis, l'ennui et la satiété quand ils sont pourvus, se disputent l'âme des peuples, il semblerait ne rester dans la conscience européenne que des traces de son effacement.

Sans doute n'est-il pas moins absurde de croire désormais à la mort des utopies qu'il l'était il y a trente ans de proclamer celle des idéologies, fantasme positiviste d'hier qui préparait ceux d'aujourd'hui. Sait-on d'ailleurs ce qui se passe en ce moment même – ce n'est pas mon cas – dans la tête des Chinois, des Japonais, Coréens et autres peuples ? Et doit-on croire que l'instrumentalisation, la colonisation, l'acculturation des religions par les intégrismes, spectaculaires dans le monde arabo-musulman et en Inde, mais à l'œuvre dans toutes les religions et plus largement dans toutes les cultures, seraient le seul creuset possible des utopies de notre temps ?

La bonne question n'est pas celle d'une disparition de l'exigence et de la capacité d'utopie des sociétés humaines – autant vaudrait-il dire de leur imaginaire – mais celle du sens des utopies qui vont apparaître. À cet égard, le seul fait que l'on puisse considérer le tarissement de leur source comme plausibles donne la mesure de la crise extrême dans laquelle la conscience européenne s'est laissée tomber : désormais menacée dans sa déréliction d'un long séjour dans la barbarie.

Je sais ce que l'usage de ce terme a pu avoir de dangereux – ne devient-on pas facilement le barbare d'un autre ? – mais enfin le concept d'utopie positive ne doit pas dissimuler le jugement de valeur qu'il implique. S'il ne désigne comme tel dans l'utopie que le constat de son rapport pratique à la réalité, il annonce pour ainsi dire une certaine capacité intellectuelle d'anticiper le passage de la puissance à l'acte pour en évaluer l'effet. L'ambivalence d'une qualification positive ou négative qui s'attache à l'utopie plus qu'à tout autre figure de l'imaginaire collectif renvoie inéluctablement

à l'éthique, c'est-à-dire au nœud inextricable du sens moral et du sens de la réalité.

On sait que de cette utopie absente, l'Europe est venue à tous propos tenir lieu. Prosopopée qui n'est souvent chez les « Importants » du siècle qu'une manière emphatique de prêcher, tout enrobée de sucre, la résignation à l'ordre établi. L'Europe fonctionne chez des rescapés de la déchristianisation de la conscience européenne comme l'ersatz d'une eschatologie de recours, l'échelle de secours des mythes naufragés de la chrétienté et de la révolution disparues.

C'est donc bien une eschatologie qui fait battre le cœur des renaissances politiques, mais une eschatologie *laïque*, qu'est-ce à dire ? Le défi d'une eschatologie de la liberté. Elle ne peut se construire que dans le mouvement même d'une reconstruction de la maison qui l'abrite. Point d'ouvrier ici qui de soi-même ne soit architecte et entrepreneur. Non pas locataire d'une cité radieuse imaginaire, délire utopique dont les plans se tirent sur la comète, mais maçon. Capable de trier dans les décombres de notre histoire ce qui liera davantage les uns aux autres nos concitoyens par le sentiment de leur commune humanité.

Oui, mettre en lumière l'exigence et les conditions de possibilité d'une eschatologie laïque serait vraiment discerner les éléments d'une politique de la raison<sup>14</sup>. Gardons clairement et durement conscience que rien n'est moins naturel : une utopie positive ne parvient à devenir telle que dans la mesure où, intégrant la conscience de ses limites, elle en recule peu à peu mais à chaque instant l'horizon. Ne pas laisser le désir d'un surlendemain passer à saute-mouton sur l'idée du lendemain, mais en faire la fenêtre d'une maison habitable aujourd'hui. Une eschatologie laïque ne joue pas avec la pâte à modeler de l'idéologie spontanée des ignorants, pas plus qu'avec le droit d'aînesse du scientisme des héritiers reconnus du Savoir.

Car si l'être est elliptique, l'essence est circulaire, centrée sur le décret d'un cercle dont la définition suit l'une des courbes de la circularité tautologique de la raison. Dans l'espace innombrable mais non sans limites de ses possibles, l'ellipse de l'être se tient sous le regard à double foyer du réel qui nous a formés et dont nous tentons de desserrer l'étreinte, celle de notre réalité, par des outils de notre invention. La réalité, notre réalité, il nous faut casser cette noix pour nous mettre la chair du monde réel sous la dent.

## ESTHÉTISME

Morale d'un bon plaisir qui se veut celle du beau plaisir, fascination de soi qui ne va pas sans le souci d'être regardé par tous, l'esthétisme est un solipsisme, interminablement dilaté. Le « rapport au monde » d'un sujet – personne, famille, clan, coterie, courant de l'opinion publique, de la tradition ou de la mode – qui se voyant comme unique au monde et ne pouvant s'imaginer pouvoir être vu autrement, sinon d'ailleurs, taille la coupe tranchante d'une épure de son humanité pour n'en laisser qu'une surface sans épaisseur. Celle de sa culture *démoralisée*. Hantée par une morale honteuse d'elle-même.

On peut penser qu'aucun esthétisme, quelle qu'en soit la couleur, ne se manifeste sans qu'une morale implicite, une présomption de moralité n'émane de son déploiement. L'art pour l'art n'y échappe pas plus que n'importe quel morceau de littérature engagée, quel que soit son acharnement à maintenir la pureté formelle à laquelle il se voue. Rien ne saurait vraiment effacer la présence, au moins implicite, de l'environnement social au milieu duquel elle demeure en suspens ; mais cela produit du symbolique comme la respiration de la buée.

Camouflage ou rempart, l'esthétisme s'épaissit souvent dans la fumée d'hypocrisie dont s'enveloppe une démarche qui se voudrait conquérante. Mouvement de purification éthique parfois d'aussi mauvais aloi que les accès de purification ethnique d'une humanité balkanisée.

Faudrait-il en conséquence frapper l'art pour l'art, toute entreprise ou toute œuvre qui s'avouerait pour tel d'une condamnation sans appel ? Non pas dans la mesure où sa démarche et son style, volonté d'émancipation et cri de liberté, peuvent encore être considérés comme une butte témoin de l'humanité. Comme on sait, les bons sentiments ne font pas la bonne littérature mais ils peuvent, suffisamment sarclés et le printemps venu, la laisser repousser. Les arbres, surtout ceux de la forêt vierge s'il en reste encore, sont tous de la même sève.

## **L'ÉTAT, MAUVAIS GÉNIE OU BON DÉMON ?<sup>15</sup>**

Je n'ajouterai rien à la mise en accusation de l'État, indispensable et mille fois faite par des esprits républicains. Sauf qu'il lui faut, et plus que jamais par les temps qui courent, trouver une issue dans son éloge.

Sylvie Taussig – *Y a-t-il un démon de l'Étatisme ?*

DM – En tant que dérivé de ce que l'État serait en propre, l'étatisme en désigne le versant négatif comme en constituant l'essence et présume une condamnation vague de l'État dans son ensemble. Clé de voûte de l'institutionnalité et de la vie collective, l'État serait voué à l'opprobre de tous les justes et la malédiction de tous les opprimés – virtuellement de l'humanité tout entière : je force à peine le trait du poncif libéral libertaire dont le conformisme se respire à l'air libre aujourd'hui. Or je ne suis pas d'accord, tout en reconnaissant que, sans être un monstre, l'État est bien capable d'en engendrer de diverses sortes. Car l'État, c'est nous, même à notre insu ; et quand il ne serait pas, ou quand il ne peut se faire reconnaître comme tel, demeurant loin ou infiniment loin de ce qu'il devrait être, il cristallise les ressentiments : responsable mal désigné du malheur d'être né, il devient un bouc émissaire, modulant dans l'ombre portée de sa présence la configuration de nos désirs.

L'héritage du <sup>xx</sup>e siècle alourdit l'acte d'accusation de l'État oppresseur, au point de dissuader l'esprit du temps de reconnaître ou de rechercher dans l'État ce pouvoir émancipateur faute duquel la vie sociale reste prise dans le réseau des servitudes continuées. Pouvoir émancipateur : un oxymore qui forme, rompt et retisse le fil conducteur de l'Histoire ! C'est ignorer ou renier l'historicité de l'Homme ou, plus exactement, dénier à l'Homme toute puissance historique, toute autonomie, que d'assigner l'enfer à l'État comme résidence à perpétuité. C'est aussi, pour décréter une scission du social d'avec le politique, confondre le point de vue et l'objet, la découpe du regard et l'épaisseur du monde. Reste que le totalitarisme – réserves faites sur l'usage débridé du mot – enseigne comment le développement concomitant de l'État et de l'individualisme (quand le statut d'un individu sans appartenance laisse en lui s'évanouir la conscience de sa commune humanité), comment ce développement canonique de la modernité peut enténébrer l'image d'un concept et faire oublier dans celui de l'État celui-là même de l'institution possible des lumières de la raison.

L'État reste stigmatisé jusque dans les utopies de son dépérissement dont les prophéties n'invoquent nullement l'extinction de ses fonctions, mais au contraire leur dissémination sociale la plus étendue, sous l'effet d'une inégalisation merveilleuse de l'esprit de la responsabilité politique,

grâce à une séparation catégorique de la division technique du travail d'avec les distinctions sociales qu'elle induit. En attendant, la manière dont s'organise le procès de l'État ne laisse guère de doute sur l'identité et l'appétit de ses procureurs, en France plus nettement qu'ailleurs, le pays de la Révolution semblant être celui d'une sorte de retour spectaculaire d'un « nouvel Ancien Régime ». Les contempteurs de l'État plaidant insidieusement pour la loi de la jungle (pour leur loi) disent que l'État est une cuisine, oubliant d'ajouter que, dans cette cuisine il faut non seulement que tous puissent goûter les plats, mais aussi s'affairer aux fourneaux.

Les libéraux – le libéralisme n'est rien d'autre que le capitalisme raconté aux enfants, selon le mot génialement bref de Dominique Noguez – s'entendent à jeter la grande houppelande libertaire sur leurs épaules pour dissimuler, sous une allure dégagée, la profondeur de leurs poches et l'allonge d'une démarche exercée à gagner toutes les courses de la prise au tas. Certes l'État, notre État, même quand il se dit républicain et parvient ici ou là à le rester, est traversé d'assez de vices et d'impostures pour perdre le respect de lui-même et jouer directement dans leurs mains. Mais, quoi qu'un marxisme mal digéré et les crocs d'une idéologie libérale haletante s'accordent à ne considérer dans l'État que le produit d'un rapport de force – ce qu'il est aussi –, l'État demeure le principal architecte de l'espace civique qui, par le concept, la croyance et l'institution, structure la nation et la relation entre les nations. C'est l'État, architecte de l'espace civique, qui donne droit de cité au vouloir-vivre ensemble et aux initiatives de l'invention sociale.

Comment croire à une génération spontanée des citoyens, grâce à la circulation tourbillonnante de ce fluide glacial ou chaleureux, abstrait et sentimental, qu'on appelle citoyenneté ou sens civique ? Des servants du théâtre du monde, l'État est en même temps le seul acteur de plein exercice de l'ordre international : or l'humanité n'est pas une institution, ni un concept politique, mais un concept éthique. Aussi dit-on à juste titre de l'État qu'il est « maître des horloges », sablier qui scande la fuite du temps et rythme le va et vient de la vie quotidienne, patère à laquelle s'accrochent les habits de la mémoire, sans elle il ne demeure du passé qu'un filet d'eau qui nous file entre les doigts, ou un torrent qui nous emporte ; sans elle il ne subsiste de la fuite du temps qu'un chaos de circonstance, et de nos projets d'avenir que des fragments de rêve ressassés.

*ST : La mise en cause de l'État ne s'inscrit-elle pas dans le refus de toute autorité ?*

DM : Le moment actuel peut-il vraiment être caractérisé comme celui d'un refus de toute autorité ? Car le discrédit dans lequel tombe actuellement l'autorité établie est de nature à susciter, ne fût-ce que par l'anxiété qu'il en résulte, le besoin d'en combler le manque de bien des manières, cela va de l'emprise des sectes à la prolifération des polices privées. L'obsession sécuritaire comme on dit marque le pessimisme d'une génération qui se sent menacée de plus de précarités que celle de ses pères. Les Français semblent avoir oublié qu'un État républicain est un État de droit par la volonté populaire ; en République (quand la République est vraiment républicaine), ce n'est pas le droit qui fait le peuple, mais l'inverse.

*ST : N'a-t-on pas précisément oublié que l'État de droit est le fruit d'une volonté populaire ?*

DM : On l'oublie d'autant plus facilement que cette manière spécifiquement républicaine de définir la démocratie est une exception française, née de la Révolution de 1789. La mondialisation tend à renforcer une optique et une pratique anglo-saxonnes centrées sur l'adhésion au credo de

l'autonomie du droit (et de l'économie). La nation politique qui, à partir de l'incarnation dans le temps et l'espace, dans l'Histoire et la géographie, fait de la décision civique, donc de la citoyenneté et de la République le principe de la nation, est une exception (quoi que l'injection d'une dose de droit du sol dans le Code allemand de la nationalité montre que la Révolution française a de beaux jours devant elle) ; le modèle germanique d'une nationalité définie selon des critères ethniques et culturels (est allemand un fils ou un arrière-petit-fils d'allemand) et non des critères politiques (est français un citoyen français) demeure le plus répandu ; à ceci près que les États-Unis mettent en œuvre un principe intermédiaire, une définition procédurale de la nation : est américain qui jure allégeance à la Constitution et reconnaît pour sienne la règle commune de cette communauté politique.

*ST : Pourquoi les citoyens vouent-ils aujourd'hui l'État aux gémonies ?*

DM : L'attachement à la République subsiste mais le peuple a perdu de vue qu'il est un peuple et qu'il doit, en tant que tel, avoir une volonté. Notre conception républicaine de la démocratie, dont s'inspire une manière de gouverner qui donne le premier rang à l'exigence de l'égalité, se trouve ainsi facilement submergée par les déguisements démocratiques des oligarchies actuelles, soucieuses d'entretenir, pour se mieux dissimuler, l'illusion d'une société qui se tient toute seule. C'est le concept du marché (dans son usage idéologique et non pas dans son inconsistance descriptive s'agissant des marchés réels) qui fournit le modèle de cet équilibre gyroskopique. La fascination de l'inhérence régulatrice, pente naturaliste à l'adoration d'un gouvernement des choses, se décèle dans la mode qui consiste à substituer au mot de « gouvernement » celui de « gouvernance ». Elle tire de l'imperfection de la loi, ou de l'impossibilité raisonnablement constatée d'égaliser sa pratique à son concept, des raisons pour le peuple de se résigner à glisser du gouvernement du peuple à la régulation des meilleurs, c'est-à-dire au gouvernement des juges.

*ST : Le thème de l'énarchie s'inscrit-il dans cette perspective ?*

DM : Le thème de l'énarchie, comme de la « gouvernance », habille la réalité des rapports de force – des rapports de classe – : il y aurait un gouvernement de l'ordre des choses, de la technique... Or les énarques ne sont que les fondés de pouvoir de la classe dominante. Ne soyons pas ces enfants qui, voyant passer un train, s'extasient devant l'extraordinaire puissance du mécanicien, employé de la SNCF méticuleusement contraint dans un faisceau de règles et de contrôles. Si les énarques existent, l'énarchie n'existe pas, sinon comme fantasme. L'administration étant la forme la plus concrète sous laquelle l'État se manifeste dans la vie des gens, s'il y a bien une réforme à faire, c'est celle de la responsabilité politique. Les socialistes l'ont abordée par son versant technique, celui de la décentralisation, mais le plus décisif serait de changer de culture dans le rapport entre la République et l'État.

*ST : La critique de l'État est bien souvent celle du service public.*

DM : Si l'on distingue l'exigence du service public de l'aire de ses applications dont le secteur public est selon les choix de la société la moindre, la première ou la seule, la démarcation du public et du privé (les rapports entre la politique et le marché) accuse depuis trente ans un mouvement de translation ; on l'impute à une fatalité qui a pris aujourd'hui la figure de la mondialisation. Quoique

personne, pas même les héritiers les plus invétérés de l'idéologie de Mme Thatcher, n'ose abandonner totalement au marché les grandes fonctions de la vie collective – santé, éducation, urbanisme et police –, l'État reste le pire des mauvais lieux, une exception régaliennne qu'on ne concède jamais sans réticence et grimaces. Nous ne sommes pas sortis de ce fantasme dangereusement opératoire d'une société qui se tient toute seule, c'est-à-dire en deçà de la délibération.

*ST : Comment articulez-vous délibération, c'est-à-dire démocratie, et République ?*

DM : La démocratie, gouvernement du peuple, requiert des conditions de forme qui, sans être suffisantes (en faire l'économie revient au fantasme de la révolution permanente), touchent à l'essentiel, c'est-à-dire un débat essentiel entre des citoyens éclairés. Quant à la République, elle est une des espèces de la démocratie, celle qui la conçoit et l'organise pour mettre au premier rang l'exigence de l'égalité : égalité dans l'État, c'est-à-dire devant la loi (le pouvoir de la faire ne doit donc pas être morcelé) ; dans la société, qui donne à l'État la responsabilité d'organiser la disponibilité, la continuité et un égal accès au service public, dans l'économie, où cette exigence de justice sociale demande que fortune et revenus soient rapprochés sur une même échelle ; l'égalité dans le monde de l'esprit, c'est-à-dire la laïcité, la séparation du privé et du public, implique que le débat civique récusant d'avance tout argument d'autorité, échappant à l'autorité de toute tradition, laisse à chacun la liberté de se réclamer de celle de son choix pour se placer sous la seule juridiction de la raison. Servir l'exigence de l'égalité et la défendre suffit à définir le devoir d'un État républicain.

*ST : Mais pourquoi l'État est-il diabolisé ?*

DM : L'écart entre l'ambition et les réalités aboutit au fait que le jacobinisme condense toutes les critiques que s'attire un État eu égard à son rôle, parfois dans ses institutions les plus fondamentales comme l'école. Si les gosses de banlieues sifflent *La Marseillaise* au Stade de France, c'est qu'ils réagissent aux symboles d'une commune appartenance avec l'amertume de s'en sentir écartés et l'angoisse de l'insécurité qui pèse sur leur avenir. L'État est vécu comme totalement extérieur : des « ils » derrière le guichet et comme, en France, l'État c'est nous, le rejet de l'État est l'une des formes de la haine de soi. Sans être, de loin, la nation la plus déshéritée de la planète, la France ne sait où elle va. Établis de longue ou fraîche date, les Français habitent une France qui ne les habite souvent qu'à leur insu. Non qu'il faille tenir pour rien les mille et un usages que tisse, du passage du facteur au guichet de la Sécurité Sociale, du café des sports au stade de football, une population où la vie collective fait société. Sans doute est-il heureux parce que nécessaire que cette société, composée du feuilletage de sociétés multiples, continue et recommence tous les matins à faire son pays sans le savoir. Pour être le résultat, comme le disait Renan, d'un plébiscite de tous les jours, une nation se trouve d'abord au carrefour de son histoire et de sa géographie. Encore faut-il, pour que cette société prenne conscience d'elle-même comme nation ou, comme le dit Michèle Tribalat, pour que cette nation fasse France, qu'elle sache, que les Français sachent ce que France veut dire. Ils ont du mal à le savoir, parce qu'on a du mal à le leur dire, même à l'école. Les élites, à gauche et à droite, ont abandonné le discours de la France, soit qu'elles veuillent y voir la parure archaïque d'une xénophobie primitive, soit qu'elles l'identifient à un combat retardataire pour endiguer la grande marée des bienfaits du libéralisme mondialisé.

Un exemple : les grandes campagnes de « repentance » dont la médiatisation traverse l'opinion publique à l'instigation d'un certain nombre de folliculaires porteurs d'eau et de bonne conscience. Si la mémoire historique est essentielle à la mémoire des peuples, sa perversion, c'est-à-dire son usage polémique, ajoute une couche de maquillage aux palimpsestes de la vérité. Ainsi, mettre à nu les crimes au nom de la France sous le régime de Vichy est une œuvre de salubrité publique, mais faut-il le faire en culpabilisant le peuple, pour abîmer par la même occasion l'idée de la France aux yeux du peuple, abîmer en d'autres termes la représentation populaire de la France ? Ainsi les élites sont-elles dédouanées de leurs responsabilités pour le passé, le présent et l'avenir, dispensées de se regarder en face ; le peuple, contraint à se sentir constitutivement coupable, détourne son regard.

*ST : Ne serait-ce pas que l'État a failli notamment à la mission de conserver à la France le rang qu'elle occupait historiquement dans le concert des nations ?*

DM : L'éloignement à l'égard de l'État est lié à un sentiment d'impuissance ; l'impuissance civique nourrit le désintérêt et le sentiment diffus d'une certaine impuissance française dans le monde, d'une régression, d'un déclin qui nourrit la tentation de l'autodénigrement.

*ST : S'agit-il de rappeler que l'État incarne la volonté populaire ?*

DM : Il n'a pas besoin de prêche mais de démonstration. Et l'État est un démon au sens le plus archaïque du mot : c'est l'esprit, le génie d'une civilisation qui a conçu l'État à partir de la Révolution comme l'instrument de la République. S'il n'est pas tout à fait absurde parler d'une sécularisation ou d'une laïcisation du sacré, en ce sens qu'une étincelle de transcendance s'y conserve, il est vrai que l'État doit assurer une fonction symbolique. Il est le seul à pouvoir le faire. La nation ne peut vivre en tant que telle sans la tension qui l'incarne.

*ST : L'État est-il une utopie et à ce titre victime de ladite « fin des idéologies » ?*

DM : L'État républicain, c'est la manière de ne pas renoncer à se rapprocher de l'égalité ; la République, c'est le pouvoir égalisateur de la politique. L'État est une utopie dans le sens d'une idée performatrice.

*ST : Y a-t-il complot de ceux qui veulent se débarrasser de la politique républicaine ?*

DM : Il n'y a pas complot mais convoi. Chaque groupe d'intérêt prétend à la plus grande part possible. Une association ne peut pas définir l'intérêt général ; c'est à l'État de la faire. Le sens de la démocratie républicaine tient que l'accès à l'universel, toujours incarné dans le particulier, ne passe pas par l'établissement d'un droit à la différence conduisant par le fédéralisme à la différence des droits, mais par la République, au droit à l'égalité.

## **EUPHÉMISME ET EUPHÉMISATION**

Euphémisme : légère torsion de la langue pour conjurer la peur des autres et la honte de soi.  
Euphémisation : exercice de prévenance, délibéré ou habituel, de qui cherche à se concilier la bienveillance de l'autre ou à préserver l'estime de soi.

Le plus bel exemple d'euphémisme que peut-être je connaisse désignait le monde capitaliste en période de guerre froide. L'implosion de l'Union soviétique en a déplacé le sens : l'Union soviétique et ses satellites ayant basculé dans la société de marché, l'Occident ne s'oppose plus tellement désormais à son Orient (également capitaliste) mais plutôt au monde du capitalisme sous-développé ; l'opposition bloc à bloc du système de Yalta ayant cédé en quelque sorte la place au contraste Nord-Sud. Une acception plus durablement juste du monde occidental désignerait par le terme d'Occident l'empire spirituel des cultures gréco-judéo-chrétiennes.

L'euphémisation est l'humeur ordinaire des tenants de l'ordre ordinaire des choses et celle des institutions de l'ordre établi, la précaution inconsciente de ceux qui les habitent et qui souhaitent pouvoir continuer à le faire paisiblement. Il peut y entrer de la lâcheté ou du courage ; de la lâcheté, selon qu'ils se refusent à nommer les raisons de leur peur, parce qu'ils pressentent qu'à en prendre la mesure commencerait déjà pour eux l'obligation de les affronter ; du courage, s'il s'agit pour eux d'assumer une responsabilité à l'égard des autres et de prendre leur part du malheur du monde sans se défausser sur personne des difficultés de la vie.

L'ordre social ne cesse d'enfiler les perles de la collection innombrable de ses placebos, et ce n'est pas la moindre des politesses qu'il requiert que de s'abstenir d'en couper le fil : l'euphémisation est la langue maternelle, le cordon ombilical du conformisme. Elle procède de la conviction muette, de l'espoir ou de la crainte que dire c'est faire ; l'aveu silencieux que la parole euphémiste déclare nécessairement qu'on ne saurait parler pour ne rien dire mais pour dire autre chose que ce que l'on dit.

L'euphémisation procède par pulvérisation incessante d'incantations ; ce sont placebos de toutes espèces, toucher de talismans ou bénédiction d'ostensoirs brandis. Tel est l'usage, bon ou mauvais, des grigris du bonheur : les critères de Maastricht, par exemple, porte constitutionnelle du Paradis.

## **EUROPÉISME**

### ***Un désert européiste remplace le concert européen***

Talisman de la pensée magique contemporaine, les deux foyers de cette ellipse sont la providence de l'impuissance – pro vidence du lendemain – et une dilatation ingénue du francomorphisme. C'est du même coup un aveuglement volontaire et ravi sur les usages de la contamination mondiale de la culture anglo-saxonne et le sens que cette acculturation tire de son rôle de petit commissionnaire de l'impérialisme. Invisible présence du Grand Manitou dans les wigwams nationaux, l'identification de l'Europe à la paix, l'identification de l'Europe au « politiquement correct », je veux dire à l'orthographe de la paix et du politiquement correct, eux-mêmes identifiés à la « seule politique possible », forment la vulgate rhétoriquement ressassée de cette pensée unique dont le pot-au-feu de lieux communs, tour-à-tour excitant ou sédatif, fait la nourriture commune et finit par devenir l'hostie consacrée pour la communion des Français. Ce qu'enveloppe frauduleusement l'invocation quasi-rituelle de l'Europe dans le discours institué et son évocation omniprésente dans le langage du temps, c'est ce que l'on nomme aujourd'hui la vision libérale du monde, celle qui tire ses lettres de noblesse de l'horreur des mondes totalitaires comme du courage de ceux qui les ont combattus.

L'européisme constitue donc très exactement une perversion, sorte d'affection « nosocomiale » de ceux qui, pour échapper à l'empire du mal, cherchent refuge dans l'Empire du moi, celle d'une Europe dont on les flatte qu'elle serait leur chantier alors qu'elle n'est plus pour l'instant qu'un hôpital de jour.

L'Europe de l'après-guerre aura été le chantier d'une grande réussite, la réconciliation franco-allemande, et la mise en œuvre dans de multiples domaines d'une coopération heureuse entre Européens. On aperçoit aujourd'hui que la chute du mur de Berlin (1989), c'est-à-dire la fin de la séparation catégorique des deux moitiés d'Europe rendue possible par la débâcle de l'empire Soviétique, loin de produire par elle-même un rapprochement décisif entre celles-ci, n'a pas suffi à construire politiquement l'Europe. C'est que pour continuer un chantier – il s'agirait d'ailleurs de le rouvrir – il ne suffit pas d'en retrouver le lieu, il faut un plan, c'est-à-dire un projet qui soit plus précis et plus clair qu'un désir, et même qu'une perspective. Or, tant que la discussion en sera laissée, avant toute élaboration, au sempiternel débat des libéraux et des fédéralistes, qui prétendent jusqu'à présent en avoir le monopole, la poursuite ou plutôt la reprise de la « construction européenne » ne pourra s'appuyer sur, c'est-à-dire être ranimée par, un projet qui lui donne une consistance qu'il n'a plus. Comme toute œuvre politique, la construction de l'Europe ne va pas de soi. C'est pourtant comme si elle allait de soi que ceux-là même qui prétendent la magnifier la réduisent à la pure invocation d'un « sésame ouvre-toi » du débat public, au point – l'a-t-on remarqué ? –, de disparaître du second tour de toutes les élections présidentielles.

L'espace public européen doit être une addition de compétences et non une composition – c'est-à-dire une décomposition – de souverainetés. Les peuples européens sont plusieurs ; la souveraineté populaire en démocratie ne se partage pas, mais partage et donc limite le champ et l'exercice de ses compétences – le droit international l'enregistre tous les jours –, ainsi il ne saurait être question de souverainetés mais de compétences partagées, ou déléguées aux institutions politiques européennes. Cette distinction catégorique n'est pas du tout de pure forme quant à ses conséquences, et tout d'abord sur la vitalité, la sincérité et la continuité du débat civique. La vérité de celui-ci ne souffre pas le contresens sur la démocratie dans lequel fédéralistes et libéraux l'ont laissé tomber de concert.

Reconnaître l'espace national comme le seul espace pleinement civique n'implique pas la dévalorisation des autres. Il faut au contraire magnifier l'espace public européen pour mieux le faire reconnaître ; le Conseil européen peut tenir ses réunions ordinaires en public ; surtout, le parlement européen doit comporter une deuxième chambre composée par des délégations permanentes des parlements nationaux. Cet écart n'est probablement pas sans rapport avec le fait que la révolution américaine aura été une révolution protestante, la religion qui en fut le creuset n'ayant fait l'objet d'aucun désaveu.

L'exigence de l'égalité doit être l'âme de la démocratie européenne. À la différence de la démocratie américaine qui en restreint l'exigence au cercle des institutions politiques, l'égalité prétend irradier en France le champ entier de la vie sociale. Cet écart sépare les deux mouvements par ailleurs voisins de la sécularisation et de la laïcité. L'anticléricalisme est au cœur de la

révolution française. L'exigence de l'égalité retrouve la même valeur dans le champ des relations internationales de chaque côté de l'Atlantique (c'est le sens de la souveraineté).

En bref, deux principes : entre le monde et l'Europe la construction européenne ne doit pas faire de celle-ci un écran mais un relais. Et il faut chercher et construire la paix du monde à travers la coopération des nations et non pas l'hégémonie d'un empire, ou l'équilibre entre plusieurs. Le 29 mai 2005, le mythe de l'europhisme a rendu l'âme, d'ailleurs depuis longtemps exténuée, et sa mort a rendu au peuple français la sienne, ou plutôt la certitude qu'il ne l'avait pas perdue : avec lui se décompose la superbe des technocrates de la Machine européenne, Bruxelles est tombée dans les choux. L'oligarchie des élites fait mine de ne pas s'apercevoir qu'un tremblement de terre inouï a mis par terre leur construction. Ce qui rend le verdict du referendum particulièrement décisif, c'est qu'il apparaît moins comme la conclusion d'un débat que comme le terme d'un règne. Celui d'une Pensée Unique, le désaveu des princes et de leurs scribes par le peuple annonce la fin d'une époque. Sans évidemment qu'aucun panneau de signalisation n'apparaisse pour baliser le champ des possibles. Le « non » du référendum est chargé des vertus de la liberté, et bien entendu aussi de ses incertitudes : en particulier celle de tracer la frontière – qui est celle d'un passage – entre l'impossible et le contingent.

### **EXCEPTION** *(française et culturelle)*

*Exception française* : à rigoureusement parler, c'est-à-dire en ce qui touche à l'essentiel, il y en a deux vraiment décisives qui d'ailleurs n'en font qu'une : la *laïcité* et la *république*. On n'en trouve ailleurs – entendez dans toute autre démocratie que la nôtre – dans leur concept et non pas bien sûr dans leur incarnation qu'une approximation, qui couvre d'un même nom une différence de genre fondamentale : la laïcité n'est pas la sécularisation ; de même la seule sorte de démocratie qui se puisse dire légitimement républicaine, le seul type républicain de démocratie, la seule république républicaine conforme à son concept est celle qui fait de l'exigence de l'égalité son principe fondateur et sa norme régulatrice : la laïcité, dans son concept, et par conséquent dans une certaine mesure dans l'effectuation tangible bien qu'imparfaite de son inspiration, est peut-être la seule exception française véritable. L'autre, la République, étant la projection de celle-ci dans les lois et dans les mœurs.

Puisqu'il va de soi qu'un concept, un état de chose, quelque être que ce soit ne saurait être défini par ce qu'il n'est pas, ainsi en lui le passage du négatif n'est qu'un passage par le négatif et ne saurait être de son être que l'oubli et le pressentiment ; encore que – puisqu'en fin de compte *omnis determinatio est negatio* – l'assertion de la vérité ne peut être tout à fait que celle de l'espérance de la vérité, seul héritage ouvert par la répudiation de l'erreur. On comprend comment et à quel point la laïcité, dans son concept, son exigence et son régime est comme un sursaut et un saut historique, qui les constituent comme la véritable exceptionnalité française de l'histoire. Quelle est donc la positivité d'une conception et d'une pratique laïques de la vie collective et de l'histoire dont elle tire son sens et sa valeur ? Car la laïcité, qui n'est certes pas l'indifférence, n'est pas non plus la tolérance, ni la liberté de conscience, ni la liberté des cultes qu'évidemment et de toute manière elle implique. Répétons- le : *la laïcité n'est pas la sécularisation avec laquelle on la confond trop souvent*. Sans doute, comme la sécularisation, et mieux qu'elle<sup>16</sup>, qui n'en est en somme un substitut qu'en apparence, elle exige l'institution d'une séparation catégorique entre l'espace privé et

l'espace public, et plus particulièrement cette espèce d'espace public qu'est l'espace civique (l'école n'est pas la rue ni l'autobus). La laïcité est simplement la morale et la règle du débat civique mais dans sa plus haute exigence intellectuelle. Celle de la délibération qui prépare, instruit et forme la décision des citoyens ou de leurs délégués dans l'institution de la Cité. Chacun d'eux y accède dans le respect de sa liberté de conscience et l'exercice de sa liberté d'expression, libre d'y faire valoir à son gré les convictions, les croyances, les traditions de sa culture, de sa religion, de ses choix. Ces choix peuvent apparaître aux autres comme des évidences indiscutables ou démontrées ou au contraire des préjugés et des superstitions. Mais le propre du débat civique est qu'il se place sous la seule juridiction de la raison naturelle. Naturelle : c'est-à-dire présumée chez tous. Elle en est l'arbitre ; elle seule se voit reconnu le droit de trancher ; elle doit l'exercer sans partage.

La laïcité implique ainsi trois choses : que la pluralité des positions, croyances, opinions aille de soi et s'exprime librement ; que, dans le débat civique, l'arbitrage en soit confié à la seule raison, à la raison « naturelle », c'est-à-dire une raison dont on postule qu'elle serait au moins virtuellement accessible et présente à chacun ; que ses décisions soient des jugements, c'est-à-dire argumentées et, dans toute la mesure du possible, le produit d'un examen personnel, éventuellement capable de prendre une distance critique avec le point de vue de quelque cléricature que ce soit.

On aperçoit facilement qu'il n'y aurait pas plus de sens à doser la laïcité d'un État qu'à en mesurer la vertu. Celle-ci se mesure à ses conséquences : par exemple, en l'occurrence, la sécularisation des espaces publics de la cité. Il y a bien sûr des manières plus ou moins ouvertes, plus ou moins sectaires ou libérales (dans le vrai sens de ce mot) d'être laïque, de pratiquer comme on dit la laïcité, qui n'est pas une religion, sinon pour ainsi dire celle de la pensée. Car si nombre de croyants convaincus sont parfaitement laïques, innombrables les athées endurcis qui croyant l'être ne le sont pas. Pas plus qu'une femme ne pourrait être dite plus ou moins enceinte, laïque la république ne saurait l'être plus ou moins.

### *Exception culturelle*

On nomme justement ainsi la différence catégorique que l'on aperçoit ou que l'on veut faire reconnaître entre les biens dont on considère qu'ils ne sauraient échapper, par leur seule nature, au régime de la liberté du commerce, quelles que soient les modalités de l'institution de leur marché, et ceux dont certains considèrent que l'échange doit a priori échapper au libre-échange parce que le jeu de la concurrence, en les expulsant du marché, détruirait avec la possibilité de les produire les cultures qui les produisent. La diversité culturelle doit être préservée pour des raisons pleinement politiques – au sens classique de ce mot. Elle est donc mieux nommée *exception culturelle*, parce que l'échange libre des œuvres de la culture, qui n'ont d'autre finalité que de faire signe d'un bout à l'autre de l'humanité, serait anéanti si le droit de la cité et le droit international ne le libéraient pas du libre-échange mercantile. Autrement dit, l'exception culturelle est le régime universel qui peut faire échapper au marché les œuvres de l'esprit<sup>17</sup> – celles précisément que la mémoire consume plutôt qu'elle ne les consomme – qu'aucun échange ne saurait rendre interchangeables parce que la série virtuellement infinie de leur succession ne retire à aucune leur qualité d'exception.

## EXCLUSION

Dans son acception sociale, l'exclusion est une décision de bannissement, ou la situation de droit et de fait qui en résulte pour ceux qui en sont l'objet. Sanction sociale ou décision politique au sens propre, elle frappe des habitants de la ville maintenus ou rejetés sur place comme hors les murs de la Cité dans la banlieue, c'est-à-dire dans un lieu où, à distance de son étymologie, la loi de la cité qui s'impose à tous n'est plus celle de tous. Par extension encore, l'exclusion désigne dans l'usage contemporain de ce terme, les *conditions* d'existence des exclus, puis, par extension encore, *la condition* de ceux dont l'appartenance au genre humain n'est pas vraiment reconnue.

Une société qui ne fasse pour ainsi dire aucune place à l'exclusion a-t-elle jamais existé (sinon peut-être la microsociété des établissements des Jésuites au Paraguay<sup>18</sup>) ? La Grèce et la Rome antiques pratiquaient l'esclavage ; le servage médiéval qui en a en quelque sorte pris la suite constituait une autre forme d'exclusion instituée, constitutive de l'ordre social, intérieure à celui-ci. Le développement du capitalisme, la généralisation du rapport marchand (ainsi que celle du consumérisme qui va de pair) ont engendré une forme d'exclusion radicalement différente, déjà signalée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par Disraeli dans un livre intitulé *The Two Nations* et par Marx bien entendu. Dans l'Europe capitaliste, c'est-à-dire aujourd'hui l'Europe tout court, l'exclusion moderne, à la différence des formes traditionnelles ou si l'on veut classiques, perpétuée par la traite des nègres, cesse d'être une expulsion ; c'est une élision, le saute-mouton perpétuel de la société par-dessus des têtes rentrées dans leurs épaules et comme effacées d'avance ; non pas immédiatement le produit perpétuellement recyclé de la déchetterie sociale de l'histoire mais un sous-produit de ce recyclage. L'exclusion moderne est le résultat de l'entrecroisement d'une division de classe et de la démocratie, celui du choc en retour de l'exploitation sur le mouvement d'égalisation des conditions, qui est la pente de la démocratie. Résidu social d'une démocratie tronquée, expressément limitée à la dimension de son institution politique, l'exclusion peut être considérée comme le régime permanent du capitalisme mondialisé ; ou plus exactement comme le reste intérieur, indéfectible, de l'opération en principe sans reste d'une expansion indéfinie du capital. L'inégalité réelle et le communisme imaginaire sont le double foyer de cette longue ellipse de l'histoire.

## FASCISTE

J'ai choisi l'adjectif, plutôt que le substantif dont il est issu parce que, après Auschwitz, ses connotations ne cessant de déborder largement ses dénotations, l'extension de son usage en a multiplié le sens sans tout à fait dénaturer celui-ci. Loin d'être réservé à la réalité historique du régime installé dans l'Italie de Mussolini de 1922 à 1944, duquel il tire son nom, la qualification de « fasciste » est devenue justement le nom de famille de tous les régimes politiques – nazisme, franquisme, salazarisme – qui, quelles qu'en fussent les différences, avaient pour ressort l'anéantissement de la démocratie par l'enracinement idéologique et policier d'un état totalitaire, raciste et xénophobe, et pour horizon une dénégation de notre commune humanité. Ce sont les réactions induites dans cet embrasement de sociétés ravagées par la crise aux quatre coins de l'Europe, ce sont les réactions de l'antifascisme qui ont progressivement dévoilé la face méconnue, pourtant découverte plutôt que dissimulée, du fascisme, comme celle d'un despotisme d'un nouveau genre ; on oserait dire, après celui de l'absolutisme royal et celui de la dictature militaire,

après le despotisme censitaire et éclairé des oligarchies bourgeoises, un despotisme transi du troisième genre.

C'est ici, enfin, dans un débordement de sens supplémentaire, le foisonnement des connotations attachées à ce terme achevant de submerger dans son feuillage la longue tige de ses dénotations, que le terme de fasciste, tombé en quelque sorte au fond de la mare stagnante du registre moral (ou – ce qui revient au même – perdu dans l'indistinction sans rivage d'un océan d'injures) devient le vague synonyme du péremptoire, le produit d'une indifférence absolue, d'un délire d'autiste emmuré dans la prison perpétuelle de sa propre violence, méprise et déni définitifs de notre commune humanité.

Il faut pointer ici une différence fondamentale qui sépare le communisme du nazisme, ces deux faux jumeaux du totalitarisme, dont Hannah Arendt a eu raison de discerner l'originalité dans l'interminable histoire des despotismes et de souligner les ressemblances, mais dont elle a manqué de relever plus profondément la dissymétrie, non pas bien sûr au regard d'une comptabilité monstrueuse et insensée de l'horreur et de l'étendue des souffrances produites, mais au niveau des origines et du sens historiques. Car si Hannah Arendt désigne justement dans le nazisme un totalitarisme de la nature, dans le communisme stalinien un totalitarisme de l'histoire, elle ne veut pas apercevoir – la Guerre froide ayant alors sans doute passé par là – que la perversion du sens historique dans l'âme démiurgique de l'homme est la source d'un désespoir plus absolu, parce que totalement sans recours, que la perversion de son sens naturel, du sens commun de son incarnation.

Ce n'est pas par hasard que la langue a pu banaliser le terme de fascisme, en en dissolvant le concept dans l'eau bouillie, rebouillie et refroidie d'une épithète ; elle se garde de toucher de la même manière au communisme. La différence serait-elle celle de la présence à l'absence et, qui sait, du remords au désir ?

## FIGURES DE CIRE

L'incarnation concentre dans toute rencontre ici-bas les chances de la vérité et les risques du leurre. Ses figures deviennent ensuite les figurines oubliées par la vie dans les vitrines de notre mémoire, une fois peintes dans notre esprit et sculptées dans notre cœur. Elles se tiennent entre personnes et personnages pour peupler l'existence, plus vivantes que ceux-ci, moins libres que celles-là.

*Chevènement (Jean-Pierre) :* Personne comme lui ne sait en France concevoir et définir un dessein vraiment politique, susceptible de prendre la mesure de la situation du monde et de la flèche de l'histoire pour mobiliser la nation et lui tracer la route parmi les choix de l'avenir. Personne comme lui non plus ne semble parfois incarner davantage la figure d'un Moïse de notre temps, pétrifié sur le seuil de la Terre promise.

*Chirac (Jacques) :* Il y a quelque chose d'extraordinairement français en lui, ou plutôt l'extraordinaire en est la perfection de l'identification réussie de sa personne au personnage – donc à l'image que les « autres » Français se font du Français ordinaire. Jamais pour le meilleur, jamais non plus pour le pire. Ne confondez pas le Français ordinaire avec le Français moyen, qui n'est pas une image, mais un concept : celui de la moyenne décomposée, l'addition, pas la synthèse non pas

des traits mais des caractères qui se rencontrent dans l'idée – ou à partir de l'idée – qu'on se forme des Français – nécessairement contaminée en France par celle qu'on se fait de soi.

Je ne connais Chirac personnellement que pour lui avoir une fois peut-être serré la main. Ce qui est une bonne manière de faire connaissance avec un président de la République. Ce qui me frappe, ce qui m'a toujours frappé quand j'entends sa voix, c'est, quoi qu'il dise, même des choses intelligentes, comme l'empreinte sonore non pas de la bêtise, mais d'une série de sons, d'ailleurs articulés en phrases, dont l'émission et le flux se suivent dans un couloir tout à fait parallèle et imperméable à celui de la pensée, à celui de ses pensées. Car s'il pense, ce dont je ne saurais douter, il ne le fait, il ne le laisse jamais entendre dans ce flot de paroles qui ne sont manifestement pas là pour ça. Et pourquoi donc alors ? Eh bien, pour tenir le rôle que nous attendons de lui, qu'il pense nous avoir fait attendre de lui. Sans doute a-t-il pu, a-t-il su, une fois, une seule fois, s'excepter en quelque sorte de lui-même pour rejoindre tout de même ce rôle : il a su tenir la France à l'écart de l'invasion de l'Irak, et retrouver une trace de conviction gaulliste en s'abstenant de rejoindre le convoi de l'impérialisme américain.

Chirac, bien des traits et des épisodes de son existence en portent le signe, est un homme bienveillant, qui s'intéresse aux autres et qui, sans doute beaucoup pour cela, leur est sympathique. Il me semble que les gens, qu'ils fussent à son égard dans des dispositions amicales, indifférentes ou hostiles, auraient beaucoup de mal, s'ils en avaient l'idée – mais ils ne trouvent guère de raisons d'en avoir l'idée – de lui trouver quelque chose d'impardonnable. Moi, j'en ai une, que rien ne saurait effacer. L'impardonnable, dans Jacques Chirac, c'est de s'être fait offrir, peut-être une seule fois, mais assurément le 21 avril 2002, par le peuple français, l'occasion extraordinaire de l'entraîner dans l'œuvre d'un dessein collectif, de lui montrer la voie, l'élan et la manière d'une action qui lui fasse retrouver le sens, l'honneur et le goût de la politique – le montrer c'était déjà commencer à l'accomplir – et de n'en avoir rien fait, parce qu'il n'en avait rien vu.

*Bensaïd (Daniel) :* Au cours des années soixante-dix, Jean-Pierre Chevènement et moi-même avions coutume de déjeuner tous les deux ou trois mois avec Alain Krivine, Henri Weber et Daniel Bensaïd, militants de la Ligue communiste révolutionnaire. La rencontre avait lieu *Chez Jenny*, brasserie proche de la place de la République. Elle nous donnait généralement l'occasion de constater sur les intrications de la question sociale, de la question nationale et des désirables révolutions culturelles une concordance de vue qui contrastait avec la différence des choix qui les faisaient s'abstenir de suivre le CERES dans sa démarche d'entrisme scaphandrier dans les ténèbres de la social-démocratie, comme il nous eut semblé logique et efficace de la part de dirigeants de la branche la plus civilisée, entendez par là la moins militarisée, la moins sectaire, de l'arbrisseau buissonnant du trotskysme français.

Daniel Bensaïd avait les plus grandes qualités, générosité d'esprit et de cœur, que l'on peut attendre d'un intellectuel militant, ce qui comme on le sait hélas chez les militants intellectuels n'est pas toujours un pléonisme. Il les a gardées.

Les militants de la LCR, métastases adultes des JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire), elles-mêmes issues du courant « italien », c'est-à-dire gramscien, qui avait fleuri au Parti communiste français dans les convulsions consécutives à mai 68, furent dans leur ensemble l'honneur de la gauche, sinon le sel de sa terre, décidément de plus en plus infertile dans le cours de ce temps.

*Decraene (Paulette)* : Collaboratrice parmi les plus proches et les plus fidèles de François Mitterrand, il n'en est guère avec qui j'entretins des relations aussi confiantes que distancées qu'avec Paulette Decraene. Au siège du Parti socialiste, bien sûr, et parfois chez elle, j'ai rencontré son mari, souvent de retour d'un voyage en Afrique. Philippe Decraene, qui était journaliste, écrivait régulièrement entre autres dans *Le Monde diplomatique* ; il était l'un des meilleurs africanistes de cette génération. Je dois sans doute plus que je ne pouvais m'en rendre compte à ces rencontres d'avoir à peu près senti la difficile et complexe épaisseur qui m'était et me reste largement inconnue.

Je dois à Paulette Decraene d'avoir fait la connaissance d'un enseignant « progressiste » de la Côte d'Ivoire, dont l'exil se prolongea longtemps en France, pendant toute la durée des régimes autoritaires qui suivirent la mort d'Houphouët-Boigny : Laurent Gbagbo. Je me souviens de l'avoir un jour mené déjeuner au *Balzar*, mais pas du tout je dois dire de notre conversation. Peut-être cela vaut-il mieux d'ailleurs, eu égard à ce que je crois comprendre de ce qui s'est passé là-bas depuis son retour. Qu'on ne conclue pas de cette anecdote à un manque de discernement. La sagacité de Philippe et de Paulette Decraene, qui était remarquable, aurait-elle été prise une fois en défaut ? Je n'en sais rien : mon ignorance de la Côte d'Ivoire et de Gbagbo lui-même est trop encyclopédique pour que je puisse en dire quoi que ce soit.

*Delors (Jacques)* : Un « adversaire du dedans » de toute ma vie quant aux choix politiques. Nous étions dans le même camp ou pour mieux dire dans le même bateau, c'est-à-dire que nous nous disputions le sens, le but et les moyens du combat, c'est un homme pour lequel j'ai toujours éprouvé l'estime la plus entière, c'est-à-dire entachée je crois d'aucun aveuglement. Jacques Delors aura été le chef de file charismatique et tacticien d'un christianisme de gauche – tout autre chose qu'une gauche chrétienne –, un social-christianisme dont le basculement vers la gauche dans la foulée du Sillon de Marc Sangnier et du personnalisme d'Emmanuel Mounier avait retiré au moins apparemment à la droite française son hégémonie d'avant-guerre.

Ce chef de file savait, avec plus d'aisance et d'évidence que Michel Rocard, prendre l'allure du héros éponyme d'une configuration plus complexe que la seule agglomération d'un camp ou d'un courant politique pourrait le faire croire ; celle que l'appellation plus ou moins contrôlée de « deuxième gauche » désigne encore habituellement.

Le « delorisme », dont je n'ai jamais pu m'empêcher d'entendre tinter en moi la consonance avec « dolorisme », désigne à mes yeux, comme le fait un chien de chasse à son maître, ce que nous rapporte de la France le regard démocrate-chrétien, la vue qu'il prend du monde et la visée qu'il porte sur lui. Sa douce roublardise enchâssée de sincérité me frappait sans m'édifier. Pour lui, l'usage du pieux mensonge, tunique sans couture d'un désintéressement personnel et sans doute d'une conviction sans faille, appelle presque le respect, en tout cas rarement la colère, pas plus que la surprise d'ailleurs.

Je me souviens assez bien de la manière dont il m'avait longuement retenu à Grenoble autour de quelques verres, en 1973, à la fin du congrès du Parti socialiste. Son adhésion dans une section parisienne du Parti socialiste alors largement dominée par le CERES avait suscité de la part de ses militant une bronca assez indigne. Je fus frappé de l'insistance que mettait Jacques Delors à me

montrer les raisons pour lesquelles il reportait sur le Parti socialiste les espoirs déçus qu'il avait mis dans la Nouvelle Société de Jacques Chaban-Delmas.

*Defferre (Gaston) :* Un des regrets que je pourrais nourrir est de ne pas avoir eu une longue conversation en tête à tête avec l'un des rares hommes d'État d'envergure de la IV<sup>e</sup> République : il avait accepté le principe d'un déjeuner avec moi à Paris (il ne déjeunait pratiquement jamais quand, malgré ma jeunesse d'alors, je l'en avais prié), lui que, dans les commencements et les premiers combats politiques du CERES nous considérions comme le chef naturel de nos adversaires politiques du *dedans*. C'est que Gaston Defferre pourrait apparaître comme une incarnation de cette idée simple mais toujours difficile formulée par Jean-Pierre Chevènement qu'au-dessus de la gauche et de la droite, il y a vraiment la république.

À la gauche de la SFIO, Gaston Defferre était considéré comme droitier. C'est pourtant ce droitier, résistant et combattant de la résistance cévenole, entré à Marseille les armes à la main à la Libération qui, pour avoir en quelque sorte épousé cette ville tout de même qu'Edmonde Charles-Roux, a marqué Marseille d'une sorte de refondation. Et c'est lui qui, par sa candidature courageuse et malheureuse à l'Élysée en équipe avec Pierre Mendès France puis, plus encore comme ministre de la république, aura été le concepteur et l'artisan de la transsubstantiation de l'empire en union française, artisan de la décolonisation réussie autant qu'elle pouvait l'être de l'Afrique noire.

*Dieux (Jean-Louis) :* Le premier militant du CERES hors-les-murs : je veux dire hors de Paris, c'est ce que fut d'abord pour moi Jean-Louis Dieux. Son prénom pour l'état civil était Jean-Loup ; c'est celui de mon frère et le second des miens ; je me suis amusé pendant quelques temps à l'appeler ainsi.

Le premier militant et peut-être le meilleur. De Jean-Louis je dirais que la conviction et la patience, la générosité et la détermination étaient nouées dans sa tête et dans son cœur. Je l'ai connu avant, pendant et après qu'il a été élu maire du Luc, mais c'est de l'homme et de l'ami dont je me souviens d'abord.

La première réunion publique à laquelle il m'avait convié à Toulon fut pour moi un modèle sans doute de la manière de militer que nous voulions faire nôtre. Une parole claire, pour donner un sens plus pur aux mots de la tribu, en se gardant justement de l'enflure mécanique qui ferait du militant un haut-parleur ventriloque d'un parti. Militant vraiment exemplaire, Jean-Louis, qui alliait à la fermeté de sa pensée le souci de comprendre celle des autres, était un dirigeant politique. Il fut l'un des quatre premiers membres désignés par le CERES au comité directeur du Parti socialiste en juin 1971, au Congrès d'Épinay.

Militant des Faucons rouges dans son adolescence, Jean-Louis faisait de l'héritage d'une vraie culture socialiste et d'une ouverture d'esprit sans préjugés un alliage indéfectible. Il était ainsi, dans le sens le plus réfléchi, le seul complet du mot, un chevalier de la laïcité. Ce qui veut dire : le respect et l'effort de comprendre l'opinion et la conviction de son interlocuteur d'autant plus calmement qu'il était armé de la volonté de placer toujours le débat sous la seule juridiction de ce qu'on appelait au siècle des Lumières la raison naturelle.

Sportif et généreux de lui-même, Jean-Louis aimait la vie, il avait une grande liberté personnelle et une gaieté assez rare. Quelles qu'aient pu être les vicissitudes de l'existence et celles de ses

diverses rencontres, Jean-Louis Dieux portait en lui, pour moi et pour combien d'autres, le feu de la durable jeunesse du socialisme.

*Duwoye (Danièle) :* J'ai hésité à dédier ces quelques lignes à Danièle Duwoye, mais je crois que je me serais mal pardonné de ne pas l'avoir fait. Mon hésitation tient à ce que Danièle Duwoye est peut-être la figure la plus familière de celles que m'évoque le versant politique de ma vie, mais qu'ayant noué en contrepoint de cela une relation vraiment amicale avec elle, sa discrétion et je dirais presque cette abnégation acharnée à se placer en retrait de l'image et du service de Jean-Pierre Chevènement ont presque toujours placé celui-ci, sans doute indûment et par ma faute, comme un lien invisible dans nos relations. D'autres ont su nouer avec elle des rapports plus intimes. Je me souviens tout de même de ce que Danièle Duwoye me disait de son amour de la Bretagne et du bonheur avec lequel le golfe du Morbihan engloutissait le tracas de la politique. En ce qui touche à celle-ci, la discrétion – une discrétion qui, loin d'exclure la confiance, la conforte et la justifie – l'accompagnait comme son ombre dans des entretiens qui, au fond restant libres, touchent à la sainteté, une sainteté dont la fraîcheur, si je puis dire, se renouvelle tous les jours du calendrier.

*Garaud (Marie-France) :* « Une femme de droite et une femme droite. » J'avais signé avec elle un article – publié par *Libération* je crois – dont le sujet était il me semble l'inextricable héritage de l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie. Cette association inattendue avait, je me le rappelle, provoqué un haussement de sourcils chez Jean-Pierre Chevènement, soucieux qui sait qu'aucune confluence éventuelle entre républicains des deux rives n'échappât à sa vue. Gaulliste, Marie-France Garaud ? Suffisamment sans doute pour que la démarche erratique de Jacques Chirac, ce radical-socialistement fracturé de l'écarquillement opportuniste dont elle avait pourtant jadis si magistralement piloté, de concert avec Pierre Juillet, la réussite électorale, la déçoive. Marie-France Garaud avait eu aussi par la suite le courage de se présenter à une élection présidentielle. Non pour la frime, mais pour faire valoir dans le débat public des idées qui sans doute sont loin d'être toutes les miennes. Mais les siennes. Ce genre de caractère qui tient vraiment la démocratie à l'honneur et qui est sans doute le contraire du populisme me plaira toujours, à quelque bord qu'il se tienne.

*Guidoni (Pierre) :* Un mixte peut-être du troubadour et du mousquetaire, Pierre Guidoni aura été sans doute le plus doué d'entre nous. C'était un artiste, et les centaines de caricatures dont il ponctuait les longues heures de palabres nocturnes des « Commissions des Résolutions », ou meublait les temps morts – il y en avait – des réunions du comité directeur ou du bureau exécutif du Parti socialiste, me font penser que son talent de dessinateur ne le cédait peut-être guère à celui d'un Wolinski ou d'un Plantu. Bretteur aussi agile au cliquetis des controverses que brillant et profond tacticien dans la négociation, il avait l'aisance et la bonne humeur d'une sorte de Cyrano de Bergerac du socialisme. Son enjouement faisait étinceler de gaieté l'attachement qu'avec une ferveur quasi religieuse il vouait à son parti ; attachement platonicien mais non platonique à l'idée qu'il s'en était fait, qu'il avait décidé une fois pour toutes qu'il fallait s'en faire, sans rien rabattre de la lucidité avec laquelle il mesurait la distance qu'il pouvait y avoir de la coupe aux lèvres. Notre

accord était d'autant plus solide qu'il faisait nécessairement contraste avec des différences de caractère qui le distinguaient de beaucoup d'entre nous. Mais lorsque le CERES, qui avait formé dans le Parti socialiste le courant nommé « Socialisme et république », prit la décision de quitter le parti (1992-1993), après que François Mitterrand se fut décidé à emboîter le pas – à contrecœur mais tout de même – à l'Amérique dans la guerre d'Irak, Pierre Guidoni s'arrangea pour quitter la France. Il la servit directement, mais au loin, à Madrid, puis revint présider l'Institut du monde arabe, de 1985 à 1986, avant de retourner représenter la France en Argentine en 1991.

Militant de l'UNEF dans les années soixante – il en avait été le président en 1965 –, député de Narbonne de 1978 à 1985, la politique n'était qu'un versant de sa vie. Après avoir écrit (en 1973) une des premières histoires du Nouveau Parti socialiste, il doit à son intérêt pour l'histoire et à son amour de l'Espagne de s'être beaucoup occupée d'elle, dans ses livres comme dans sa vie. Appelé par son ami Felipe Gonzales à épauler l'organisation de la formation militante du PSOE après la chute du franquisme, il décrivit l'histoire de la résistance au franquisme des socialistes espagnols. Cela ne l'empêcha pas de publier une biographie de Blanqui et d'écrire avec moi *Le Socialisme et la France*, publié en 1983 sous le pseudonyme de Jacques Mandrin.

*Jospin (Lionel)* : « Laurent, serrez ma haine avec ma discipline<sup>19</sup>

Et priez que le Ciel toujours vous illumine. »

Il me souvient pourtant de François Mitterrand me disant de Jospin, en 1973 je crois, en tout cas bien après le congrès d'Épinay, au moment de se décharger sur un successeur ou un fondé de pouvoir du titre – mais non vraiment de ses pouvoirs – de premier secrétaire du Parti socialiste, « vous ne le connaissez peut-être pas encore ; sans doute n'est-il pas du bois dont se font d'habitude les hommes publics, mais c'est le meilleur des fonctionnaires ».

On comprend que François Mitterrand ait souhaité trouver pour fondé de pouvoir un homme qui fût dans sa main sans être à sa botte. Un homme qui, à ses côtés, mais tellement décalé qu'à nul autre qu'à elle-même sa silhouette ne pût faire de l'ombre, repose les militants de la flamboyance spadassine et de l'humour assassin du Godefroy de Bouillon de nos modernes croisades pour l'Élysée.

C'est dans son acharnement pathétique à forcer son retour au premier rang de la vie politique, c'est dans la rage d'avoir été battu par le Front national au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 que Jospin, capable de susciter chez certains – Daniel Vaillant, par exemple – des sentiments d'attachement vraiment désintéressés, trouva, malheureusement pour lui, l'occasion de donner toute sa mesure. L'homme, qui avait de grandes qualités d'intention et d'attention, ne pouvait s'empêcher de les ruiner tout seul : ce champion du principe de précaution oublia de se l'appliquer à lui-même, Narcisse inconsolable gonflé de frustrations, il ne put en fin de compte se retenir d'en faire éclater la baudruche.

J'avais fait la connaissance de Jospin vers 1969, à l'occasion d'un enseignement d'économie et de philosophie politiques que je donnais à l'IUT de Sceaux. Nous avons la responsabilité lui et moi des deux départements dits de gestion de cet établissement, dirigé par une femme remarquable, Alice Saulnier-Seïté, agrégée de géographie, ancienne danseuse de ballet, ancien recteur d'université et future secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur.

Alice Saulnier-Seïté, assez exempte de préjugés pour ne pas m'empêcher de recruter comme directeur des études de mon département un universitaire communiste (alors qu'elle était RPR), venait quand j'arrivai à l'IUT de perdre un mari à peine épousé. Elle berçait sa tristesse en conviant certains de ses enseignants à partager dans son bureau les aménités d'un bar et d'une libre conversation. Je ne me souviens pas que Jospin y eût sa part.

J'eus l'occasion, dans les années qui suivirent, de le pratiquer hebdomadairement au bureau exécutif du Parti socialiste, puis au secrétariat national du parti, dont François Mitterrand, Louis XI socialiste, décida de couper en deux le département des relations internationales pour en répartir les morceaux : à Jospin la partie noble, je veux dire riche, l'Europe, l'Amérique et les relations avec l'Internationale socialiste ; à moi-même les autres, ce qu'on appelait encore inexactement les pays du tiers-monde. Nos relations étaient bonnes, de son côté toujours pavées de bonnes intentions, d'un luxe de scrupules et totalement dépourvues d'humour. François Mitterrand venait à peine de confier la charge de premier secrétaire à Jospin que celui-ci dut recevoir la visite des responsables de *Repères*, la revue du CERES, dont je m'occupais, afin de diffuser l'envoi en nombre d'un appel à l'abonnement aux adhérents du Parti socialiste. La grimace, arborée par Jospin, évidemment idéologiquement très correcte, lorsque nous lui mîmes sous les yeux le petit mot de son prédécesseur, m'est inoubliable. Plus encore que le souci de faire paraître la souffrance, d'ailleurs sincère, d'endurer l'entorse faite à l'honnêteté – puisqu'il s'agissait assurément d'un passe-droit –, c'était la douleur de se montrer à nous, lui, le nouveau Premier secrétaire et successeur de Mitterrand, lui tellement soucieux d'avoir su se faire porter par le courant de la mitterrandie sans garder ces traces de flagornerie – ou même d'aveugle allégeance –, qui collent à la peau de ceux qui en avaient traversé à la nage les eaux mêlées, tout de même incapable de ne pas déférer à ce qu'il n'aurait pas manqué d'appeler, s'il l'avait osé, un dernier caprice de son prédécesseur. S'il ne faut pas douter que les contorsions affligeantes du clientélisme et le pullulement des bassesses de cour lui déplussent assez pour ne pas en rajouter du sien, il se croit toujours le cœur assez haut pour surmonter ses haut-le-corps et continuer d'y laisser profitablement barboter son innocence. Pasteur ouvrier d'une bande d'ingénus ou de malfrats, mordillant les mollets des troupeaux bêlants de la Mitterrandie, Lionel Jospin parvint à peu près toujours à garder, sur une planche savonneuse, le remarquable équilibre qui ne manqua pas de finir par le consacrer, lui, infatigable héraut de l'exigence morale, mais tout de même socialiste central et ventral, en fin de compte comme le *Juste du Milieu*. En s'arrangeant, dans un usage dextrement consommé de la restriction mentale, pour que nombre d'intellectuels de la bien-pensance, dans un vertueux contresens, n'hésitent pas, tel Alain Duhamel le 26 septembre 2007, à saluer en lui l'Alceste des socialistes, victimes comblées d'une pompeuse supercherie. Vendanges tardives, vitupérations furtives de qui n'a pas su faire mûrir la récolte que la France lui offrait, la solitude ne fut jamais son choix.

Endosseur obstiné des costumes du héraut de la grande conscience, Lionel Jospin s'affairait à sculpter sa propre statue. Comme pour déjouer l'incertitude que la vie ne puisse changer le plâtre en bronze. Elle lui permit d'être cinq ans Premier ministre, beau cadeau de l'histoire républicaine. En 1997, quand il franchit le seuil de Matignon, il lui importe extrêmement d'inclure Jean-Pierre Chevènement dans son gouvernement. Sans doute pour l'y enclorre : c'était le bronze le plus visible (et le plus retentissant) que l'on pût trouver à gauche dans l'espace politique français. Un an plus tard, Jospin s'avisait que sa propre silhouette pâlisait à l'ombre du Commandeur dont il avait souhaité la protéger.

Je me suis laissé dire que son revirement brusque et complet sur la Corse, qu'il savait

inacceptable pour son ministre de l'Intérieur, avait beaucoup pour motif d'être l'infailible ressort d'une démission de Chevènement. Je ne sais quel crédit accorder à cette hypothèse. Aucun doute en tout cas que la vendetta corse du *Monde* et de son directeur Jean-Marie Colombani contre Chevènement ait pesé lourd dans l'esprit d'un Premier ministre, champion de France du principe de précaution.

Le quinquennat et l'interversion de l'ordre de succession des élections législatives et présidentielles sont l'héritage désastreux de cette vertueuse débandade, imposture qui fortifie un présidentialisme masqué dans le fonctionnement des institutions de la République, sous couleur de le placer décidément dans la main des citoyens téléspectateurs.

*Kanapa (Jean) :* Ce fut le coup d'État par lequel Auguste Pinochet prit le pouvoir au Chili, au mois de septembre 1973, qui me fit faire la connaissance de Jean Kanapa. Il avait été « l'intellectuel » des intellectuels à la direction du PCF et s'était attaché à cette occasion la réputation d'être une réplique française du Jdanov soviétique, garde-chiourme intransigeant de la sinieuse orthodoxie de son parti, brocardé à ce titre par nombre d'écrivains, de ces ouailles récalcitrantes, Aragon en particulier. Je n'avais évidemment pas eu l'occasion de le rencontrer à ce titre. Quand je le fis, nous exercions des responsabilités analogues dans les deux partis de l'union de la gauche. La dénonciation du coup d'État et le soutien à la démocratie exilée nous réunit dans une collaboration dont je dois dire qu'elle aura été la plus sincère et la plus efficace que j'aie eu avec un militant communiste. Sa manifestation la plus spectaculaire aura été un grand colloque sur le Chili qui réunit à Paris, en 1974, la totalité des partis socialistes et communistes issus de la deuxième et de la troisième internationales à l'exception, me semble-t-il, du parti communiste néerlandais et de la SPD allemande, apparemment défrisés par la présence du parti communiste tchèque. Ce fut la première et je crois la dernière réunion de tous les grands partis issus du mouvement ouvrier. Je l'ai dû d'une part à Jean Kanapa, de l'autre à l'appui de François Mitterrand et d'Olaf Palme.

Dans un moment où les partis adversaires de l'union de la gauche couvraient les murs de Paris d'affiches proclamant « Ils vous promettent le Pérou, vous aurez le Chili ! » la manifestation du Palais des Congrès fut une réussite esthétique.

*Mauroy (Pierre) :* J'avais rencontré Pierre Mauroy vers 1965, alors qu'il était, en tant que l'un des deux secrétaires généraux adjoints de la SFIO (l'autre étant Claude Fuzier) un collaborateur direct de Guy Mollet et, pensait-on à juste titre, un de ses héritiers présomptifs. La modération de son esprit l'aurait incliné plutôt, pensait-on, à poursuivre un cabotage peu éloigné de la rive droite de la pensée socialiste ; mais ce penchant assez traditionnel était traversé d'un intérêt vif et sincère pour ces petites bêtes que l'on appelle des idées, dont la chasse et la capture étaient tombées à la SFIO dans une longue désuétude. Pierre Mauroy justement ne voulant pas s'y résigner entreprit de réunir quelques-uns des militants qui s'y intéressaient encore dans une de ces sociétés de pensée qui fleurissaient – plus qu'elles ne florissaient d'ailleurs – à cette époque pour tenter d'arracher le Parti socialiste à sa somnolence intellectuelle. Celle-ci – il le sentait bien – n'était pas étrangère au marasme moral qui tarissait depuis longtemps le recrutement de forces neuves. Ce souci de renouvellement, allié chez Pierre Mauroy à la fidélité du militant qu'il ne voulait pas cesser d'être, viscéralement attaché à la tradition du socialisme du Nord, populaire et municipal, et qui le désigne pour devenir le responsable des jeunes d'un parti devenu un repoussoir plutôt qu'un attrait pour la

jeunesse, le conduisit à fonder son propre club, le CEDEP<sup>20</sup>, comme une sorte de poisson-pilote d'une SFIO qui se voulait rénovée. Il pouvait donc y avoir une certaine coïncidence entre le CEDEP et le CERES, bien délimitée en deçà – la SFIO n'étant pas notre raison d'être – et au-delà, car les idées que nous nous formions du monde et de la France, et dans une large mesure du socialisme, étaient différentes et souvent incompatibles. Populaire et municipal, le socialisme de Pierre Mauroy, s'il en avait la force, souffrait des limites de cette interaction.

C'est donc en connaissance de cause, ou du moins nous le pensions, que le CERES avait pris langue avec un homme toujours chaleureux qui, s'il avait déjà fait ample provision de cette roublardise et de cette expérience déjà un peu chevronnées de l'apparatchik qui ne cesse de soutenir en long et en large sa longue carrière, nous paraissait pouvoir soutenir de la solidité massive de ses épaules le projet de desceller les portes de la social-démocratie avant, longtemps avant que nous ne fussions en mesure, en quelques coups de boutoir, de les enfoncer.

On connaît le long et beau parcours qui aura été le sien depuis lors : à partir du moment où l'action décisive du CERES, devenu le courant « Unité et Rénovation » du Parti socialiste au congrès d'Épinay, mit un terme au règne du molletisme en renversant, par cette alliance de ce qui était considéré comme l'extrême gauche du Parti socialiste avec la droite de celui-ci, la direction d'Alain Savary.

Plus et mieux qu'une des figures tutélaires du socialisme français, Pierre Mauroy en incorpore, pour ainsi dire physiquement, une grande part de la cargaison, et avec elle sans doute quelques parcelles de l'âme du socialisme. Ce fut quelque chose de cette juste intuition qui porta François Mitterrand à faire de celui qui avait tenté de le détrôner en 1979 (congrès de Metz) son Premier ministre en 1981. Mauroy devait vouer depuis lors au futur président de la République un attachement personnel et une révérence qui transcendent toutes les vicissitudes politiques et les contrariétés constantes de leurs tempéraments, la différence fréquente de leurs sentiments. C'est assurément que Mitterrand, si éloigné qu'il fût de Mauroy de mille manières, avait bien décelé dans l'homme politique et dans l'homme qu'était celui-ci cette stabilité pesante, mais fluctuante et durable qui, comme le pont d'envol d'un porte-avion sous la virevolte de ses escadrilles, faisait de Mauroy lui-même, pour reprendre un mot de celui-ci, *le socle du changement*.

*Mendès France (Pierre) :* Il fut – il laisse en tout cas aujourd'hui l'image – le d'Artagnan de la vie politique en France, monté au ciel de notre mémoire comme le commandeur de tous les croyants, le dernier croisé de la vraie foi, républicaine et française, renverseur des idoles dont la cohorte grimaçante fait couloir le long des routes qui mènent à l'agora et dont la paroi interminable se reforme après lui.

Il était pourtant un des enfants chéris et maudits du sérail républicain, parlementaire du Front populaire et du « Massilia », combattant dans le ciel de France et dans la Résistance, et puis Cassandre solitaire des désastres et des déceptions de l'après-libération et des agonies du colonialisme. Comme un météorite tombé dans le terrain vague des habitudes et des lâchetés ordinaires de la vie publique, Mendès France a toujours su garder la fermeté de la pierre qui pourrait ainsi passer pour l'emblème de son prénom. Forcément incommode aux connivences ordinaires des hommes politiques, des habitués du prélassement paisible dans le lit des sentiers battus, il n'a jamais trouvé grâce à leurs yeux qu'au plus fort moment d'une crise, au lendemain du désastre de Dien-Bien-Phû. Les quelques mois de cette année 1954 durant lesquels les

responsabilités de diriger un gouvernement qui ayant fini de brûler toutes les mains étaient pour ainsi dire tombées dans les siennes, auront été le seul et bref moment où Mendès France eut l'occasion de donner sa mesure, et l'origine de ce qui prendra désormais la figure un peu légendaire du « mendésisme » : le souci d'accompagner chaque décision d'une explication aussi directe que possible avec le recours constant au registre symbolique pour en déployer la pédagogie (la lutte contre l'alcoolisme stylisée par l'image du verre de lait). On sait que Pierre Mendès France, très individualiste, se laissait volontiers interpellé en toute circonstance et prolongeait volontiers ces conversations improvisées, où il tenait en quelque sorte son interlocuteur de rencontre par un bouton du manteau. Il avait la passion de convaincre chacun en particulier chaque fois qu'il en avait l'occasion, et la conviction qu'elle était le devoir et l'âme de la démocratie.

C'est ainsi que cet homme, qui suscita, comme on le voit aujourd'hui, tant et de si diverses adhésions posthumes, gardait sans doute une méfiance invétérée à l'égard des grandes organisations. Il ne fléchit jamais dans son refus d'accepter la reconstitution de la majorité parlementaire du Front populaire, tant sa défiance à l'égard d'un parti communiste qui lui offrait en quelque sorte ses voix, quoiqu'il en eût, était rédhibitoire.

L'animadversion de Pierre Mendès France pour la perspective d'une collaboration avec les communistes n'était pas la seule distance, en dehors de celles de l'âge, de l'autorité et de l'expérience, qui me distinguaient de lui quand je le rencontrai en Mai 68, au stade Charléty. Il ne m'en avait pas moins encouragé à revenir le voir. Ce que j'avais pris l'habitude de faire, deux ou trois fois par an, chez lui, rue du Conseiller-Collignon. Peut-être pensait-il pouvoir trouver en moi, parmi d'autres, un baromètre de la jeune génération et même, qui sait, quelqu'un qui, bien qu'il ne donnât pas l'impression d'en prendre le chemin, finirait de reconnaître en lui la vérité. Quoi qu'il en soit des interprétations posthumes que j'en puis faire, j'en garde un souvenir vif et heureux.

*Mitterrand (François) :* Je ne ferai pas son portrait ici, parce qu'il en a été déjà fort bien réussi par d'autres, notamment par Jean-Pierre Chevènement qui lui consacre un excellent chapitre de ses *Défis républicains*.

Je me souviens que François Mitterrand m'avait dit un jour : « Nous aurions pu être vraiment amis si vous ne faisiez pas de politique. » Je me souviens d'avoir été touché de ces paroles, que je sentais sincères, non sans penser au même instant que beaucoup d'autres les avaient souvent déjà entendues de sa bouche. Il m'avait appris que coupées large, les tranches de saucisson sont plus savoureuses que coupées mince. Ainsi sans doute le temps de la saveur peut-il mieux se recueillir dans l'épaisseur de la matière. Comme la langue dans celle des mots.

Il m'avait dit un jour – c'était largement avant 1981 – que la vie politique est une chimie dont les réactions, déclenchées sitôt que se nouent certaines combinaisons, oxydées par l'air du temps, deviennent inéluctables. Il parlait alors, comme Napoléon de son étoile, de son propre destin, de son irrésistible ascension politique depuis 1965.

Il m'avait dit encore qu'il n'aurait jamais pu être magistrat, l'idée de juger un autre homme lui étant insupportable. Ce n'était pas qu'un mot d'avocat.

*Mollet (Guy) :* Je me suis rendu, avec Jean-Pierre Chevènement, Pierre Guidoni et quelques autres militants du CERES aux obsèques de Guy Mollet à Arras. Cet homme, son système et son

mythe, « le molletisme » comme on disait, avaient été un paratonnerre, concentrant sur lui la foudre des ressentiments, le déluge des frustrations qui accablèrent la gauche française à la fin de la IV<sup>e</sup> république, au moment où la guerre d'Algérie, après celle d'Indochine, allait marquer la sortie manquée du cycle des décolonisations qu'elle avait pourtant entrepris, mais dont l'accomplissement n'en finissait pas de lui tomber des mains.

De son vivant déjà jamais peut-être autant de haine et de discrédit ne s'étaient amoncélés sur la tête d'un homme politique. Pour de bonnes et pour de mauvaises raisons. Porté à la tête de son parti pour succéder à Daniel Mayer, il y incarnait le choix de gauche. Il avait dû affronter le double défi d'une gauche divisée en France depuis 1947 et en Algérie depuis qu'en 1945 la SFIO avait couvert la répression des émeutes de Sétif.

Mollet personnifia à mes yeux, comme pour beaucoup d'autres, l'âme incarnée d'une fidélité devenue trahison, dans le rétrécissement continu de ce mode de vivre le socialisme qui en ramena l'intelligibilité et la chaleur des larges plaines de la France populaire aux quelques pitons déboisés et solitaires où les desservants de cette église désaffectée avaient trouvé refuge : dans la dernière partie de sa vie politique, il avait été un soleil noir irradiant les haines qu'il s'était attirées pour être devenu l'incarnation de l'imposture, du double langage, bref de la trahison de la gauche sous la IV<sup>e</sup> République. Historiquement méritée, cette opprobre était existentiellement, si l'on peut dire, exagérée. Jacques Mandrin<sup>21</sup>, qui avait écrit *Socialisme et social-médiocratie* pour en rendre compte, agglomérait aussi sa part d'injustice à ce décri. Toujours est-il que son personnage et plus encore sa mémoire composèrent vite et bien la meilleure figure de cible que des militants, sincèrement écœurés des palinodies et des lâchetés de la gauche, ou seulement en quête d'un défoulement susceptible de les rassurer sur la vertu de leur propre cœur, pussent trouver. Ainsi servit-il le plus communément du monde de *punching-ball* à presque tous les groupuscules qu'on commençait alors à peine à surnommer gauchistes, sans compter le parti communiste – qui était loin encore d'en être devenu un –, ses militants mais certainement pas ses cadres ni ses chefs, contrainte électorale oblige.

Il est trop facile aujourd'hui d'oublier que Guy Mollet incarna toute sa vie – jusqu'au moment où le CERES en dénonça et lui en ravit l'image, d'ailleurs selon une erreur d'optique de la plupart des spectateurs – la gauche d'un parti défini comme « résolument orienté à gauche » par son disciple Jean Poperen. Ceci avec la part maudite de sa sincérité.

Petit prof d'anglais à Arras, mais pas « petit chose » pour un sou, Guy Mollet ne fut certainement pas de bonne pâte, quoique – et parce que – pétri de bonne volonté plutôt peut-être que de volonté. Celle-ci en lui s'était rétrécie en roublardise, à force de ne s'appliquer à rien d'autre, dans l'usure du temps, qu'à la perpétuation de l'influence acquise. La cruelle déconvenue de Suez et les tomates d'Alger ont exagérément terni la mémoire d'un socialiste conservateur, qui avait oublié que les boîtes de conserve les plus étanches portent tout de même une date de péremption. Pour le dire autrement : la faiblesse d'un socialiste conservateur n'est pas, bien au contraire, d'être attentif aux rapports de force pas plus que d'être conservateur ; c'est, à force de laisser son regard accaparé par cette attention-là, d'oublier le reste, l'essentiel.

*Penant (Jacques-Arnaud) :* Jacques-Arnaud Penant était un homme d'humeur et d'humour, cette politesse du désespoir. Il a quitté le monde comme il a vécu : avec la politesse suprême du cœur.

La hauteur dont il savait regarder sa vie ne l'empêchait pas de l'engager dans une cause. Il fut,

avec Marie-Rose Magnin et quelques autres, la cheville ouvrière des revues militantes du CERES : *Frontière, Repères*, puis *République*. Il avait été surtout, auparavant, responsable étudiant du Front universitaire anti-fasciste (FUA) puis des étudiants PSU ; on aurait dit qu'il n'avait rejoint la SFIO que pour y venger déjà, en déchirant sa carte dans un amphithéâtre de la Sorbonne en Mai 68, les déceptions et les trahisons passées, présentes et futures du socialisme. Car Jacques-Arnaud, qui aurait pu sans doute être un grand acteur, était le contraire d'un histrion. Il aimait trop les mots, il aimait trop la langue, pour ne pas prendre au sérieux ses bons mots à lui. Sans renier sa jeunesse étudiante et contestataire, et sans se départir, journaliste à *Combat*, d'une certaine indulgente tendresse pour la gauche colloqueuse et proclamatoire, il s'est toujours refusé à galvauder sa fidélité dans le morne troupeau de la « race des signeurs » comme il appelait leur cortège édifiant. Du talent pour écrire, il en avait à revendre ; il ne l'a pas vendu : deux romans, *Les Temps morts*, publié chez Grasset en 1967 et un an plus tard, *Un printemps rouge et noir* chez Laffont le rappelleront toujours à quelques uns d'entre nous.

*Rossillon (Philippe)*<sup>22</sup> : « *Survivre à de Gaulle ?* » Ce titre donné par Philippe Rossillon, il y a plus de trente ans, à un livre tout entier consacré au refus de la résignation, combien ne sonne-t-il pas aujourd'hui plus actuel que jamais dans l'esprit des Français ?

Philippe Rossillon était un des esprits les plus libres de notre temps, consacrant sa vie au service de l'État, et plus exactement à travers lui, au service de la République, il voyait celle-ci comme la morale vivante de l'époque. Il s'était attaché à en faire comprendre la dimension universelle ; elle passait pour lui par l'intelligence d'une langue, par l'intelligence d'un dialogue des cultures, et ce fut la Francophonie.

À celle-ci, à côté ou à travers ses procédures et ses institutions, du Québec au Vietnam, de la Wallonie à l'Afrique ou Haïti si chère à son cœur, Philippe Rossillon donnait une âme. Remarquable par la continuité de ses convictions, Philippe Rossillon a toujours tenu à les exprimer dans ses choix les plus personnels : entre sa propre famille et ses familles démultipliées qu'auront été pour lui et par lui celles de la Francophonie ou de la latinité. Cette fidélité qui traversa sa vie peut inspirer la nôtre (...) avec le courage, la générosité et, pour tout dire, cette vertu si essentielle à un homme de République pour lequel je ne saurais trouver d'autres mots (...) que celui-ci : la noblesse.

*Questiaux (Nicole)* : Comme une icône tenant droit sa tête immuable au centre d'un retable, je veux dire de la tribune, elle reste d'abord dans ma mémoire à la présidence du congrès d'Épinay, celui de l'unité des socialistes, le symbole de celle-ci. Organisé pour célébrer la confluence de l'ancienne SFIO, récemment rebaptisée Nouveau Parti socialiste, de la convention des Institutions républicaines, c'est-à-dire de la tente abritant les indigènes de la Mitterrandie et de quelques clubs de valeureux christiano-musculaires emmenés par Robert Buron et R. Warnier (tel que celui de la Vie nouvelle), le congrès d'Épinay qui porta François Mitterrand sur les fonts baptismaux du socialisme, moment charnière de la vie politique française, et ouvrit les portes à un rassemblement de la gauche manifestement susceptible de devenir majoritaire en France, fut notre première rencontre. Nicole Questiaux me confia plus tard qu'elle avait le souvenir d'avoir exercé cette présidence dans la certitude de ne rien comprendre à ce qui se passait. Ce ne fut certainement pas le cas. Mais plutôt la marque de sa volonté de se tenir au-dessus de la mêlée médiocre des petits

calculs et des petites vanités, sans pour autant se laisser aller à en mépriser les protagonistes.

Cette élévation de l'esprit et du cœur qui lui était déjà reconnue, Nicole Questiaux la manifesta dans tout le cours de sa vie publique, soit comme membre du gouvernement (ministre des Affaires sociales, c'est d'elle que son collègue des Finances reçut la fameuse réplique : « Je ne suis pas le ministre des Comptes. »), soit dans les débats internes du parti. « Pourquoi, me demanda-t-elle un jour, alors que je suis souvent d'accord avec vous sur le fond des choses, mettez-vous tant d'emphase au CERES pour asséner la vérité ? » Membre éminent et respecté du courant A, c'est-à-dire des fidèles mitterrandiens, Nicole Questiaux était avant tout fidèle à ses convictions. Elle n'hésita jamais à soutenir publiquement les positions du CERES quand elles rencontraient les siens. Son regard et sa voix m'ont toujours semblé porter en eux quelque chose du souffle vif et rafraîchissant des Hébrides, le souffle de cette Écosse hyperboréenne dont Nicole Questiaux savait tempérer la virulence celtico-latine de nos joutes oratoires.

*Soudet (Laurence)* : Collaboratrice de Pierre Mendès France, puis éditrice des « Cahiers de la république moderne », elle était devenue l'assistante de François Mitterrand, qu'elle accueillait souvent dans sa maison de Gordes. Sa fermeté d'esprit et sa droiture lui permirent d'entretenir avec le CERES, notamment avec Jean-Pierre Chevènement et moi-même, des relations d'une confiance parfaite. Fondée d'abord sur l'estime et la sympathie et donc simplement l'amitié, cette confiance tenait assurément à la conviction pleinement partagée qu'il ne saurait être question de la confondre avec une quelconque allégeance. Ma trop courte expérience m'incline à penser qu'un sentiment de si bon aloi ne court pas les rues. Pierre Soudet, son mari mort prématurément, avait été un des mes professeurs à l'ENA. Plus rafraîchissant que beaucoup de ses collègues.

## FRANCE

Tous les chemins mènent en France ; en cela aussi cette nation, n'étant plus fille aînée d'aucune église, d'aucun empire, reste fille de Rome et fille de la république.

Lieu commun que de rappeler que la République, refondatrice de la nation – car le sentiment national et par lui comme une essence du peuple français ont précédé l'avènement, la prise de conscience de soi des Français comme peuple politiquement constitué –, la République s'identifie à une France qui ne sera jamais terminée.

Le nom de la France est par tous les mots de sa langue ce qui fait ma patrie. Non pas la langue de mes pères, mais celle dans laquelle j'ai ouvert les yeux, la langue dans laquelle le monde m'a parlé. C'est la langue française qui montre le mieux, me dit-on, que la politique et la littérature, la Cité et le Verbe, sont consubstantiels ; elle est en moi l'opération la plus pure de leur transsubstantiation. Les deux extrémités d'une chaîne dont il reste toujours à nouer les bouts, le bout Julien Benda (*la France est une victoire de l'abstraction sur le concret*) et le bout Michelet (*la France est une personne*). Mémoire d'une France invincible : invincible mémoire de la France.

Dans l'extrême fin de l'hiver qui devait nous mener d'une guerre pétrifiée à l'écroulement de juin 40, l'accélération minuscule de ma très petite histoire m'a fait quitter les premiers lambeaux déchirés de l'enfance. À Saint-Palais-sur-Mer, près de Royan, où mon père mobilisé nous avait laissés, ma mère, mon frère et moi, dans une villa louée pour les vacances comme pour prolonger celles-ci pendant la Drôle de Guerre, je suis passé par-dessus le guidon de ma bicyclette, stoppée

net sur la corniche par un tendeur emmêlé dans la roue arrière : rien que des écorchures, mais presque tout de suite septicémie généralisée, hôpital de Bordeaux, retour en ambulance trois mois plus tard dans le plâtre jusqu'au cou pour quelques années. Ce fut alors me semble-t-il que me vint le premier accès de cette manie qui nous fait vouloir à toute force affubler d'un sens – inconsciente structure de la conscience – le hasard déguisé en destin. J'avais eu, quelques semaines auparavant, la révélation de la mésentente de mes parents, très attentifs en présence de leurs enfants à surveiller leurs propos, à l'occasion d'une permission de mon père rencontré pour quelques heures à la gare de La Rochelle. Mes parents ayant un peu, juste un peu trop, une conversation en russe pour ne pas se faire entendre de nous, je me souviens avoir eu la surprise de m'entendre dire : « Vous allez divorcer. » Ils devaient attendre la fin de la guerre pour ce faire. J'imaginai plus tard à tort ou à raison qu'à ce moment me vint comme un fantôme de culpabilité, converti quelques semaines ou quelques mois plus tard dans un fantôme de rédemption, la pensée, assez banale je crois dans de telles circonstances, de racheter par mon épreuve leur réconciliation. Elle me prenait sans doute par intermittence, par exemple ce soir de l'été 40 où mon père, à peine démobilisé, vint jouer aux échecs avec moi au bord de mon lit. Fut-ce ce soir-là peut-être que, regardant par la fenêtre grande ouverte les geysers d'eau soulevés par le tir probablement dérisoire des batteries de campagne de l'armée allemande qui tentaient, à peine arrivées sur les rives de l'estuaire, d'atteindre des bateaux qui s'en échappaient, nous fûmes secoués par le fracas d'une torpille explosant sur la coque d'une paquebot dont il nous sembla discerner vaguement la masse enténébrée s'enfoncer rapidement dans la nuit ? En tout cas pendant les semaines qui suivirent, nombreuses furent les nuits où nous vîmes flamber le ciel et la rive d'en face, du côté des grands réservoirs de pétrole du Verdon.

La guerre, donc la France alors pour moi, ce fut évidemment la litanie radiophonique des « messages personnels », et, revenu à Paris et descendu sur un brancard pendant les alertes aériennes dans les caves de l'immeuble où mon père s'était installé rue de Champagny, le sentiment d'une vie prisonnière dont l'existence devait me délivrer. Emmuré des orteils jusqu'au cou dans un plâtre, puis cloué tout de même dans mon lit jusqu'à mes quatorze ans, je m'imagine rétrospectivement et à tort comme un enfant sans enfance, dans cette situation particulière qui faisait précéder pour moi dans une large mesure l'appréhension sensuelle de l'univers par la découverte intellectuelle du monde. Je me souviens de l'étonnement immense dont je fus saisi en me faisant expliquer la réticence rencontrée chez l'infirmière qui me donnait quotidiennement des soins à me raconter l'intrigue d'un film, parce que ce film mettait aux prises, si je puis dire, un homme et une femme, « cette histoire n'était pas pour les enfants ». Je me souviens avoir demandé, vers 1941 ou 1942, ce que signifiait le mot « juif », sans me douter le moins du monde qu'il pourrait avoir à faire avec ma famille, demeurée ou partie de Russie. Il m'aura fallu un peu de temps pour sortir de cette sorte d'enfance dont l'univers reste l'impur produit de la bienveillance de Dieu.

Je me souviens surtout du jour auquel je pense encore comme celui de ma découverte, de ma vraie découverte du monde : celui où, pour la première fois depuis mes huit ans – j'en avais quatorze ce jour-là, il me semble –, je pus sortir de ma chambre et marcher à l'air libre, respirer librement à pleins poumons. Je m'en souviens vraiment, de ces premiers pas dans la rue et de l'exaltation qui m'a saisi à me sentir brusquement assailli par l'inépuisable profusion du monde.

Ce monde tel qu'il est né à ma conscience et dont chaque parcelle a la couleur d'un mot français, il me semble encore aujourd'hui ne pouvoir le parler que dans leur langue. Non que je ne me sois astreint plus tard, souvent avec plaisir, à le lire comme par les yeux d'un autre dans d'autres

langages, mais sans guère pouvoir jamais m'empêcher d'en faire instantanément et malgré moi la traduction. Alpha et Oméga de ma patrie, le langage français tel que je l'entends est doué de cette grâce inhérente à la langue qui continue d'opérer en moi la création du monde, sa poésie.

## **FUTILITÉ** *(ou de la poursuite du hasard)*

La futilité peut être une vertu car il est salubre d'accueillir avec humilité les multiples manières dont les objets de la vie quotidienne, les émotions et les impressions de la vie courante captent notre attention, sans qu'aucune raison particulière ne semble les y avoir – ou plutôt l'y avoir – prédestinées. Accepter la futilité dans l'existence sans concevoir le sentiment de la futilité de l'existence est une manifestation de l'envie de vivre qui se tient sur une crête étroitement équidistante de l'habitude et de l'hébétude.

Étrange de s'apercevoir que l'on s'est ainsi brouillé, et si facilement, avec le temps, je veux dire celui du calendrier. Ne plus savoir, ne plus vouloir savoir le jour qu'on est, comme dirait la Céleste de Proust. Cela m'arrive assez souvent pour que le plus rassurant pour moi soit de mettre sa confusion sur le compte d'une dégénérescence de cellules grises : décrépitude physique plus acceptable que désastre métaphysique. J'ai toujours pratiqué comme tout un remodelage du temps à ma convenance, l'imposition d'un calendrier imaginaire à la succession des jours. Par exemple le rétrécissement du lendemain par son écrasement sur l'aujourd'hui ; et surtout ce trille indéfiniment prolongé de l'aujourd'hui, indéfiniment étiré dans la suite pétrifiée du temps.

Fuite d'un chasseur, insaisissable proie de soi-même. Poursuite au hasard, mais de quoi donc, duquel donc, sinon de la désignation d'un destin, de la découverte d'un terme assignable au mouvement, figure imputée aux courbes révélées d'une descente, vécue comme inépuisable, au fond du puits du temps ? C'est de sa remontée qu'il faudrait dire : poursuivre, pourchasser le hasard, exprimer le sens comme le suc du fruit fraîchement cueilli de cette simple expression : tuer le temps.

Pourtant, de la futilité un procès permanent est à faire : cette berceuse conduit irrémédiablement ses enfants à prendre l'allure du jouisseur ou pire encore, celle du pur consommateur, du consommateur machinal de qui l'hébétude interdira à jamais de se dire : tout est consommé !

## **GALIMATIAS**

Des propos inintelligibles, à qui les entend ou même à qui les prononce : ce sont galimatias du premier et du second genre. Ainsi en est-il aussi des « phrases toutes faites » : elles ne sont pas, elles ne sont plus pensées.

Mais il s'en produit d'également incompréhensibles au démon même qui les inspire. C'est un galimatias du troisième genre, aujourd'hui assez répandu. C'est que le perfectionnement et le pullulement des machines à signaux ont poussé d'une manière inouïe le nombre et l'éloquence des dispositifs de diction automatiques : il y a belle lurette que la poésie peine à en préserver la littérature.

L'écart entre l'écriture automatique – ou d'ailleurs la vaticination – et le galimatias est une autre paire de manches. C'est le ressort – dans tous les sens du mot – de la psychanalyse, et c'est la

poésie, dont ce n'est pas la demeure, qui vient de temps à autre dans ces terrains vagues revisiter ces cabanons.

D'une *forme*, qui est la promesse de contenir le vide, sinon de le chasser, aucune poésie à mon sens ne saurait se passer, en tout cas sans un risque mortel. *Promesse* de contenir, qui n'est qu'une promesse, et promesse de *contenir*, non de remplacer ou plutôt de remplir. Une forme est toujours le présage, sinon la préfiguration d'une totalité, en tout cas qui lui fait signe comme à un être qui manque. Cependant le péché du formalisme n'est pas de se contenter, comme toute entreprise artistique réduite au dessèchement d'une combinatoire, de s'en remettre en s'en lavant les mains à l'imagination du lecteur, mais justement de saturer son attention dans l'apprentissage et l'exercice de la règle du jeu, sans laisser à l'imagination ni loisir ni désir. Narcissisme absolu de la forme, le formalisme est sans doute une forme d'ascèse, non pas celle d'un art mais celle d'un passe-temps, dont on dit si inexactement qu'il serait l'art de tuer le temps.

L'écriture automatique qui est, paraît-il – car je n'en ai aucune expérience –, la matière de la psychanalyse (un substrat de son investigation) me semble fonctionner comme un chaos pseudo-originel ou, si l'on veut, une doublure de celui-ci, auquel il s'agit de donner une structure par métaphore, et enfin de compte la structure d'une métaphore. Le galimatias serait toujours le fond du produit d'une analyse avortée, l'ébauche abandonnée d'un travail sevré d'ambition et déserté par l'effort. Mieux vaut toujours à tout prendre le minerai rauque non raffiné des éclats de la voix primitive que les épanchements bien tamisés de nos galimatias. L'embarras du choix qu'il faut surmonter pour en donner les meilleurs exemples ferait l'embouteillage du siècle. En ce qui me concerne, si un réflexe élémentaire de modestie m'interdit de citer ma propre prose, je jetterais sans hésitation mon dévolu sur celle de ce grand petit maître des plumes « christiano-musculaires » des meilleurs journaux, successeur transalpin des nouveaux philosophes, Toni Negri, l'ancien apôtre spirituel des Brigades rouges. Mon amie Luciana Castellina m'en avait rappelé la délétère influence sur une jeunesse anxieuse et désespérée, naguère fascinée comme celle de ses propres enfants, par les exploits rhétoriques et criminels des Brigades rouges.

Exemples : que serait la modernité selon Negri ? « Le plan révolutionnaire de l'immanence ». Entre « la dissolution de la figure du peuple » et « l'organisation de la multitude comme sujet politique », « le problème du devenir du sujet de la multitude reste totalement indéterminé » (*Empire*, page 493). « La multitude est une multiplicité, un ensemble d'individualités, un jeu ouvert de relations, qui n'est ni homogène ni identique à lui-même et qui porte une relation indistincte, inclusive à ceux qui sont en dehors de lui. » Qu'est-ce qu'un jeu ouvert ni homogène ni identique à soi-même, qui porte une relation indistincte, inclusive à ceux qui sont dehors ? Indistincte en vérité. Et qu'est-ce qui constitue le peuple, pour lui fournir une volonté et une action indépendantes de celles de la multitude ? Dans ce lieu où « ça parle », personne ne peut faire entendre sa voix. Remarquons aussi que pour Negri, vomissant la nation impérialiste mais dédiant la nation dominée, la *forme* nation passe ainsi du réactionnaire au progressiste, selon qu'elle est patente ou latente. Peut-être pourrait-il répondre que c'était déjà le jugement politique que l'on peut porter sur les virtualités contraires du principe des nationalités, dans la lecture qu'il est désormais possible de faire de son histoire. On peut se le demander : Napoléon, héritier ou fossoyeur de la révolution ? Les deux mon capitaine ! Le temps est un assassinat qui touche au crime parfait. Tour-operator conceptuel des années de plomb, Negri se venge sur le concept de multitude de ce qu'il désigne l'opération d'un pouvoir : qu'est-ce qu'un peuple en effet au sens politique du mot, sinon le produit de la transformation par l'État, ou par ce qui en tient lieu, d'une foule en nation ? En fait, Toni

Negri a la rage d'anéantir la politique. Il la faut tuer catholiquement et sous peine de péché mortel ; en laisser le soin sinon le souci aux vaticinations des prêtres et au culte des reliques. Cette haine et cette peur de la politique, de l'incarnation, va jusqu'à refuser à l'agglomération humaine (la multitude) la dignité d'un nom de famille (le peuple). Piètre échappatoire que de prétendre échapper à l'aléatoire de la pensée par le péremptoire du discours.

## GAUCHE

1995 : *une gauche perdante et perdue*

C'est au pied du mur qu'on risque de tomber de vraiment haut.

La Libération aura été un bref moment dans l'histoire de France d'une confluence accomplie de la société et de la nation, une réponse conjointe à la question sociale et à la question nationale. L'air du temps s'en laissait traverser du sentiment d'une renaissance. Quelques novations capitales furent l'œuvre de cette époque ; elles sont restées dans notre mémoire comme les conquêtes de la Libération. La Sécurité sociale, comprise comme un régime permanent de la solidarité nationale, un syndicalisme, accepté désormais comme partenaire majeur et régulier du jeu social, la continuité complètement admise, centrale et régulière, des actions administratives qui bordent la rive de la vie politique et celle de la vie privée dans l'immense fleuve de la vie collective sont désormais incorporées par l'esprit du temps comme des institutions constitutives de la vie quotidienne et de l'imaginaire des Français.

Avec la IV<sup>e</sup> République vint l'époque de l'invasion décisive de la société par un capitalisme qui n'en avait jusqu'à présent modelé que les bords : bien qu'il eût commencé bien avant le début du siècle, l'exode rural n'a pris toute son ampleur et n'a vraiment vidé les campagnes qu'à partir de 1950. Tout ce temps fut marqué par les crises et les déchirements de la décolonisation, d'autant plus malaisément affrontés par la gauche que celle-ci se trouvait durablement affaiblie par sa division, approfondie et pérennisée par celle du monde, dans l'affrontement du capitalisme et des régimes du *socialisme déclaré* en Europe.

Les conséquences de cette situation auront été la prédominance politique en France des coalitions dites de la troisième force, résultant de l'attelage de la diligence républicaine au couple des demi-sangs démocrates-chrétiens et sociale-démocrates. L'impact des guerres d'Indochine et d'Algérie, qui minaient durablement et en profondeur l'esprit public et brouillaient la lisibilité de la vie politique, n'empêcha pas la IV<sup>e</sup> République d'abriter un remarquable essor de la culture et de l'économie françaises. Mais la République, de plus en plus affaiblie par la continuité de ces dysfonctionnements, dut trouver son apaisement dans la mutation des institutions que le recours au général de Gaulle rendit possible.

La jeunesse de Mitterrand nous paraît être aujourd'hui une figure heureuse de la vieillesse éternelle de la France. Celle en quoi elle trouve la ressource, comme il l'a fait de temps à autre, d'en prendre congé pour accueillir la force neuve de notre générosité.

Toute biographie est biodégradable. <sup>23</sup> Je ne ferai jamais à François Mitterrand l'injure de le plaindre de l'infortune d'avoir eu de son vivant un biographe honnête. Ni à Pierre Péan le grief d'avoir fait jaillir par son excellent travail un geyser de vertu républicaine outragée chez quelques belles âmes de gauche qui, devenues à leur insu par la grâce du social-libéralisme les petits porteurs

de l'âme vichyssoise de la France d'aujourd'hui, ne peuvent s'imaginer qu'elle puisse en avoir une autre.

Que ce président de la République n'en ait fait, à Vichy même, que tardivement la découverte pourrait presque être un mérite, si l'on veut bien rapporter ce retard à l'empreinte puissante qu'une certaine jeunesse française reçoit de son éducation. Nul doute qu'encore aujourd'hui il restera plus difficile à certains de cesser d'être vichyssois qu'à d'autres de ne l'avoir jamais été. Nombre de ceux qui ont assisté sans sourciller, dès le 3 octobre 1940, à l'exclusion des juifs de la nation n'étaient ni mauvais Français, ni peut-être même consciemment racistes. Et ce sont des citoyens comme les autres qui en fait ont accepté au cours des années 80 l'exclusion massive des laissés pour compte. Un même sentiment d'impuissance, jadis devant les désastres de la guerre, aujourd'hui devant ceux de la crise, continue de nourrir cette résignation française où les capacités de résistance et d'imagination de l'esprit public s'exténuent jusque dans les méandres d'une morale de l'expiation et du rachat. Soyons clairs : autant il serait absurde et outrageant de confondre dans un jugement moral le réalisme imaginaire des pétainistes d'hier – dont beaucoup croyaient sans doute détester la collaboration – avec celui des libéraux d'aujourd'hui – qui déplorent assurément le chômage –, autant ce n'est pas faire injure aux bonnes intentions et, parfois jusqu'au patriotisme des uns et des autres, que de constater chez tous ceux qui admettent, quelles qu'en soient la forme ou les circonstances, un déni de citoyenneté et de justice, la mort de l'esprit républicain.

Arrogante ou honteuse, je tiens que Vichy-sur-Seine aura toujours été une des capitales de rechange de la France. Celle d'un échange de la France contre les trente premiers deniers de la veulerie, de l'intolérance et de la bêtise. Elle le fut sur les bords de l'Allier pendant les années de l'Occupation ; ne le fut-elle pas déjà à Paris même quand les Bourguignons y appelaient les Anglais dans la guerre de Cent Ans, combien de bourgeois les Allemands avant-guerre et sous l'Occupation ; combien d'autres depuis, ramasse-miettes des grands feudataires de la finance, ne sont-ils pas prêts à leur servir de majordomes ou de valets de pied ?

Des membres d'un parti désormais acharné à faire de François Mitterrand sa *légende dorée* et d'un capitalisme sans rivage sa terre promise auront beau gémir et prétendre leur bonne foi surprise, ils ne le feront pas oublier. Car enfin, si intéressants que soient les faits de ce temps mis en lumière par Pierre Péan, que leur apportent-ils de décisif qu'ils ne sussent de lui et d'eux-mêmes ? Auraient-ils oublié comment la gauche, pénétrée de l'ardente obligation de se donner les meilleures chances et sans doute les seules de battre M. Giscard d'Estaing, fut conduite pour s'unir et pour vaincre à importer en son sein un homme dont la culture d'accès au gouvernement tirait son inspiration assez loin d'elle ? Lorsqu'on lit, dans *Le Nouvel Observateur*, sous la plume de Gilles Martinet : « Le mouvement socialiste ne renaîtra qu'au prix d'une rupture avec le mitterrandisme » (10 septembre 1994), on se prend à douter de la force d'entraînement des vocations tardives.

Qui ne partage aujourd'hui avec M. de La Palice l'intuition que le mitterrandisme de François Mitterrand, après avoir servi de chrysalide au Parti socialiste pour faire éclore les mille papillons roses du social-libéralisme, a fait son temps, mais dans tous les sens du terme ? Il a fait naturellement la carrière de quelques dirigeants politiques qui s'imaginent qu'il leur suffira pour trouver une nouvelle jeunesse de jeter un bébé désormais hors d'âge, sans se priver de l'eau du bain. L'indignation rétrospective avec laquelle ils croient pouvoir tirer de la biographie de François Mitterrand le bouc émissaire du décri qui s'attache aux effets d'une politique qu'ils s'appêtent à faire continuer par tout autre serait peut-être respectable chez tel militant ingénument égaré. Elle est collectivement dérisoire. Le congrès de Liévin <sup>24</sup> l'avait tout de même compris.

C'est à une réflexion d'un autre ordre que devraient conduire, à mon sens, ces retours sur le passé. Celle qui renouvelle en quelque sorte une controverse qui, de Plutarque à Carlyle, traverse l'histoire sur le rôle des grands hommes, ou plus exactement la capacité d'un individu à déplacer celle-ci ; sur le contrepoint noué en d'autres termes entre la politique et la société, le personnel et le collectif, la psychologie et la sociologie, le court terme et la longue allée. L'élection directe du chef de l'État par les Français, jointe à l'interpénétration dans un même système de pouvoir des institutions politiques et des appareils médiatiques, la dialectique de la personnification et de la dépersonnalisation, de la personne et du personnage, de l'action et du rôle qui en résulte ne donnent-elles pas à cette question une acuité permanente ?

En fin de compte, n'est-il pas plus intéressant et plus juste, plutôt que de la manière dont François Mitterrand aura marqué son temps, de se préoccuper de celle dont il aura porté la marque de celui-ci ? Tout aujourd'hui il est vrai, et jusqu'au goût romanesque du public, pousse à effacer le second point de vue sous le premier. Convenons seulement qu'il est difficile de ne pas décerner à François Mitterrand la baguette d'or du sourcier de la normalisation française, lui qui, après avoir converti au nom de l'Europe, sitôt franchies les portes du pouvoir, les socialistes en libéraux non déclarés, les a conduits à donner pendant un an ce spectacle étonnant d'une gauche en prière réduite à supplier le président de la République de briguer un second mandat, d'une gauche toute suspendue à l'attente de sa *Lettre aux Français* comme à « une politique tirée des propres paroles de l'écriture sainte ». Mais ce serait réduire la démocratie à un théâtre d'ombres que de n'y reconnaître qu'une suite ensorcelée d'engouements et d'envoûtements.

Alors que tout le monde pourrait s'apercevoir aujourd'hui que le mitterrandisme aura été l'aboutissement du giscardisme, on se doute que ce tour de force n'aura pu se produire tout à fait à l'insu de son prestidigitateur. Mais sans lésiner à reconnaître le talent de celui-ci, ce tour de force était-il vraiment prémédité ? Croit-on qu'une grande part de cet exploit n'en revient tout de même pas à la gauche (sinon à la France tout entière) ? Croit-on que les socialistes qui lui firent cortège, mitterrandistes ou autres, aient pu si longtemps ne se douter de rien ? Pas plus que les mitterrandistes, le mitterrandisme n'aura été une création *ex nihilo* de François Mitterrand.

La preuve en est qu'à la fin du second septennat du président de la République, nous voyons poindre un autre mitterrandisme prêt à prendre le relais du premier. Héritier par extinction d'un mitterrandisme sans Mitterrand, comme d'un rocardisme sans Rocard, le président Delors<sup>25</sup> n'était-il pas sur le point, fraîchement allaité à ces deux mamelles du social-libéralisme français, d'halluciner à nouveau une gauche ou prétendue telle agenouillée dans l'attente de son nouveau messie ?

Ceux qui ont réussi à convaincre les Français qu'il n'y avait qu'une seule politique possible les ont du même coup convaincus qu'il n'y avait qu'une seule gauche possible. Celle que les électeurs ne distinguent de la droite que pour désertier les élections.

*1997-2007 : vers un nouvel Ancien Régime ?*

Au sortir de la période de crise qui a succédé à cette phase d'expansion ininterrompue que l'on appelle les Trente Glorieuses, la France, qui est un pays riche, compte un nombre croissant de pauvres. Quand le chômage diminue, la précarité du travail augmente. On attendrait de l'usage social d'une croissance retrouvée qu'elle atténue la division des Français ; tout au contraire, dans

l'ensemble, elle l'aggrave. Osons cette interrogation peu marxiste : la crise du socialisme serait-elle celle de la valeur travail ?

Je ne prétendrais pas donner ici la réponse. Mais du moins la direction où la chercher : la mutation du capitalisme de la dette en capitalisme de la rente qui ouvre le règne de notre Nouvel Ancien Régime, le système d'une viscosité planétaire de la domination, celle des élites mondialisées, tenantes et tenancières de la financiarisation du monde. Le capitalisme des fonds souverains et celui des fonds de pension submergent lentement les nappes phréatiques croupissantes du vieux capitalisme monopoliste d'État.

1981, 1986, 1988, 1993, 1995, 1997, 29 mai 2005 : ces échéances auront été l'occasion d'une suite d'alternance à travers lesquelles le peuple français manifeste régulièrement qu'il ne comprend plus ce qu'on entend faire de lui : contre les vœux profonds d'une majorité populaire, nos classe dirigeantes entendent son bonheur à leur manière ; une manière plus conforme à leur propre bonheur. Cette fuite croissante des élites devant leur responsabilité, dont, pour prendre un exemple, la politique européenne de la France porte particulièrement la marque, est un modèle de démission, parce que démission dans la bonne conscience : à fuir ses responsabilités on finit jusqu'à en perdre le sens, d'autant plus que l'on dispose libéralement par les temps qui courent de toutes les justifications du libéralisme pour se consoler.

Le 19 juin 1997 pourtant les citoyens purent avoir le sentiment d'avoir été entendus. Quatre ans après le désastre électoral de la gauche, la déclaration de politique générale de Lionel Jospin, successeur-surprise d'Alain Juppé, faisait sonner à dix-sept reprises le mot de République dans l'hémicycle pour dessiner les traits du programme du gouvernement.

Cette péripétie de juin 1997, dont les grèves de novembre-décembre 1995 auront été le berceau, ne justifiait sans doute aucune amnésie, mais elle permettait une raisonnable espérance. Pour la première fois depuis longtemps, un gouvernement cessait de cultiver l'euro-béatitude pour tenir la construction européenne pour ce qu'elle peut être : une union de nations reposant d'abord sur la coopération des États. Pour une fois depuis longtemps, l'idée même de nation retrouvait son sens : le cadre, si mal rempli encore, de la démocratie. Pour la première fois un Premier ministre résumait son projet par ces termes : « En tout domaine, faire retour à la République. »

À cet engagement, le petit Mouvement des Citoyens en juin 1997 fut évidemment pleinement partie prenante. En 1995 déjà Jean-Pierre Chevènement n'avait pas ménagé ses efforts pour convaincre la gauche de se rassembler autour de Jospin : si l'action politique ne doit pas oublier les précautions ou les doutes, elle ne peut pas faire du doute sa ligne de conduite. Inscrit dans la longue marche d'une gauche guère reconstituée, mais aussi dans l'espérance ressuscitée par le raccourci de son retour inopiné au gouvernement, l'engagement répondait à ces convictions. Force est de constater que le cap n'a pas été tenu. Quand on navigue à la godille, aux petites dérives succèdent les grandes. La plus néfaste aura été l'inertie continuée d'une politique de crédit industriel dont l'absence, sous l'habillage d'un discours platoniquement industrialiste, retire à la nationalisation des grandes banques sa portée.

Les ménagements prodigués aux nantis – les lacunes d'une politique sociale dont les progrès, la CMU, ne compensent pas les carences, particulièrement en ce qui concerne les salaires et le partage des revenus entre le capital et le travail – ; les glissades européistes pour réduire la République comme d'ailleurs l'Europe à un assemblage fédéraliste et renouer, sous l'enrobage d'une rhétorique pseudo girondine, avec les patchworks d'Ancien Régime, le lotissement des services publics aux

intérêts privés, celui des espaces publics aux féodalités locales ; tous ces choix, ou plutôt toutes les défaites, toutes ces défausses, jusqu'au renoncement à l'égalité républicaine et aux principes mêmes de notre Constitution (dont les palinodies de l'affaire corse sont la révélation) avertissent que la cote d'alerte est dépassée. Il est grand temps de se dire : avons-nous vraiment voulu cela ?

Hanté par l'horizon de l'élection présidentielle, transi de sondages, ceint et cerné de toutes parts des multiples cartouches de son principe de précaution et progressivement pétrifié par lui, Lionel Jospin, que nous considérons à juste titre, à l'issue des années Mitterrand, comme le valeureux représentant d'une gauche possible, apparaît désormais comme le pharaon momifié de la gauche impossible. La France semble gouvernée « au doigt mouillé », sans perspective.

### *Gauche américaine*

Sobriquet affublé par le CERES à cette partie considérable de la gauche que l'ombre portée du stalinisme pendant la guerre froide faisait courir s'abriter sous les parapluies de l'Amérique. Contrecoup et retombée d'un anti-communisme forcené, la complaisance d'une partie de la gauche pour la politique impériale des États-Unis, considérée comme le bouclier du « monde libre », s'est évidemment nourrie de la découverte du goulag stalinien, et de la réalité totalitaire des pays du soi-disant socialisme réel.

La gauche américaine en France, c'est à la fois la conviction – comme une reprise de la contestation « radicale » qui fleurissait aux États-Unis pendant la guerre du Vietnam – qu'on peut « changer la vie » sans changer l'État, et l'acquiescement implicite d'une partie du mouvement naguère ouvrier à l'américanisation de la société française. Bref une dérive intellectuelle et morale qui déplace à leur insu les adversaires de la droite du côté de celle-ci. Sa thématique : remplacer la lutte de classe par l'opposition entre l'État et la société civile, renoncer à « penser » la société comme totalité, sous prétexte d'éviter le totalitarisme, renoncer à conquérir l'État et, plus largement, renoncer à s'en servir pour changer la société, confondre la libération des consciences avec la régulation globale du pouvoir d'achat et du pouvoir par le marché.

Son destin ? L'Amérique cartésienne et la France giscardisée. Autant que le marxisme l'Amérique demeurant l'horizon indépassable de notre temps, creuset de la nouvelle culture du capital et cœur de sa puissance, le Nouveau Monde incarne le rêve éveillé d'une nouvelle petite-bourgeoisie intellectuelle.

On sait ce qu'il est advenu de la « contre-culture » américaine qui, avec une imagination et une audace qui en auront fécondé bien d'autres, mettait tout en cause dans la société, sauf le pouvoir qui fait tout tenir ensemble dans cette société...<sup>26</sup>

*Rendre à la gauche l'honneur qui lui est dû.* Saviez-vous que les piranhas pleurent des larmes de crocodile ? Comme, par exemple, Bernard-Henri Lévy sur ce « grand cadavre à la renverse », c'est de la gauche qu'il s'agit. Mais, à tout prendre, de laquelle ? Celle qu'il croit avoir vu, celle dont il prétend avoir vécu l'agonie. En tout cas celle, prétendue telle, qu'il se fait un devoir de dénoncer comme la « droiche », c'est-à-dire par dessus tout (il lui consacre tout un chapitre) cette contrefaçon de la gauche, cette gauche pourrie de droite que Jean-Pierre Chevènement, du CERES au Mouvement des Citoyens, n'aurait jamais cessé d'incarner.

Voici trois échantillons du vertueux désespoir d'un BHL manifestement inconsolable d'avoir été un des témoins de l'active participation de Jean-Pierre Chevènement à la campagne de Ségolène

Royal pour l'élection présidentielle.

« On voyait, comme dans l'affaire du drapeau tricolore qu'elle proposa d'accrocher aux fenêtres de chaque foyer français sans songer à y adjoindre le drapeau européen. »

« ... encadrement militaire (...) fantasme d'une société transformée en une sorte de pensionnat généralisée et géant... »

« ... JPC arrivait (...) du nationalisme, du maurassisme, ou encore de "Patrie et Progrès", ce groupe nationaliste-social, pro-Algérie française, et fleurant bon le Vichysme discret qui avait été fondé au début des années soixante, par ses copains Gomez et Motchane. »

Lorsqu'une amie me mit sous les yeux les bonnes feuilles de cet écrit en me suggérant qu'il pourrait appeler une réplique de ma part, mon premier mouvement fut pour m'en abstenir.

Y a-t-il vraiment lieu, vaut-il la peine, à quoi bon évoquer, quelques semaines, quelques secondes après leur profération, ces infamies ? À cause de l'écho qu'elles produisent, sans doute pas. Simplement parce que n'en rien dire, comme de pas entendu, transforme le silence en mutisme et livre au débat public un territoire dévasté. Une réplique est nécessaire pour qu'un silence recrée puisse accueillir la voix de la gauche, celle des sans-voix d'hier et d'aujourd'hui. BHL l'explique lui-même : sous sa plume Chevènement, « ce croupier de casino qui maurassien était né et (...) maurassien était resté, était un lapsus, (...) » ; « un symptôme », bref bien moins ou bien plus que le simple « Chevènement ».

Ainsi entièrement consacré à la démolition de la figure, de la pensée et de l'action de Jean-Pierre Chevènement, dont on sait qu'il m'est proche et ancien ami, et dont j'avouerais, puisqu'il s'agit ici d'un procès d'une assez rare infamie, que nous n'avons cessé de partager jusqu'à présent, chacun dans son style, l'essentiel des mêmes convictions politiques et parfois peut-être un même regard sur la vie, ce texte, tissu de fausseté, d'incohérence et d'outrage, est à ce point transi d'indignité qu'à peine sauté aux yeux il m'est tombé des mains. En bref, de Chevènement, il propose le portrait de ce qu'on a baptisé de nos jours le parfait *rouge-brun*, para-fasciste, sinon nazi, insidieux petit fourrier en somme des spectres totalitaires qui planent aujourd'hui encore sur le monde. Il me semble toutefois que si des coassements de cette sorte sont trop dérisoires pour qu'il soit vraiment nécessaire d'en défendre Jean-Pierre Chevènement, il est utile, avant de laisser ceux qui s'y sont livrés au fond de la vase, d'attaquer Bernard-Henri Lévy, en tant que pollueur invétéré d'un débat public qui mériterait assurément qu'on se retienne de convertir sa verve en bave.

Rétablissons un fait au passage : « Patrie et Progrès » était une association fondée non pas du tout par Alain Gomez et moi-même mais par Philippe Rossillon, un de mes amis, actif champion de la francophonie qui avait titré un de ses livres *Survivre à de Gaulle* et prénommé ses deux fils Kléber et Marceau. Loin qu'il fleurât un discret parfum de vichysme, c'était tout au contraire un « gaulliste progressiste ». Jean-Pierre Chevènement, par ailleurs, non seulement n'a jamais été membre de ce club mais n'y mit jamais les pieds. Je m'y suis rendu quatre fois peut-être ; on y rencontrait notamment des enseignants, des syndicalistes et d'anciens officiers des SAS, cela n'avait rien d'un

mauvais lieu.

Au-delà des personnes, ce sont les concepts et les configurations historiques qu'il faut rétablir dans leur vérité, sinon dans leur innocence. La nation et le peuple, c'est-à-dire la démocratie, la République, le colonialisme et la guerre d'Algérie, Mai 68, le tumulte des banlieues d'aujourd'hui, la rencontre, collision et collusion des nations et d'un monde qui n'est plus le leur qu'on appelle la mondialisation, le « libéralisme » enfin, qui est l'esprit du capitalisme contemporain et le fond de l'air de ce temps, seront les lieux de ce parcours.

« Nationalisme ! » sous la plume de BHL comme de trop nombreux folliculaires, l'érucciation en jaillit comme l'exorcisme du diable écumant nos villes et nos vies. C'est la mère de toutes les injures dont le nouveau philosophe égrène son chapelet depuis trente ans. La nation étant le berceau unique de ces faux jumeaux que sont la civilisation et la barbarie, il est tentant pour un imprécateur aussi bien abrité, chaudement enveloppé dans la fourrure prédicante des chattemites de se couler dans le piétinement théorique des pères de Mai à Paris. Quoi de plus facile à sonoriser que la dénonciation répétée des crimes, des délires, des désastres, des sottises accomplies depuis le commencement des temps par le nationalisme ? À la condition de s'abstenir soigneusement d'y mêler jamais quoique ce soit d'américain. « Il faudrait faire, écrit BHL dans le *Nouvel Observateur*, une généalogie de l'anti-américanisme. » Justement la généalogie de l'anti anti-américanisme de BHL serait peut-être décisive. La clé idéologique de sa sensibilité et de son caractère doit probablement gésir au fond de l'Atlantique.

Je ne perdrais pas mon temps, je l'ai dit, à disculper Jean-Pierre Chevènement des imputations d'archaïsme, de champion de la France et de l'Algérie de papa dont il est l'objet. Pas davantage et encore moins de la dérisoire et répugnante entreprise de diffamation par laquelle on tente de plaquer sur sa figure un visage de maurassien, apôtre de la France seule et imprécateur de la Gueuse que serait la République, d'inconsolable champion du colonialisme, lui qui, intellectuellement lié à Jacques Berque, aura été et demeure probablement l'homme politique français de gauche le plus populaire dans le monde arabe. Imputation particulièrement ridicule pour quiconque jette les yeux sur l'histoire de sa vie. J'ajouterais cependant qu'un homme aussi doué de ressources que BHL ne saurait dans sa dextérité avoir tout faux.

Lorsqu'il propose pour les casseurs de banlieue non pas une absolution plénière mais les circonstances atténuantes, et exténuantes, de la misère et du malheur social, il rend justice, heureusement avec quelques autres, à la vérité. Mais c'est précisément les carences d'une République dont BHL moque « l'invocation ressassée » que mettent en cause, comme l'avait justement remarqué Emmanuel Todd, jusque dans leur vandalisme ces jeunes déshérités. Jean-Pierre Chevènement les avait très exactement caractérisés comme des « sauvageons », ce qui n'avait pas manqué de lui attirer l'opprobre de certains commentateurs au vocabulaire restreint, et d'ailleurs incapables d'ouvrir un dictionnaire : sauvageon signifie jeune pousse non greffée. Quand il raconte avec candeur que Mitterrand l'avait expédié en commando tirer à vue sur les gens du CERES et tenter de faire imaginer auprès de lui une gauche de rechange il dit vrai. « Choisissez un bon angle d'attaque, raconte-t-il : après une inspection rapide des stocks en magasin, l'autogestion sembla faire l'affaire. » Je tentai justement alors d'être l'un des modestes importateurs de ce concept dans un groupe communément plus brocardé à cette époque – ce qui n'était pas entièrement pour nous déplaire –, comme celui des militants de l'État. Secrétaire national du Parti socialiste en 1973, j'appris un jour que BHL venait de descendre en flamme, dans une des réunions du groupe dit « des experts » composé par Mitterrand, un des textes que j'avais écrit sur l'autogestion non sans

tronquer, fausser la citation. Je me rendis à la prochaine réunion de ces experts, à laquelle je n'avais pas accoutumé d'assister, pour leur dire, et lui dire, que si je n'avais pas eu le plaisir de le rencontrer privément et de reconnaître en lui un charmant garçon – j'avais déjeuné avec lui sur l'initiative d'un ami journaliste, Jean-Marie Borzeix –, l'unique souvenir que j'emporterai de lui serait celui d'un petit faussaire téléguidé. Nous avons dû nous croiser deux ou trois fois depuis lors, la dernière dans un bistro en face des éditions Grasset ; il me proposa de prendre un café ou de déjeuner ensemble ; je lui ai répondu « certainement, mais rien ne presse ».

Plus intéressante sans doute que ces infimes anecdotes serait la réflexion que l'on pourrait faire sur les idéologies en suspension dans l'air du temps à cette époque. Une époque où la plupart peut-être des hommes politiques de gauche – mais quelquefois peut-être (serait-il possible ?) déjà un peu à droite – et presque assez souvent même un peu de droite tenait mordicus à s'être approprié la gauche, la vraie gauche, la seule gauche, comme un morceau de la vraie croix. Je me souviens d'une longue conversation que j'eus avec Michel Foucault au cours de laquelle j'effleurai une seconde l'existence de ceux que la presse avaient baptisés « les nouveaux philosophes ». Le commentaire de Michel Foucault fut un haussement d'épaules. Nous avons dieu merci deux épaules, l'une à gauche et l'autre à droite. Il ne faut pas abuser de l'usage du concept, en tout cas pas du mot de « totalitarisme ». Il me paraît néanmoins que ce n'est pas en forcer le sens que de dire qu'il y a dans l'impalpable atmosphère que l'on respire quelque chose comme cela : les milliards de miasmes de la bien-pensance, du politiquement correct, de cet impensé uni versel qu'on appelle la pensée unique pourront-ils nous laisser respirer autre chose ?

Autre chose ? L'effort de penser, donner à chacun qui s'en soucie, en partage : ce que nous appelons la République.

## GAUCHE/DROITE

Selon la vraie droite et la fausse gauche cette distinction « archaïque » devrait être rapidement appelée à disparaître. C'est entendu, l'une ne va que par et contre l'autre, mais le *hic* de ce *nunc* est de passer d'une évidence constatée à la chose décrite, puisque droite et gauche en tant que concepts tiennent pour ainsi dire leur existence d'une essence commune, celle d'être aux antipodes d'un seul et même monde, termes d'une unique contrariété, envisagée selon des perspectives opposées, symétriques, du bien commun.

Les définir cependant altère tout de suite cette symétrie, car la flèche du temps les départage dans une succession qui se renverse de l'antique au moderne : du chaos originaire (à travers la guerre des dieux) au calme olympien ; puis, à partir de la Révolution française qui vit naître comme on sait ces deux jumelles, la droite et la gauche, dans le berceau de la démocratie, de l'ordre ancien au mouvement dont la promesse n'est pas d'attendre la fin du monde pour créer – comme de toutes pièces – une nouvelle humanité.

Il est vrai que les partis de l'ordre et du mouvement ont toujours voulu capter la puissance des mythes du paradis perdu – renversement réciproque de l'alpha en oméga –, en les faisant basculer d'un bout du ciel à l'autre jusqu'à l'horizon de la Terre promise et qu'ainsi, à *rigoureusement parler*, la force du socialisme a toujours été et sera, quand il l'aura retrouvée, d'être d'un même souffle réactionnaire et utopique. Je le rappelle en ces termes pour me faire entendre de ceux dont la pensée se tient assez près du langage pour disputer, quand il y a lieu, au méchant goût du siècle le

sens des mots qu'ils emploient : « réactionnaire et utopique » ne veut pas dire sous ma plume « perdu dans la nostalgie de la lampe à huile et du patriarcat » ; cela veut dire au contraire opposer au faux réalisme d'un acquiescement indifférencié, ouvert – ou couvert – à ce que les nantis de l'existence et les anéantis de l'imagination en nomment sa réalité, le souci d'en prendre la mesure pour en secouer l'habitude et plutôt tenter, selon ce que dit Pindare, mais contre celui-ci, d'épuiser le champ des possibles, trop humaine manière d'aspirer à la vie éternelle.

Mais il appert que si la droite tient toujours pour commencer la tête du cortège il suffit que le défilé se prolonge pour apercevoir que gauche et droite ne sont pas, comme on le croirait d'abord, interchangeables. Elles se définissent moins en fin de compte l'une par rapport à l'autre que l'une et l'autre par rapport au monde et aux gens. Gauche et droite sont des êtres historiques dont on manquera toujours la rencontre en les réduisant à leurs concepts, les abstrayant pour ainsi dire de leur sens pour en naturaliser la vérité.

Au cours des années soixante-dix, le mouvement des idées a lentement substitué l'hégémonie d'une culture de droite, disons de restauration, à celle des cultures de gauche, disons de révolution. Cette évolution, à rebours du mouvement politique qui a déplacé à gauche pendant douze ans (1981-1993) une prépondérance perdue depuis vingt-trois, s'est maintenue à travers le passage du giscardisme au mitterrandisme ; il peut être considéré à cet égard comme un passage de témoin. Cette sorte de transsubstantiation de la gauche par la droite, du social-libéralisme au libéralisme social d'aujourd'hui en est le résultat. Il va sans dire que les termes de droite et de gauche dont il est fait ici usage, tant qu'il s'agit de décrire leurs fonctions dans les emplois que l'esprit du temps peut en faire, plutôt que dans un sens ontologiquement déterminé, sont des concepts-valises avec lesquels celui-ci ne cesse de se faire la malle.

## GOVERNANCE

Le mot ajoute-t-il grand chose à celui, riche de sens, de *conduite* ? Au premier entendu sans doute pas, la nuance peut être tout de même celle d'un enrobage supplémentaire des partis pris lentement surgis de l'océan profond de la politique, dont elle s'égoutte, majestueuse sur le tapis chatoyant de l'histoire. Le néologisme désigne une manière souveraine du capital contemporain, omniprésent dans nos vies quotidiennes, de battre monnaie. Et le souci de transformer en lagon l'immensité de l'océan social.

C'est le régime d'une administration qui se régale et se régule d'elle-même, gyroscopique, sorte d'administration qui se gouverne sans gouvernail et gouverne sans gouvernement. En somme, comme une harmonie pré-établie de la cité, l'administration dans l'absence – ou le silence – de la politique. Le modèle en est fourni par la structure en réseau de certains groupes capitalistes. La rhétorique contemporaine du libéralisme, qui se laisse aller à étendre l'usage du terme à l'administration des collectivités humaines, entend rapprocher celle-ci de l'administration des choses, parfois jusqu'à les identifier l'une à l'autre. C'est assimiler pour dissimuler. Comme jadis à Venise, le véritable pouvoir, le visage de ceux qui le tiennent et le retiennent, le pouvoir et ses sbires se promènent masqués.

L'emploi de ce néologisme s'est étendu comme une épidémie. Le mot, devenu chic, pullule sous des plumes bien-pensantes et presque civilisées.

Il y a dans la désinence du terme une consonance berceuse qui convie les populations à une

paisible somnolence. À faire la planche en somme, à quelques encablures des côtes de l'État, mais sans crainte de s'y fracasser ni de dériver vers le large : à mille lieues du risque océanique, c'est le sage cabotage de l'humanité d'un archipel à l'autre, de lagon en lagon. La gouvernance serait-elle l'imposture la plus éhontée et la plus réussie de pirates des mers du Sud, hors-la-loi reconvertis en *tour operator* ? Qui s'effraiera jamais à temps du trottement paisible d'une bonne gouvernance, cette dame de compagnie à qui les seigneurs de nos drogues confient leurs enfants en pension aussi loin que possible des gouvernements dévorateurs de progéniture ? Duègne chargée d'instiller un peu de religion à la jeunesse pour détourner nos regards des malfrats qui vaquent tranquillement à leurs trafics et s'affairent à en blanchir l'héritage, la gouvernance à satiété répète aux oreilles de la politique, si facilement émeutière : « Circulez, il n'y a rien à voir. »

## HUMANISME (de l'humanisme à l'humanitaire)

Hum ! Hum ! Mot de passe, amulette pour une reconnaissance dans l'espace et le temps de la vie assignée à notre commune humanité, mot porte-avions d'où la foi, l'espérance et la charité, ces trois sœurs théologiques prennent leur envol pour répandre aux confins de la terre les bienfaits de leurs vertus laïcisées, « humanisme » fait tinter à l'oreille comme le trousseau de clés de la langue d'Ésope. Transcendance autarcique indéfiniment poursuivie dans l'abîme de soi, ou généreusement espérée de la découverte du monde ? De toutes manières l'humanisme ne tire sa valeur, sa vérité ou son imposture, que d'un regard ouvert ou fermé sur le regard d'autrui.

Pour le meilleur : c'est le fil rouge toujours renouvelable de toutes les renaissances, à la rencontre de la douceur chrétienne et de la sagesse antique. Foisonnement des *humanités* qui porte de siècle en siècle l'héritage de leur sagesse et l'enthousiasme d'une confiance inventive.

Mais aussi pour le pire (ou le presque pire) : quelle manie dérisoire de nouer la cravate de l'humanisme au cou de quelqu'un dont on serait en peine de dire quelque chose, sauf bien sûr que, n'étant ni cruels ni malfaisants, ses propos et sa démarche glissent comme de l'eau tiède sans l'en laver sur l'inhumanité du monde ! C'est que l'humanisme est un nominalisme : il nomme des hommes à l'existence en les désignant, eux et leur trace, comme des porteurs d'humanité. Une humanité facilement confite dans la délectation de sa propre immanence, à jamais destituée du pouvoir sinon du désir d'inventer le monde de ses dieux. L'humanisme en demeure, comme un ciel vide, comme le déguisement et l'oubli de nos résignations. Transcendance autarcique indéfiniment poursuivie dans l'abîme de soi, ou généreusement espérée de la découverte du monde ? De toute manière, l'humanisme ne tire sa valeur, sa vérité ou son imposture que du regard ouvert ou refusé à celui d'autrui.

Ainsi l'humanisme sert-il souvent de tarte à la crème à la bien-pensance paresseuse des gens bien. Tout à fait déterminés à ne courir d'autre risque que celui, en l'espèce, et à la rigueur, de l'entartreur entarté. Il lui faut donc rester en bonne compagnie et choisir des projectiles inoffensifs. L'acharnement contemporain à construire une lucidité désespérée sur des débris d'histoire, ce qu'on appelle les matériaux d'une déconstruction de la nature humaine, renvoie l'humanisme en exil. Foucault ne doit pas faire oublier Camus, ni Lévi-Strauss Érasme.

Sur le versant d'hypocrisie dont on lui fait dévaler la pente, glissant sans s'arrêter sur le côté sombre du monde, l'humanisme, ainsi contrefait au fil des actions de grâce rendues à un monde

délivré du mal avant que de naître, égrène la litanie de la piétinante piété des repus du siècle, la sommeillante compassion des cœurs confits au sucre de la vie. C'est le sacrement de la réconciliation à la place de celui de la pénitence : une forme dévoyée d'humanisme voué au maniement systématique de l'euphémisation, qui cimente la bonne conscience des nantis. « Faire de l'homme la mesure de toute chose » et de cette immanence sa religion (comment d'ailleurs, si on y réfléchit un peu, comment en fin de compte faire autrement ?), c'est alors la manière pour qui refuse d'immerger sa raison dans le mystère de sa propre origine de prétendre frauduleusement en avoir été dévoyé. C'est la formule sacramentelle des accapareurs du drapeau du genre humain. Il n'est guère de ligne de partage des flots rhétoriques pour séparer nettement dans cet humanisme ainsi déployé, dévoyé, l'authentique du décoratif. Ne pas dire les choses pour ne pas les voir. En attendant le jugement des siècles (et parce que sans doute mieux vaut ne pas l'attendre indéfiniment), il nous reste celui de notre goût pour tenir lieu de jugement dernier.

Exploité souvent comme une circonstance atténuante de la sottise des bien-pensants, l'humanisme mérite mieux que de servir de chaise longue à leur paresse. S'il se sait orphelin de sa bonne conscience, il peut donner son drapeau au ralliement d'une levée en masse des volontaires de la résistance, de l'éternelle reconquête de la justice et de la fraternité oubliées d'un monde inhumain.

Ce qui n'a pas toujours été à la portée, semble-t-il, de tous les talents, tel Philippe Sollers par exemple ne craignant pas d'écrire<sup>27</sup> : « Humanisme et totalitarisme sont pensées étroitement liées : il y a en elles l'idée de ce fameux tout que formerait l'espèce humaine (...) C'est le culte du veau d'homme (...) Les dissidents sont d'abord des écrivains et l'écrivain, c'est ce qui se distingue de l'espèce humaine, ce qui ne se sent pas du tout homme. »

De l'humanisme à l'humanitaire la transition est comme celle de l'art à l'artisan, ou à l'industriel selon les cas. Rien de plus insupportable à l'âme sincère que l'industrie de sa mise en valeur par la compassion ostentatoire du malheur des autres. L'humanisme vrai doit la souffrir en silence, dans la pensée qu'à quelque chose le discours sur le malheur des autres sera bon.

## *Humanitaire*

On pourrait dire de l'humanitaire – du mot lui-même, des configurations morales, des entreprises et des institutions qu'il désigne – qu'il est le poumon d'acier du monde contemporain, un dispositif de respiration artificielle qui permet à l'humanité d'échapper à l'étouffement de sa propre barbarie. Ou de lui ménager l'espérance qu'elle peut y parvenir.

C'est un trouble dont l'intensité pressentie se tamise par l'habitude de l'abstraction qui naît du sentiment d'une monstrueuse humanité de l'homme, naturelle ou proprement contre-nature. Si la modernité en a renouvelé la grammaire, que d'abîmes n'ont cessé de border en contrepoint l'essor et le déclin de toutes les civilisations ! Alors que, du Siècle des Lumières au début du siècle dernier, la conviction s'était décidément installée d'un accomplissement séculaire, indiscutable, par l'espèce humaine de son humanité, à travers justement, à l'intérieur de chaque culture, le choc, la mêlée confuse, la décantation de la barbarie et de la civilisation. Ce que l'on pouvait appeler le progrès. Auschwitz et le goulag ont désormais semé le doute là-dessus. Peut-être que la mise en exergue de l'humanitaire dans l'esprit et dans le langage d'aujourd'hui est surtout la marque d'une hantise, d'un remord et de l'espoir de conjurer la conscience criminelle de notre temps. Et me

semble pathétique la coexistence contrastée de tant de vocations humanitaires véritablement pures d'hypocrisie sociale avec tous les rentiers de l'industrie de la mauvaise-bonne conscience du monde.

Cependant la conscience du crime n'est pas si claire que cela. Remarquons d'ailleurs que ce sont les fléaux de la nature, les catastrophes naturelles qui polarisent communément le mieux la sympathie, l'entraînement à la générosité qui font les grandes causes humanitaires. Même si c'est le mérite d'un regard écologique, qui se préserverait tout de même du strabisme *écologiste* à la mode, de penser à l'après-déluge.

## IDÉOLOGIE

Les idées des autres (dès lors qu'on ne les partage pas).

## INFORMATION.COM

### *Information*

Un de mes professeurs de khâgne à Louis-le-Grand nous conseillait de prendre garde qu'à l'intérieur de l'information l'*informe* se tapit. Ce qui nous rappelle justement que, dans la vie contemporaine, l'effervescence de l'information, la profusion apparemment illimitée de ses sources et l'exubérance de leur jaillissement continuel déjouent et neutralisent l'attention même de ceux qui veulent et qui peuvent y avoir accès. Mais les processus de décervelage, ou plus exactement du court-circuitage automatique de la raison, à partir d'une capacité d'entendement intacte, n'embraient plus soudain que dans le vide.

Constater la fréquence de ces désastres n'invalide en rien la vérité de la célèbre image hégélienne de l'homme contemporain : la lecture du journal est sa prière du matin. Un rappel et une reconnaissance de ses appartenances : un lieu, une tâche, une cité, une vocation.

### *point.com*

C'est entendu, la communication n'est pas la communion, dont elle implique même l'absence, ou le désir, mais elle marque en tout cas la décision de prendre acte de la présence d'un monde commun, de sa mémoire, et de l'existence des autres. À moins que, cela arrive, elle ne soit qu'une projection de la conscience de soi, hypertrophiée et malade du sentiment douloureux de sa solitude. Il y a quelque chose de comique et d'attendrissant dans la réserve plaintive logée si souvent dans l'éloge de la valeur de quelqu'un « qui ne sait pas se mettre en valeur ». Se mettre en valeur, soi-même ou ce que l'on représente et de toute manière ce que l'on vend, voilà bien l'aveu essentiel qui dévoile l'essence de la communication : la mise sur le marché, l'ensemble des opérations requises pour mettre sur le marché ce que l'on veut y vendre.

On m'objectera que la notion de communication peut être d'un autre usage que ceux qui s'attachent à des opérations ou à un environnement mercantiles, qu'elle est susceptible d'être affectée d'une valeur neutre, purement technique ou même affective en quelque sorte, en tout cas

étrangère à toute transaction marchande. « Il aime, il sait ou il ne veut pas échanger », dit-on maladroitement d'une personne qui n'échange pas ses idées contre du sucre, comme disait mon père, mais contre les idées des autres, ses émotions contre celles des autres, etc., et cet usage intransitif du verbe de l'échange montre bien que l'échange porté en quelque sorte à l'absolu, et toujours d'une certaine manière à l'incandescence, n'est jamais le lieu d'un marché mais plutôt le foyer d'un théâtre, théâtre non plus de la réciprocité des gains mais de la réciprocité des dons, théâtre d'une générosité réciproque.

## INTERDIT

Ce n'est pas le signe, la pensée ou le sens de l'interdiction qui occupent aujourd'hui, ni d'ailleurs dans le cours ordinaire du temps, mon imagination – même s'ils prêtent sans cesse comme chacun sait à méditer –, mais plutôt le mouvement du cœur, du corps et de l'esprit qui consiste d'ailleurs justement dans l'arrêt inopiné d'une démarche, suspendue au sentiment qui les traverse comme un rayon de soleil ou un coup de poignard. C'est sur le coup, sans savoir pourquoi, que je m'arrête, que quelque chose s'arrête en moi, me met en arrêt, une pensée, un sentiment, plus rarement une sensation que je n'avais pas vus venir et qui pourraient repartir comme (mais jamais tout à fait comme) ils étaient venus.

Que reste-t-il de l'interdit de l'interdiction, de l'interdit du défendu dans l'interdit du suspens ? Que celui-ci ne serait pas sans celui-là, dont il avait presque toujours le pressentiment et dont il avait plus ou moins intériorisé, parfois jusqu'au tabou, l'injonction. Mais la vraie force, la vraie beauté, j'oserai dire la vraie grandeur de l'interdit du suspens, celui qui met en suspens, c'est qu'il est l'instant vécu d'une conscience inattendue d'un morceau du monde, le moment d'une découverte neuve et instantanée du monde en personne. Et c'est le dire d'un non-dit que l'on pense y entendre. Rien parfois ne passe la beauté d'une femme interdite, surprise d'elle-même et comme étonnée dans un instant de grâce et de désarroi par l'éclatante irruption du monde, l'éclatement du temps ou l'éclair de l'amour.

## INTERNATIONALISME

L'internationalisme n'a pu paraître le grand frère vieilli et assagi de l'alter-mondialisme contemporain que par le paradoxe d'une collusion rétrospective, amortissant la collision de deux concepts contraires : au désir d'effacer les frontières succède celui de les transgresser. L'internationalisme d'hier s'est nourri de la conviction que l'appartenance au genre humain constituait une base suffisante pour fonder l'avenir politique de l'humanité, à moins que ce ne fût, dans la version rétrécie et passablement européocentrique qui était alors prépondérante, l'appartenance à la seule Europe elle-même.

L'internationalisme affirmait la certitude d'une humanité qui pense être tellement assurée d'elle-même, de ce qui la constitue et de ce qui la définit, que le souci d'établir son identité et de faire reconnaître les circonstances de son incarnation ne saurait l'effleurer ; au rebours de l'alter-mondialisme d'aujourd'hui, transi d'inquiétude sur le destin du monde et d'incertitude sur sa propre identité. Deux guerres mondiales, Auschwitz et le goulag ont remplacé l'internationalisme par l'alter-mondialisme dans le désir et le rêve des hommes. Ce qu'ils viennent de vivre de l'histoire du

monde ne leur a livré de l'internationalisme qu'un visage défiguré.

Et ce sont nécessairement les plus attachés à faire prévaloir le progrès sur l'ordre, plutôt que l'ordre sur le progrès, ce sont nécessairement les plus exploités et les plus bafoués, ou du moins ceux qui, reconduits de déception en déception, en prennent conscience qui, plutôt que de s'abandonner à un désenchantement définitif, tentent de renouveler de fond en comble leur stock épuisé d'espoir. La guerre, Auschwitz et le goulag ont quitté la scène du monde et sont entrés dans sa mémoire pour faire table rase de l'optimisme accumulé des deux derniers siècles.

L'internationalisme rêvé par les gauches européennes depuis la Révolution française reste un rêve ; un véritable internationalisme a bien été établi, il vient de droite ; ce n'est pas celui des prolétaires mais celui du capital mondialisé et il est l'œuvre de la financiarisation des économies.

C'est ainsi que l'alter-mondialisme, loin d'être le petit frère de l'internationalisme d'hier, ne peut en être désormais qu'un fils illégitime : celui qui commence à comprendre que pour être libérateur, l'internationalisme doit se libérer du sophisme qui l'emprisonnait dans l'illusion de la diabolisation de la politique, piège séculaire tendu par le capitalisme. Pour en résumer l'essentiel, l'État, qui est assurément le produit et l'expression d'un rapport de force, et donc jusqu'à présent d'une domination de classe, est à la fois et en même temps le lieu où se forment et cherchent à s'exprimer l'intérêt commun et la volonté générale.

## ISLAM

### *L'Islam de France, entre la théocratie et la République*

En choisissant pour thème de sa présente livraison les rapports de l'islam et de la laïcité, la revue *Confluences méditerranéennes*<sup>28</sup> se place d'emblée au cœur de la plus décisive des questions qui vont gouverner l'avenir de l'islam dans ce que l'on est convenu d'appeler sa rencontre avec la modernité. Décisive évidemment ici et ailleurs pour l'islam lui-même, mais également essentielle en France pour l'avenir de la nation. C'est de ce dernier point de vue que l'on proposera quelques réflexions sur un sujet qu'il est utile à notre sens d'éclairer au préalable par trois remarques. L'intégration des catholiques dans la République aura été depuis plus d'un siècle la pierre de touche de l'accomplissement de celle-ci ; il en est de même aujourd'hui et pour le proche avenir de celle des musulmans. Pour les uns comme pour les autres, ce n'est pas de l'intégration de leur religion qu'il s'agit mais de l'intégration civique de leurs coreligionnaires.

C'est ainsi que lorsque Jean-Pierre Chevènement indique que « l'islam doit prendre sa place à la table de la République », ce n'est pas la perspective périmée d'un concordat qu'il évoque. C'est à l'ensemble des Français qu'il rappelle que la société française doit offrir à ses concitoyens de religion ou de culture islamique des conditions qui répondent dans tous les domaines, y compris en ce qui concerne la pratique de leur culte, au principe de l'égalité inscrit dans la loi. Ce qui implique simultanément une action des pouvoirs publics conforme à cette exigence et l'adhésion des musulmans à cette laïcité à laquelle leur tradition, comme d'ailleurs celles d'à peu près tous les peuples du reste de l'Europe, les a peu préparés. On a prétendu que ses propres exigences, dans ce qu'elles entraînent notamment pour la neutralité de l'État, retourneraient en quelque sorte la laïcité contre elle-même en l'empêchant d'établir en faveur de l'islam une véritable égalité dans les conditions de la pratique d'une religion que le caractère récent de son implantation en France prive

d'un patrimoine cultuel et culturel comparable à celui des autres. Cette assertion n'est pas fondée et c'est notre troisième remarque : la francisation républicaine de l'islam en France pose fondamentalement les mêmes problèmes – bien qu'assurément dans des formes différentes qu'aux autres pratiquants. Ce n'est en tout cas pas au niveau des textes que le devoir d'impartialité de l'État à l'égard des divers cultes appellerait en quelque sorte une discrimination positive. Il n'est pas vrai en particulier que l'acculturation des musulmans à la laïcité, et plus précisément l'organisation de leur culte dans le cadre des institutions républicaines, seraient plus faciles (par exemple en raison de l'absence d'un véritable clergé) ou plus difficiles (par exemple en raison de l'absence ou de la fragilité des phénomènes de sécularisation dans les sociétés du monde musulman) qu'elles ne le furent et, sans doute à certains égards, ne le restent pour des catholiques, des protestants et des juifs. Mohammed Arkoun a souvent coutume de dire que les musulmans ressemblent à des protestants dans leur rapport avec la religion, à des catholiques dans leur rapport avec la politique. S'il est vrai qu'aucune Église, aucune religion n'a trouvé la laïcité dans son berceau, l'islam, religion sans véritable Église – sauf sans doute dans son rameau chiite – n'a pas lieu de craindre plus qu'une autre d'y trouver son tombeau.

L'intéressant colloque organisé il y a près de dix ans par la faculté de théologie protestante de Montpellier montre assez bien comment certains catholiques et certains protestants se retrouvent dans une laïcité prétendument introuvable<sup>29</sup>. C'est Emile Poulat qui, après avoir annoncé comme imminente sa manière à lui de la définir, se contente de nous dire (constatant, il est vrai, quelques inconséquences institutionnelles et françaises dans la déclinaison du principe) que « le grand paradoxe de notre laïcité institutionnelle, c'est donc qu'elle permet tout et le contraire de tout »<sup>30</sup>. Et c'est encore Jean Baubérot qui, en guise de définition de la laïcité, nous en propose trois<sup>31</sup>. Emile Poulat le dit donc fort bien à cette occasion : « Nous nous sommes laissés aller depuis déjà longtemps à des facilités de langage<sup>32</sup>. »

Dans un débat où l'approximation est rarement absente, l'imprécision continuelle dans l'usage d'un concept dont il serait facile de déterminer le sens (sinon de l'accomplir) peut aller jusqu'à brouiller la vue des plus convaincus, comme pour un kaléidoscope manié comme une longue vue. Y trouve aussi son compte, nous le verrons, le dogmatisme masqué de ceux qui confondent pluralisme et confusion. Tariq Ramadan<sup>33</sup> ne craint pas d'écrire que la laïcité « résonne souvent dans l'esprit de l'Occidental (sic) comme un synonyme de liberté, quelles qu'en soient ses différentes acceptions parce qu'elle reste une référence centrale (...) qui investit la conscience du plus impératif des droits : le droit de choisir ». C'est apparemment parler d'or, mais nous verrons qu'à feindre tant d'incertitudes sur ce que laïcité veut dire, ce n'est sûrement pas l'esprit de libre examen que l'on conforte. Il arrive qu'à la revendication de la liberté de dissidence se mêle parfois comme une nostalgie d'orthodoxie rentrée.

Comment faire pourtant reproche dans de telles conditions à des musulmans qui veulent accorder en France leur foi et, le cas échéant, la pratique de leur culte aux institutions laïques de la République de ne plus toujours très bien savoir à quel sain principe se vouer ? On ne peut que louer, à ce propos, la Ligue française de l'enseignement d'avoir créé une « commission d'études islam et laïcité », même s'il arrive sans doute à quelques-uns de ses membres d'assez mal se dépêtrer du salmigondis qu'ils prétendent parfois lui servir pour viatique. Comment vraiment en vouloir à l'un de nos plus jeunes et cependant des plus instruits théologiens, de surcroît manifestement averti du véritable caractère de l'esprit laïque, d'avoir écrit : « Le musulman de France est appelé matin et soir à faire preuve de son adhésion à la laïcité, sans laquelle sa citoyenneté reste sujette à caution.

Mais le premier obstacle auquel se heurte le musulman désirant s'adapter à la laïcité est l'imprécision du concept, ainsi que l'absence d'une définition faisant l'unanimité. Avec toute la bonne volonté possible, comment s'adapter à ce que l'on n'a pas encore identifié ?<sup>34</sup> »

Pourquoi rappeler aujourd'hui la manière dont se présente la question de la laïcité en général avant d'aborder la question de l'islam ? Pour trois raisons : certains ne laissent pas de tenter de tirer argument du caractère récent de l'implantation de l'islam en France pour plaider la cause d'un renouvellement du soi-disant pacte de la laïcité, c'est-à-dire de la loi de séparation des églises et de l'État du 9 décembre 1905 dont les dispositions concernaient pour l'essentiel la religion catholique. La laïcité n'étant pas un pacte mais un principe ou, si l'on préfère, un principe inhérent au « pacte républicain », cette approche dénote simplement l'envie de réduire la laïcité à l'amalgame qui s'est opéré en Europe entre la sécularisation et le communautarisme. Ce qui ne peut aller justement qu'à la détruire, certains comptant bien d'ailleurs trouver quelque secours dans l'air du temps pour engager notre pays dans une « laïcisation redéfinie » (qui) « viserait à ramener la France vers une moyenne européenne<sup>35</sup> ».

Il arrive aussi que ce travail de sape prenne un tour plus franchement conceptuel, quoique toujours un peu dissimulé ; écoutons là-dessus Emile Poulat<sup>36</sup> : « On dit que la Séparation a privatisé la religion. On pouvait le dire en 1905 mais on ne peut plus le dire en 1990 (...). En 1905, on opposait le public et le privé. En 1990, cette opposition n'a plus la même pertinence.

Pourquoi ? Parce que, entre temps, est apparu un tiers espace, l'espace intermédiaire des associations qui s'est développé dans la foulée de la loi de 1901 (...). Pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, les sociétés ouvrières et les organisations catholiques ont lutté pour obtenir la liberté des associations. (...) Il a fallu attendre 1901 (...). Quand on parle de privatiser Renault, ou une banque, les renvoient-on à la vie privée ? Non, on les sort de la sphère étatique (...). Mieux vaut parler de sphère étatique que publique, mot trop équivoque à l'heure actuelle. »

Il suffit en effet de réduire le champ du privé à l'individuel, de confondre public et collectif pour diluer jusqu'à la rendre inopérante la séparation du public et du privé. Confusion tout de même assez étrange en France et plutôt dans les habitudes de Wall Street ou de la City de Londres quand elles annoncent qu'une société commerciale devient publique au moment où elle place en Bourse son capital ou une partie de celui-ci...

Si ce rapprochement irrévérencieux que nous nous permettons de noter grâce au hasard des mots – mais celui-ci existe-t-il vraiment ? – entre l'économie sociale, le capitalisme anglosaxon et une exégèse de la laïcité d'aujourd'hui faite par un catholique romain peut paraître insuffisamment heuristique, il pourrait nous aider tout de même à constater que les impatiences suscitées par les règles et les disciplines de la laïcité – quelle que soit la famille de pensée de celui qui les exprime – sont au fond toujours liées à une dévaluation du politique, au refus de détacher en quelque sorte l'appartenance civique dont chacun dispose (ou devrait disposer) de toutes celles qu'il peut tenir d'une société, d'une culture, d'une religion qui sont évidemment les siennes. Remarquons à cette occasion comment, loin d'être chez eux hors d'usage, le mot de citoyen ne peut retrouver quelque substance chez ces mélangeurs d'appartenances qu'une fois mis pour ainsi dire à toutes les sauces et dégradé en adjectif... Lorsque tout est devenu citoyen, c'est que l'on a perdu les clefs de la cité. L'intelligence de la laïcité, il est clair que certains veulent l'obscurcir non pas parce qu'elle leur fermerait l'accès de cette pluralité d'appartenances à l'intérieur desquelles se tient chacun d'entre nous – ne fût-ce que pour pouvoir en dépasser par sa liberté le cercle – mais parce qu'ils refusent de libérer vraiment, de tenter de libérer la communauté politique, l'espace pleinement civique (en tout

cas dans sa forme) de la nation des adhérences de tous les communautarismes, de l'inertie de l'épaisseur sociale et des cultures sans lesquelles sans doute cet espace ne serait pas ce qu'il devient mais qui ne trouve son sens et sa légitimité, qui ne se constitue que dans l'entreprise de leur dépassement. S'il y a bien, c'est vrai, une tension vers la transcendance dans la laïcité – ce qui explique assez qu'elle puisse être ressentie comme peu supportable à plus d'un homme de religion – c'est, comme le dit à peu près Régis Debray, qu'elle consacre la liberté et le risque d'une désacralisation. Le communautarisme n'est pas soluble dans l'homéopathie.

Masquées ou plus franches, la plupart de ces critiques communautaristes de la laïcité – et elles le sont au fond à peu près toutes – enveloppent la même illusion, la même erreur et le même appât : l'illusion est que l'avenir de l'islam en France ne peut qu'être communautariste ; l'erreur est qu'il pourrait conforter ainsi une involution européenne de la laïcité française (si l'on peut hasarder ce pléonasme) ; l'appât consiste à faire valoir que le développement d'un islam communautaire serait le meilleur ou le seul antidote du communautarisme « radical » des islamistes. Cet argument, comme d'ailleurs tous ceux qui viennent d'être brièvement mentionnés, trouve naturellement un certain écho chez les musulmans en France et en Europe, écho notablement relayé par certains idéologues dont le plus notoire est sans doute Tariq Ramadan, déjà cité. Celui-ci se fait en effet le champion d'un islamisme légaliste de type salafiste<sup>37</sup> qui prétend définir « une troisième voie », entre « l'assimilation et l'insertion », que son auteur n'hésite pas à désigner comme celle de l'intégration. Il suffit pourtant de lire ce sociologue pour se rendre compte à quel point il s'attache à dénaturer le sens des termes qu'il emploie. Il se revendique comme laïque, mais ne reconnaît cette valeur qu'à la moitié du monde et s'emploie à tirer pour celle-ci les conséquences les plus étendues de ce qu'il appelle lui-même une lecture englobante de l'islam. Dans le droit fil des Frères musulmans, qui avaient pour slogan « le Coran est notre Constitution », dont il a quelques titres à se déclarer l'héritier, mais à la différence d'autres réformateurs, tel Mohammed Abdoh, contre la grande tradition de la pensée intellectuelle et laïque musulmane des mutazilites, et de nos jours celle du bel héritage de la spiritualité soufie dont l'Algérien Cheikh Khaled Bentounès est l'exemple, il s'acharne à renvoyer la laïcité à sa relativité historique pour maintenir en fait la légitimité de la présence de l'islam comme d'ailleurs des autres religions dans l'espace politique. Assez habile, pour ainsi dire, pour revendiquer « un droit à l'identité » en guise de droit à la différence, mais sans laisser le moindre doute qu'il s'agit en fait d'exiger au nom de l'islam un véritable statut personnel pour les musulmans de ce pays, la manière dont il commente le port du voile à l'école et les conséquences qu'il entend en tirer ne laissent aucun doute sur le sens de la « laïcité ouverte » qu'il invoque : « Il n'est pas interdit » de suivre les cours de biologie, et de la même façon, la gymnastique n'est pas interdite en soi aux jeunes musulmanes. Il faut, dans ce dernier cas, discuter des aménagements possibles... »<sup>38</sup>. « Les cours de biologie peuvent contenir des enseignements qui ne sont pas en accord avec les principes de l'islam. Il en est d'ailleurs de même des cours d'histoire ou de philosophie. Il ne s'agit pas de vouloir en être dispensé. Bien plutôt, il convient d'offrir aux jeunes en parallèle des cours de formation qui leur permettent de connaître quelles sont les réponses de l'islam aux problématiques abordées dans ces différents cours. Ce serait là un vrai facteur d'enrichissement. » Le moyen serait aussi, bien sûr, de donner à l'islam salafiste un droit de contrôle idéologique sur l'école qui ne laisserait rien à désirer aux législateurs américains des États de la « Bible Belt »...

Le communautarisme de Tariq Ramadan s'avance masqué. Cette prudence, pour employer un euphémisme, est sans doute un hommage à l'enracinement républicain et laïque de ce pays. S'il est

regrettable qu'au-delà de l'écho qu'il doit en partie à son talent, Tariq Ramadan trouve quelques relais sinon quelques porte-voix si j'ose dire dans d'autres paroisses que les siennes, c'est évidemment le sentiment de la dérélition et de l'injustice auxquelles est exposée une partie des jeunes générations issues de l'immigration qui donne à cet écho un certain retentissement.

C'est donc à la société française dans son ensemble et à l'État de lui laisser le moins d'espace possible, non pas pour s'exprimer bien sûr mais pour retentir. La complaisance témoignée ici ou là à l'égard du communautarisme est, dans une large mesure, l'effet d'une mauvaise conscience de la République : comme si le premier terme de sa devise lui permettait d'effacer la trace de ses manquements aux deux autres. De toute manière, c'est aux musulmans de ce pays de choisir. Et il y a bien des raisons de leur faire confiance. Le gouvernement de la République est aussi, de quelque manière, responsable de cette confiance. C'est donc aussi par rapport à cet enjeu qu'il convient d'apprécier ce que doivent être le regard et la démarche de la République à l'égard de l'islam.

### *Éléments d'une autogestion républicaine de l'islam en France*

En choisissant de mettre la question du voile à l'école au centre de la bataille qu'il mène, le communautarisme islamique a fait un pari, peut-être obligé, qu'il a déjà perdu. Sans doute a-t-il pu compter et compte-t-il parfois encore sur la pusillanimité de quelques gouvernants ou de quelques magistrats qui se déchargent facilement de la responsabilité qu'ils devraient assumer sur des directeurs d'établissements ou sur les enseignants eux-mêmes. Mais les courants communautaristes jouent contre la puissance d'intégration de la société française où le désir d'émancipation des filles des familles musulmanes trouve appui. Sans doute la sorte de revendication identitaire exprimée ou non par des parents, manipulés ou non, avec leur connivence et parfois contre eux, continue-t-elle d'être nourrie par tous les facteurs dont les journalistes désignent le résultat sous le nom de « mal des banlieues ». Le nombre des jeunes filles qui persistent à vouloir se voiler à l'école, s'engageant ainsi sur la voie d'une épreuve dont elles seront de toute manière victimes, ne varie guère depuis quelques années. Si l'on considère l'acuité de la crise sociale et les lésions qui en résultent, ce symptôme, très peu satisfaisant, ne devrait pourtant faire perdre la tête à personne. Pas seulement parce que ce symbole de l'inégalité des sexes devient à ce point aujourd'hui celui de l'oppression de l'un par l'autre qu'il reste plus que jamais ce qu'il a été depuis des générations : un des enjeux des luttes d'émancipation menées en terre d'islam. Mais aussi, comme la très grande majorité des familles de culture musulmane le savent, parce que le port du voile serait demain autant un obstacle à l'intégration professionnelle des jeunes filles qu'il l'est aujourd'hui à leur intégration scolaire. Comme le dit très bien Soheib Bencheikh<sup>39</sup> : « Il est vrai que le Coran prescrit le voile pour la femme d'une manière claire et sans équivoque (...). Mais ce sujet requiert plusieurs précisions (...). Le voile est prescrit par toutes les religions dites révélées (ce n'est donc pas, en soi, un caractère distinctif de l'islam). La deuxième précision porte sur la signification du voile dans l'islam. Ce n'est pas un signe religieux (...) L'islam par nature refuse tout signe (...) Le voile n'a donc ni mystère ni signification dogmatiques ; il est une pièce de vêtement profane recommandée pour des raisons de pudeur (...). La troisième précision concerne la manière dont cette affaire a été traitée où, malgré les apparences, l'islam était le grand absent. Cette affaire se règle mieux à mon avis dans un débat islamo- islamique que par décrets ou circulaires qui sont de plus en plus trop nuancés et flexibles, se prêtant à toutes les interprétations. Paradoxalement, ce qui préserve aujourd'hui la

personnalité et assure l'avenir de la jeune fille, c'est l'école. C'est en s'instruisant que la femme peut se défendre contre toute atteinte à sa féminité et à sa dignité. Aujourd'hui, le voile de la musulmane en France, c'est l'école laïque, gratuite et obligatoire (...). »

### *Une politique républicaine de l'islam*

Si la loi et plus généralement l'intervention publique doivent être aussi économes que possible dans le gouvernement des mœurs, elles ne peuvent évidemment pas s'interdire toute intervention dans leur domaine. Et c'est le versant positif de l'exigence que comporte la laïcité qui peut y conduire. Le respect de la plupart des interdits alimentaires, notamment chez les jeunes, répond souvent autant ou plus aux besoins culturels d'une reconnaissance identitaire qu'au seul respect des prescriptions religieuses. Les pouvoirs publics, qui n'ont pas à s'en faire une règle, s'efforcent à juste titre d'en tenir compte notamment dans les cantines des écoles, des hôpitaux et des prisons. Il faut démentir également l'erreur qui impute à la loi de 1905 un prétendu empêchement pour l'État ou les collectivités territoriales de toute implication financière dans les activités religieuses. La loi interdit de financer toute charge qui touche directement au fonctionnement régulier d'un culte. Toutefois, depuis 1961, les collectivités territoriales peuvent garantir des emprunts souscrits en faveur des investissements nécessaires à des activités religieuses ; les communes depuis toujours peuvent céder en bail emphytéotique pour un franc symbolique des terrains destinés à la construction d'édifices cultuels ; l'État ne doit pas manquer d'encourager les municipalités à le faire et l'on constate qu'une proportion croissante d'entre elles y sont disposées. Enfin, l'État a parfaitement le droit de financer – il en a même le devoir, en vertu du principe de l'égalité des citoyens devant la loi – des activités religieuses qui répondent au besoin de catégories particulières de la population : c'est le cas des aumôneries dans les armées et surtout dans les prisons. Des efforts plus importants ont été faits dans ce sens ; ils sont encore insuffisants. Cependant, le problème du financement de l'islam en France ne trouvera de réponse vraiment satisfaisante qu'à partir du moment où les musulmans sauront le prendre eux-mêmes en charge, notamment par le moyen d'une fondation à laquelle les autorités publiques pourront prêter leur encouragement et leur appui. C'est seulement ainsi que l'on verra se réduire progressivement le rôle du financement étranger de l'islam en France dont on connaît l'ampleur, ainsi que les divisions, les rivalités et trop souvent les risques de corruption qu'il comporte. On sait qu'un grand nombre des musulmans établis en France, et d'abord parmi eux ceux qui s'attachent à les représenter, mettent volontiers au premier rang de leurs revendications celle d'une véritable institution de l'islam français, c'est-à-dire d'une instance représentative de cette religion, dans la diversité qu'elle comporte en France. Une telle revendication est tout à fait fondée en elle-même, mais c'est évidemment à eux-mêmes d'abord et surtout à eux-mêmes que les musulmans auront à s'adresser. La République n'y a jamais été indifférente et certains de ses gouvernements s'y sont essayés. S'ils n'y sont pas parvenus, c'est sans doute que la question de la représentativité des uns ou des autres et les rivalités qu'elle entraîne l'ont emporté trop irrésistiblement sur le souci du bien commun. C'est sans doute aussi que la grande masse des musulmans ont en tête, y compris en ce qui concerne la place et le rôle de leur religion, des préoccupations plus pressantes, et qu'il n'est pas sûr qu'ils se sentent toujours convenablement représentés par les notabilités qui prétendent parler en leur nom. Ce fait est évidemment une raison qui doit porter les pouvoirs publics à encourager l'institution d'un islam de France par les musulmans eux-mêmes. C'est le sens des consultations que Jean-Pierre Chevènement

avait engagées avec les principales associations, mais aussi avec un certain nombre de personnalités concernées, et dont on voit, sans surprise, combien de temps et d'efforts les fruits requièrent encore pour mûrir. La préoccupation la plus essentielle d'une politique républicaine de l'islam en France est d'ouvrir le mieux possible aux musulmans un accès laïque à leur propre culture. On se souviendra peut-être que Jacques Berque, dans un rapport remis en 1985 au ministre de l'Éducation nationale de l'époque, avait préconisé le développement d'un enseignement des langues minoritaires arabe et portugaise dès l'école élémentaire pour donner aux plus jeunes générations issues de l'immigration de meilleurs moyens de maîtriser l'amalgame de leur culture familiale et de leur culture d'élection. Et c'est pour donner aux musulmans cet accès laïque à leur propre culture, ou à une composante importante de celle-ci, pour leur donner également un signe de reconnaissance de l'apport culturel dont ils sont eux-mêmes les vecteurs dans le creuset d'une culture commune de la nation, qu'on a souhaité confier à l'université l'établissement d'une école nationale d'études sur l'islam et sur les sociétés du monde musulman. Cette structure devrait comporter un enseignement ouvert à des auditeurs libres et à des stagiaires sur les principales questions que pose la rencontre de l'islam et de la modernité dans notre pays, tout en restant ancrée, dans son versant le plus classique, sur les filières d'études et de recherches de l'histoire de la civilisation islamique. Il ne s'agira donc pas d'une faculté de théologie destinée à former des imams : si l'exégèse coranique tient nécessairement une place décisive dans l'islam, quelles qu'en soient les déclinaisons historiques, le texte sacré y sera considéré comme n'importe quel autre, à la lumière des méthodes rigoureuses de la philologie, de l'histoire et de l'histoire du droit. On peut considérer toutefois que, dans la mesure où des étudiants musulmans de cette école ont une vocation religieuse, ils y trouveront une base d'étude qu'ils pourront compléter dans des écoles pastorales qu'il appartient aux musulmans d'organiser auprès de leur mosquée. C'est ainsi qu'avec le temps l'islam de France pourra trouver dans ce pays les conditions qui lui permettront d'y former et d'y recruter directement ses imams.

## LAÏCITÉ

Rien de plus étranger à la philosophie spontanée d'une religion, quelle qu'elle soit, que de penser la pluralité des mondes. Ceux-là mêmes qui prennent soin de rendre à César ce qui est censé lui appartenir, ne fût-ce que pour maintenir dans la conviction des peuples l'histoire sous la juridiction du plan de Dieu et préserver la théodicée de tout jugement qui ne serait pas le dernier, n'ont pu ressentir autrement la sécularisation des sociétés et des États, identifiée à tant d'égards au mouvement même de la modernité, que comme la fracture d'un univers : longtemps refusée, puis soufferte et finalement de plus ou moins bonne grâce consentie.

De plus ou moins bonne grâce : ce qui sépare la marche du temps de l'éternité ne va jamais de soi et s'il est vrai que nombre de catholiques, et non des moindres, ressentent comme une grâce un désenclavement réciproque de l'Église et du siècle, poussé en France plus loin qu'ailleurs, s'il est tout aussi vrai que dans toutes les religions monothéistes surviennent des réformateurs qui en appellent à une interprétation plus authentique de leur foi, leur ralliement ou celui de leurs successeurs à ce qu'ils appellent par convenance et à tout hasard laïcité tient parfois davantage au degré zéro de tolérance qu'ils revendiquent pour eux-mêmes qu'au souci de rendre universellement disponible l'accès à la vérité que devrait ouvrir à chacun l'exercice de la raison.

Mais que faut-il entendre exactement par laïcité ? Le flou artistique qui règne à ce propos,

soigneusement entretenu par nombre de ceux qui l'évoquent, semble souvent en apparence le concept, dans cette indétermination masquée d'évidence péremptoire, à celui par exemple des mathématiques, cette science, selon la très sérieuse boutade de Bertrand Russell, « où l'on ne sait jamais de quoi on parle, ni si ce qu'on dit est vrai ».

La réponse est d'une simplicité qu'on n'aura pas l'impertinence de qualifier de biblique, mais qui peut à mon sens éviter à tout citoyen de bonne volonté, croyant, pratiquant ou non, de laisser noyer le poisson sous leurs yeux.

### *La laïcité est une morale de la pensée*

La laïcité n'est pas la tolérance ; la laïcité n'est pas la liberté de conscience ; la laïcité n'est pas la reconnaissance d'un libre et paisible exercice des cultes religieux ; la laïcité ne se réduit pas à l'addition de ces exigences d'une sécularisation que bien évidemment elle implique. La laïcité est simplement l'application de l'exigence de l'égalité au monde de l'esprit, c'est-à-dire qu'elle consiste, pour employer des termes d'autrefois, dans l'exercice de la raison « naturelle », ouvert à tous et dans tous les domaines de l'opinion, de la croyance et de la science. La laïcité n'est donc pas seulement cette sorte de vertu théologique négative qui permet de signer l'armistice des guerres de religion et d'organiser l'existence pacifique des croyances ; elle est la co-exigence positive du libre examen. C'est ainsi qu'elle institue comme un devoir pour la Nation l'apprentissage de l'esprit critique dont l'école doit se charger pour préparer les enfants à assumer leur responsabilité de citoyen. En cela la laïcité est consubstantielle à la République et l'école le lieu même de sa pédagogie (sans que cette pédagogie se confonde avec la démocratie dont elle n'est que la première des conditions de possibilité). La laïcité implique donc la récusation de tout argument d'autorité, parce qu'elle réclame une argumentation qui ne se place en fin de compte que sous *la seule juridiction de la raison*. Cela ne veut pas dire qu'elle consiste le moins du monde à méconnaître par principe la valeur des traditions, comme la présence des préjugés qu'elle comporte, le respect qui s'y attache ; mais ce ne sont justement que des *préjugés* ; la raison laïque à l'intérieur de son propre débat a le devoir de s'abstenir de reconnaître l'autorité d'aucune tradition, si enracinée et respectable soit-elle. Le trait décisif de la laïcité est donc, répétons-le, d'être une morale de la pensée (en deçà de la séparation de l'État d'avec toutes les Églises), en-deçà même de la séparation catégorique qu'elle institue entre l'espace public et l'espace privé où la pluralité qu'elle implique dans laquelle l'un et l'autre peu vent se décliner (l'école n'est pas une agora, ni un parlement, ni un autobus), les partis politiques, les Églises constituées forment des associations particulières, qui resteront toujours des associations de particuliers. La laïcité exige du débat civique qu'il ne reconnaisse pour autorité légitime que celle de la raison. Cette raison que l'on disait naturelle, c'est-à-dire communément partagée.

Comme l'a très bien dit Régis Debray<sup>40</sup>, la démarche de la laïcité consiste à refuser de donner droit de cité au fait social, c'est-à-dire à dénier à celui-ci qu'il puisse prétendre par lui-même, a priori, à une quelconque légitimité politique, par la raison même que la cité n'est pas la société, ni le peuple la population, n'étant susceptibles d'être produits à partir de l'une ou l'autre comme espace civique que par l'opération du débat public impliqué par le suffrage universel.

S'il convient de nous attarder un instant, en ce qui concerne la laïcité, sur une élucidation nécessaire de *ce que parler veut dire*, c'est que l'usage par trop chatoyant et imprécis d'un concept qui fait l'essence même de la détermination républicaine du politique le détruit, détruisant par là la

possibilité dans la France d'aujourd'hui de poser correctement la question de l'intégration civique des musulmans, comme elle le fut naguère pour d'autres. Ce qui est exactement en France le propos à demi inavouable des tenants européens de ce communautarisme larvé dans lequel certains aggiornementistes fraternisent, dans une connivence insidieusement cléricale dont on souffrira ici qu'on mette la confusion en lumière.

Encore une fois, quels que soient les méandres, dédale de bras morts qu'une généalogie de la laïcité découvre à ceux qui prennent soin d'en remonter le cours, la séparation des Églises et de l'État à quoi paraît trop sommairement se résumer pour l'essentiel l'institution française de la laïcité découle d'une seule différenciation vraiment catégorique, celle qui disjoint l'espace public des espaces privés ou plus précisément, puisqu'il existe des espaces publics de plusieurs sortes, un espace civique, quel qu'il soit, de tous les autres. Ainsi, cette séparation du public et du privé a autant pour objet de protéger celui-ci de la mainmise de celui-là que celui-là de l'influence de celui-ci, autant pour effet, lorsqu'elle est exactement comprise et appliquée, de garantir effectivement la liberté de conscience et celle de ses modes d'expression que la neutralité et l'impartialité de l'État qu'elles impliquent. Il faut ici dire clairement que la pente prétendument totalitaire de l'esprit laïque que certains veulent discerner dans l'histoire républicaine est un leurre et sa dénonciation un camouflage, dans le meilleur des cas celui d'un ralliement mal ressenti et dans le pire une guérilla inavouée.

Il a existé bien sûr et il existera toujours ce que certains défenseurs modernes et masqués d'une autorité cléricale aiment à nommer des *intégristes de la laïcité* et que je préférerais appeler *dévots de la raison* ou *sectaires de la tolérance*. Tout cléricalisme peut susciter une sorte de fanatisme homéopathique chez ceux qui le combattent en doctrinaires, une sorte de crispation intellectuelle et morale faisant oublier qu'une cléricature peut en cacher une autre lorsqu'elle réussit à déplacer ses adversaires sur son propre terrain. La laïcité consiste moins à penser contre un cléricalisme qu'à penser en dehors de celui-ci et de tous les autres. Ceux qui ont cru discerner dans la laïcité « une religion sans religion » où l'éducation tiendrait en quelque sorte le rôle de la foi ont peut-être raison de soupçonner, tout au bout du processus de rationalisation du lien social, quelques traces ineffables de transcendance. Mais ils auraient tort de feindre d'y lire la possibilité de rétablir une continuité catégoriquement rompue – depuis Spinoza ! – entre la recherche de la vérité, ou celle du bien commun, et l'évidence d'une révélation. Il existe en France, dans toutes les religions, suffisamment d'hommes de foi vraiment croyants et parfaitement laïques pour en témoigner.

Il y a donc quelques raisons de tenir pour suspectes les multiples candidatures à la réforme de la laïcité qui s'attachent alternativement, sous prétexte d'en rendre plus navigable le cours, à en redéfinir le concept ou à le reléguer dans les mystères de l'indéfinissable. Il est assurément nécessaire de réexaminer la portée d'un principe à travers les modalités et les conséquences de son institution. Encore faut-il, si l'on veut en éprouver la valeur à la marche du temps, avoir exactement reconnu son point de départ. On peut applaudir à la pacification progressive du dialogue renoué au cours de ce siècle entre l'État et les Églises autour de l'institution de la laïcité, mais lorsque l'on entend tel ou tel porte-parole éminent des autorités religieuses demander que l'on en redéfinisse le principe, tel ou tel théologien ou commentateur hésiter sur son sens pour plaider la nécessité d'en renouveler les compromis et d'en modifier l'application, prétendre opposer « une laïcité de combat » à « une laïcité de cohabitation », comme on opposerait des principes à des circonstances, il n'est pas inutile de rappeler aux Français que puisque la République, constitutionnellement et

constitutivement enceinte de la laïcité, ne saurait l'être plus ou moins, c'est à eux qu'il revient en conscience de se faire plus ou moins républicains.

En bref, dans la mesure même où l'institution de la laïcité est celle d'une liberté de conscience, effectivement et activement poussée jusqu'au bout (au-delà par conséquent d'une simple liberté religieuse qui laisse intacte la confusion des genres entre le public et le privé), on ne garantit pas le pluralisme au moyen d'une laïcité à la carte. Ceux qui prétendent aujourd'hui encore renouveler les termes de ce qu'ils appellent le pacte laïque témoignent simplement de la difficulté qu'ils ont à s'y sentir à l'aise. S'ils en sont toujours à disputer du principe, c'est dans la vue, mais non dans l'aveu, de ne trouver avec lui que ces sortes d'accommodements qui valent le temps d'un armistice. C'est une pente qui ne favorise pas dans l'État un usage vraiment dynamique des institutions qui a permis jusqu'à présent, sans s'interdire quand il le faut des aménagements nécessaires, de faire de la laïcité ce ciment civique relativement solide quoique, il faut bien le dire, relativement encore brut de décoffrage, que tout le monde invoque désormais.

### **LIBÉRALISME (NÉO)**

*Le libéralisme, c'est la mise entre guillemets à la française du capitalisme*, parce qu'en France, il est difficile d'évoquer celui-ci sans avoir le réflexe d'opérer une distanciation, une distinction de bon aloi dans l'usage nécessaire des gros mots. Exaltation quasi mystique des boulimies ordinaires, s'y découvre une Cène sublime mimée par les marchands. Leur première escroquerie est bien sûr d'en avoir dressé les tréteaux dans le Temple pour placer les éventaires de leur petit commerce sous le fronton de la liberté. De la liberté du commerce au commerce de la liberté.

Le libéralisme a le génie du défrichage ingénu de la sottise, cet efficace envoûtement de l'exploitation de l'homme par l'homme : « La crise a fait exploser les derniers résidus idéologiques du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, ceux qui opposaient l'État au marché et le capitalisme au socialisme », ne craint pas de dire François Fillon (à l'université d'été de l'UMP à Seignosses, le 7 septembre 2009).

Parfaite concaténation rhétorique du capitalisme réel dans le monde contemporain, le discours du libéralisme s'installe comme l'incarnation verbale de l'idéologie majeure de ce temps. Jusque dans la bouche de ses adversaires, le libéralisme sert de prêtre-nom à la société de marché, entendez par là une société engloutie par celui-ci au point de s'en croire indiscernable, sous le masque qui lui sert justement de visage et de visa pour en effacer, à la surface du miroir du temps, toute trace d'épaisseur. Vertigineux délire d'une fin de l'histoire à la Fukuyama, selon lequel une circulation universelle de l'échange marchand devient le système du monde, en d'autres termes : tendanciellement, capitalisme égale mondialisation ; mondialisation égale globalisation ; globalisation égale financiarisation ; en d'autres termes encore, pour que l'humanité réalise pleinement son essence, il faudrait (et il suffirait) de traduire et donc de réduire le social à l'économique, l'économique au financier, la raison au calcul, enfin tout ce qui échappe à l'étreinte de celui-ci – disons la folie –, au divertissement ou à la prison.

C'est évidemment au nom de la liberté que le capitalisme réussit à donner le change. Cette révolution – au sens propre du mot – aura été d'abord comme on sait celle de la bourgeoisie. Son ressort d'imposture s'est tendu d'autant plus aisément que le <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle – barbare entre tous – s'était doué d'une capacité à déchaîner une puissance technique incommensurable à toutes les précédentes, faisant de la modernité la fosse commune des plus puissantes utopies de l'histoire.

Le libéralisme tient ses lettres de noblesse des commencements de cette histoire : la lutte de la plèbe contre la noblesse ; puis, la scission de la plèbe à peine accomplie, par la victoire de la bourgeoisie dans l'avènement du capitalisme, la mutation de classe des sociétés de castes, les luttes populaires contre les bourgeois. Renégat de ses origines, le libéralisme, libéralisme politique d'hier dévoré par l'économisme d'aujourd'hui, le libéralisme religion de la liberté convertie à celle de l'argent est le ventriloque du capital. Borborygme inextinguible des fondamentalistes du Marché.

Le développement conjoint du capitalisme et de la démocratie s'est effectué sous le couvert d'une idéologie qui ne pouvait les concevoir que coextensifs l'un à l'autre ; celle du libéralisme justement. Dès sa naissance, le libéralisme ne pouvait être en somme qu'un orléanisme, contestation du droit d'aînesse, nourrissant les germes d'un anachronisme atavique. L'interpénétration croissante de l'État et de la société et l'impact des économies de guerre l'ont conduit, pour déjouer le poids des acculturations sociale-démocrates, à les coloniser à son tour : les orléanistes d'aujourd'hui se nomment désormais socio-libéraux.

Il y a donc eu, dans le parcours historique du libéralisme, successivement puis simultanément, substitution, interpénétration, puis renversement des points de vue d'où se regarde la marche du temps. C'est le visage d'un Janus d'où le prospectif et le rétrospectif, le révolutionnaire et le réactionnaire se succèdent, s'affrontent, se mélangent puis enfin se séparent pour s'intervertir. Utopistes étaient les libéraux d'autrefois. Traditionalistes sont les libéraux d'aujourd'hui puisque, selon le credo libéral, l'avenir aujourd'hui est quasiment arrivé.

Victor Hugo et le mouvement Jeune France, légitimistes post-révolutionnaires à front renversé, avaient illustré ce décalage issu du tissage d'un désir nourri de fantasmes et de mythologies. Mythologies d'une histoire romaine recouvertes par celles d'un Moyen Âge redécouvert. Le libéralisme est né naguère dans ce shaker où la nation nouvelle, barman de la modernité, agite le cocktail jamais décanté de l'espérance eschatologique et de la nostalgie du paradis perdu. Mais dans des proportions tellement altérées que la liqueur en laisse un goût de tord-boyaux. La Grande Guerre, Auschwitz et le goulag, dans l'arrière conscience de notre temps pour ainsi dire superposés, y infusent désormais le mauvais goût d'un pourrissement intérieur ou, plus imperceptiblement peut-être mais jamais dissipée, l'angoisse de l'impossibilité indéfinissable d'une perpétuation du progrès, ou, ce qui revient au même, de la perversité insurmontable de celui-ci. C'est l'angoisse d'un renoncement, ressenti comme inavouable, à maintenir la fenêtre entr'ouverte par l'humanité sur sa propre civilisation.

Le désir de finir l'histoire, ou plus exactement la certitude d'avoir touché la terre promise d'une histoire accomplie, à laquelle le désormais célèbre Fukuyama semble devoir sa douteuse renommée, est sans doute le masque anesthésique que le libéralisme applique sur le visage du monde contemporain pour endormir ses anxiétés. Cette transsubstantiation des chants de Cassandre par les vaticinations de la méthode Coué, c'est peut-être un tour de passe-passe en apnée prolongée – prolongée mais tout de même provisoire : également éloignée, au moins en apparence, de l'inspiration et de l'expiration. Le libéralisme d'aujourd'hui est la perversion d'un désir d'éternité.

Le mirage du miracle d'une société qui se tient toute seule, dans la stabilité gyroscopique de l'universalisation d'un équilibre marchand dont la « gouvernance », pour en reprendre le nom récemment consacré, remplace avec exactitude le gouvernement des hommes par l'administration des choses, ce mirage reste dans le sillage du libéralisme historique. Cependant la persistance du mythe de la main invisible, véritable avatar de la Divine Providence sous les espèces d'une prédestination désacralisée, scientivement superstitieuse, ne se soutient plus du seul et béat

optimisme du Siècle des Lumières. Deux siècles de capitalisme ont permuté la donne ; émoussée de sa pointe ordinaire, la rhétorique du libéralisme a besoin pour se faire entendre d'un accompagnement complémentaire : la main invisible doit mettre des gants avant d'abattre ses atouts maîtres. Dans une petite partie du monde, mais en tête sinon au cœur du capitalisme, il faut que les libéraux se fassent un peu sociaux pour que la société s'accepte libérale.

Parallèlement, la décomposition intellectuelle et morale du socialisme, ou plutôt celle des socialistes, conduit nombre d'entre eux, au terme d'un long sommeil de la raison et du courage, à se réveiller socio-libéraux, proclamés ou honteux. Du principe de réalité le seul usage qu'ils sachent faire est de vider leurs principes de toute réalité. Sauf celle d'un leurre.

Le détournement de l'exigence de liberté dont le libéralisme est le serment fait fonctionner son nom comme une imposture. Et comme le clin d'œil ironique jeté par l'histoire sur l'innocence pervertie.

Le libéralisme est désormais un produit de recyclage qui devrait s'appeler en toute rigueur néo-libéralisme : c'est la doctrine de l'émancipation de l'individu écrasé et nié dans sa personne par l'État, mais incapable de discerner dans la société une voie pour son salut ; c'est une vulgate de l'*individualisme* du XIX<sup>e</sup> siècle retourné désormais contre lui-même qui en usurpe le nom et en affuble les habits. Le libéralisme contemporain s'engendre de la dilatation microcosmique de l'individualisme. Il en est devenu l'exacte perversion, âme damnée d'un capitalisme mondialisé qui lui fait rendre l'esprit et dont le drapeau couvre les cercueils. Les « libéraux » sont le nom que se donnent en Amérique ceux qui sont restés plus ou moins fidèles à l'esprit de liberté, au nom duquel les luttes menées contre le pouvoir d'un État oppresseur doivent aujourd'hui, loin de se débarrasser de l'État, en faire un État émancipateur – ce fut le New Deal – ou au moins, dans une phase d'affaiblissement généralisé des corps politiques intermédiaires exténués par la globalisation, le conserver et le reconforter dans ses fonctions d'État protecteur.

En Europe au contraire, le libéralisme désigne, comme l'envers d'une idéologie du désespoir, l'uniforme conceptuel de l'armée de fuyards de l'État providence, ou plus exactement d'une troupe d'émigrés de l'intérieur rameutés pour la revanche : ceux qui, n'ayant cure de trouver leur salut, les voies et les moyens du bien commun dans la société<sup>41</sup>, n'attendent de l'État, son fondé de pouvoir légitime, qu'une complicité sans bornes à leur avidité, prêts à l'accabler, pour peu qu'elle leur fasse défaut, de l'opprobre due à un pouvoir oppresseur. Le libéralisme, c'est le drapeau de la liberté des riches, repliés quand il le faut dans leurs alvéoles individuelles ou terrés dans la tranchée d'une des sections de leur réseau communautaire, mais toujours prêts à le déployer en cortège comme l'oriflamme d'une marche triomphale.

Nous assistons, depuis la guerre et surtout depuis la seconde mondialisation qu'opère la globalisation d'un capitalisme financiarisé de part en part, au jeu d'une dialectique perverse de la liberté et de la solidarité : cette mondialisation se fait par l'éclatement du monde dans un pullulement de microcosmes ; ces refuges de secours de l'autonomie en sont le tombeau.

Le libéralisme reste aujourd'hui le plus solide usurpateur des innombrables crimes commis au nom de la liberté. Frauduleuse captation de l'héritage du libéralisme historique, vrai libéralisme celui-là de l'émancipation individuelle du XIX<sup>e</sup> siècle, le libéralisme contemporain a profité de l'imposture démasquée des socialismes déclarés d'hier pour consteller sa poitrine d'une aussi longue brochette de médailles de vertu que celle des décorations d'un maréchal soviétique et d'abord d'en avoir été à jamais notre libérateur. Car si pour la démocratie de marché la peste d'hier

a pu être le fascisme, le choléra d'aujourd'hui demeure plus que jamais le socialisme. C'est pourquoi justement je l'affuble de ce préfixe, néo, qui autant que la nouveauté marque il me semble l'usurpation rhétorique et l'imposture.

Ce que je vois d'inexpiable dans le libéralisme, c'est d'avoir falsifié l'esprit de la liberté à la faveur d'une captation d'héritage, l'une des plus osées et des plus réussies de l'histoire ; l'éviscération du libéralisme authentique, le détournement du combat pour une émancipation humaine soulevée au-dessus de la lenteur des temps par le grand souffle de la Révolution française ; le détournement de son sens, l'usurpation de son nom et le remplissage de sa carcasse par son frère jumeau et assassin : le capitalisme désormais totalitaire.

Il est devenu banal de montrer les germes et davantage, les ébauches du « totalitaire » au sein de la démocratie libérale parce qu'elle est démocratique justement, vouée en tendant nécessairement dans son épaisseur grégaire au remodelage continu de l'esprit et des cœurs : sur tous les chantiers de la vie civique, où la scansion saccadée de la démolition rythme la processions des bétonneuses de la reconstruction, l'entreprise totalitaire couvre le terrain remué de nos mémoires du réseau réfrigéré de ses tentations. Village mondial loin des campements sauvages soigneusement proscrits, point de rassemblement des barbaries civilisées.

## **LIBÉRAL-LIBERTAIRE**

Ce Danube de la pensée qu'est l'esprit du social-libéralisme européen se jette dans l'océan de sa bonne conscience par un très large estuaire : celui du libéral-libertaire. Il charrie le pire de l'esprit de Mai (68) après en avoir abandonné le meilleur, le goût de la sincérité et l'amour de la fraternité.

Le pire, c'est bien sûr la confusion mentale, flaque paresseuse de bienveillance fusionnelle qui laisse flotter librement les grumeaux d'une férocité incoercible ; l'inconscience apaisante d'un égoïsme de classe saupoudré d'humanisme, et donc le confort d'une conscience de caste dont la cruauté s'enrobe du sucre d'amour de son humanité : il suffit au libéral-libertaire de laisser fondre dans sa bouche ce comprimé de rêve pour puiser dans l'océan du monde le goût indéfinissable, belle âme effervescente, d'une aspirine diluée dans un verre d'eau.

Le libéral-libertaire n'est pas un bloc d'hypocrisie : il y a un sentiment vrai dans le mouvement de sa compassion, mais qui le laisse immobile en face de ce qu'il soupçonne de temps à autre de la monstruosité énigmatique du monde. Ne s'agit-il pas tout de même forcément du meilleur des mondes possibles ? Parce qu'ordinairement à l'abri des plus vives morsures du malheur, petites monades leibniziennes surfant tranquilles sur les flots du *laissez-faire-laissez-passer*, il ne doute guère que le ciel, je veux dire le marché, ne saurait omettre de récompenser comme ils le méritent ses efforts, ses talents, qui d'ailleurs souvent sont réels, et le faire atterrir à bon port.

## **LIBRE-ÉCHANGE**

Démon pervers de la démocratie, le libre-échange est le suprême fossoyeur de la cité. Son nom résonne pourtant comme la quintessence d'un enchantement sans fin, l'éternel retour, l'accord fondamental de l'harmonie humaine puisque le trait d'union qu'il dessine entre la liberté et la réciprocité, celui de la fraternité, met au cœur de la société humaine un signe d'égalité qui transcende, comme par le sacrement d'une communion catholique, la diversité pécheresse inhérente

à tout ordre social.

Ce n'est donc en rien abuser des métaphores religieuses que d'entendre comment elles trouvent tout naturellement leur place dans l'idéologie du libre-échange, qui est la religion faussement laïcisée – personne ne saurait a priori être interdit d'en desservir la messe – de la main invisible, la main de notre providence terrestre dont la concurrence est le mes sie pour nous procurer à chaque instant le miracle de son intercession.

La morale de l'égalité, et donc celle de l'égalité des chances quand il s'agit de la faire atterrir sur la terre ferme et combien peuplée de l'économie, exige que le pouvoir politique brise les barrières de l'usage et du statut qui protègent et pérennisent les privilèges ; à moins de l'obliger à changer lui-même les principes dont il est l'institution et le garant. La concurrence, qui a la liberté et l'égalité pour marraines, pour ainsi dire consubstantielle à la démocratie mais instituée par la politique, est forcément exposée à se laisser circonvenir puis destituer par celle-ci, jusqu'à se faire le fantoche prétendument souverain du pouvoir qui la manipule, grand vizir du sérail intronisé commandeur des croyants.

Le libre-échange, la fiction de l'univers paradisiaque d'une concurrence réalisée, est une sorte d'internationalisme transcendantal au nom duquel les puissants et les riches déguisent, justifient, étendent et confirment leur mainmise sur le monde.

## MAASTRICHT

Que signifiait Maastricht ? Que signifie toujours l'esprit de Maastricht, sinon la volonté ou la résignation de sceller, à l'insu même parfois de leurs thuriféraires, des choix qui mettent hors jeu la démocratie et la nation ? Maastricht fut un compromis passé entre fédéralistes et libéraux, c'est-à-dire entre ceux qui croient que la politique peut se passer de la nation et ceux qui veulent que le marché se passe de politique, parce qu'ils ne veulent pas d'autre politique que la politique du marché. Les fédéralistes continuent aujourd'hui la danse des dindons de cette farce.

Deux figures tutélaires de l'intégration sociale, dont chacune tend à désintégrer l'autre, polarisent aujourd'hui les modalités extrêmes de la réalisation historique de l'universel. Entre la *nation* civique et la *communauté* ethnico-religieuse s'interposent pour ainsi dire des modèles intermédiaires ou plus exactement composites<sup>42</sup> : nations qui cherchent dans des déterminations ethniques ou juridiques leur référence fondatrice, celle de la nation ethnique à l'allemande, le plus négateur de l'universel ; celle de la république procédurale à l'américaine, le plus réducteur de l'universel. Le modèle ethnique se soutient de la force historique des nationalismes ou des tribalismes récurrents qui, restés en jachère de la république après que l'empire de la mondialisation marchande y eut fait passer sa faux, sont prêts à s'y perpétuer avec une vigueur accrue ; le fait qu'ils tiennent leurs racines d'un très ancien passé ne les laisse pas sans atout pour s'étendre à présent comme chiendent sur la terre.

Culture de repli et de crise, le modèle de la nation ethnique, qui depuis la guerre ne disputait plus guère à celui de la nation républicaine son droit de cité en France, l'affronte désormais à visage découvert. La poussée du Front national, auquel la décomposition de la gauche et le dessèchement de la droite laisse incarner aux yeux de trop de Français un refus sinon une réponse à l'affaissement spirituel et moral de la nation, redonne des couleurs à la tradition ethniciste de celle-ci. Cependant, si le modèle républicain se trouve évidemment confronté à cette tradition en Europe, c'est bien

davantage au modèle intégrateur du capitalisme anglo-saxon qu'il risque d'être le plus vulnérable.

Sans doute l'hégémonie anglo-saxonne n'est-elle pas nécessairement promise à l'éternité, et pas même à toute l'étendue de ce siècle. Mais elle offre au monde l'illusion de porter aujourd'hui la seule culture *capitaliste* susceptible de conjurer pour l'avenir le retour des tribalismes passés... Ainsi, *l'exceptionnalité française* – celle d'une conception républicaine de la démocratie, de la nation et du monde – devra-t-elle, pour cesser d'être une exception, c'est-à-dire dans la montée foisonnante de toutes les modernités, un vestige, un folklore et une nostalgie, imposer ses propres termes aux querelles contemporaines.

Aux délirantes affirmations ethniques de la nation, répudiées par la république, s'agira-t-il d'opposer la démocratie procédurale et impériale à l'américaine ou cette démocratie républicaine qui serait la brique de base d'une vraie société des nations ? Le nationalisme ethnique peut parfaitement coexister avec une régulation et une délimitation impériale des conflits : la démocratie procédurale fournit un langage commun aux arbitrages d'un monde qui fonctionnerait de plus en plus à la ségrégation communautaire interne et externe, selon le langage des empires. À l'intégration libérale des économies, qui désintègre les sociétés et ségrège les pauvres et les nations, n'y auraient-ils d'autres réponses que le national-populisme ? Le marché unique nous aurait-il déjà et d'avance condamnés au discours unique ? Et faut-il croire qu'entre l'Europe de Maastricht et la France de Le Pen il n'y aurait décidément rien ?

## MAJUSCULE

La langue allemande majuscule la lettre initiale de ses substantifs. Faut-il y voir comme un signe de tête, l'esquisse d'un geste suggérant la révérence due au reste du mystère jamais complètement dissipé de la nomination, comme si toute désignation de l'être, toute tentative d'en exprimer l'essence, quelle qu'en puisse être l'habitude, devait marquer d'un signe de respect l'approche d'un mot cité par la parole, comme celle d'une des cités du territoire du langage traversé par elle ? Cette coutume graphique et spirituelle est une manière de rendre au nom l'honneur qui lui est dû, à ce nom dont on pourrait dire alors ce que Boileau disait de l'honneur lui-même : « L'honneur est comme une île escarpée et sans bords. »

Pour en venir à la langue française, très légèrement pathétique et à la longue un peu ridicule m'a toujours paru le tic – car cela fonctionne quasiment comme un réflexe conditionné – d'inaugurer la transcription graphique d'un nom commun par une lettre capitale, comme s'il s'agissait de surmonter d'un chapiteau de stuc l'entrée d'un immeuble HLM ou de flanquer la porte du salon d'un huissier aboyeur. Ce sont évidemment presque toujours des êtres abstraits, des qualifications morales telles que « esprit », « amour », « liberté », « fidélité », ou des termes désignés pour arracher quelque chose d'incarnable à l'abstraction de l'espace et du temps – la terre, la vie, etc. – qui se font honorer de la sorte ; c'est qu'en tout cas l'impression d'emphase à répétition – mais toute répétition n'est-elle pas de l'emphase ? – que me laissent de tels graphismes est celle de la signalée insistance dont l'auteur de ces lignes – j'espère qu'on n'entendra pas ici celui des miennes – veut souligner la force, la sincérité, la vérité, bref la valeur de son texte, dans un appel légèrement solennel de ne pas s'y méprendre adressé au lecteur. Prévenance graphique marquée d'un coup d'œil complice mais peut-être condescendant. Comme s'il n'était pas assez intelligent pour découvrir tout seul le sens ésotérique, l'acception ineffable d'un passage.

L'usage intempérant des majuscules me fait encore penser à autre chose, sans doute à cause de la manière légèrement risible dont peut sonner à l'oreille cet adjectif : tout simplement la frustration qui pourrait s'attacher à la grandeur, à la hauteur, bref à la taille de quelqu'un lorsque, sans même être minuscule, l'auteur de la comparaison se trouve conduit à reconnaître – au moins en son for intérieur – qu'elle n'est pas majuscule. Combien le recours à la légende de Bonaparte, le petit caporal, n'aura-t-il pas été bienvenu pour des jeunes gens confrontés au défi de se trouver, dans la rencontre de femmes aussi grandes qu'eux, sinon plus, à la bonne hauteur ?

Si le problème – s'il en est un – ne m'a jamais obsédé, bien que ma taille, moyenne pour ma génération, ne pouvait m'éviter de reconnaître que la médiocrité en devenait de plus en plus manifeste, au fur et à mesure que mon regard se promenait entre les haies des filles des générations montantes (cent soixante-douze centimètres dans ma jeunesse, cent soixante-dix maintenant dans tous les sens du mot, au singulier comme au pluriel, bien tassés), il n'en aura pas tout à fait été de même pour la plus belle d'entre celles qui partagèrent ma vie ; elle admettait malaisément, comme je le lui répétais, que je n'étais en rien à sa hauteur, sauf par la taille.

Vouloir paraître plus grand que nature, c'est rapetisser. Évidemment.

## MARCHÉ

Des cent mille pages que j'aurais pu écrire, moins bien que d'autres sur le marché, je veux dire à propos de celui-ci, si j'en avais le temps et le talent, je n'en fomenterais ici qu'une seule ; ce sera pour remarquer, et m'étonner d'avoir à en faire la remarque, que ce même terme de marché qui se fait accueillir avec bonheur, c'est vraiment le cas de le dire, par toutes les convivialités du monde lorsqu'on choisit par lui d'en désigner le lieu et la place, dans le plus concret de l'espace et de ce qui le remplit – éventaires, marchands, chalands, charrettes, rumeurs, clameurs et cris –, ce même terme de marché semblerait, à moi tout au moins, n'être employé qu'avec des pincettes et ne résonner que d'un pincement aigret lorsqu'est visé à travers lui, dans toute son abstraction et ses généralités, l'immense et incessant mouvement d'argent et de marchandises resserrées sous une halle ou circulant d'un bout à l'autre de la terre, comme les battements de cœur du monde ou le réseau démultiplié de son sang.

Je me souviens de l'étonnement à la fois naïf et averti, affecté et pourtant sincère, dont s'animait Jean-Claude Boulard pour célébrer le mécanisme merveilleux par lequel des milliers et des millions d'euros, emboîtant leurs dents lures dans la transmission d'un mouvement que la lenteur de sa continuité rend imperceptible, nous fait l'offrande perpétuelle de toutes les rencontres possibles du désir au jour. C'était au cours d'un voyage accompli en URSS en 1976, c'est-à-dire au commencement de la perestroïka, sur une invitation du Comité central de l'union des républiques socialistes soviétiques adressée au Parti socialiste. Nous n'étions que quatre, Jean-Claude, sa femme Dominique, Anne et moi, et cette réflexion insolite sur la banalité du monde capitaliste tirait sans doute son inspiration de la visite du « Goum », ce grand magasin surgi au milieu du désert de la pénurie comme un temple de la marchandise.

## MARX NON DÉPOSÉ<sup>43</sup>

On connaît le mot de Joffre : « Je ne sais pas qui a gagné la bataille de la Marne, mais je sais qui

l'aurait perdue ! » Un de mes amis à qui tout le monde s'obstine, Dieu sait pourquoi, à demander s'il ne serait pas marxiste, avait accoutumé de répondre, à la manière du généralisme, qu'il n'en savait trop rien, mais qu'il était en tout cas assuré d'être anti-anti-marxiste. Cette réponse me plaît, et j'aimerais en faire partager le plaisir. Elle éclaire assez bien me semble-t-il ce que pourrait être une démarche marxiste à travers la crise du marxisme du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle que le <sup>xxi</sup><sup>e</sup> vivra peut-être non comme la mort mais comme une crise de puberté du socialisme.

Les anti-marxistes militants, qui ne sont pas tous aussi bêtes qu'ils en ont l'air, s'emploient à confondre l'actualité de l'historicisme de Marx et l'avenir de sa méthode, dont Engels prévenait déjà, selon les critères mêmes de sa propre rigueur, qu'elle n'était pas un dogme mais un guide pour l'action, avec le rôle *illégitime* d'instance de légitimation que lui font jouer les instances de partis et d'États qui prétendent l'asservir.

Il est vrai que la pensée fondatrice de la sociologie, comme un système de concepts capables de constituer la société comme objet, et en tant que tel, de critiquer par excellence jusqu'au dévoilement de sa fonction idéologique tout savoir (et par conséquent celle du sien propre), s'est pervertie jusqu'à devenir la police spirituelle d'immenses institutions.

Cette dégradation n'est pas moindre sans doute que celle d'un christianisme tombé jadis aux mains de la Très Sainte Inquisition et qui semble ça et là, aujourd'hui encore, plus proche des Trônes et des Dominations que des pauvres. Mais il est juste peut-être qu'elle indigne encore davantage, puisqu'elle ajoute une perversion de la raison à celle de la foi. Ceux qui passent ainsi du marxisme à l'anti-marxisme ne font évidemment que changer de fanatisme.

Tout le monde à gauche n'a pas la chance d'avoir une adolescence stalinienne ou bourgeoise à expier. Le marxisme pourtant n'est pas moins dangereux pour la bonne conscience de gauche que pour la mauvaise puisqu'il en dissèque les illusions. Si l'on peut affirmer par exemple que les idées qui dominent la société française sont celles de la classe qui gouverne cette société, ce n'est pas parce que la droite a des idées de droite. C'est parce que les idées de la droite influencent fortement la gauche. Et justement pour ainsi dire naturellement, sans se faire reconnaître comme telle. L'anti-marxisme de gauche joue un rôle capital pour protéger l'hégémonie culturelle de la droite. Ses scribes baissent le pont-levis par lequel la bourgeoisie cherche du renfort chez ceux qui ne l'assiègent que pour la rejoindre.

C'est ainsi qu'on substitue à la démocratie, qui est un mode d'expression des conflits et une manière d'organiser leur résolution, une idéologie du consensus qui, n'existant que par leur négation, perpétue insidieusement le statu quo.

On remplace la réalité des luttes sociales, conflits de classe qui traversent l'État autant qu'ils sont arbitrés par lui par la fiction d'une discontinuité fantasmatique entre l'État et la « société civile ». On confond la décentralisation, qui est une technique de répartition du pouvoir et ne change rien en elle-même de la nature de celui-ci (le capitalisme multinational en connaît l'usage aussi bien que celui de la démocratie), avec l'autogestion.

On prend congé du prolétariat au moment où, en août 1980, les ouvriers de Gdansk rappelaient au monde l'existence de la classe ouvrière, d'autant plus fortement constituée en tant que telle qu'elle se sentait porteuse des valeurs de la nation et de la démocratie. On prétend tourner la page du socialisme avant d'avoir commencé à l'écrire, désarmer la gauche au nom de la liberté marchande en la sommant de choisir, au nom de la nécessité de la crise, entre la ceinture ou le goulag. C'est qu'il irait de soi que Staline ne pouvait être qu'un avatar de Marx, comme Torquemada un apôtre

posthume du Christ.

« Nous vivons dans une période et dans un continent où, de façon nouvelle et encore très fragile, un mariage du socialisme et des sciences de la société est de nouveau envisageable », écrivait Robert Fossaert dans l'introduction de son très remarquable opus magnum *La Société*<sup>44</sup> : « Le socialisme, celui qui reste à réinventer, a quelques chances de revenir à l'ordre du jour en Europe. Déjà, sa lointaine promesse fait fleurir de multiples recherches dans les sciences de la société. Après la lavasse social-démocrate, après la sanie stalinienne, c'est comme un vin nouveau. Il devient possible et nécessaire d'en revenir à Marx, non pour lire dans *Le Capital* ou ailleurs mais pour la vérité de notre époque, mais pour retrouver à leur origine commune les fils dramatiquement emmêlés depuis lors du socialisme et de la théorie sociale. » C'est qu'en fait l'exigence que Marx a porté d'un seul coup très au-delà de ce que l'humanité avait pu imaginer avant lui est celle d'un sens rationnel de l'action, une capacité d'anticipation historique inséparable du mouvement même de notre mémoire.

Les idées et les pratiques du socialisme qui en sont aussi souvent les rêves n'ont donc pas un caractère achevé mais tout de même un certain nombre de signes distinctifs. Il existe des concepts généraux qui les expriment. C'est dans ce sens précis qu'on a pu parler ici d'une philosophie à laquelle on donne le nom historiquement mal contrôlé de marxisme. Ces concepts constituent le fonds commun de tous les socialismes. François Mitterrand, préfaçant en 1972 le programme de gouvernement du parti socialiste, le notait déjà : « Si (le Parti socialiste) n'obéit à aucun dogme et se garde de toute doctrine officielle, l'apport théorique principal qu'il inspire est et reste marxiste. »

Car si l'on peut être socialiste sans être ou se savoir marxiste, et si le marxisme n'est pas le seul courant dont le socialisme soit imprégné, s'il existe des marxismes qui éloignent du socialisme au lieu d'en rapprocher, il n'est plus aujourd'hui de pensée socialiste étrangère au marxisme.

Il y a un quart de siècle, le marxisme passait encore dans une grande partie de l'intelligentsia française pour l'horizon indépassable de tous les temps. Aujourd'hui, pour les mêmes intellectuels ou leurs héritiers, il passe pour mort et enterré. Il n'est bien sûr ni l'un ni l'autre. En cela l'épaisseur du temps rend désormais plus facile de trancher dans le feuillage foisonnant du marxisme pour en dégager de ses rameaux morts le tronc où la sève est vive. Tellement vive qu'elle continue de couler à leur insu dans les veines de ceux qui s'imaginent aujourd'hui être ses assassins définitifs.

Pour tenter d'aller à l'essentiel, j'en retiendrai trois exemples : le rôle central du *travail* dans la vie collective (même s'il est clair que de nouvelles articulations du matériel de l'intellectuel, de l'actuel et du virtuel en déplacent l'économie) ; la pertinence obstinée du *concept de classe*, pour peu que l'on veuille bien ne pas lui ôter la vie qu'il tient de l'intériorisation, de la subjectivation des données de leur situation sociale opérée par chacun des acteurs présents et mis en scène ; enfin la pensée que le concept même de société est un enjeu, le produit et le leurre d'un *processus d'exploitation* qui perpétue l'échec d'une exigence pourtant indéfectible de l'humanité, celle de faire l'histoire et pour ce faire de savoir l'imaginer.

Le noyau de vérité du marxisme se laisse pressentir dans la volonté de tenir l'idéalisme et l'économisme à égale distance de son concept et de sa vision des classes sociales. Elle se laisse pourtant ensevelir par l'horreur du vide, la peur de penser déniait à la politique, c'est-à-dire à l'humanité, cet espace de jeu qui fait son port et sa patrie. Le marxisme a besoin d'être

recommencé : vacciné et survacciné contre ses deux maladies infantiles, le scientisme et l'individualisme méthodologique, qui pour sa malédiction lui tiennent lieu successivement de baptême et d'extrême-onction.

Rappeler cela, loin de conduire à s'aveugler justement sur les points aveugles que le marxisme a gardés sur sa rétine devrait servir le courage de penser la politique et celui d'en faire vraiment ; le courage de faire tenir ensemble dans nos têtes et dans nos mains la société et l'État, le peuple et le gouvernement, l'inconscient innombrable et l'avare souvenir de nos rêves, bref l'aigle à deux têtes de nos vies. Marque non déposée.

## MASSES ET CLASSES

### *Masses*

Du pluriel au singulier, les nécessairement larges masses s'individualisent par la conscience d'elle-même qu'elles trouvent dans les conflits qui surdéterminent leur juxtaposition. C'était, encore plus qu'il n'est plus à la mode de le dire, le cas de celle des ouvriers, même si la permanence du chômage de masse et des précarités foisonnantes qui l'accompagne le précède ou le suit chez ceux qu'il frappe tend à déplacer, de Giscard en Sarkozy, de la classe ouvrière à la classe moyenne, ou pour mieux dire de la classe ouvrière aux couches moyennes une conscience de classe où l'anxiété renouvelée du lendemain double, redouble et ravive chaque jour la morsure des inquiétudes ataviques. À la conscience de classe, naguère endurée comme la barrière d'un classement social s'ajoute désormais la crainte d'une rupture des barrages du déclassement. La masse, cette épaisseur de l'humanité, c'est la matière toujours sauvée de sa totale indistinction par le regard ou par l'agir humains auxquels elle doit son commencement d'existence singulière. Le sculpteur travaille dans la masse. Ou encore, lorsqu'on considère en elle un attribut de l'humanité, le début de sa personnification, à mi-chemin de la personne et de la foule, toujours habitée, animée par au moins pour ainsi dire des fragments de pensée : « *Les idées deviennent des forces matérielles lorsque les masses s'en emparent* » (Marx). Le pluriel justement humanise la masse et marque en son sein quelque chose d'une présence d'esprit. Esprit du temps, esprit de l'heure, humeur du jour, quelque étroits souvent qu'ils doivent se faire pour pénétrer, apprivoiser, conquérir les larges masses. L'esprit frappeur les invoque pour révéler les tables de la loi et faire tourner celles de la foi. Cela s'appelle la politique. À l'intersection du social et du politique, les larges masses se répartissent et se disputent l'espace entrecroisé des classes et des nations. À ces partages en réseau se superposent ceux que compose en les faisant glisser l'une sur l'autre le passage des générations.

Entre croisière et croisade, masses et classes se croisent dans le paquebot du Capital, dans l'étagement de ses soutes jusqu'au pont supérieur parfois dans la mutinerie qui tente d'en détourner la route vers d'autres ports.

### *Classes*

La première des conditions de possibilité d'une révolution, d'une vraie révolution, c'est-à-dire d'une révolution sociale, est qu'elle soit portée par une classe en mesure de la vouloir comme une nécessité vitale et donc conduite à concevoir à un certain moment l'enjeu de la lutte sociale comme

un choix du tout au rien. La bourgeoisie n'était pas rien en 1789, mais les privilèges de la noblesse ayant cessé de se confondre dans l'esprit du temps avec les plis de la nature, Sieyès ne pouvait que rencontrer le sens commun en identifiant leur abolition au passage des bourgeois en tant que classe du néant à la totalité. « Nous ne sommes rien, soyons tout », c'était bien là la déclinaison d'identité d'une classe qui voulait se poser, la première et la seule dans l'histoire, comme la classe universelle (si éloignée qu'elle fût de vouloir tirer les conséquences de cette pure vue de l'esprit). La première et la seule ? L'égalité civile n'a pas à l'évidence aboli ni même substantiellement réduit les différences de classe, elle a cessé d'en border et d'en marquer les dénivellations par des barrières de statut. Exacerbant ainsi la contradiction entre le droit et le fait, elle les a rendues en quelque sorte inexpiables : « Les classes ont beau ne plus exister en droit, elles organisent la vie sociale effective<sup>45</sup>. »

Car les classes tirent leur substance de l'intériorisation pour ainsi dire de leurs différences ; c'est la production mentale de la géographie sociale ; elles intègrent l'individu à la totalité sociale par le partage différent de ses manières de lui appartenir.

La force du concept de classe, retravaillé par Marx quoique jamais vraiment redéfini par lui, est de repérer et de désigner les acteurs dans le jeu de rôles de l'histoire dont Shakespeare et Hegel avaient simultanément et contradictoirement raison de dire à peu près qu'elle était un tissu de divagations racontées par un idiot, le déroulement d'un processus aveugle que l'humanité dote d'intentions imaginaires, une vérité de la bouche des fous. Mais la faiblesse du concept de classe, ou plus exactement ce qui a fragilisé la pertinence de ses multiples emplois par les marxismes – et les antimarxismes – les plus divers, c'est d'engloutir la recherche, toute salubre qu'elle soit, d'une cohérence historique surplombant à leur insu les acteurs de l'histoire (« Les hommes font l'histoire mais ne savent pas l'histoire qu'ils font. ») dans l'inévitable aplatissement temporel du point de vue de l'éternité. C'est une exigence impérieuse de la raison qui supporte mal l'ascèse du doute ou celle de la morale provisoire d'un jugement indéfiniment suspendu...

Il ne faut pas emprisonner le concept de classe dans son infrastructure et oublier que, jusque dans ce concept, la dimension politique de l'économie lui est consubstantielle. Comme sa dimension symbolique : la lutte de classes prend la forme d'une épreuve de classement.

## MENDÉSISME

Mendès, c'est un style plus que la doctrine qu'on a prétendu en tirer, et pourtant une manière de faire indissociable de quelques choix politiques. Pétri de la grande culture parlementaire la plus traditionnelle, pilote de chasse pendant la guerre, Mendès France aura incarné dans sa vie, dans le regard et dans la mémoire des hommes, une certaine loyauté intellectuelle.

Le « mendésisme » devait sa force et à la vérité sa naissance, la raison d'être et la puissance un peu mythique dont il a été investi, à l'éruption d'une sincérité et d'une énergie assez rares dans la vie publique ; manifestation relativement pure de la force des idées dans l'action politique. Brillant parlementaire, Pierre Mendès France faisait assez facilement le vide autour de lui dans son milieu, modérément séduit par le tranchant d'intransigeance et le rôle d'inutile Cassandre que les attermoissements de la IV<sup>e</sup> République, empêtrée dans l'enchevêtrement des problèmes de la décolonisation, lui avaient donné. Un rôle qu'il n'avait nullement cherché car Mendès France,

membre du Parti républicain-radical et radical-socialiste à une époque où ces épithètes évoquaient davantage, et depuis quelque temps déjà, la bonne humeur arrondie d'un amateur de cassoulet que la froideur glaciale d'un héritier spirituel de Robespierre, n'avait pas d'autre férocité que celle de son individualisme.

Mendès France aura été, avec François Mitterrand et à bien des égards au rebours de celui-ci qu'il n'aimait d'ailleurs pas le seul homme d'État dont on peut dire qu'il a laissé en héritage à la République, outre son style, une véritable catégorie politique. Au point que le fait que le mendésisme ait cessé de pouvoir être considéré comme un principe actif de la vie républicaine mesure assurément l'exténuation actuelle de celle-ci. Des hommes politiques de premier plan qui ont pu se réclamer à juste titre du mendésisme, Jean-Pierre Chevènement est le plus évident et peut-être le seul. Comme Vincent Durbert l'a écrit (*Le Monde* du 16 janvier 2007), « l'inexistence [actuelle] de P. M. F. dans la gauche française n'a pas d'autre raison que sa vérité passée ». J'ajouterai peut-être aussi la vérité de la gauche d'aujourd'hui.

## MITTERRANDISME

Plus encore que pour le mendésisme, on peut contester la légitimité d'un concept qui prétendrait à la dignité d'une doctrine alors qu'elle désignerait plutôt, simultanément ou alternativement, une manière et un style, mais aussi l'attachement d'un groupe, d'une tribu ou d'une coterie à un personnage politique capable par son charme de susciter une allégeance qui transcende les vicissitudes d'une longue carrière. Mitterrand n'était pas un charmeur de serpents, il n'en avait pas l'exotisme, pas plus que son public la naïveté ou la fausse indolence ; mais tout de même l'acuité du regard, le désir et le talent de plaire quand il lui plaisait.

Je sens nettement que le mitterrandisme m'est moins antipathique – je ne dirai tout de même pas sympathique – après la mort de François Mitterrand que du vivant de celui-ci. Le mitterrandisme sous Mitterrand était un concentré de ce que peut produire de très désagréable un phénomène de bande, une fois évaporés l'enthousiasme et la sincérité des commencements (même si le charisme du personnage a pu traverser – quoique dans son déclin et avec moins d'étendue – l'usure de la vie). Reste que j'ai toujours distingué un peu Mitterrand – j'entends l'image que je pouvais m'en faire – de son personnage. C'est assurément l'effet de ce que l'on peut appeler la sympathie. Je ne l'avais rencontré qu'en 1966, chez lui – c'était alors rue Guynemer. Et j'ai préféré ne plus le revoir après un jour de juillet 1983, sur l'impression soudaine qu'il me donna que, non content de se moquer du monde, il se moquait de moi : distinction ô combien décisive et stratégique dont cet artiste excellait à construire le brouillage chez son interlocuteur. Mais voici que je me surprends à glisser du mitterrandisme à Mitterrand, signe sans doute que le meilleur des deux était celui-ci.

Quant au mitterrandisme considéré en tant que phénomène politique, son rôle aura été d'offrir un havre, un mouillage plus ou moins permanent à la flottille disparate des ambitions déçues, parfois aussi des enthousiasmes sincères encaimés dans le marasme d'une vie politique frappée de dérégulation par l'exténuation concomitante du Parti communiste et du Parti socialiste SFIO. Génial ingénieur des ruines, François Mitterrand surgit sur la scène d'une gauche dévastée. Et il gagne pour avoir compris que la rénovation de la gauche passait par son rassemblement plutôt que l'inverse. *Unité et rénovation*, selon l'ordre logique et chronologique de notre motion du CERES.

Il va de soi, il en allait de nous que nous n'avons jamais été mitterrandistes (pas plus que

chevènementistes d'ailleurs) puisque irrémédiablement allergiques au tic-tac taxinomique de journalistes incapables d'identifier une idée sous la casaque de qui en porte – ou prétend en porter – les couleurs autrement que par celles-ci.

Qu'on le rapporte à des illusions interrompues ou à des espérances accomplies, peu de temps manque encore au souvenir du double septennat qui s'achève<sup>46</sup>, pour s'embellir des déceptions promises à son successeur. Nul besoin cependant d'attendre ce futur immédiat pour tenter de mesurer la trace, sinon l'aboutissement, des années Mitterrand dans la France d'aujourd'hui. Laissant à qui voudra le soin de leur porter l'extrême-onction de leurs regrets ou d'en barbouiller la mémoire de leur frustration et de leur haine, il nous semble qu'elles méritent mieux qu'un discours édifiant ou des imprécations dérisoires : moins sordide que l'inventaire d'Harpagon, moins improbable que celui de Prévert, un état des lieux, ou plus exactement une déclaration de succession. Voici l'esquisse qu'il nous semble possible d'en proposer.

Les socialistes n'ont peut-être pas tort de placer l'« alternance », ou plus précisément la légitimité reconnue à la gauche de gouverner la France au premier rang des mérites du premier septennat, de sa durée et de son aptitude à supporter les chocs, notamment ceux des deux « cohabitations », dans le cadre de la constitution de la V<sup>e</sup> République. Vichy avait montré combien le ralliement de la droite à la République restait fragile, et la longue succession des majorités de droite qui succédèrent à celles du général de Gaulle autant que l'impuissance d'une gauche désunie à exercer autre chose (et, à partir de cela même, à concevoir qu'elle le puisse) qu'une fonction tribunitienne, n'avaient certainement pas contribué à faire progresser dans cette droite (malgré la décantation opérée par la Résistance) l'esprit républicain.

À ce progrès on peut joindre celui que le droit d'exercer certaines libertés a pu faire dans l'esprit public au cours du double septennat ; par exemple le paisible respect du droit de manifestation et de protestation des citoyens.

On loue généralement les socialistes d'avoir relâché l'influence du pouvoir politique sur les médias, et même, au moins en intention, sur la justice. Cependant, l'influence que le pouvoir aurait éventuellement perdue, l'argent souvent l'a gagnée. Ainsi dans sa vraie considération le pouvoir, au moins indirectement, l'a gardée. Le fonctionnement du système politico-médiatique a changé : on ne constate pas qu'il soit devenu moins oligarchique. Il n'est peut-être pas totalement impertinent de se demander si la création d'une juridiction telle que la Haute Autorité puis celle du Conseil supérieur de l'audiovisuel garantit aux chaînes de radio et de télévision comme aux journalistes qu'elles emploient autant d'indépendance et de moralité que le civisme républicain l'exigerait. La prolifération des radios libres, qui avait suivi la victoire de la gauche, doit certainement être comptée au bénéfice de la démocratie et de la vie associative ; mais les modalités de leur financement, ou plus exactement l'absence d'un mode de financement qui puisse garantir leur indépendance, les a fait inéluctablement retomber la plupart du temps sous la coupe des groupes financiers. L'appropriation capitaliste des mass médias par ces grands groupes, quoique un peu balancée par la présence d'une radio-télévision de service public demeure la tache aveugle des lumières apportées par les socialistes à la France.

L'ouverture de la télévision au secteur privé aura été sans doute, avec l'obsession du franc fort, l'erreur majeure du règne de François Mitterrand. Elle ne distingue pas ce pays des autres pays européens ; la faiblesse du financement des chaînes publiques de télévision (aucune taxe prélevée sur le bénéfice des marchés publicitaires n'est affectée au secteur public pour compenser la modicité de la redevance audiovisuelle) empêche de soustraire ces chaînes à la fascination de

l'audimat dans un entraînement peu compatible avec leurs missions de service public.

L'administration de la justice a été marquée par une réforme du code de procédure pénale (plutôt favorable dans l'ensemble au droit de la défense), une réforme assez partielle de la législation des faillites et, bien entendu, l'abolition de la peine de mort. Le rôle des juridictions professionnelles ou spécifiques du droit communautaire, conforté par la jurisprudence du Conseil d'État, n'a cessé de s'étendre, cependant que la loi Madelin (promulguée il est vrai au cours de la seconde cohabitation), qui permet aux entrepreneurs de déguiser une partie de leurs salariés en sous-traitants, a constitué un commencement de contournement de droit du travail magnifié par l'abolition de l'autorisation administrative de licenciement des salariés. Cette mesure aura été moins visible, mais sans doute de plus grande portée dans une période de chômage de masse, que l'abaissement à soixante ans du droit des salariés à prendre leur retraite. L'attraction qu'exerce sur le système juridique français une tradition anglo-saxonne orientée vers le gouvernement des juges, tout utiles parfois qu'en soient certains aspects, est-elle susceptible de donner à notre société la justice dont elle a besoin ? Et si l'on doit se louer de constater dans la magistrature les progrès d'un esprit d'indépendance à l'égard du pouvoir politique, sa sensibilité croissante à l'influence des médias, qui continuent de faire une comédie du secret de l'instruction et par conséquent de la présomption d'innocence, ne marque-t-elle pas une crise de confiance et de conscience d'une justice conduite à chercher l'arbitrage qu'elle a la mission d'exercer en dehors de sa propre institution ?

La décentralisation est généralement considérée comme le changement majeur institué par la gauche dans la société française. Personne ou presque ne conteste aujourd'hui les bénéfices que la démocratie et la vie associative en ont retiré. Les modalités de leur mise en œuvre ne les ont pas préservées de quelques défauts. Sans même s'appesantir sur le fait qu'elle a consisté dans une redistribution géographique et technique du pouvoir qui ne change guère la nature sociale de celui-ci, la décentralisation n'a su éviter ni le renforcement des oligarchies locales ni la duplication coûteuse et peu efficace de services liés à l'enchevêtrement de compétences mal réparties entre collectivités territoriales superposées. Enfin, et surtout, elle a été utilisée par l'État pour se défausser sur les départements d'une partie de ses responsabilités en matière d'action sociale : l'échec d'une grande partie des opérations d'insertion prévues par l'institution du RMI en est, dans une assez large mesure, la conséquence.

La réhabilitation du concept de politique industrielle annoncée au commencement du premier septennat a sauvé une partie de la grande industrie française. Il faut rappeler que les nationalisations de 1982 ont permis d'investir en deux ans autant d'argent dans les groupes concernés qu'un capitalisme exténué ne l'avait fait au cours des quinze années précédentes. Ce sursaut n'allait pas tarder à se briser sur le tournant libéral de 1983. La manière embarrassée dont les nationalisations furent conduites annonçait déjà la fragilité d'une démarche contestée à l'intérieur du gouvernement lui-même. En assurant à l'opinion que les entreprises publiques allaient devoir, au nom de l'autonomie de gestion, ne se distinguer en rien de groupes privés, les socialistes donnaient prise à l'avance à l'idée qu'ils ne faisaient rien d'autre, en étendant le champ du secteur public, que d'acquiescer à une cotisation idéologique due à leur propre passé. Cette fracture mentale et morale qu'ils introduisaient eux-mêmes dans la logique de leur action explique dans une large mesure certains échecs tels que ceux du plan textile ou du plan machine-outil. Malgré cette incohérence et malgré l'absence d'une réorientation du financement de l'économie accordée aux objectifs de l'emploi et à l'ambition industrielle, les nationalisations ont permis une recapitalisation des grands groupes que le marché n'était pas en mesure d'effectuer et dont

d'ailleurs aujourd'hui beaucoup d'entre eux ne sont toujours pas capables.

Le renforcement et la réorientation des interventions de l'État dans la recherche ont joué un rôle de réanimation plus durable sans doute que dans l'industrie. C'est peut-être que la communauté de chercheurs, ou pour être exact, les différentes communautés de chercheurs sont plus immédiatement sensibles à leur responsabilité collective (pour peu qu'on fasse appel à elle) que bien des entrepreneurs et des banquiers. Cependant, alors que l'effort entrepris par l'État se relâchait au bout de quelque temps, les relations entre la recherche et l'enseignement, et pour ainsi entre le CNRS et l'Université sont encore loin d'avoir trouvé un juste équilibre.

Dans l'ensemble, les interventions de l'État dans la vie culturelle font l'objet, même de la part des adversaires politiques du mitterrandisme, d'un jugement favorable. Ces appréciations sont fondées. Sans doute serait-il juste de dire que les années Mitterrand ont bénéficié d'une bonne administration plutôt que d'une vraie politique de la culture : une vraie politique de la culture n'impliquerait-elle pas l'effort de penser l'avenir du monde au-delà du seul déchiffrement de son visage contemporain ? De qui ne pouvait être ni Malraux ni même Pierre Emmanuel, il n'était sans doute pas raisonnable d'attendre de toujours distinguer la démocratie du consumérisme, la liberté d'esprit des impertinences du snobisme, la quiétude moutonnaire de Panurge de l'éclat de Rabelais. N'empêche que la France des années Mitterrand a su donner à l'action culturelle, c'est-à-dire au sens collectif de la vie, un peu enfin de l'attention, et donc de l'argent, qu'elle lui devait : en particulier dans le domaine du livre, dans celui de la lecture, notamment des bibliothèques publiques, du théâtre et peut-être avec quelques réserves du cinéma, pas mal de ce qui devait être fait l'aura été.

Plus directement exposée à de violentes vicissitudes, l'Éducation nationale a connu des péripéties plus contrastées. Seraient inscrits à l'actif des années Mitterrand une valorisation de l'école publique et de ses missions républicaines, le développement des écoles maternelles, celui de l'enseignement technique, la création des baccalauréats professionnels. Peu de remèdes apportés en revanche à la crise d'un corps enseignant démoralisé et socialement frustré ; encore moins sans doute à la situation critique des universités trop largement confinées dans un rôle de salle d'attente du chômage.

On a naturellement tendance à juger la politique étrangère de la France au cours du double septennat sur son aboutissement ; elle aura cependant connu des vellétés louables ; il serait d'autant plus dommage de le méconnaître qu'une telle ignorance ferait oublier les raisons pour lesquelles ces vellétés ont peu conduit au passage à l'acte.

Dans une motion rédigée de sa main pour le congrès de Metz, on peut lire que, selon le futur président de la République, « le chemin de la paix passe par Moscou ». Trois ans plus tard, par une confiance vite répandue, le même indiquait que « le chemin de Moscou passe par Washington ». Ce qui venait compléter la première assertion sans nécessairement la contredire. Dans une situation où la victoire politique de la gauche plaçait la France à contre-courant de toutes les puissances industrielles du monde, il était raisonnable d'assigner à sa politique extérieure avant toute autre la mission de servir de bouclier protecteur à ses choix ; en bref, d'établir avec les États-Unis et ses alliés européens les compromis à l'abri desquels les changements politiques et sociaux engagés ou envisagés pourraient être mis en œuvre sans interférence étrangère excessive. Dans une confiance faite à mi-voix à un de mes amis, François Mitterrand résumait donc ainsi le sens de sa politique étrangère pour la France : « Passer entre les gouttes. »

Comme le « projet socialiste » l'avait clairement annoncé, le défi le plus difficile à relever était bien de gouverner la France à gauche alors même que tous les grands pays capitalistes suivaient fermement la pente inverse. Il n'y avait donc pas nécessairement palinodie ou imposture à chercher des tempéraments entre la démarche du discours de Cancún et le souci de ménager *dans une certaine mesure* les susceptibilités et les intérêts de l'Amérique. Toute la question était de savoir si la prudence tactique de la démarche adoptée par le président de la République était destinée à éviter ou à préparer l'alignement stratégique à quoi elle a en fin de compte abouti. D'un côté, le discours de Cancún, la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador, le contrat de gaz franco-algérien, celui du gaz et du gazoduc soviétiques. De l'autre, une tendance incoercible à la complaisance, sinon à l'obéissance aux injonctions du COCOM, cet agent d'exécution de la politique américaine qui prétendait, au nom de la guerre froide, plier les alliés des États-Unis à un blocus implicite de l'Union soviétique. Si finalement, et comme sans préméditation, l'atlantisme originaire l'emportait souvent (et souvent même contre le meilleur jugement du président de la République) sur les véritables intérêts de la France, ce fut autant que l'effet des circonstances – par exemple la défection de la reprise mondiale annoncée – l'effet d'un choix social sous-jacent : celui-là même qui, révélé par le tournant libéral de 1983, avait été minimisé par Lionel Jospin comme une simple parenthèse.

L'idée d'une mission universaliste portée par la France, une conscience exacte du poids passé, présent et à venir de l'Allemagne et de la nécessité de l'équilibrer par et dans l'Europe ; une certaine idée de la solidarité du monde (Nord-Sud) et de l'équilibre Est-Ouest ; le premier septennat de François Mitterrand a laissé progressivement s'estomper ces repères. Confrontée à la financiarisation de l'économie et à la mondialisation de ses marchés, la conception oligarchique de la République qui restait celle des années Mitterrand livrait leurs élites à une vision économiste du monde. Quel qu'en fût l'accompagnement rhétorique, une telle vision ne favorise pas l'esprit républicain. Tournant le dos sans le dire ni se l'avouer à cette synthèse de la culture des Lumières et de celle du mouvement ouvrier qui était sa raison d'être, la gauche française, peu capable de considérer autrement qu'en termes électoraux le lien entre la politique étrangère et la politique intérieure, a trouvé dans le président de la République le médiateur qui convenait entre sa bonne et sa mauvaise conscience.

L'Europe allait déguiser le ralliement des socialistes au libéralisme. L'Europe, ou plus exactement l'image virtuelle de son impensable détermination dans l'océan du marché mondial, permettait de travestir un choix social, une mutation culturelle, en nécessité historique. Quelle mutation culturelle ? Celle qui a marqué, après l'épuisement des réponses keynésiennes données à la crise, la mise en cause *dans leur principe* des politiques publiques, l'installation comme article de foi d'un recours systématique au marché comme mode de régulation de la société tout entière. Quel choix social ? Celui qui arbitre pour la rente contre le salaire, pour le placement contre l'investissement, pour la finance contre l'industrie, pour la monnaie contre l'emploi. On dira qu'il ne s'agit jamais d'alternatives absolues. Sans doute. Mais le seul sens possible d'une priorité, c'est-à-dire d'un choix, n'est-il pas d'avoir touché le point décisif ?

## MODERNITÉ

La Modernité désigne le passage décisif de l'Éternité au Siècle, passage d'une civilisation transverbérée comme Sainte-Thérèse par la religion à celles où la vie collective reconnaît et révère

l'ordre immanent de ses raisons. Dans l'inlassable effort qu'elle devienne celui de la raison, la modernité désigne ainsi le déploiement, les métastases d'un cancer de l'individualisme, son empire.

Ce concept fonctionne souvent comme un établissement de post-cure où les bannis de l'éternité tentent de reprendre souffle, tachant de rejoindre celui du monde. Qui n'a jamais rencontré de jeune baderne c'est qu'il ne veut pas les voir. Mais qui pourrait sincèrement se voir soi-même, au moins sans une ascèse en-deçà – et qui sait au-delà ? – d'un simple exercice de contemplation ? Je ne me contenterai pas d'identifier la modernité à l'avènement de l'individualisme. Principe d'émancipation du genre humain, celui d'un asservissement totalitaire lui est communiqué par le miroir de Narcisse. La dialectique de l'individualisme se perd dans la perversion communautariste et sa dilatation microcosmique.

Comme Pierre Manent<sup>47</sup> le remarque justement, il y a dans le concept de modernité une supériorité du présent sur le passé, l'implicite fraîcheur d'un monde vivant, expressément ou muettement actuel, en puissance de ce qu'on ne sait, en tout cas de ce qu'on ne voit pas encore. La financiarisation de l'économie ajoute à celle, instantanée, de l'offre et de la demande, la dynamique des anticipations. L'économisme contemporain renforce ainsi le caractère polémique du concept de modernité.

Concept nécessairement polémique, au détriment de ce qu'il désigne : l'homme moderne, craignant perpétuellement d'être dépassé, passe condamnation de l'homme accompli, homme passé, virtuellement trépassé. Une déclaration de modernité est toujours une sommation d'oublier un peu ce qu'on fut, à moins d'être celle d'une modernité retournée contre elle-même, aurait pu dire Arthur Rimbaud.

Prenons garde à cette tactique de l'homme moderne de moquer le tic-tac de l'homme ancien qui lui rend la monnaie de sa pièce en dénonçant les tics d'une humanité en toc. La seule authenticité qui vaille est celle d'être de son temps, mais je veux ici savoir ce qu'ainsi parler veut dire : vivre et penser selon l'esprit du temps – ou peut-être tout à fait contre –, ce qui est une autre manière, après tout, de vivre dans sa lumière. Disons conduire ou laisser bouger sa vie par rapport à lui. C'est en faire juge le regard des autres, mais ce destin – inévitable, si je me passe ce pléonasme – doit-il nous engloutir tout entier ?

Être de son temps – comment pourrait-on exister autrement ? Contre celui-ci, ou à côté, cela voudrait dire choisir l'être de son temps, donc le temps de son être. Mais, dans son expression la plus courante, la plus perverse, être de son temps fait l'éloge ambivalent de qui laisse la mode choisir à sa place ; l'éloge de qui se laisse correctement glisser sur la ligne de plus grande pente du troupeau contemporain. Mondialisme, modernisme, profils symétriques d'un narcissisme éternel, visage du matin, visage du soir. Associant grandeur et nonchalance, comme le notait Baudelaire, de Walter Benjamin, la modernité déploie dans le piétinant passage de la foule les agglomérations aléatoires de l'humanité marchande (*Charles Baudelaire*, Petite bibliothèque Payot, 2002, p. 130).

N'y a-t-il pas quelque chose d'instinctivement, de profondément contre-révolutionnaire dans la modernité d'aujourd'hui (quel beau pléonasme) ? C'est-à-dire que ce concept, que l'on colle comme une étiquette sur un cageot de tomates, certificat de fraîcheur d'une marchandise non périmée, renverrait au néant non pas même de l'absence, non pas même de l'impossible, au néant de l'inconcevable, cet en-deçà du désir de changer, du désir comme on disait naguère de la révolution. N'y a-t-il pas dans ces mots, dont l'usage renvoie à notre insu aux insondables abîmes de l'Antérieur, pétrifiée dans une crispation définitive, la mémoire fantomatique de toutes les

révolutions qui ont été faites ? N'y a-t-il pas la certitude proclamée que justement toutes les révolutions ont été faites ; n'y a-t-il pas la proclamation incertaine d'une coupure définitive qui ferait de notre temps, dans une pour ainsi dire déglutition perpétuelle de tous les temps antérieurs, le temps de la révolution révolue ? Ne serait-ce pas qu'après avoir inventé l'histoire, c'est-à-dire plus exactement réveillé l'histoire de son immobilité, en tout cas de cette immobilité finalement absolue qu'est la pensée de l'éternel retour, la modernité, son divorce d'avec la religion une fois consommé, se reconnaîtrait incapable en fin de compte de la surplomber, c'est-à-dire de lui en imposer un sens ?

C'est ce que peut suggérer la deuxième manière de penser la modernité que nous vivons désormais : non plus seulement celle d'une rupture avec le monde ancien, suite et fin d'un changement d'allure, mais celle d'avoir définitivement laissé derrière soi, la dernière frontière dépassée, l'idée même de limite ; en sorte que le seul terme qui en demeure désormais concevable, c'est la fin de l'au-delà (dans une dissociation définitive de l'équivoque du second de ces mots), en quelque sorte le délire d'un positivisme transcendantal. Comme si, le scientisme poussé jusqu'au bout ayant parachevé le désenchantement du monde, ce serait pour que notre modernité pût y enfermer à double tour le fantôme de toutes les nostalgies de ceux qui croient en avoir quitté toutes les superstitions.

C'est le repos sans doute que l'on se flatte d'obtenir par le temps qui court en arrêtant la suite des temps dans ce surplomb d'où nous prétendons nous découvrir post-modernes. Qu'est-ce à dire ? Simplement ces pertes du sens de l'équilibre d'une humanité à laquelle son oreille interne ferait de temps à autre soudain défaut. Et qui tente de le rattraper en oubliant la douleur de penser. Dur bonheur de se heurter aux parois de la pensée – dans l'espoir qu'elle se fasse entendre quelque part. C'est la poste moderne. Pour tout dire : le post-modern.

De toutes manières, notre modernité s'incarne le mieux, non pas dans son apparence, qu'on appelle le post-moderne, qui ne saurait être malgré tant d'efforts que la modernité elle-même embaumée comme sa momie, mais dans *l'invocation* d'une post-modernité comme celle de son simulacre, d'elle-même miroir de sa propre image. En d'autres termes, le *post* de post-moderne, ce pathétique petit préfixe craché comme un postillon à la face du présent revient dans la figure de qui, fasciné, est toujours là ; et que peut-il désigner d'autre que l'impuissance d'une pensée à sauter par-dessus son ombre suivante, le pari perdu d'une pensée qui tente d'éluder, d'un seul coup, elle ne sait comment, résignation et désespoir ? En d'autres termes encore, Mallarmé serait désormais bien en peine de discerner *le vierge et le vivace* de l'interminable cortège circulaire où nous mène *le bel aujourd'hui*.

## MONDIALISATION

On aperçoit rarement que la mondialisation, si l'on entend par là la globalisation des échanges marchands, opérée aujourd'hui à travers la financiarisation des économies, avait connu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à la Première Guerre mondiale, une première phase, celle d'une mondialisation du commerce des biens et des services, adossée dans le libre-échange à celle de l'étalon-or et à l'Empire britannique garant de l'ensemble. Elle avait encore et surtout été portée par la mondialisation de la science et de la pensée technique, suivie ou précédée selon les cas par une diffusion mondiale de la technique elle-même, dont la mondialisation économique et dans une moindre mais large mesure la colonisation avaient été le vecteur.

Cependant, ce qui semble justement faire question, c'est la part du champ des concepts effectivement balayés par une pensée mondiale ou, pour le dire autrement, le partage effectué entre le penser mondial et le penser local par le mouvement intellectuel et moral de l'humanité.

Il serait d'une prudence de bon aloi mais peut-être d'une ambition démesurée de dessiner le puzzle des imbrications culturelles ou, pour le dire vite, celui qui résulte de la pénétration d'une culture de masse unifiante dans la particularité des civilisations. On a pu dire de ce point de vue que l'impérialisme de la pensée technique mis au service de la logique capitaliste soumettait d'avance la diversité des cultures à une emprise qui fait la force principale de la mondialisation de l'économie.

Il y a une transitivité du conformisme à la mondialisation : elle passe par la présence universelle du monde de l'instant, *prince d'Aquitaine à la distance abolie*. Devenue un lieu commun perçu comme *le* lieu commun de l'aboutissement contemporain de l'histoire et de la conspiration de tous les conformismes locaux, la mondialisation en fait masse et célèbre sa globalisation comme une fatalité heureuse du destin du monde. Tout au rebours de celle-ci, on a pu dire<sup>48</sup> que l'accomplissement de la République achèverait l'intériorisation du monde (universalisme) dans un processus continu d'intégration intérieure (si l'on peut en risquer le pléonasme). C'est ici que ce que j'appellerai la *ruse de la déraison* trouve une place pour se glisser : la culture, c'est-à-dire la pensée du monde, une pensée faite monde, identifiait naguère la découverte de la pluralité des mondes à l'exploration d'un seul et unique univers. Ce qu'elle découvre aujourd'hui, sous la continuité de celui-ci indéfiniment présumé, c'est son éclatement (sans doute, en lui, son propre éclatement). En d'autres termes, la mondialisation est le mouvement réel d'une globalisation manquée, faussement imaginaire. La trajectoire décrite par la pensée du monde serait désormais celle d'une oscillation perpétuelle entre le cercle et l'ellipse.

## NATION

Projection du peuple constitué en tant que corps politique, la nation est la communauté des citoyens. Son acte de naissance aura été la Révolution française, qui lui a donné le sens moderne qui s'attache désormais à son nom. Comme l'indique par exemple l'appellation originaire du Collège de France, fondé par François I<sup>er</sup> sous le nom de Collège des Nations, celle-ci désignait une population caractérisée par une culture, une langue – ou tout au moins un langage –, des mœurs, des traditions partagés, socle battu du flot des siècles et non pas l'essence métaphysique constitutive de son unité politique.

À partir du moment où la connotation politique du mot en monopolise le sens, la nation se distingue à la fois de l'empire et de la cité qui furent et qui demeurent les configurations politiques qui portent les mêmes attributs de souveraineté, de territoire, et, pour une partie au moins de leurs habitants, de nationalité. La Cité-État de l'antiquité grecque et romaine, comme d'ailleurs les communes du Moyen Âge qui, du point de vue de l'autonomie politique, peuvent leur être comparées, reste isolée comme un microcosme dans d'immenses espaces de mer ou de campagne au peuplement clairsemé ; l'empire dont la forme politique a traversé les siècles jusqu'à nos jours doit chercher, à la différence de la nation dont il ne saurait prétendre détenir la cohérence intérieure, à établir et maintenir sa cohésion par l'exercice d'un pouvoir qui s'impose à la diversité des sociétés particulières, de leurs cultures et de leurs institutions. L'être moderne de la nation, son avatar révolutionnaire qui l'a produite en tant que nation politique, l'a donc constituée comme coextensive

à la démocratie dont elle représente encore, tout imparfaite qu'elle soit, la forme la plus achevée. Parce que le genre humain ne constitue pas par lui-même un corps politique, la nation seule a pu produire jusqu'à présent un espace pleinement civique, au moins tendanciellement, c'est-à-dire le lieu et le lien de la communauté permanente de la délibération et de la décision des citoyens. L'espace national est le cadre du débat public majeur, parce que le moins imparfait possible quant aux conditions de possibilité de ce temps : il implique à l'intérieur et en quelque sorte en-deçà de lui-même le développement, la liberté, la profusion et partant l'effervescence du débat public sous de multiples formes et à toutes les échelles, non seulement dans le cadre des collectivités territoriales, mais évidemment dans celui des organisations politiques, syndicales, universitaires, associatives, etc. Il faut bien comprendre que les limites que l'espace national peut assigner à ces échanges et qui résultent de l'éloignement des langues, des cultures et des mémoires peuvent et doivent être transgressées ; c'est la responsabilité internationale d'une nation que d'entretenir le dialogue des peuples du monde. La démocratie, la paix – disons l'internationalisme – et la nation forment ainsi une famille dont cette dernière est la mère, cela dans la mesure où leurs manifestations historiques répondraient fidèlement à leur essence. Ce n'est évidemment pas la leçon qu'au contraire une lecture immédiate de l'histoire nous en laisse ; la dénaturation sémantique de son adjectif, « nationaliste », qui dans l'acception qu'il a prise aujourd'hui ne laisse filtrer de la nation qu'un concentré de haine, une épidémie d'inintelligence et le monceau de cadavres que l'humanité a produit en son nom, résulte d'une attaque hémiplegique de la mémoire collective. De ce désastre historique qu'aura été pour l'Europe le nationalisme débridé de ses nations sera né un discrédit allant jusqu'à la délégitimation complète d'un État-Nation dont on a commencé à prétendre qu'il constitue un danger mortel pour la démocratie et pour la construction politique de l'Europe. Telle est l'idéologie dont le libéralisme, manière habituelle de désigner l'humeur, les mœurs et la pensée d'un capitalisme parvenu au stade actuel de sa mondialisation, contamine l'air du temps pour servir les énormes intérêts affectés par le développement de la protection sociale et plus généralement par les contraintes auxquelles on tente d'assujettir au nom de l'intérêt public le jeu de la concurrence et du marché.

La démocratie et la nation ont en France à tel point partie liée – comme le lieu des conditions de possibilité du débat le plus pleinement civique possible – que celle-ci fait nécessairement l'objet de l'exécration des adversaires de celle-là – partisans avoués ou couverts, nostalgiques, platoniques ou militants d'une des innombrables variétés des oligarchies existantes. Ce sont évidemment les perversions nationalistes de la nation qu'évoque l'usage contemporain de l'adjectif dérivé d'elle qui sert d'angle d'attaque aux recrues mercenaires ou inconscientes de ces oligarchies : « nationaliste ! ». La nation et la démocratie étant consubstantielles l'une à l'autre, dissoudre cet alliage est la grande affaire des oligarques.

Une dangereuse manière de le dissoudre consiste à le plonger dans la mer. Celle de l'universalisme désincarné, donc dénaturé, d'un concept des droits de l'homme séparés de ceux des citoyens : la perversion angélique du concept d'une politique humanitaire pure repose simplement sur un oubli : l'humanité est un concept qui, avec l'exigence morale qui en découle, transcende les frontières politiques tout simplement parce que l'humanité n'est pas une catégorie politique. On peut donc arrêter l'osmose par laquelle la nation et la démocratie existent et perdurent consubstantiellement l'une et l'autre en la noyant dans l'océan d'un faux universalisme dont nous venons de dire qu'il est la défroque conceptuelle du négatif de la nation, c'est-à-dire celle de l'empire. On peut aussi la noyer dans les grandes flaques de ces empires de phrases à demi pensées

auxquelles on prête les noms d'Europe, d'Occident, de monde libre, voire de civilisation ou de capitalisme. Les politiques de puissance, puis actuellement la politique de puissance d'une très grande puissance, d'une puissance impérialiste justifient la volonté violente d'une emprise mondiale en la camouflant sous les couleurs d'une politique des droits de l'homme, mondialisable par essence. L'empire se réserve le droit de tenter par ce biais de saper la légitimité des nations fondée sur la démocratie, au nom d'une légitimité imaginaire d'un camp de la démocratie. L'empire, pour l'instant, met en œuvre cette contradiction doublée par cette autre : aux États-Unis, c'est la démocratie et donc la nation, à l'instar naguère de celles d'Europe, qui s'est faite impériale.

Fille de la Révolution, la Nation française est née à gauche. Je veux parler de la nation dans son sens moderne, telle qu'on l'entend dans la République, c'est-à-dire la nation politique, la nation des citoyens. Elle est née à gauche mais elle n'a pas tardé, cela a commencé une dizaine d'années plus tard, à devenir l'otage de la droite. La nation ainsi confisquée, défigurée, dénaturée, n'est pas sortie indemne de cette longue apostasie. Maurras a fini à Vichy. Mais beaucoup, beaucoup d'hommes politiques de gauche aussi.

Contre l'Ancien Régime, la Révolution a inventé la nation républicaine. La bourgeoisie a congelé la République dans l'abstraction libérale et toute l'histoire du mouvement ouvrier est celle de son combat pour la reconquête de la République, « la République jusqu'au bout », la République sociale, cet aboutissement de la République que Jaurès appelait aussi le socialisme.

En réduisant la démocratie républicaine à la démocratie bourgeoise, en particulier en excluant depuis plus d'un siècle la classe ouvrière de la nation, la bourgeoisie dénaturait la nation. Parce que cette nation défigurée était méconnaissable, à son tour et à sa manière la gauche l'a méconnue. C'est le divorce entre la gauche et la nation qui fait divorcer le peuple d'avec la démocratie. De cela sont nés la guerre et le fascisme.

Nous savons combien d'exactions, combien de crimes ont été organisés, perpétrés ou absous par les gouvernements de la France, ou avec leur complaisance, au nom de la nation, et nous comprenons d'où vient par réaction cette idée absurde, tellement prégnante, dans une certaine tradition de gauche, que la nation serait une valeur de droite.

L'avenir du modèle de la nation, juridiquement plus que politiquement institué, paraît se confondre, aux yeux de l'Amérique et pour ceux qui partagent sa conception procédurale de la démocratie, avec celui du capitalisme lui-même. Il adapte cette conception « libérale » aux pratiques capitalistes jusqu'à confondre théologiquement les droits de l'homme avec la mystique du marché. La nation « procéduralement définie » s'oppose à la nation civique en ceci qu'elle fonde sur la neutralité spéculaire d'un système de droit l'exercice de la démocratie, effaçant en quelque sorte l'existence des arbitres sous l'essence sublime de l'arbitrage, enfouissant l'exigence de la justice sous la certitude de la justification, ensevelissant la recherche du sens sous celle du consensus. Sa politique d'intégration sociale, plus souple bien entendu que celle de la nation ethnique, n'exclut nullement le civisme. Mais canalisé dans le réseau de chaque allégeance communautaire, cantonné dans la proximité d'un quartier, d'une croyance, ou d'une cause, ou dilaté à l'américaine par le mythe de la frontière, ce civisme a peine à se trouver, à la place d'une espérance sociale communément partagée – plus difficilement partagée quand la crise succède à la croissance –, d'autres dénominateurs communs dans la nation que celui de l'adhésion au système de son droit. À l'extérieur, le modèle de la « nation procédurale » peut également fonctionner comme un universel. Son ressort se fait alors impérial. Du « ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis », la mondialisation fait passer l'Amérique au « ce qui est bon pour les États-

Unis est bon pour l'univers ».

Projetée sur le monde, l'idéologie d'une démocratie « procédurale » peut servir n'importe quelle puissance singulière, jusque dans la dénégation de sa volonté d'hégémonie, travestie dans un devoir d'ingérence qui n'est que la version retournée, « droit-de-l'hommissée », de la doctrine brejnévienne de la souveraineté limitée des autres.

De même qu'elle s'accommode du développement des scissions sociales à l'intérieur de la nation américaine, dont elle prétend réaliser l'intégration en recoupant sans les dissoudre les frontières intérieures d'une société à plusieurs vitesses, la démocratie procédurale fournit à l'Amérique un levier commode mais précaire pour imposer au monde l'empire de son droit de faire du monde son empire. À la vérité, les exigences internationales d'une telle démocratie ne vont guère au-delà du contrôle social minimum du petit nombre de gisements de puissance et d'énergie dont l'usage serait susceptible de déplacer sensiblement les rapports de forces dans le monde.

Nationalisme ! Sous la plume de quelques folliculaires, l'érucciation en jaillit comme l'exorcisme du diable écumant nos villes et nos vies. C'est la mère de toutes les injures, dont quelques *nouveaux* philosophes égrènent le chapelet depuis trente ans. Car la nation étant le berceau unique de ces faux jumeaux que sont la civilisation et la barbarie, il peut être tentant pour un imprécateur bien abrité, chaudement enveloppé dans la fourrure prédicante des chattemites, de se couler dans le piétinement héroïque des pères de Mai à Paris. Quoi de plus facile à sonoriser, de plus rentable en applaudissements médiatiques, que la dénonciation répétée des crimes, des délires, des désastres, des sottises effectivement accomplies depuis le commencement des temps de ce qu'on appelle aujourd'hui le nationalisme ? À la condition cependant de s'abstenir soigneusement en général d'y mêler jamais quoique ce soit d'américain. Il faudrait faire, écrivait l'une de nos « grandes consciences », une généalogie de l'anti-américanisme. À juste titre. Cette recherche serait peut-être décisive. La maîtresse-clé idéologique de cette sensibilité et tout son caractère doit peut-être gésir au fond de l'Atlantique.

## NATIONALISME

Comme le nationalisme le sentiment national, l'europhisme a perverti l'esprit européen. À force de déceptions, à coup d'hypocrisies il en exténue l'enthousiasme. Il fonctionne en France comme une idéologie de rechange, celle qui permet aux socialistes de devenir des libéraux non déclarés. Il lui fait confondre, au nom de La Fayette, du général Eisenhower et de la mondialisation, le passage du Rhin avec la traversée de l'Atlantique. L'*europhisme*, l'esprit de Maastricht qu'ils opposent au nationalisme leur tombe des mains, c'est le contre manqué des boxeurs du vide : pathétiquement tombés au même contresens, celui qui leur fait méconnaître l'essence des nations, matrice et corps politique de la démocratie, ils se font un mausolée de sa fosse commune.

L'ambition de donner à l'Europe une consistance politique, celle à laquelle les citoyens des nations qui s'y engagent attacheraient un sens, reste pourtant raisonnable. Sa légitimité est intacte pour peu qu'on ne la brouille pas dans le pot-au-feu d'une Nation européenne imaginativement unique. Cette légitimité ne saurait évidemment être conçue et perçue sans la présence d'une ligne d'horizon dont l'attraction puisse courber celles des conflits d'intérêt ou de l'indifférence. Ce qui signifie qu'une volonté formelle n'y suffit pas, qui ne déclarerait pas la substance de ses intentions. Mais l'idéologie libérale, faisant de l'europhisme l'usage d'un dissolvant où la démocratie et la

nation perdent leurs contours fait apparaître l'Europe comme un ovni dans le ciel de nos superstitions.

Plutôt que le concept géographique d'un des territoires du capitalisme mondialisé, l'Europe pourrait être le territoire historique d'un concept libérateur : celui d'une civilisation animée par une double exigence ; d'une part non pas celle de la démocratie tout court, j'entends par là la démocratie cantonnée à ses institutions politiques (ce qui est la version américaine de la démocratie), mais celle d'une démocratie sociale, déployée sur tous les versants de la vie collective<sup>49</sup> ; d'autre part la volonté de construire et de protéger la paix par la coopération des nations, plutôt que par l'hégémonie d'un empire ou l'équilibre maintenu entre plusieurs. Le pouvoir égalisateur de la politique, entendons dans chaque nation et entre toutes le pouvoir politique au service de l'égalité, telle est la marque de fabrique que l'Europe pourrait imprimer à la démocratie. C'est l'héritage historique du mouvement ouvrier. L'héritage manqué par la social-démocratie française, qui d'ailleurs en raison de la faiblesse de son assise syndicale, n'en était pas vraiment une.

La substance d'un projet européen qui se tienne serait le produit de ce choix social qui commanderait nos choix politiques. C'est à gauche qu'ils peuvent se former sans se contredire, parce que l'acquiescement de la droite contemporaine à la financiarisation hégémonique de l'économie, disons à l'universalisme d'un capitalisme sans rivages, est en lui-même la conséquence du choix social qui constitue sa vérité.

Le choix capitaliste cimenter l'inégalité du monde, mais ne laisse pas de le faire passer pour sa justice. Il a la vue basse d'une dame d'œuvre, la religion des bienfaisances de proximité qui répandent à quatre mètres à la ronde leurs dons gratuits pour l'édification des paroisses et l'éternel oubli de l'univers. Dans les années cinquante et soixante, la naïveté bien manipulée d'une partie de la gauche a pu convertir l'opinion publique à la consistance possible d'une Europe démocrate-chrétienne, parce que celle-ci pouvait lui être présentée comme un moyen terme viable dans la société du compromis, celui de l'alliance politique des socialistes et des libéraux nouée contre la guerre et contre le communisme. C'était, pour les gens de gauche qui s'y laissèrent prendre, se tromper d'internationalisme et ne pas voir qu'admettre comme une aubaine celui du capital en Europe vidait d'avance celle-ci de toute consistance. Le même économisme les conduit aujourd'hui à croire qu'un peu de protectionnisme commercial rajouté aux institutions actuelles de l'Europe suffirait à préserver ou d'abord même à découvrir cette pierre philosophale qu'ils appellent son identité : c'est convier les peuples européens à faire festin d'un lièvre dont ils n'auraient que la peau.

## NATURE ET CULTURE

Le réel et la « réalité ». Mieux vaudrait dire peut-être structure et représentation du monde ; le réel dans sa structure et ses représentations. La rétrospection du temps vécu fait de l'histoire une nature empaillée.

D'une part la réalité, c'est-à-dire la totalité du monde dans le nombre infini des images et des idées sous lesquelles il apparaît à ma mémoire et à mon imagination ; d'autre part l'invincible penchant, le désir incoercible qui me porte à toucher le réel sous l'écorce de la réalité, fallût-il l'éplucher pour cela ; le désir de découvrir une « seconde nature », qui serait justement la première,

la vraie nature du monde et la mienne, pour l'évoquer comme un paradis perdu ou l'invoquer comme la promesse d'une parousie ou mieux encore pour l'habiter. La nature est la maison du temps. Quelle serait la culture d'un siècle qui, sans jamais l'habiter, en parcourrait toutes les chambres comme un couloir ?

Cette maison, c'est pourtant notre culture qui l'a construite, ou plus exactement en conduit l'interminable chantier sur le terrain qui nous a été loti. Mais comme la nostalgie du ventre maternel, ou celle, muette et indistincte, dont le regard noie aisément le socle des statues déracinées, la nature des choses, la nature du monde fait toujours l'obscur objet du désir, le désir de Dieu, le dieu du désir.

## NOËL

Ce temps de l'année qu'on appelle la période des Fêtes avive le sentiment de malaise que donne l'insatisfaction de qui se frotte à la lointaine proximité des autres : solitude d'un buvard tâché d'encre.

## OCCASION

On s'amuse à constater par les temps qui courent que le langage contemporain, courant moins léger qu'on aurait cru, préfère très systématiquement parler d'opportunité plutôt que d'occasion. C'est sûrement là une manière de conjurer inconsciemment le pessimisme de l'heure, on peut même dire celui du temps, par le choix d'un terme dont l'adjectif – *opportun* – jette à lui seul un rayon de soleil sur le visage aveugle de la Fortune. L'opportunité, le sourire d'une bonne fortune de rencontre, c'est un clin d'œil de la vie qui nous fait signe de ne pas manquer ce qui ne manquera pas de devenir malgré tout notre destin. Malgré tout ? malgré nous ou grâce à nous. Il y a, malgré tout justement, dans la conviction que l'opportunité peut être opportune comme une affirmation tranquille que la vie laisse à chacun un peu d'espace, de quoi se ménager peut-être dans le tissu serré de son sort une échancrure pour respirer, un peu de jeu à la mouche humaine dans la toile d'araignée du déterminisme social.

Fuir à chaque opportunité trouvée pour se fuir, n'est-ce pas aussi une manière de conjurer l'irréparable blessure de la fuite du temps, d'en calmer la souffrance en renonçant à s'éblouir l'espace d'un instant de l'illusion du neuf ? Illusion d'éternité dont on se protège en laissant le temps, ce brocanteur d'occasions, déballer sous nos yeux ses marchandises accumulées. Pour le Turc, disait Montecuccoli – général du Saint Empire romain germanique –, intrépide défenseur de ce qu'on appelait autrefois la chrétienté, l'occasion n'est jamais chauve : il sait la saisir aux cheveux.

À se regarder dans son miroir, on dirait de l'Europe d'aujourd'hui qu'elle découvre qu'il ne lui en reste plus. Ou presque.

## OCCIDENT

Euphémisme pour désigner le Capitalisme son monde et son rêve : « le monde libre » en est l'avatar.

## ONGLE

Je ne me suis jamais rongé les ongles, ni littéralement, dans l'enfance, non plus autant qu'il m'en souviennne dans aucun moment de la vie. Cela ne rime à rien, comme Rimbaud l'a fait remarquer en laissant cet acte manqué en suspens :

*Mais vrai j'ai trop rêvé, j'ai trop rongé mes ongles  
Si quelqu'un sait la rime, il peut bien l'achever.*

De l'ongle au cheveu l'autonomie du corps ménage à l'humanité des surprises dont certains souvent conjurent l'obsession par une sollicitude infinie. C'est une bonne manière d'occuper le vide de la pensée qu'il m'a toujours été agréable de laisser ponctuer par les coups de ciseaux d'un coiffeur. En ce qui concerne les ongles, ministres permanents de la caresse ou du coup de griffe, selon les goûts et les circonstances, l'affaire est plus sérieuse : elle engage totalement, comme on pourrait dire, notre rapport au monde et à l'humanité. Je m'en console par une pensée qui me traverse de temps à autre, tout en en haïssant l'aveu : « Puisque Dieu l'a voulu, je suis bourgeois jusqu'au bout des ongles, mais je me les coupe ras tous les matins. »

## ORIGINE

Présomption d'innocence à l'ombre du péché originel. Trou noir de la création, de la naissance, du sexe et de la mort, par elle la vie se fait terroriste : l'amour et la peur de l'origine font comme le battement de cœur de la vie. Rien – ou peu de choses – à voir avec la cause : les parents ne sont jamais la cause de leur enfant, sinon la part immense de ce que le biologique transfère de mécanisme et d'habitudes dont il se recompose et donc se réinvente autrement, à chaque instant. Le temps est le gage incertain de cette liberté.

La pensée, la nostalgie, la hantise des origines enveloppent la pluralité des mondes possibles, redoutés, espérés, dont l'ombre portée ferait un destin. C'est pour cela que l'origine dont on se souvient, que l'on recherche et qui vous échappe, se pense démultipliée et s'écrit au pluriel. Ce pluriel des clartés dont on veut choisir la lumière et dont on peut attendre qu'elle dissolve l'obscurité singulière, originelle, lac abyssal dans la profondeur duquel on jetterait indéfiniment la sonde. Pour que le berceau de la naissance ne soit pas le tombeau de la liberté.

Pour conjurer l'angoisse d'une origine dont on ne peut toucher le fond, quel héritage, quel patrimoine comblera jamais cet abîme ?

Patrimoine, comme une bourse jetée de financier en savetier, comment le mot a-t-il pu franchir l'apparemment incommensurable distance qui sépare la cohorte lourdement dansante des moissonneurs d'épargne en bas de laine, laboureurs ou forgerons fraîchement endimanchés en bourgeois proprement mis, d'avec l'essaim vibrionnant des propriétaires de plus vieille roche, entrepreneurs, banquiers ou plus rarement spéculateurs désormais, mais tous bourgeois proprement dits ?

Les plus orphelins des hommes sont tout de même légataires d'un héritage dont ils savent que la

paisible jouissance leur est indéfiniment interdite et l'inventaire refusé. Héritiers présumptifs ils le resteront toujours, mais souvent à leur insu. Il me souvient d'avoir, à l'âge de sept ans, pu dire à ma mère qu'en fait et au fond j'étais son père, sinon même son grand-père. Ce fut je crois la première et la dernière fois qu'au lieu de rire je la vis pleurer.

## PARITÉ

Inacceptable en tant que norme, utile et souvent nécessaire en tant que règle, la parité vaut mieux que les barrissements d'éléphants dont nous assomment régulièrement quelques féminines professionnelles du pouvoir. À *celles* et à *ceux* qui s'évertuent à faire ainsi expier à la grammaire d'aujourd'hui le machiste culturel d'autrefois disons-le nettement : la cause des femmes appelle à changer d'autres lois que celles de la grammaire.

C'est le cas d'un concept qui, perdant toute rigueur à se laisser manier brut de décoffrage, recouvre une règle indéfendable si l'on prétend l'élever à la hauteur d'un principe mais nécessaire et féconde lorsqu'on en use dans des circonstances déterminées, dans un espace de temps délimité, comme l'expédient d'une morale provisoire. Fil du rasoir qui sépare l'équivalence de l'égalité.

La parité dont il s'agit bien entendu est celle de la répartition des sexes dans l'ensemble des rôles sociaux, et plus particulièrement dans les emplois publics et les mandats électifs. Il s'agit, plus largement, de casser le quasi statut de minorité traditionnellement assigné aux femmes où qu'elles se trouvent et quel qu'en soit le nombre.

S'il était question de la légitimer comme un principe, faire de la parité dans ce domaine une institution et un objectif au moyen d'un système légal de quotas serait un contresens civique : le choix des citoyens ne doit pas être gouverné par d'autres valeurs que par celles des qualités politiques des candidats. Mais l'institution de quotas définis par le sexe dans ce domaine est pleinement justifiée par la nécessité de contrebattre jusqu'à la renverser une tradition séculaire qui constitue les femmes comme une minorité perpétuelle dans la cité, la culture, les institutions de l'État, la société tout entière. Méthode nécessaire pour en faire évoluer la structure, déssexualiser paradoxalement la vie civique en trempant pour ainsi dire ses institutions proprement politiques dans le bain d'abstraction salutaire d'un gouvernement impartial : le budget de l'État ne se gère pas comme celui d'un bon père de famille, la cité n'est pas l'extension pure et simple de celle-ci, elle n'est pas l'intersection ou la composition du patriarcat et du matriarcat, et s'il demeure toujours vrai que gouverner c'est choisir, le cours tumultueux de ces choix doit être bordé par des règles que ne doit remettre en cause aucun discours sur le sexe des hommes ou celui des anges. En d'autres termes, la politique doit transcender son histoire et l'histoire sa géographie.

## PARTAGE

Le partage dont je parle ici n'amoindrit pas ce qu'il divise ; il l'agrandit.

Une flèche plantée au cœur de la France laisse découvrir à chacun qu'au fin fond du dénuement il pourrait trouver la fraternité en partage. Loin s'en faut qu'il le fasse toujours puisque par le temps qui court le partage se dédouble ; celui des nantis tournant le dos à celui des exclus il éloigne incessamment les uns des autres sans que cette division même les porte à se réunir chacun de leur côté. La nuit du 4 août n'a pas comblé l'espace entre la bourgeoisie et le prolétariat, faux-jumeaux

nourrissons de la modernité, elle a servi d'alibi à sa méconnaissance.

Cependant l'égalité formelle, abstraite, porte heureusement toujours à conséquence ; ces conséquences ne sont pas nécessairement heureuses mais ce risque est l'honneur et le bonheur de la démocratie, qui après tout, avant tout, est une promesse, et donc toujours un peu un pari. Preuve que les droits de l'homme naissent et meurent sur terre avec et par ceux des citoyens.

J'ai lointainement le souvenir qu'un travail d'Emmanuel Todd aurait montré que certaines régions françaises, l'Ile-de-France en particulier, n'ont jamais connu le droit d'aînesse. Ainsi la France de l'Ancien Régime était-elle de longue date enceinte de la France de la Révolution. Les fratries, si elles n'en sont pas le gage et peuvent être la matrice des guerres civiles, peuvent l'être aussi de la fraternité.

Des socialistes français ont mis en scène devant leurs concitoyens une parodie tragicomique d'une fraternité servante du libéralisme en découvrant, miracle contemporain de la multiplication des pains, le partage du travail ou plus exactement celui de sa pénurie acceptée. Proclamer que le monde d'aujourd'hui, dont on sait combien il engendre d'affamés et de laissés-pour-compte, ne puisse produire plus de travail, peut-on imaginer ralliement plus stupide et plus intempestif à la pensée de Malthus, plus incongru à celle d'Adam Smith ? Le capitalisme est devenu l'horizon indépassable des socialistes ; c'est bien celui de leur temps, le temps du travail sans emploi et du chômage de masse. Le socialisme ne peut venir à l'existence que d'une passion pour l'égalité intimement libérée du mimétisme et de l'envie. Seule planche de salut possible sur l'océan des âges, elle se nomme Fraternité.

## **PARTI<sup>50</sup>**

Dans l'imaginaire institué de la société, les partis qui fondent leur raison d'être sur une transformation fondamentale de l'ordre établi – ou qui y prétendent – sont nécessairement en porte-à-faux. Intégrés au monde qu'ils veulent détruire, dans l'ambivalence de leur institution ils instillent l'institution de l'ambivalence. Il est utile de vérifier s'il s'agit d'un redoublement ou d'un dépassement, s'il fonctionne comme alibi – permutation dans l'imaginaire qui perpétue le réel – ou comme utopie – mutation de l'imaginaire pour transformer l'ordre existant du monde. Les exigences de leur propre durée assignent ces partis sans doute à se dévouer avec continuité au premier de ces rôles, alors même qu'ils se veulent voués au dévoilement – et au dévoilement – de cette continuité. C'est une contradiction de la dialectique sociale. Aucune organisation de masse ne saurait être révolutionnaire par nature, quant à l'être par destination, cette vocation ne s'assume que par effraction. Les rêves éveillés prolongent l'assoupissement de la conscience, un rêve endormi est parfois précurseur de l'éveil.

Les déceptions répétées de la gauche, les illusions engendrées par elle témoignent contre les mandataires du peuple (et parfois contre le peuple lui-même) ; elles ne procèdent pas d'un mandat du ciel. Dans la formation sociale française comme ailleurs, les partis issus du mouvement ouvrier sont plus souvent en retard qu'en avance sur la société. Le constater ne rend pas compte de toutes les raisons qui font l'hégémonie de la droite en France et de l'inaptitude jusqu'à présent avérée de la gauche à y substituer la sienne. Mais discerner que la division de la gauche est imputable à l'incohérence intérieure des partis qui en constituent l'armature permet de comprendre, avec la réalité de la lutte de classes, la possibilité de réunir la gauche dans une refonte de ses organisations.

À nouveau. Un jour.

Nous ne sommes pas de ceux qui tiennent l'organisation politique de cette lutte par le moyen des partis pour une forme périmée, sous le prétexte que l'État et l'ordre existant des choses ont déformé les partis qui cherchent leur légitimité dans un combat de classes, mais nous ne considérons pas pour autant, c'est le moins que l'on puisse dire, les structures intellectuelles et pratiques actuelles du Parti socialiste et du Parti communiste français comme l'archétype des armes politiques dont les exploités et les exclus ont besoin. Nous ne les considérons pas davantage comme le produit d'une dégénérescence dont il suffirait de renverser le cours pour forger un instrument prêt à servir une révolution ; elles sont le produit d'une histoire à réinventer. Le rôle d'un parti n'est pas de produire l'intelligence de son temps ni la préfiguration de l'avenir. Il n'est pas d'avoir réponse à tout (contrairement à l'image charismatique de médiateur universel que lui imposent l'aliénation sociale et le système des médias) : il est de révéler et d'assembler l'invention sociale pour poser la question du pouvoir et la mettre en état de changer les termes de toutes les questions.

Aux yeux de la « gauche américaine », le déploiement de l'industrie capitaliste de l'information, qui comporte aussi bien la production de ce que l'on nomme trop justement les « données » que le contrôle de leur transmission, appelle l'américanisation de la gauche, c'est-à-dire la dilution des partis dans le maillage d'une « vie associative » éclatée, leur dégradation dans un dispositif purement électoral qui transforme les militants en caisse de résonance des sondages et leur direction en agence de publicité. Ce qui revient à mettre l'industrie de l'information, et plus précisément ceux qui la dirigent et ceux qui la financent, au commandement de la politique. Contre ce péril, s'il faut rassembler les ressources que l'on peut tirer des traditions militantes de la gauche, ce n'est pas pour en attendre un nouvel avatar du parti-Église : nourrie d'impatience, la résistance idéologique est une patiente reconquête ; elle a moins besoin de forteresses que de partisans.

Rompre en la démasquant une idéologie du consensus qui est comme la pudeur de la domination de classe et, chez ses collaborateurs, la parure de leur trahison exige une rigueur que son seul contraste avec la bonne fausse conscience suffit à rendre polémique. Il n'est pas de mouvement positif qui ne prenne son élan dans un refus, mais pas de refus fécond qui ne donne ses raisons, pas de critique sérieuse (répétons-le avec Politzer) sans le pressentiment de la vérité. Seulement sans doute, puisqu'il s'agit de la vie et de l'histoire des hommes, de son pressentiment. « Le combat spirituel est aussi brutal que la bataille d'hommes, mais la vision de la justice est le plaisir de Dieu seul » (Arthur Rimbaud).

## PASSAGE

Quitter « le tout ou rien » pour tenter d'aller du rien au tout, en sachant interrompre quelque part le voyage.

Va-et-vient de l'éphémère au définitif, transmutation du définitif en éphémère par la concaténation instantanée de leur naissance et de leur mort. Le passage, c'est toujours le passage du temps dans une âme un instant immobile. C'est un passé décomposé qui incessamment se recompose. Si le passage est la demeure du passé, son étirement et sa condensation, puis son exténuation dans la fuite, il a toujours son lieu dans le mouvement d'un éternel retour.

Passages de l'humeur qui dans la vie vont et viennent, ils sont la trace de courants profonds de l'âme qui empruntent pour venir à l'air libre des chemins obligés, inconnus d'elle. Un poète

reconnaît dans les rues de sa ville l'imaginaire écho des vies qui sont passées par là, secret mouvement de leurs tristesses et de leurs joies.

Les passages de Paris, au cœur de l'œuvre et du cœur de Walter Benjamin, condensent des figures du temps immobilisé : Passage des Panoramas. Les passages du siècle dernier sont toujours celui du dernier siècle : siècles mortels traversés d'éternité.

Rebrousser chemin, c'est mourir, ce que fit Benjamin l'été 40 à la frontière d'Espagne, quand la vie lui en refusa le passage, pour l'immobiliser à jamais dans ce qui devint le passage de sa vie.

## PLACE

Mon plus ancien souvenir, que je soupçonne d'ailleurs fortement d'être innocemment apocryphe, parce que résultant du télescopage anachronique – de la synthèse imaginaire – de deux fragments de mémoire, est celui de la traversée d'une place écrasée de lumière et d'accablante chaleur, traversée bercée de l'obsession indéfiniment répétée de ces mots : ah ! quand reviendra le temps des oranges ?

Place, ce mot français qui pour moi évoque l'arrivée simultanée de multiples avenues possibles, au débouché de l'advenir, ce lieu où le destin ouvre la bouche. L'arrivée plutôt que le départ. Le lieu d'un destin plutôt que celui d'un choix. Avoir trouvé sa place en soi-même sans avoir eu besoin de la chercher, c'est le bonheur miraculeux d'une enfance heureuse et continuée.

Elle apprendra vite que la place est évidemment aussi la quintessence de l'ordre social, dont l'ombre suit toujours après l'avoir souvent précédé le corps de chacun. L'attentive analyse bourdivine a méticuleusement démonté la procédure de la distinction, par laquelle l'écart des tons détermine dans la succession de leurs intervalles différents la tonalité d'où chacune des notes émises reçoit son identité. Mais c'est d'abord et plus profondément à partir du besoin le plus incoercible, celui dont l'appel convoque dès l'enfance le regard des autres pour lui répondre, qu'inlassablement l'identité de chacun se construit sous ces regards. D'où vient l'enragement qui saisit facilement ceux qui se sentent mal placés par le jeu social, ou plus gravement la détresse communément ressentie de qui ne trouvant pas sa place dans la vie des autres se persuade de n'en pas avoir dans la sienne.

Dans le jeu social, perdre sa place, ne pas ou ne plus la trouver, c'est perdre la face ou l'avoir perdue. Devoir la chercher si cela dure plus d'un instant est déjà mauvais signe. Mais il ne faut pas du tout confondre l'abjection latente ou galopante des allumés de la lutte des places et autres accrocs à l'arrivisme avec l'insondable mal de vivre, l'incoercible mélancolie des êtres qui savent qu'ils ne se déprendront jamais – mais y tiennent-ils vraiment ? – du sentiment que de leur vie ils ne trouveront jamais leur place au monde. À cet égard, la langue française qui assigne un pouvoir constituant sur le sens à l'ordre des mots ferait aisément de celui-ci une instance totalitaire et la plus impérieuse de toutes. Une place. Un point. C'est tout.

### *Place du Panthéon*

Qui saura de qui je veux parler ? De quel tombeau, de quelle chanson, de quels amours ? Dans ce tableau romain de la place du Panthéon, les deux clochetons qui couronnaient le monument y sont encore. Disparus avant la fin de l'avant-dernier siècle, comme les cornes carrées du diable, plus

hautes que la colonnade d'Agrippa qu'elle paraît ici toiser de sa morgue, l'obélisque de la fontaine se dresse vers le ciel, comme un cierge ou le pénis érigé du Pape. Anne, à son réveil, aurait pu ouvrir juste en face, au milieu du troupeau des maisons où s'insère *l'Albergo del Senato*, ses fenêtres. Mais maintenant c'est plutôt le soir, puisque l'on remarque au premier plan de la peinture des groupes de flâneurs attardés qui causent. Causeurs enrobés, dont le costume nous rappelle que ce temps est celui du peintre, que la Papauté y poursuit la somnolence de son règne, que la Révolution française n'a pas eu lieu.

Devant la peinture d'Hilaire il se souvient qu'il y a très longtemps, il faisait très chaud, il avait cinq ans, il traversait une autre place, celle-là à peu près vide, en se répétant comme une ritournelle « oh, quand reviendra le temps des oranges ». Une phrase qui, sans doute, n'était pas vraiment des siennes, qui soixante ans plus tard était tout à lui. C'est pourquoi la chanson de Mignon l'émouvait toujours. Il est vrai que sa mère, qui ne jurait pour ainsi dire que par Goethe, la lui avait chantée quelquefois.

## PLURALISME

Quand un ami, Sami Nair, me dit un jour – il y a longtemps – que je serais probablement bigame et que je me récriai, avais-je raison, avais-je tort ? les deux à la fois mon capitaine, mais d'une manière, je veux dire dans une proportion de vérité et d'erreur – je pourrais dire une propension à la vérité et à l'erreur – qui varie d'un jour à l'autre sans que j'en puisse jamais tout à fait arrêter l'oscillation. La bigamie est un risque de la fidélité.

Quelle éternité dans la succession immobile des amours mortes ? Mais mortes, quand et comment le sont-elles tout à fait ? Je n'y renoncerai jamais, je ne saurais en renier aucune ; même si certaines d'entre elles m'ont abandonné, ce sont elles et non moi qui sont parties. Dans chaque instant le temps se fige, comme mémoire d'éternité. Morte mais hors d'atteinte, hors d'attente, de toutes les attentes dont chacune ne s'épuise que dans la suivante, la succession de ces recommencements, c'est la douceur un peu tragique de l'amour. Cette attente sans attente qu'est la nostalgie, je m'en défends comme d'une complaisance à soi-même. On pourrait plutôt la porter comme un soldat du rang sa médaille militaire.

Pluralité, galvaudage du singulier, indéfiniment dévalué. Des idées du siècle, l'idée du siècle est toujours orpheline.

## POING ET LA ROSE (LE)

Qu'avons-nous apporté aux socialistes (quand je dis *nous*, j'entends ici la petite troupe du CERES, et quand je dis *les socialistes*, j'entends à la fois les militants d'une SFIO. en fin de vie, héritiers d'un fond de commerce quasi endormi dont l'enseigne, naguère prestigieuse, tombait en lambeaux, et les militants socialistes d'aujourd'hui) ? Nous leur avons apporté « le poing et la rose », le programme commun de gouvernement, c'est-à-dire à la fois un projet de changement social et politique, l'union de la gauche et l'esprit d'un réalisme eschatologique ; nous leur avons apporté enfin, cerise sur le gâteau, « l'importation » de François Mitterrand. En somme, des buts de guerre, une stratégie et le moyen de l'organiser : aux socialistes, sinon au socialisme bien sûr, nous avons fait redécouvrir une raison d'être, nous l'avons fait revivre à leurs propres yeux et dans le

sentiment des Français.

Cela doit s'entendre sans emphase ni enflure : l'œil qui guide le levier qui soulèvera une masse incommensurablement plus lourde que lui après en avoir choisi le point d'application sur le terrain n'est ni extralucide ni paranoïaque ; c'est simplement l'œil du discernement.

Le poing et la rose : au mois de juin 1971, le congrès d'Épinay, dit congrès de l'unité des socialistes, adopta le poing et la rose comme emblème. Il avait été choisi l'année précédent par la Fédération de Paris le jour où ce bastion « molletiste » de la vieille SFIO. était tombé aux mains du CERES. (j'emploie à dessein un vocabulaire guerrier parce qu'il correspond assez bien ce me semble à l'humeur belliqueuse de ces tournois politiques).

J'avais « inventé » cet emblème en demandant à un graphiste de nos amis, Berriet, d'en dessiner le logo. Le thème en était tiré d'une (lointaine) paraphrase de textes de Marx, notamment celui de ce passage du 18 brumaire de Louis Bonaparte qui trace une ligne de démarcation catégorique entre ce qu'il appelle les révolutions bourgeoises et les révolutions prolétariennes, celles qui « se critiquent elles-mêmes constamment, interrompant à chaque instant leur propre cours (...) jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : *Hic Rhodus, hic salta* !<sup>51</sup> »

Ainsi paraphrasé par Marx : « C'est ici qu'est la rose, c'est ici qu'il faut danser ! »

Cette image, dont « le poing et la rose » représente à mes yeux une citation secrète, m'évoque à la fois ce que je ressens toujours comme le cœur de la vérité du marxisme et la source commune qu'elle partage avec ses erreurs, les innombrables erreurs que marxistes et antimarxistes ont pu en tirer. Le poing, saut et sursaut de la décision et du commencement d'un combat, en même temps que symbole d'une détermination morale et de sa résolution sociale dans la lutte de classes, se ferme sur la rose offerte comme un défi et la promesse d'un monde pacifié. La rose au poing de la Fédération de Paris du Parti socialiste, drapeau planté par le CERES sur le premier bastion de la social-démocratie emporté avant le congrès d'Épinay, allait quasiment faire le tour du monde, puisque tous les partis ou presque de l'Internationale socialiste devaient le prendre pour emblème. Je mentionne ce trait dans un mouvement de vanité ingénue parce qu'il m'est un exemple, parmi des milliards d'autres, de l'inépuisable versatilité des symboles : le souffle d'un battement d'aile d'un papillon d'Australie peut bien faire le tour de la terre, il n'aura nulle part tout à fait le même son.

Le programme commun de gouvernement était l'enjeu décisif du congrès d'Épinay, l'objet d'un refus inébranlable opposé par l'ancienne SFIO d'en engager la discussion avec le Parti communiste : cette discussion, dont elle acceptait rituellement le principe mais dont elle subordonnait non moins rituellement l'ouverture à la production par son éventuel partenaire de la certification d'une virginité démocratique perdue depuis 1947, était la pierre de touche du maintien de ce que l'on appelait « la troisième force », c'est-à-dire l'alliance des socialistes et des centristes, fermant la porte à l'union de la gauche. Cet article de foi également partagé par la droite (Gaston Defferre, Pierre Mauroy) et la gauche (Mollet-Savary) de la SFIO était le verrou que le CERES, avec ses 8,5 % de mandats, fit sauter en faisant de la décision de négocier un programme commun la condition préalable de sa participation à quelque majorité que ce fût.

Ce fut donc, pour Pierre Mauroy, la rançon d'une victoire si longtemps différée sur la gauche (molletiste) de son parti et pour François Mitterrand sa cotisation d'entrée au Jockey club des révolutionnaires fondé par Jaurès et illustré par Léon Blum. Il n'est pas inutile de rappeler qu'une

telle issue n'était pas du tout, mais pas du tout, celle dont l'un et l'autre auraient souhaité qu'elle accompagnât l'élection de François Mitterrand à la tête du parti. Je puis en témoigner très précisément pour m'être rendu nuitamment avec Jean-Pierre Chevènement dans des bois de grande banlieue, éloignés de plusieurs kilomètres de celle du Congrès, dans une maison isolée, pour y sceller cette surprenante coalition. Pris sitôt connu le résultat du vote des militants, et par conséquent le rapport des forces en présence à la fin du premier jour du congrès qui donnait au CERES la clé de toute majorité possible, ce rendez-vous était aussi clandestin qu'insolite. Je me rappelle la silhouette de Jean Poperen faisant les cent pas devant la porte. Guettant notre arrivée pour nous indiquer l'entrée, cette apparition ne cessait jamais de me revenir en mémoire chaque fois que j'eus l'occasion depuis cet instant d'entendre sortir de sa bouche les mots-fétiches dont cet excellent orateur, dans une oscillation obsédante de l'oracle au complot, ne se lassait pas de scander ses propos : « Tout est clair maintenant. »

Cette alliance entre ce qui passait pour la droite et ce qui passait pour l'extrême gauche des socialistes contre ce qui passait pour leur gauche, nous ne la fîmes pas accepter sans peine le lendemain à la réunion « de courant » de nos propres délégués, tant le quiétisme rhétorique de la gauche molletiste avait imprégné les esprits. L'arrivée surprise d'un François Mitterrand, qui ne s'était annoncé à personne, à la fin de cette réunion d'un courant qui n'était pas le sien contribua à emporter leur conviction. Je pus ainsi mettre au point en quelques minutes avec Pierre Joxe le texte de la motion d'Épinay : elle reprenait l'essentiel de la nôtre, « Unité et Rénovation ».

La motion d'Épinay condensait en un seul lieu, mais décisif, le tournant politique du congrès : un programme commun de gouvernement serait élaboré avec le Parti communiste à partir de propositions socialistes rédigées dans cette vue (cette dernière précision étant l'apport direct de Mitterrand) sans aucun préalable. C'était le point décisif parce qu'il substituait un engagement déterminé « aux termes imprécis d'un dialogue idéologique », c'est-à-dire aux vagues déclarations d'intention de socialistes bien décidés jusque-là à ne parler toujours de l'union de la gauche que pour ne la faire jamais.

## POUVOIR

Le pouvoir triomphe par son évidence, quand il a rendu invisible sa puissance : ainsi son être devient-il indiscutable.

Le Pouvoir, plutôt que pouvoir : la substantivisation du verbe marque un affaiblissement de sa substance sous le regard ou dans la pensée de ceux qui le subissent, et qui n'en ont pas. Pouvoir, c'est le prince inaccessible. Révérence ou détestation, détestation et révérence de ceux-là qui mettent au Pouvoir sa majuscule, le pouvoir est aussi le visage indiscernable d'une puissance dont la présence est constamment ressentie.

Du pouvoir aux pouvoirs : légitimité singulière d'un pouvoir ; du vide du pouvoir aux pleins pouvoirs, d'un pouvoir vidé de sa puissance. Du pouvoir aux pleins pouvoirs : de quoi se remplit ou se vide le pouvoir : de puissance.

On donne les pleins pouvoirs, on ne les prend pas (on prend le pouvoir – un pouvoir vide – pour le remplir : d'actions, de puissance). Haïssable toujours, le pouvoir ? Pour peu qu'il soit ressenti d'un même souffle invisible, indubitable, inaccessible. D'un même souffle : ce que l'on ressent du pouvoir, c'est un effet de souffle. Le Pouvoir alors majuscule, c'est le Mal. Pouvoir doublement

extérieur : à ceux qui le subissent, mais aussi à ceux dont il procède, à la légitimité qui le surplombe, et qui le justifie (ou dont l'absence le condamne).

Fondés de pouvoir, fondés et fondus par celui-ci...

## **PRÉCAUTION (*PRINCIPE DE*)**

Salutaire quand il est méthodique, son usage verse facilement dans la névrose béatifico-gâteuse. Le contrepoint affectif et politique que fait entendre la basse continue de sa petite musique peut brouiller l'harmonie de l'existence s'il obsède au point de la faire passer instantanément de la crainte au tremblement, de changer, au-delà de la prudence, la retenue invétérée multiplié d'un geste en maladie de Parkinson.

Comme me le suggère une remarque de Bruno Latour dont je garde un vague souvenir, le principe de précaution enseigne à se mettre un dentier dans la bouche avant de mordre sans oublier de l'en ôter pour embrasser.

Cette image me rappelle les personnifications les plus séduisantes du principe de précaution qui nous viennent sans précaution à l'esprit. De toutes celles assiègent la mémoire, la première d'une longue queue restera la figure de Lionel Jospin, notre ancien Premier ministre. Il s'en fit le Messie, en France et dans le monde, prêcheur habité de sa bonne nouvelle dont il demeure l'Incarnation.

Les chevaliers de l'ordre du Principe de précaution, incessamment appelés à enfourcher tout sellé le cheval des Grands Principes, prennent garde de ne jamais le monter à cru. Leur erreur est de prendre pour de la sagesse la folie de croire qu'un tel harnachement suffit à éviter de vider les étriers à qui n'a pas le sens de l'équitation. C'est-à-dire que le souci d'avoir su, aussi bien que possible, évaluer les risques pour en diminuer le nombre et l'ampleur ne dispense pas de la détermination d'en prendre. Sans toujours attendre le moment où la cavalcade les aura reconnus et acceptés. Car, de ces risques, il en reste toujours.

En d'autres termes : l'usage de l'expertise, qui doit éclairer la politique, la détruit chaque fois qu'au lieu de servir à baliser le champ de l'incertitude en définissant plus clairement les termes du débat on l'invoque en faisant à l'avance le serment de réussir à purifier sa conclusion de toute trace de perplexité, comme la vie d'un cascadeur à travers une série de constats d'huissier rédigés avant la représentation. C'est confondre les termes d'une délibération avec le terme de celle-ci, c'est-à-dire la décision de choisir l'action qui va y mettre fin, fût-ce en renonçant à remâcher le résidu d'incertitudes qu'il aura bien fallu avaler pour ce faire. On invoque surtout le principe de précaution pour le faire agir comme l'anesthésique-retard du principe de responsabilité. Les chevaliers de l'ordre du Principe de précaution nous émeuvent ou s'acharnent à nous émouvoir en nous chantant qu'ils gardent toujours au creux des mains une plaie ouverte. Incertains au fond d'eux-mêmes de leur vocation pourtant sincère de servir la justice, engoncés dans le costume d'emprunt de la fausse rigueur des faibles, ils manquent rarement de troquer le moment venu la justesse pour la justification.

## **PRIVÉ – PROPRIÉTÉ**

L'ambivalence du terme *privé* – c'en est un dans toutes les acceptions de ce mot – oscille d'une jambe à l'autre sur la frontière de la satiété et du manque. Elle fait résonner dans l'espace ouvert du

monde la note singulière d'une existence. Elle individualise et donne un nom au regard, pour délimiter d'avec l'espace public le sien propre. Privé ou public, il n'est pas d'espace qui ne tienne son existence d'un point de vue déterminé. Et dont l'espace partagé fait surface de la profondeur immense d'une interpénétration sans partage.

La question essentielle de cette mêlée – mélange et combat – est celle de l'appropriation. L'appropriation de la production et de l'échange des symboles étant plus décisive que toutes les autres, parce que surdéterminant le reste.

C'est sans doute à la continuité et à l'âpreté du combat historique mené par ou plutôt au nom de l'individu pour s'en ménager un que l'illustration d'un tel espace en organise tout de suite la défense : du commencement jusqu'à la fin, l'âme d'un individu privé doit rester polémique. L'intensité et l'envergure de ses échanges avec l'esprit du temps, dont l'ombre portée déborde largement l'espace public proprement dit, font la force ou la faiblesse de la vie civique. Entre le public et le privé, la politique marque d'un seul trait frontière et passage. Ils sont de toutes manières les fils de chaîne et de trame du tissu social.

La justice, donc la politique, et la propriété sont comme l'âme et le corps de la Cité. Réduire celle-là à n'être que l'excroissance de celle-ci la détruit. Perversion à l'œuvre dans tous les régimes et casse-tête irrémédiable de ceux qui, renversant l'ordre des raisons et prétendant fonder l'ordre de la politique sur celui de la propriété, les abandonnent ensemble à la privatisation.

### *Propriété*

C'est l'être marqué par l'avoir, englouti par l'avoir après avoir été pour commencer et pour finir marqué par lui. Du singulier au pluriel, du propre de l'homme à la part du monde qu'il s'est appropriée, dont il a fait son bien, sa chose, la *propriété* de l'avoir détermine l'être du propriétaire et même le fonde dans ce en quoi elle le perpétue. Objets de la possession ou de sa convoitise, les biens appropriés condensent dans le terme dont on les désigne l'intersection, l'imprégnation réciproque de trois univers : physique, juridique et moral. Dans la France du roi Louis-Philippe, chaque homme en particulier et plus particulièrement chaque chef de famille commençait à ne plus se situer socialement par sa seule naissance ou par la faveur du prince, mais par ses propriétés, quelle qu'en ait été l'origine. Non pas que celles-ci ne jouassent auparavant aucun rôle dans le partage social des rémunérations symboliques, mais enfin, au-delà d'un déplacement d'une faible amplitude, c'était l'exception qui confirmait la règle.

Contrairement à l'illusion commune, l'appropriation collective – qu'elle soit sociale, coopérative ou étatique – des grands moyens de production et d'échange n'a pas été et ne pouvait être le socialisme, ni même y conduire, tout en en constituant une conséquence et avant celle-ci une condition, nécessaire mais seconde. L'appropriation collective la plus décisive, la seule décisive à vrai dire, sera celle du désir, de la pensée, de l'horizon, du projet. Si la vérité et la valeur du marxisme auront été de reconnaître la place fondamentale de l'économie dans l'histoire, son erreur fut de ne pas discerner, infidèle en cela à son inspiration hégélienne, que l'esprit, la mémoire et le rêve des peuples inséparablement l'accompagnent, pour lui frayer ou pour lui interdire le chemin. Ainsi l'économisme a-t-il perverti la légitimité d'un droit d'aînesse reconnu à l'économie, fantasmatiquement transformé en fille unique de l'histoire. À la vérité, si l'on doit séparer ses propriétés de l'essence, disons de l'être même ineffable de l'homme, des hommes et de leurs

événements – mais il est difficile de s’y essayer et davantage encore si rare d’en avoir eu le souci –, c’est nécessairement notre propre regard que peut-être nous recherchons et qu’assurément toujours nous découvrons sur le visage de nos frères humains. En somme : le mode d’appropriation de l’alpha et de l’oméga d’une personne – non pas de son âme ou de son être, mais de ce qui lui est propre « à nos yeux » –, c’est le kolkhoze.

## PROVOCATION

Il en est me semble-t-il de deux sortes : l’une consiste à se mettre en scène soi-même (la mise en scène d’autrui n’en est qu’une variante) ; l’autre à mettre en scène sa propre mise en scène.

Les provocations de la première espèce sont nécessairement des fautes de goût. Elles appuient sur des mots jetés à la figure d’un interlocuteur de comédie ; ils sont censés le faire rebondir comme sur un ressort. Le locuteur choisi peut être absent, fictif ou désigné au hasard ; il est toujours captif : aucun provocateur n’aura cure d’obtenir son consentement préalable pour engager ou poursuivre la conversation. Il suffit qu’il soit sommé de répondre de quelque chose, plutôt que quoi que ce soit : muet mais toujours disponible comme le ciel de la tragédie classique. D’une manière ou d’une autre, le provocateur a toujours en stock, préparées de longue date, les demandes et les réponses : la provocation est un art de romancier.

Seuls les provocateurs de la deuxième espèce sont de vrais artistes. Ils n’ont pas d’adversaire, mais des spectateurs, pas de victime mais un public ; aux yeux duquel l’agitation d’un chiffon rouge ne saurait produire des émotions d’une autre sorte qu’aux oreilles des badauds celles qu’annoncent les roulements du tambour de ville. Une mise à distance dans l’explication qui ménage une distanciation intérieure, comme à l’opéra.

Sous la couche d’esthétisme qui la décore, on discerne habituellement dans la provocation, surtout lorsqu’elle est répétée, inextinguiblement répétitive, comme la trace, parfois presque la marque d’un *éléphantiasis de l’ego*, incontinente ou mal contenue. Il peut se faire qu’il n’en soit rien lorsqu’elle apparaît être la seule manière possible de forcer un débat obstinément esquivé par un mutique professionnel ou un chafouin impénitent : comme d’enfoncer une porte qui ne tourne plus sur ses gonds.

Le dépit amoureux et les soubresauts communs aux frustrations des adolescences prolongées sont les grands pourvoyeurs des provocations de la première espèce. Bien de cette chimie-là est à l’œuvre par exemple dans les sentiments de colère vengeresse dont le Front national a pu aujourd’hui faire le lever le tabou ; leur emprise se nourrit des frustrations du temps. Ces imprécations compensatoires viennent meubler le vide insupportable de l’attente déçue d’un sursaut cathartique qu’on n’imagine plus surgir du cours ordinaire du temps ; d’où le recours au dévoiement de l’espérance eschatologique qu’apporte la figure charismatique d’un imprécateur providentiel.

Ce ne sont pas là, bien entendu, les contours d’un paysage social qui peut servir de contexte à l’extrême droite que je viens de dessiner, mais un pan de celui-ci, quelques-unes des plaques d’instabilité d’où peuvent naître les déflagrations les plus fortes. On conçoit aisément, comme une loi physiologique des extrémismes pourrait nous l’enseigner, que ce sont justement ceux qui se tiennent ou veulent parvenir aux extrêmes qui prétendent paradoxalement se faire rejoindre par le gros du troupeau – à moins qu’ils ne préfèrent la délectation d’en contempler l’éloignement. On

peut voir ainsi courir dans tous les partis, et pluslargement dans toute la gamme des activités humaines, et davantage d'ailleurs bien sûr de celles qui sont les mieux exposées au regard, les crampes de la provocation. N'en disons pas trop de mal ; plus ridicules que dangereuses, elles sont mille fois moins funestes à leurs victimes – actrices plus encore que spectatrices – que les crispations plus ou moins maîtrisées que leur refoulement produit toujours : c'est la loi des provocations ou celle des vocations rentrées.

Le CERES puis « Socialisme et République », le courant formé par celui-ci à l'intérieur du Parti socialiste, lui était suffisamment contradictoire pour que son existence même lui parût insupportable. Je l'avais un jour revendiqué symboliquement en mettant dans la main de Guy Mollet, au cours de la peut-être dernière convention du parti tenue en sa présence, un exemplaire du livre de Jacques Mandrin, *Socialisme ou sociale médiocratie*. Je suis allé un peu plus tard à son enterrement, avec Jean-Pierre Chevènement, à Arras.

## RECONNAISSANCE

Retour, geste ou action de grâce ? « Tu ne chercherais pas si tu ne m'avais pas trouvé. » (Saint Paul)

Il n'est pas de bonheur de vivre ni de force de pensée pour ceux que le fond de certitude que donne un sentiment de reconnaissance de soi par soi a quittés ; une certitude qui loin de mettre à l'abri du doute en rend salubre l'exercice, une certitude qui n'est pas de bonne ou de mauvaise conscience (c'est-à-dire d'inconscience) mais plutôt de simple confiance dans la promesse qu'on se fait, sinon de réussir à se faire aimer de la vie, du moins de ne jamais renoncer à se réconcilier avec elle.

Cette reconnaissance est au fond la seule décisive, mais nombreux, les plus nombreux peut-être, sont ceux qui s'en sentent démunis, et destitués de l'espoir d'en trouver l'accès. Ceux-là vivent le désir d'être reconnus d'autrui, évidemment fondamental et coextensif à la condition humaine, comme l'alternative absolue du sentiment profondément dissimulé de leur néant intérieur.

Le désir de reconnaissance à travers les métamorphoses monstrueuses qu'il peut subir engage alors celui dont il vampirise le regard dans le regard des autres dans les spirales de son aliénation.

De la reconnaissance à la révérence s'ouvre le chemin facile de la dévotion, le chemin de cette anamnèse vampirisée sur les pavés trop aplanis de la mémoire. Le désir des éternels retours, au-delà de la nostalgie de toutes les renaissances, porte un défi secret jeté comme un pont par-dessus des abîmes : se reconnaître, renaître à soi dans les brouillards du monde.

## REGRET (*sans repentirs*)

Le regret sans repentirs n'appelle pas le pardon, il le rend inconcevable. C'est la rature dont je veux corriger l'écriture de la vie. Chacune d'entre toutes aussi vaine que vraie. Le repentir ne serait alors qu'un regret qui fuit la vérité de l'irréparable. Une passion perdue fait lentement place au conflit désolé des compassions. Dessinant à vif l'espace interminable d'un remord sans regret ni rémission.

Le regret est une faculté de l'âme qu'en moi j'ai toujours tenté d'endormir. Nullement j'espère,

je me hâte de le dire, sous l'empire d'une capacité monstrueuse d'autosatisfaction, effet d'une anesthésie permanente de la sensibilité, ou l'emprisonnement perpétuel d'un autisme désertificateur. Je ne puis simplement pas me déprendre de la conviction d'être responsable de ce qui m'arrive sans d'ailleurs évidemment pouvoir le définir à l'avance ou même souvent le pressentir. Je sais bien qu'un tel sentiment entraîne souvent au-delà du raisonnable ; il ne me prive en rien du sentiment du regrettable, qui s'attache au regard et parfois, quand j'en suis capable d'en faire l'effort, au jugement que je porte sur les circonstances de la vie et la marche du monde. Je laisse ainsi coexister en moi-même le souci d'assumer la volonté de diriger mon destin et celle de reconnaître en lui le champ toujours immense et pourtant sans cesse rétréci des possibles que je ne cesserai de parcourir en entendant quelqu'un murmurer en moi : c'était ainsi.

## RENCONTRES

Moins qu'un portrait, plus qu'une silhouette, simplement comme une photo pour retracer quelques visages et quelques voix ; de ceux que la vie m'a fait côtoyer sans mêler vraiment ma vie à la leur mais en laissant mieux que le souvenir d'une succession d'instant, à chacune d'entre elles son espace propre dans mon esprit.

Sur une plage de Provence à la fin d'une après-midi d'été, j'attends en compagnie d'Hélène, la femme de *Louis Althusser*, professeur de raison plutôt que prophète d'oraison et qui me frappait toujours par la clarté quasi mécanique de sa pensée, le retour de celui-ci, parti au large, à la rencontre de la mienne, à la nage et à la drague comme depuis quelque temps au cours de ces brèves vacances j'avais pu le remarquer. Anne fut assez bonne et ce jour-là héroïque nageuse pour revenir à grand peine, et ramener sur le rivage notre ami suicidaire, nageant quasiment pour deux contre les courants qui les entraînaient en pleine mer. Je n'oublierai pas comment la durée devint lentement immense de notre attente, dans l'heure proche de la tombée de la nuit. Ils revinrent le visage fermé, sans un mot ; sitôt séché Louis s'en fut avec Hélène sans rompre le silence. Je n'avais eu d'eux auparavant que des souvenirs heureux – je rendais assez souvent visite rue d'Ulm à Althusser – ils seront devenus désormais, et combien par la suite poignants.

N'ayant pu suivre, plâtré dans un lit comme dans un cloître, d'autre école que celle de la lecture et de quelques répétiteurs avant l'année de philosophie, je ne puis guère avoir le souvenir d'avoir eu des maîtres mais plutôt d'en avoir croisé. Après une classe de philo restée pour moi celle d'un extraordinaire professeur d'histoire, Monsieur Jouvin, qui savait révéler à chacun le goût d'une récréation imaginaire des mémoires collectives, c'est dans l'hypokhâgne de Louis-le-Grand que je dus à *Michel Alexandre*, grand lecteur de Kant et de Spinoza devant l'éternel, la révélation de la philosophie comme celle, non plus d'un voyage mais de l'entrée dans un monastère. Pour nous y introduire sa voix semblait se revêtir de l'immobilité du silence. Rien ne bougeait pendant deux heures de cours du visage de Michel Alexandre que me semblait-il ses oreilles, qui ce faisant me rappelaient celles du lapin.

Toute différente, et presque contraire, m'apparaissait l'ambition de *Michel de Certeau*, auquel je dus d'avoir su que l'humanisme dans ce siècle existait, puisque je l'avais rencontré, pour en recueillir l'intuition de ce qu'une conviction vraiment catholique, dans le plein sens laïque de ce mot, peut vouloir dire.

Je n'ai rencontré *Michel Foucault* qu'une seule fois dans ma vie, chez lui, rue de Grenelle, dans une longue conversation de plus de trois heures. La politique en fut l'occasion, plus précisément une critique que je m'étais permise d'une condamnation sans nuances portée par lui sur l'interposition en Pologne du général Jaruzelski entre « Solidarité » et la menace de l'invasion soviétique, l'occasion mais non l'essentiel. Au-delà d'un mépris calmement affiché pour les modes en cours – c'était à cette époque celle des « Nouveaux Philosophes » – je me souviens de sa déception de n'avoir pu convaincre François Mitterrand de la nécessité de civiliser le système carcéral de la République. Son dépit de n'avoir pas été admis pour ce faire au rang des conseillers du Prince n'avait rien d'un mouvement de vanité.

Avec *Pierre Bourdieu*, dont j'avais fait la connaissance au cours d'un colloque organisé par le CERES sur le thème de l'égalité, le contact était fréquent, et j'oserais dire familier. Politiquement j'ai toujours senti que nous étions peut-être fondamentalement d'accord. Au moins autant que son intelligence, c'était l'alacrité de son expression, le feu de son regard et celui de sa voix, l'allure, l'élan contenu, la tension d'une démarche toute à l'inverse de ce « pas de la mule » dont il habitait la rue qui n'ont cessés de me frapper.

Le souvenir d'*Yvonne Lefébure* est venu spontanément se mêler à ceux que je viens d'évoquer. Peut-être parce que j'avais eu, tout à fait jeune encore, l'occasion d'entendre Fred ou Freddy Goldberg son mari à Paris ou en vacances dans le Valais, longuement parler de musique, d'Adorno et de l'École de Francfort. Yvonne Lefébure qui avait été le professeur de piano de ma mère était une amie de longue date de mes parents. J'avais même imaginé que mon père avait pu dans sa jeunesse en être amoureux. L'ombre portée du staccato de ses mèches blondes sur les touches du piano frappé à bras-le-corps restera pour moi celle de l'Ange de la Musique.

## REPENTANCE

La plus tenace obsession de l'intelligentsia préférée des plus modernes nantis du siècle est celle du repentir, ou plutôt de cette espèce bien particulière de repentir qui en est en quelque sorte la dilution homéopathique, communion des âmes ambiantes, *repentance*. Quoi de plus efficace pour inhiber l'agression d'une mauvaise conscience que de s'entendre prêcher à tout venant mais surtout à l'endroit où nous sommes cet esprit de repentance dont l'insinuation continuelle assigne la place du Juste à un petit pénitent perpétuel.

*J'ai, quelque jour, dans l'Océan,  
(Mais je ne sais sous quels cieux)  
Jeté, comme offrande au néant,  
Tout un peu de vin précieux<sup>52</sup>*

S'il est permis, mais le moyen de faire autrement ? de détourner selon l'humeur du jour une poésie comme d'aucuns un avion...

Le plus frappant semble-t-il est le chemin détourné que prend si souvent pour s'exposer tout de même à découvert une très commune satisfaction de soi. Ceux qui s'attachent à la mettre ainsi continûment en valeur prennent soin de rejeter à pleines pelletées sur l'humanité les gravats de

toutes les mauvaises humeurs possibles, puisant dans le fossé ainsi creusé de leur fausse modestie de quoi rehausser sur place le contraste éclatant et muet de la dépréciation du monde avec l'éloge de soi.

On a pu naguère imputer à une inspiration lointainement contre-révolutionnaire la source de cette inconsciente ou demi-consciente habileté. Les tombereaux d'imprécations dont la République, cette gueuse de la France, se trouvait quotidiennement accablée par des polémistes d'extrême droite avec la complaisance d'une notable partie de la bien-pensance connurent leur apothéose dans ce cri de « divine surprise » dont Charles Maurras devait saluer, dans le désastre de la France, la fin de la République ; ainsi l'effondrement de juin 40 rejoua-t-il, tragédie et comédie se télescopant l'une l'autre, le drame interminable de la Révolution.

Interminable, oui. C'est bien cette vérité que le régime apostat de Vichy-sur-Seine, dans sa volonté de remonter le temps à sa manière pour dissoudre la République dans un nouvel Ancien Régime, c'est bien la vérité d'une république vulnérable et donc toujours à tout moment l'actualité d'une révolution à reprendre que la république nous rappelle aujourd'hui.

Tout le contraire donc d'un stationnement illimité dans le repentir. Tout le contraire de cette culture du gémissement dont la musique nous berce et dont l'esprit du temps compose son opéra.

Voyez les coreligionnaires endurcis du libéralisme européiste contemporain s'arrêter tous les quarts d'heure au distributeur automatique des comprimés de repentance : pour tromper une soif d'adulation inextinguible. Il n'est pas impossible – on peut le présumer – que dans le flot de ses exercices subsiste un zeste de sincère repentir – tels sont les méandres parcourus par la dialectique de la conscience morale en équilibre avec la morale de tous. Belle âme qui pour être reconnue comme telle fait le beau.

Sortir des flots du repentir dans lesquels nous baignons ne sera pas facile, c'est que la repentance, qui était une politique, et comme le versant droit de la rhétorique politique, a pris depuis trente ans – depuis le début de la crise actuellement en cours du capitalisme – le voile d'une profession de foi religieuse : conservateurs et progressistes, réactionnaires et révolutionnaires tous repentants se pressent en foule au grand couvent des repentis. La repentance est désormais passée à gauche, comme tout le monde d'ailleurs sauf l'extrême droite, et les évangiles des repentis sont le prêche universel de tous les clergés de l'intelligence (ou presque).

Il faut dénoncer dans la religion de la repentance une euthanasie de l'indignation qui transforme la résignation en jouissance et le réalisme en cécité.

Bien au-delà de la pensée d'un changement radical ou de l'idée même de révolution, la religion de la repentance dissout toute volonté qui se tienne, elle se dépouille même lentement du sens que pourrait lui donner parfois un désir d'expiation. Le repentir automatique qui la célèbre forme la liturgie d'un abandon irrémédiable, celui de la dérive circulaire des spectateurs impuissants de leur propre vie.

## RÉPUBLIQUE

Il faut distinguer la république de la démocratie parce qu'il est des démocraties de divers genres. Et je n'entends pas comprendre dans leur nombre les régimes qui n'en usurpent le vocabulaire que pour mieux en étouffer l'esprit. Chacun conviendra que la démocratie désigne, par opposition à un pouvoir oligarchique et despotique, celui du peuple. La république consiste en cette sorte de

démocratie dont le ressort décisif est l'exigence de l'égalité.

Dans l'État, c'est l'égalité devant la loi.

Dans la société, c'est la disponibilité offerte à tous du service public, et donc l'institution d'un espace extérieur à celui du marché, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture, de la sûreté et plus généralement de ce qui relève de la protection sociale.

La politique, quand elle est républicaine, conforme à l'exigence de l'égalité, ne laisse pas les rapports de puissance et de richesse suivre la pente inégalitaire inhérente à tout ordre social. Le pouvoir égalisateur d'une politique républicaine dans l'économie appelle la justice sociale, qui implique a priori une modération des écarts des revenus primaires et une forte progressivité de l'impôt.

La même exigence d'égalité vaut dans le monde de l'esprit, elle s'appelle alors laïcité. Bien au-delà de la liberté de conscience ou de la tolérance, il s'agit de l'existence d'un espace de débat civique, rigoureusement séparé des multiples espaces d'appartenance qui se recoupent nécessairement et diversement dans la personne et la conscience de chaque citoyen, tenant en quelque sorte en suspens la diversité légitime et nécessaire des cultures et des convictions, ce débat n'est soumis qu'à la seule juridiction de la raison. La plupart des démocraties existantes ne répondent pas à cet ordre-là de leurs raisons. La démocratie républicaine qui est la nôtre le reconnaît pour sien. Elle ne parvient qu'incomplètement à l'accomplir. Comme chacun devrait le savoir, la Révolution française reste inaccomplie. Car il n'est de République qu'indivisible. Il est des démocraties d'autre sorte, selon différents partages des territoires et des lois, mais dans une démocratie républicaine l'épithète de jacobin ne manque pas l'opprobre mais la loyauté, l'indéfectible volonté de son accomplissement.

Il y aurait donc quelque chose de quasiment catholique dans cet esprit républicain qui se déploie dans l'espace civique comme un tissu bariolé mais sans couture ; chargé de plus de contrastes, de couleurs oserais-je dire, qu'un patchwork simplement démocratique ne saurait sans déchirure en porter.

Le fédéralisme et la république se placent ainsi sur deux versants de la démocratie qui s'opposent, ou plus exactement ne se rejoignent qu'au sommet. Les systèmes fédéraux découpent d'une manière ou d'une autre des frontières dans l'espace civique, donnant en quelque sorte *droit de cité* aux disparités et aux différences. Le fédéralisme entend reconnaître et respecter les différences par la différence des droits. Il appelle dans une certaine mesure la diversité des règles. La République entend obtenir cette reconnaissance par le droit à l'égalité. L'uniformité de la loi républicaine ne doit pas se laisser pervertir par l'usage débridé de la déconcentration, au rebours de l'application qu'en font toutes les démocraties qui échappent, si j'ose le dire, à l'exception française.

Les relations entre l'Église et l'État ne sont pas les mêmes en Prusse et en Bavière, non plus que les régimes de l'éducation d'un bout à l'autre des États-Unis. Certains États de l'Union américaine ont aboli la peine de mort, d'autres ne semblent pas près de le faire. Le fédéralisme procède par l'empilement d'une multiplicité d'alvéoles qui sont des communautés politiques catégoriquement différentes des collectivités territoriales de la France républicaine. Les partisans du fédéralisme ont raison de rappeler qu'il est une délégation. Mais celle-ci se retourne de l'État fédéral (« *We the People* ») aux États fédérés et aux Länder. Elle ne remonte pas de ceux-ci à celui-là. L'usage largement illusoire qui a été fait jusqu'à présent du principe de subsidiarité, relique rhétorique du

droit canon, montre à travers la véritable hiérarchie des Trônes et des Dominations qu'il implique que le fédéralisme revendiqué par l'Union européenne aura bientôt consommé le caractère oligarchique d'une République retournée.

On a souligné à juste titre que l'Union européenne constitue déjà un système fédéral par sa monnaie, sa Cour de justice, les normes communautaires et les pouvoirs de la Commission, ou plus exactement par le monopole du droit d'initiative conféré à celle-ci. Mais c'est un système fédéral qui ne s'avoue pas pour tel. D'où il résulte par exemple que les deux tiers environ des dispositions législatives et réglementaires applicables en France ont totalement échappé à la décision des Français, à la délibération de leur Parlement, tour de passe-passe préparé par la dénaturation insinuée dans l'esprit du temps des valeurs fondatrices de la souveraineté et la démocratie.

Loin que la souveraineté nationale interdise toute délégation, elle s'y accomplit. C'est l'exercice même de cette souveraineté qui les autorise. Mais ce transfert ne peut porter que sur des compétences qui en procèdent et en assurent la mise en œuvre. Ceux qui parlent de *souveraineté partagée* oublient que la souveraineté, jadis de droit divin, aujourd'hui celle du peuple, demeure nécessairement, souveraine justement, *causa sui* : rien ne peut légitimer la volonté du peuple, puisque celle-ci légitime toutes les autres. Ce qui ne rend pas la démocratie infallible, nous savons même depuis la mort de Socrate qu'il peut lui arriver d'être criminelle. Admettre pourtant même insidieusement qu'elle puisse se laisser surplomber politiquement serait l'anéantir.

On doit allègrement dénoncer la supercherie par laquelle des oligarques veulent faire accepter l'idée qu'un peuple européen, unique et divisible, puisse naître des éprouvettes des juristes et des gouverneurs de banques centrales. Substituer une constitution aux traités, par une sorte d'argument ontologique qui prétend déduire l'existence de l'essence, ne serait qu'un coup de force rhétorique. Il n'effacerait pas la pluralité des nations, chacune étant ce corps politique où la majorité peut faire reconnaître à sa minorité les décisions prises par elle au nom de tous comme celles de la volonté générale.

Ainsi, pour former ses choix la démocratie ne requiert pas seulement des élections libres mais des élections éclairées par un débat réel, un débat entre *concitoyens* : un débat inscrit dans le seul espace *pleinement* civique, celui que forme le corps politique des citoyens directement consultés et non pas celui d'une superposition de magistrats, de fonctionnaires ou de publicitaires agglomérés.

L'élection d'un parlement européen au suffrage universel direct ne change pas par rétroaction la nature du corps politique dont il émane... De l'Écosse au Péloponnèse, du Jutland à l'Andalousie, les débats politiques qui peuvent être institués reproduisent la juxtaposition des espaces civiques différents à partir desquels l'Europe politique doit se construire.

Pas plus qu'elle n'efface les compétences spécifiquement attribuées aux collectivités territoriales, la souveraineté nationale ne s'interdit les limitations volontaires à partir desquelles le droit européen, qui est un droit international, se développe.

Le respect de la démocratie ne conduit donc en rien à refuser de donner une véritable consistance politique, et par conséquent du pouvoir, aux institutions d'une Union européenne appelée à devenir, ce qu'elle fait peu et mal jusqu'à présent, un acteur *sui generis* des relations internationales. Mais il conseille assurément de ne pas poursuivre la construction de l'Europe par les voies du despotisme éclairé. C'est un leurre du fédéralisme. L'élargissement de l'Union, conforme à une vocation qu'on peut dire imprescriptible, conduira tôt ou tard les Européens à faire se rejoindre les cartes de l'histoire avec celles de la géographie, il ne manquera pas d'en faire éclater demain la baudruche.

On ne l'évitera pas sans renverser la pente oligarchique des traités existants. Conférer le pouvoir monétaire à une banque centrale indépendante, c'est-à-dire sommée de demeurer imperméable aux Conseils formés par des gouvernements élus, est un déni de démocratie dont la scandale résistera difficilement aux crises à venir. S'il y a un exemple à prendre à l'Amérique, c'est bien celui du *Federal Reserve Board* qui prolonge la volonté politique du gouvernement et du congrès plutôt qu'il n'y fait contrepoids.

Mettre en cause la hiérarchie des normes actuellement en vigueur (dont il faut tout de même rappeler qu'elles subordonnent en principe le droit communautaire à la *Constitution* des états membres de l'Union européenne, comme l'Allemagne et le Danemark ont su le reconnaître plus explicitement que la France) ; rendre publiques les délibérations du conseil européen ; donner aux états de l'Union le droit d'initiative actuellement réservé à la Commission, voilà qui ne fera pas de l'Union européenne une République mais une Confédération de nations. Cette confédération aura le pouvoir de définir et de mettre en œuvre des politiques publiques qui éviteront à l'Europe de s'affaïsser dans le *no man's land* d'une zone de libre-échange ; qui lui éviteront également de se rediviser entre l'Est et l'Ouest des décennies après la fin de la Guerre froide.

Pour faire de l'intégration européenne un concept opératoire qui ait un sens pour des citoyens il faut en dissiper l'ambiguïté. La convergence des nations dans l'Union résultera peu de l'institution d'une monnaie unique que les Européens ont d'ailleurs en fait connue jadis sous la forme de l'étalon-or : cet engrenage, cette fuite en avant qui continue de mettre la politique à la remorque de l'économie et du droit en soumettant des sociétés aussi différenciées que celles de ces vieilles nations à la contrainte indifférente d'une politique monétaire uniforme ne résisteront pas à l'épreuve, assez probable dans les deux ou trois décennies à venir, d'une récession mondiale un peu prolongée. Sauf à chercher désespérément à fonder l'identité européenne sur un multiculturalisme, qui sous l'acide du marché ne peut que se dissoudre dans le folklore, il faut sortir le débat européen de la controverse sempiternelle où fédéralistes et libéraux l'ont enfermé. L'Union ne peut trouver durablement sa cohésion que dans la cohérence du projet politique qu'elle aura choisi. En d'autres termes : s'agit-il d'abandonner à la concurrence, à l'arbitrage des marchés, non plus le flux des marchandises et des capitaux mais désormais l'ensemble de nos systèmes sociaux, ou s'agit-il de fonder politiquement l'Europe sur celui qu'elle aura reconnu comme le sien ?

Notre histoire fournit des éléments d'une réponse : il s'agit de rendre active l'exigence de l'égalité dans tous les domaines de la société et non pas, à l'instar des États-Unis, dans la seule sphère des institutions politiques ; fonder la paix et la solidarité du monde sur la coopération des nations et non pas sur l'hégémonie des empires ou sur celle d'un seul d'entre eux ; ce qui conduit à récuser l'argument de l'*Europe-puissance*, c'est-à-dire l'illusion que l'Europe pourrait se constituer comme empire, par une fusion indistincte de ses nations pour égaler l'Amérique. C'est par le rayonnement de sa culture politique propre – encore faudra-t-il qu'elle en décide – que l'Europe pourra reprendre du poids dans l'équilibre du monde, et ce sera en se donnant les moyens de jouer le rôle d'un relais entre le Nord et le Sud.

Il ne s'agit de rien moins qu'une révolution culturelle dont on discerne mieux les contours que la date. Elle dissipera le leurre de l'intégration par le marché qui n'implique rien d'autre que l'approfondissement de la scission sociale entre les riches et les pauvres. Le leurre aussi de ce communautarisme dont on a raison de souligner qu'il ne s'inscrit pas aux États-Unis dans le droit mais dont il suffit de parcourir les villes américaines pour en constater le fait. Cependant le sentiment national aux États-Unis a suffisamment de force, celle du « politiquement correct », pour

équilibrer les poussées centrifuges des communautarismes. Ce n'est pas, en France, en rejetant le sentiment patriotique du côté d'un nationalisme ringard et xénophobe que l'intégration républicaine fera contrepoids au lotissement communautariste de la nation française.

C'est pourquoi je regrette que pour stigmatiser à toute force les républicains on contrefasse en fanatisme le caractère indivisible de la république. Celle-ci a les meilleurs raisons de se vouloir telle. Je dis bien de se vouloir, mieux encore que d'y être parvenue. Être républicain n'est pas une grâce d'État, c'est une volonté. Avec un des derniers pensionnaires de la prison de la Bastille, ne nous laissons pas de dire à nos concitoyens : « Français, encore un effort pour devenir républicains. »

## RÉSOLUTION

La tradition du Parti socialiste a toujours fait de la « résolution », c'est-à-dire du texte qui fixe la ligne et la loi du parti d'un congrès à l'autre, l'objet d'une recherche nocturne : c'est au deuxième jour, la nuit tombée sur l'éloquence de la séance plénière que les chefs de file des courants se doivent d'être nyctalopes pour discerner avant les autres les ouvertures par lesquelles convictions, séductions ou polémiques pourront se frayer un chemin dans la forêt des textes et des mots.

La résolution des différences, la dissolution effective ou l'effacement tacite des différends, ou leur mise à jour mutuellement consentie est donc l'enjeu d'une « Commission des Résolutions » qui fait l'épreuve des accords possibles entre les dissentiments constatés ; une liturgie dûment ritualisée règle l'approche de cette table de communion qui s'appelle la « Synthèse », destinée à réunir tous les participants ou à les départager entre la majorité chargée de gouverner le parti d'un congrès à l'autre et sa ou ses minorités. Sainte Table de la Loi à venir, la table de la synthèse se matérialise sous les espèces d'un vaste buffet mis à la disposition des membres de la commission des résolutions au début de leurs travaux. À la fin de l'hiver 1975, le congrès de Pau fut celui de la rupture de la majorité d'Épinay, c'est-à-dire du passage du CERES à la minorité. On pourrait dire qu'il y montât plutôt qu'il n'y descendît, puisque le vote des militants, dont le résultat était connu plusieurs jours avant d'être proclamé à l'ouverture du congrès, avait porté le nombre de ses mandats de 18 à 25 % du total.

Peu de semaines auparavant, c'est-à-dire bien avant que les sections n'eussent voté, j'avais pris l'occasion d'une longue et amicale conversation avec François Mitterrand à son domicile rue de Bièvres pour lui dire : « Nous suivons ensemble la ligne d'Épinay, celle de l'union de la gauche et nous n'avons ni l'un ni l'autre l'intention d'en proposer une autre au parti que nous gouvernons ensemble depuis quatre ans. Aucun désaccord de fond apparemment ne nous sépare aujourd'hui. S'il surgissait des difficultés entre nous (en fait il y en avait évidemment eu quelques-unes), elles ne tiendraient pas à la direction de l'attelage mais simplement à la manière d'en partager les rênes (c'est-à-dire dans ma pensée au *fait* d'avoir à les partager). Je fais l'hypothèse que si le vote des socialistes continue à enregistrer une forte progression de notre audience dans le parti (8,5 % à Épinay, plus de 18 % deux ans plus tard à Grenoble), il vous sera difficile de vous en accommoder et vous romprez notre alliance d'Épinay. Mais il vous sera difficile de justifier par des arguments de fond votre décision de rompre. »

François Mitterrand eut la bonhomie d'acquiescer à ces propos, au moins par un sourire.

Je m'étais abstenu d'ajouter que l'accostage en cours du navire socialiste par la chaloupe de

Michel Rocard, rescapé du PSU et de son chapelet de bouées environnantes, pouvait flatter notre Premier secrétaire de l'espoir d'être bientôt pourvu d'une aile gauche de rechange (celle de ladite Deuxième Gauche). Rappelons à ce sujet que, contrairement à la manière dont nombre de journalistes s'obstinaient à nous classer – dans une erreur il faut le dire partagée par certains sympathisants ou certains adversaires qui nous voyaient de trop loin – nous tenions que nous étions, pour autant que nous en fussions capables, non pas la gauche mais l'axe du parti d'Épinay, bien mieux trempé que par les eaux baptismales du gauchisme dont certains nous croyaient aspergés.

Pour peu que le somptueux buffet dressé dans la salle des fêtes de la mairie de Pau, dont la profusion apportait avec magnificence aux délégués socialistes le salut de bienvenue de son maire, André Labarrère, vous ait laissés sur votre faim, sachez que les délégués du CERES, qui venaient de tenir comme les autres leur réunion particulière dans une autre salle, furent les premiers à découvrir le festin qui les attendait.

Les militants du courant A, courant majoritaire de la majorité d'Épinay, dans l'embarras de justifier par des arguments de fond la décision de la rompre, chaque partenaire de l'alliance rivalisant dans la proclamation de sa fidélité à la ligne commune, s'étaient rabattus sur le seul expédient rhétorique qu'il leur restât : une mise en accusation du *comportement* du CERES, systématiquement stigmatisé dans toutes les sections socialistes pour son sectarisme, son impérialisme, le cynisme déployé pour accaparer le pouvoir. Dans une surenchère éperdue de la dévotion aux Tables de la Loi, la Querelle des Comportements était le seul moyen disponible, quoique peu théologique, pour départager les détenteurs légitimes des morceaux de la Vraie Croix.

C'est ainsi que, arrivés les premiers dans la salle du festin préparé pour les congressistes, les délégués du CERES, en en découvrant la somptuosité, n'eurent qu'un cri : « Puisque nos camarades miterrandistes mettent en cause notre comportement, donnons-leur pour une fois une bonne raison de le faire. » Ils en auraient eu le loisir car la réunion du courant A se prolongeait, les miterrandistes n'étant pas unanimes à rompre notre alliance. Mais la profusion des victuailles triompha de l'appétit des nôtres ; leur satiété eut raison de leur enthousiasme dévorateur.

Dans la salle où nous avions laissé les amis de François Mitterrand venait de se jouer une petite scène de théâtre. Dès la première minute de la commission des résolutions, Chevènement demanda au Premier secrétaire de lui décrire plus précisément les comportements dont on nous faisait reproche, reproche insolite et très personnel dont François Mitterrand venait de faire la matière à peu près unique, en tout cas la pièce de résistance, du discours par lequel il venait de clore la réunion plénière du congrès. Après s'être concerté quelques secondes avec Pierre Mauroy, François Mitterrand acquiesça aussitôt, proposant au CERES de désigner deux représentants pour recueillir sa réponse dans une petite pièce attenante, en présence du seul Mauroy.

Cette conversation à quatre dura me semble-t-il largement plus d'une heure. À aucun moment, dans aucun propos, il ne fut question, même de loin, qu'il y eût encore une décision à prendre. Elle était déjà prise. « C'est la vie, il arrive que les plus proches doivent se séparer. » On évoquait de part et d'autre les meilleurs souvenirs du passé. Les jeux étant faits, il s'agissait seulement de le constater, ou plutôt de le faire constater à la nombreuse assemblée plénière des membres de la commission des résolutions qui rongeaient leur frein derrière la cloison. Il s'agissait sans doute aussi dans l'esprit de François Mitterrand de montrer tacitement où se trouvait vraiment le pouvoir dans le parti. Quand nous retraversâmes la salle où l'ensemble des membres de la « commission des résolutions » nous avaient attendus, quelques membres du courant de Michel Rocard, qui participaient pour la première fois à une cérémonie de cette sorte, ne purent s'empêcher de nous

jeter : « Mais dites-le donc, ce que vous avez négocié, comment vous vous êtes partagé le parti ! » Ils oubliaient que la Querelle des Comportements, qui marquait la fin de ce qu'on appelait le parti d'Épinay, était une querelle de famille. Une famille qui ne serait jamais la leur.

## RÉUSSITE

Ce qui sort du chapeau du destin, ce qui se montre, ce qui se voit, ce qui se tire de l'amoncellement des possibles, ombres qui se profilent sur l'écran de nos espoirs, ou à contre-jour sur celui de nos craintes. Le génie, s'il n'était qu'une longue patience, comme une partie de cartes de soi avec soi, de la main avec les yeux, toujours recommencée. Réussite, sortie de la carte longuement attendue.

Réussir, ressortir, comme un ressort, ou un trait de plume ou de pinceau, quand ce ne serait que d'un diable de sa boîte.

Je dis, dans un temps où la langue se tenait davantage, tout simplement sans doute parce que les locuteurs étaient soucieux plus qu'aujourd'hui de savoir se contenir, le verbe « réussir » se maintenait dans l'impartialité d'un advenir, sans que la neutralité de son sens s'infléchisse d'aucune manière d'une nuance de louage ou de blâme.

Puis, comme le succès lui-même, dont le terme désignait d'abord une pure succession, le résultat, heureux ou malheureux d'une entreprise humaine (en sorte que l'on devait parler du mauvais succès d'un complot s'il avait échoué, ou d'une bataille si elle avait été perdue), la réussite s'affuble un beau jour d'habits qui lui collent à la peau jusqu'à lui faire peau neuve : c'est celle du bonheur. Le succès est une euphémisation de la vie qui désigne le bonheur comme le seul successeur de tous les instants. Succès, jadis dans la langue elle-même, sur le versant du résultat, désormais sur celui de la réussite. La modernité nous interdit d'être malheureux. Elle nous laisse, en désespoir de cause, le bonheur d'être victime.

Il y a ainsi semble-t-il beaucoup de sens à cet usage qui nous fait baptiser alternativement et indifféremment patience ou réussite ce jeu de cartes qu'on tire avec soi-même, seul contre le destin.

## SECRET

Le troublant dans le secret, le plus troublant toujours peut-être, c'est, réflexion faite, c'est-à-dire une fois révélé, ou découvert, ou éventé, cette espèce d'éternité qui le maintient dans une sorte de vie après sa mort, comme l'imperceptible – ce qui veut dire tout de même perceptible – trace d'une tache que l'on dira ineffaçable sur ma manche, ou d'un froissement ineffable de sa robe, fait comme un signe à la mémoire éternelle de Dieu ou de qui sait ?

L'âme éternelle d'un secret est d'avoir été tu, son éternité n'est pas ce qu'il dit, mais de n'avoir pas été dit.

## SÉCURITAIRE

Voici la face – et la phase – technique de notre univers sanitaire, énorme dispositif obsessionnel d'hygiène, de précaution diététique, préceptes moraux, règlement de police, toute l'interminable

plomberie de précautions dont les tuyaux nous font traverser la vie comme une salle de bain continue : sécuritaire !

C'est le badge obligatoire collé sur la poitrine après la fouille à l'entrée de l'aire du soupçon. Et c'est surtout le mot de passe appris par cœur que l'on se répète en marchant pour se donner du cœur : mais où diable trouver la police et quel grigri contre le mauvais œil ?

Pas de malentendu : il n'est pas question de brocarder la sécurité, comme s'il s'agissait d'une terreur bourgeoise traditionnellement suscitée chez les gens de bien par la promiscuité épisodiquement pressentie et la proximité constamment redoutée des « classes dangereuses ». La sécurité urbaine, partant les peurs de l'insécurité, sont d'abord le lot des pauvres, les habitants de Neuilly sont moins exposés à la tension des « incivilités » quotidiennes que ceux des « grands ensembles » de La Courneuve.

## SÉGOLISME

L'apparence d'une transparence ou la transparence d'une apparence ? Les deux ensemble, ma Ségolène.

Apparence d'une transparence : la mise en orbite dans la médiasphère de la candidature à la présidence de la République de Ségolène Royal a pris tout d'abord l'apparence du lancement d'un OVNI-objet visible non identifié. Plutôt une apparition d'ailleurs dans ce ciel médiatique qu'un lancement qu'aucune NASA ne s'était flattée d'avoir fait partir d'un cap Canaveral politique. Il a suffi un jour de lever les yeux au ciel pour apercevoir Ségolène sur le seuil de l'Élysée, comme si elle avait toujours été là. L'objet mis en circulation au-dessus de nos têtes ne pouvait instantanément qu'apparaître, mira culeux et banal : donc comme un gadget, et pourtant dès la seconde seconde, il aura été clair pour tout le monde qu'il n'en était pas un.

Une femme tout d'abord, ce qui n'était pas tout, mais un peu plus bien sûr que la moitié de tout ; et surtout, une cosmonaute qui, loin d'être revêtue d'un uniforme d'extra-terrestre ne cessait d'enfiler, sitôt quittée la tenue de jogging propre à l'atterrissage, celles du travail, de la famille ou de la patrie, selon les convenances du jour et de la nuit. Son élégance lisse dispose à se faire un jeu d'un engouement sans engagement dont on s'entiche comme on respirerait déjà la tiédeur printanière en automne.

Une femme intelligente ensuite, ce qui n'est pas seulement bienvenu, mais indispensable pour entretenir la conviction qu'elle n'est pas sourde-muette chez les journalistes dont la volière ne cessait de lui faire cortège de leurs roucoulements, bienveillants bien sûr parce qu'elle était leur scoop, dont il s'agissait de prolonger ou de raviver l'écho.

Enfin, une femme intelligente qui ne pense point ! Parce que cette retenue est une recommandation du principe de précaution qu'il est indispensable de suivre : le plus grand prophète de ce principe, Lionel Jospin ne serait-il pas un rival ? Elle en a d'autres dans son propre parti et qui peuvent compter en son sein des soutiens militants dont l'ovni Ségolène doit emporter l'absence en faisant prévaloir sur leur préférence intime l'espérance d'une réussite électorale que sa popularité paraît promettre. Plutôt pour cela éviter de déplaire à un grand nombre que de plaire à quelques-uns. Mieux vaut donc pour s'en assurer une pensée *indiscernable*, c'est-à-dire littéralement qu'on ne saurait cerner. Il faudra bien se contenter d'en pressentir ou d'en imaginer la présence, sans jamais pour ainsi dire la faire passer du virtuel au déterminé, de la puissance à l'acte.

Voici donc pourquoi le ségolisme s'efforce de fonctionner en quelque sorte comme une vitre en même temps qu'une vitrine : la foule des passants qui s'y mire comme dans un miroir d'occasion peut y admirer sa propre image devenue l'accessoire des accessoires mis en valeur au fond du magasin.

Apparence d'une transparence donc, mais aussi transparence d'une apparence : succession d'apparitions, le ségolisme est un kaléidoscope que l'on se passe de main en main, tel que chacun puisse donner à sa guise au chaos du hasard la forme et la couleur qu'il préfère.

On aurait cependant tort de croire au vide de la pensée politique des artisans de Ségolène sinon de celle de beaucoup de ses partisans. La propulsion de sa candidature doit son élan à la détermination de torpiller au départ celle de Fabius qui, quoiqu'étant disait-on le candidat socialiste le moins mal placé pour survivre à un second tour, et donc gagner éventuellement l'élection, est aussi semble-t-il le moins bien placé dans son parti pour aborder le premier.

Il est enfin sinon une pensée politique du moins une pensée sur la politique que Ségolène partage avec tous ses rivaux : la conviction que la communication, plus qu'un lien décisif, est le lieu décisif, la matrice de la pensée. Vision d'un point de vue métaphysique, qui fait apparaître la vie comme un cortège d'apparitions.

Une telle manière de voir n'est évidemment pas particulière au ségolisme mais le sarkozysme par exemple, s'il est permis de baptiser de la sorte du nom de son champion putatif le camp adverse, n'est pas en reste dans cette course d'hypnotisé-hypnotiseur comme le système semble en imposer la présence sur le devant de la scène politique.

Et puisque le débat civique, d'une rive à l'autre de la politique tirant ses métaphores d'une double épuisette, marie toujours pourrait-on dire les mots du théâtre à ceux de la théologie, des images aux idées, nous pouvons comprendre que celles-ci se fassent parfois précéder par celles-là. C'est ce qu'on appelle l'effet d'annonce, péché qu'on absoudrait comme véniel, à la condition que l'Idée, et non pas sa carte de visite, ce passe-partout qu'on appelle l'idée générale, et qui n'est qu'un truisme impensé, arrive en personne avant la fin du dîner. Payant d'exemples.

## *Ségolène*

De l'écume du ségolisme espérons que naisse peu à peu Ségolène. Une naissance qui serait tout de même une reconnaissance, l'entraperçu d'un bonheur. J'avais voté pour lui au second tour. Pour elle sans doute, pour nous surtout, peut-être. Il y a belle lurette que la France s'est lassée d'attendre un visage qui lui fasse vraiment signe : le regard un peu penché sur le miroir du temps qui lui dessine la silhouette d'une république fraternelle, sa voix tenace capable de recueillir au passage, comme un fleuve son limon, l'écho des rêves assoupis, les espoirs du peuple, les désirs de la nation : du mirage au miracle. Ç'eût été la grâce de Ségolène de convier la France à ce saut. Son narcissisme pourrait lui en gâcher la chance.

## **SOCIAL**

Le mutisme du social, c'est l'entresol de la nation. Le social est cet étage de la société dont on dirait qu'on n'y entend jamais les habitants donner de la voix, dont on dirait même que, sauf dans d'étranges moments d'émeutes, on ne les entend jamais. Au-dessus, la parole mesurée, réglée, de

l'aréopage, la parole politique. Au-dessous, le bavardage, la volubilité (mais parfois le silence) du tout venant anthropologique, dans le va-et-vient, de l'agora à la plage, tel qu'il se découvre lentement au regard du promeneur. Quand celui-ci se fera sociologue ou historien pour reconstituer ce qu'il nomme l'esprit d'un peuple, l'identité d'une nation, il lui faudra bien transcrire ce qu'il peut imaginer du plus impalpable de l'air du temps. Culturel, social et politique, tel est l'étagement des plans de coupe dont il s'aidera pour comprendre l'ensemble. Évoquer le social, comme une traversée de la société dans son épaisseur<sup>53</sup>, c'est tenter de pénétrer dans l'aporie de son concept même : unité postulée, imaginée, problématique consistance d'une multiplicité des relations qui s'entrecroisent dans l'histoire, la mémoire, l'imaginaire d'un individu.

La question sociale peut être posée de deux manières, selon qu'on la considère de l'intérieur de la société – du point de vue des riches ou de celui des pauvres, des exploités ou des exploités, des bourgeois ou des prolétaires, des ouvriers ou des paysans – ou à partir d'un point de vue extérieur ou en tout cas censé l'être qui, pour en saisir l'ensemble, prétend plus aisément de ce fait à l'objectivité.

### *Social-libéralisme*

C'est le parler peuple du bourgeois d'aujourd'hui, ceux qui à l'aise dans l'ordre existant des choses se servent des idées comme des bûches de bois sec pour entretenir à perpétuité le feu de leur renommée.

## **SOCIALISME**

Du socialisme, prescience d'une société dont chaque civilisation s'efforce, chacune à sa manière, de prendre conscience, on pourrait dire qu'il serait non pas l'addition mais la fusion, la synthèse de la démocratie idéale et de l'aristocratie idéale, agora complète et permanente qui constitue la collectivité des citoyens en un seul corps, faisant de la reconnaissance et d'un adoubement des meilleurs par le peuple le petit nombre de fondés de pouvoir chargés d'une mission renouvelée et renouvelable pour les affaires de la cité. Et sans doute le terme asymptotique d'une telle élection serait-il celui d'une série infinie de tirages au sort.

On commencera simplement par considérer dans le socialisme la conscience et la volonté d'intervenir dans la dynamique d'un jeu social dont l'équilibre continûment reconstitué donnerait et redistribuerait à chacun l'espace, le jeu dont il aurait besoin pour respirer et grandir. Le capitalisme en confie en fin de compte l'arbitrage aux rapports de force du marché, sans même se le dire puisqu'il en légitime la souveraineté en l'identifiant à la démocratie ou à son fondé de pouvoir. Large manteau jeté sur nos épaules, sous lequel une main invisible dissimule la succession des coups de pouce de l'État du capital. Le socialisme substituerait au marché une décision civique, en lui imposant des règles de partage. D'où la multiplication infinie des modes de partage entre l'espace privé et l'espace public, dialectique de l'appropriation et de la propriété dont la cartographie cadastre le système social.

Le socialisme n'est pas l'appropriation publique des grands moyens de production et d'échange mais passe nécessairement par celle-ci, faute de n'être qu'un faux-semblant. L'impasse historique des régimes fraîchement disparus qui se sont réclamés du socialisme réel résulte d'un mouvement

contraire : ils ont cru qu'en transférant au clergé de leur église l'appropriation de la terre et le monopole des raisons de la vérité, ils se donnaient les moyens de ne laisser échapper ni lieu ni personne à l'évangélisation du monde ; c'était celle de leur pouvoir ; ils ont laissé ces accapareurs de la Bonne Parole mettre le monde en lotissements. Et désormais, en Chine, après avoir exterminé au nom du communisme les germes de la démocratie ou tenter en tout cas de les stériliser, c'est au nom du communisme qu'ils dégagent au bulldozer et à perte de vue le terrain aux lotisseurs du grand (et du petit) capital.

La déclaration de principes du parti socialiste (2008) proclame à son insu que, par les temps qui courent, l'inspiration socialiste n'a pas moins déserté les organisations qui s'en réclament en France qu'en Chine, quoiqu'un peu autrement. Manifeste d'un parti voué à ne prendre parti qu'en désespoir de rose, c'est le feu d'artifices du balancement circonspect d'un père Noël jetant à poignées les confettis de sa bienveillance sur toute la surface de la terre. Le socialisme défini comme l'humeur de l'insatisfaction (« être socialiste, c'est ne pas se satisfaire du monde tel qu'il est »), le service public passé sous silence en tant que principe mais tout de même traîné derrière soi comme le caddie de l'économie, enfin et peut-être surtout une société sans structure, pur et impossible produit d'une forme sans matière. Pour le reste : texte éponge de clichés tirés humides encore des obsessions d'un univers de bons sentiments dépourvu d'ennemis déclarés. Le parti socialiste devenu le gardien chef du Musée Social. Sauf que le capitalisme dont le nom est à peine évoqué apparaît comme le fantôme d'une figure évanouie de l'histoire. Galbraith dans *Les Mensonges de l'économie* (Grasset) l'avait remarqué : « ... parce que le terme capitalisme évoque une histoire parfois déplaisante, il est de moins en moins usité. Pour les économistes, les porte-paroles des entreprises, les orateurs politiques prudents et certains journalistes, l'expression polie est aujourd'hui celle d'une "économie de marché". » Pour évoquer la main invisible, passons sous silence qu'elle a des mains...

À la croisée des chemins des sociétés et des nations, à l'intersection de l'histoire et de la géographie, du singulier et de l'universel, le socialisme ne s'incarnerait plus pour ainsi dire que dans le cercle des figures de pierre muettes ou menteuses que se tournent l'une vers l'autre les nations de la terre, faute de s'embrasser. Presque sans répit frappé d'un décret de bannissement par les prêtres et par les rois, avant que ceux-ci ne s'emparent de sa défroque et ne contrefassent sa voix pour s'en travestir, il exalte souvent encore une impression de fraîcheur comme il peut en sourdre de la terre après la pluie, mais d'une humidité déjà souterraine ; cependant cet alanguissement s'est terriblement et presque partout durci de la mémoire fraîche et sinistre des archipels du goulag.

Il en résulte que si l'on recherche à travers l'air du temps, j'entends ici l'esprit de la France contemporaine, un morceau de son territoire mental à peu près préservé des frustrations et des ressentiments que les prêches du socialisme dominical, les perversions criminelles des socialismes proclamés, ont laissé sur leur passage, on y trouve encore l'idée d'un socialisme relégué et délégué à la rédemption des peuples de l'ancien tiers-monde, et tout de même commis au sauvetage des laissés-pour-compte de notre civilisation, ce que l'on appelle l'Occident, en se faisant brancardier d'ambulance ou instituteur de la coopération. Dame d'œuvre du monde occidental, à ce socialisme serait ainsi versé à petites goulées par ses soins, avec ce jus de sirop socialiste, un peu du supplément d'âme qui lui manquait.

Aux socialistes qui veulent l'être de montrer un jour au peuple que le socialisme d'aujourd'hui n'est pas le manuel d'exercice d'un enterré vif.

## SOCIÉTÉ CIVILE

La très sommaire opposition de l'État et de la société civile tire ses lettres de noblesse des mouvements d'émancipation qui animèrent les révolutions et les luttes sociales des deux derniers siècles. Mais la manipulation dérisoire du concept de société civile conduit souvent aussi à répandre une diabolisation imbécile de l'État, confondu métonymiquement avec le pouvoir oppresseur de la police et de l'armée, puisque l'État, s'il est nécessairement l'expression et l'instrument d'un rapport de classe et des dominations qui en découlent, est en même temps le lieu de la formation et de l'exercice de la volonté générale, c'est-à-dire de la démocratie, la fenêtre de la maison aux cent portes qu'elle habite quand il l'a construite, quand elle est en mesure de le faire et ne se trouve pas obligée de la raser pour aller camper ailleurs.

## TOTALITARISME

Le totalitarisme est un régime que Hannah Arendt eut le mérite de distinguer catégoriquement des autres sortes de despotisme et de tyrannie. Il totalise les dimensions possibles d'une servitude coproduite, instituée, acceptée, reconnue dans une collectivité humaine, et dans son principe par la totalité unanime ou prétendue telle de celle-ci.

Le totalitarisme est d'abord un *régime* : entendons celui d'une idéologie dont la pensée, confiée à un groupe, un parti, un clergé reluit du monopole de son énonciation. Ses figures peuvent se subsumer sous les trois suivantes : l'effacement de toute frontière entre l'ordre public et la vie privée par l'anéantissement du concept même de celle-ci ; la concentration de toute la légitimité du pouvoir dans la personne d'un seul chef charismatique détenteur de la souveraineté ; le nivellement fondamental de tout le peuple dans l'égalité d'une commune soumission et donc, au moins tendanciellement, la dissolution des particularismes de classe dans une indistinction de masse.

Dans le régime totalitaire, l'adhésion collective de la société à la tyrannie est en principe si complète, la servitude qu'elle engendre si profondément intériorisée, que le pouvoir illimité qui l'a produite paraît et demeure longtemps indestructible ; il s'impose plutôt qu'il ne l'impose et ne saurait donc être renversé de l'intérieur. Dans un régime totalitaire, selon la logique qu'en dessine l'épuration et la vision qu'il s'en donne, tous les éléments d'une résistance interne – la cinquième colonne – peuvent être subvertis pour renforcer, comme un réseau de résistance électrifiée mise sous tension bout à bout en permanence, sa résilience à la subversion : l'invention, la dénonciation, l'expulsion, l'extermination de l'ennemi intérieur sont la réserve d'oxygène dont un régime totalitaire, dans le monde hermétiquement clos qui l'habite, ne peut se passer. D'où le rôle central, bien décrit par Hannah Arendt, assigné à l'antisémitisme, cette réserve historique quasiment inépuisable d'épuration humaine.

Le nazisme hitlérien et le communisme stalinien sont donc les deux exemples historiques que le dernier siècle nous en ait donnés. S'ils en ont produit la forme la plus achevée, et en cela Hannah Arendt a eu raison de les apparier, il n'est pas sûr, selon la définition qu'on en donne, qu'il n'y en ait pas eu d'autre, de l'Égypte pharaonique à l'Empire des Aztèques. Encore que l'on puisse se demander si la puissance transformatrice de la technique n'aurait pas d'ores et déjà accompli à travers le bouleversement des conditions de la circulation et de la communication humaines un saut catégorique qui change en profondeur la donne de l'histoire.

Quoi qu'il en soit, le communisme stalinien et le nazisme hitlérien, s'ils ont en commun des

traits qui les rattachent tous les deux, et pourrait-on dire presque ensemble, à un même genre, celui du régime totalitaire, comportent des différences tout de même décisives qui tiennent au carburant idéologique qui faisait tourner leur moteur. Celui d'un messianisme de l'histoire pour le communisme de Staline, celui d'un messianisme de la nature pour le nazisme de Hitler. Repeindre les portes de l'histoire aux couleurs de la nature, celles de la nature aux couleurs de l'histoire, telles furent et toujours menacent d'être deux manières alternatives de construire la tour de Babel de l'humanité, l'enfermement sous vide d'une humanité superflue. Cela, Hannah Arendt l'avait bien aperçu, mais non pas que ces deux délires, opposés et alternatifs, ne sont pas symétriques.

Différences plus ou moins décisives, disions-nous. Il faut d'abord discerner le point de vue où l'on choisit de se placer, selon que l'on considère les causes historiques ou les conséquences humaines, personnelles, la genèse ou la morale de cette double expérience. Car s'il s'agissait de les peser dans la balance de la souffrance, de faire le compte de la masse de crimes, de mensonges et d'horreurs qui s'attache à leur jumelle histoire, et la marque d'une manière indélébile ensemble qu'incommensurable, il est clair que cette comptabilité monstrueuse et de toute façon impossible n'aurait aucun sens. Pour une victime les éléments biographiques personnels de son geôlier, de son tortionnaire, de son assassin se perdent dans le lac sans fond d'une plainte, d'une douleur, d'un destin irrémédiables. Ils sont indifférents. S'il s'agit au contraire de remonter des conséquences aux causes du phénomène totalitaire on y discerne quelques clés qui peuvent être d'un meilleur usage, plus utile pour la suite des temps que celui de les faire tinter l'une contre l'autre dans l'enserrement du même trousseau.

Le nazisme hitlérien et le communisme stalinien présentent un certain nombre de caractères communs, ceux qui pour l'essentiel viennent d'être rappelés, qui conduisent à les qualifier de totalitarismes l'un et l'autre ; ils n'ont eu ni la même origine ni la même capacité de diffusion. Ils n'ont pas laissé le même héritage, l'ombre portée de leur passage dans le siècle, l'autre siècle, n'obscurcit pas de la même manière notre horizon. La confusion par laquelle l'habitude s'est installée de gommer leurs dissemblances n'est pas innocente ; c'est comme un legs de la Guerre froide : pour libérer le monde de l'« axe du mal », le totalitarisme est encore le concept qu'on peut faire tourner le plus vite sur lui-même. Dans les prisons modèles, dans la prison mentale du capitalisme, les gardes chiourmes du « monde libre » se servent à tour de bras de l'idée de la liberté pour élargir leurs bonnes consciences comme à l'aide d'un passe-partout. Puisque le totalitarisme est l'exact contraire de la liberté, ou plus précisément du « monde libre » pour reprendre ce poncif de la guerre et de l'après-guerre, c'est dans sa découpe que les chevaliers servants du capitalisme que sont un certain nombre de nos journalistes en font le mieux resplendir, comme dans un dessin au pochoir, les vertus. Son idéologie : « Quand je me regarde, je me désole ; quand je me compare, je me console. » Il faut convenir que, soixante ans après la Libération, l'argument ne manque pas de s'attirer le renfort des débris d'une bonne conscience désabusée.

La rhétorique « antitotalitaire » du libéralisme d'aujourd'hui protège, comme par un bouclier invisible, l'impensé libéral. Aspirateur universel de nos pensées à l'air du temps.

## **TRADITION**

Le temps qui s'écoule ou se déroule, destructeur-créateur perpétuel de soi-même, ombre de l'être à chaque instant représenté sur notre théâtre intérieur dans la trilogie de sa transmission (tradition, traduction, trahison) : comment, désir de l'impossible, se tenir à distance de la banalité d'être,

comment la tenir sous nos yeux pour en faire surgir l'étonnante banalité, l'étonnement de l'existence du monde, l'étonnement d'exister ? Fil conducteur de la mémoire dans l'oubli, la tradition procède ou conduit toujours, si l'on n'y prend garde, à une sacralisation de soi bavarde ou muette. D'une manière ou d'une autre, qui saurait vraiment s'en passer ? Mieux vaut la reformer, voire la détourner – parfois la retourner – que s'y endormir, s'imaginant ainsi la reproduire à l'identique : chacun peut faire du passé table rase selon son courage, selon sa décision. Sur ce point l'Internationale n'invoque pas tout à fait l'impossible : une table aussi rase qu'une piste de décollage dont on sait toujours que le petit avion de l'être, il y a plus ou moins longtemps, s'y est déjà posé. Avion-cargo ? C'était un monoplace.

## VADE-MECUM

Pseudo sonnet en guise d'oraison.

*Toujours s'évertuer à rendre à la vie lente  
L'honneur qui lui est dû  
En ne laissant jamais l'idée adolescente  
Mourir interrompue  
Bannir de son désir l'étreinte complaisante  
D'unir à corps perdu  
Le repos du concept à la douceur des rentes  
Comme un fruit défendu  
C'est le refrain secret de la vie orpheline  
De ma belle raison  
Dont les vieux contreforts d'autrefois s'enracinent  
Dans la terre muette à la morte saison  
Tant de vanités tristes  
Emporteraient mon cœur si le tien n'y résiste...*

## VALEUR

Sont-ce les avatars d'une notion-mère ou la collection des uniformes dont s'est successivement revêtu le corps du fier concept dont s'enveloppe l'âme de ce mot ?

Valeur jadis avait le sens, réduit par rapport à l'acception d'aujourd'hui, de valeur militaire, et même par métonymie de bravoure, c'est-à-dire de la vertu de qui est prêt à faire don de sa vie par fidélité et selon le serment qu'il en a pu faire. Nous avons changé tout cela : de l'échange de la vie contre la mort à l'échange de n'importe quoi pourvu que sa valeur désormais, dans le plus courant emploi du mot et sans autre détermination, désigne la performance boursière d'un stock d'actions inscrites au CAC 40. La « création de valeurs » s'est substituée aux valeurs de la création dans le regard de l'humanité, le sacre du marché dans son estime.

En parler au pluriel est malheureusement assez souvent le signe qu'au singulier aucune d'entre elles ne tire à conséquence. « Nous sommes ou nous serons fidèles à nos valeurs », c'est moins pensée de moraliste que parole de consommateur de *moraline*, exorcisme de convenance de qui brûle de l'envie de se faire prendre pour un artiste, mais craint de l'être si peu qu'il se présente pour

saluer au début de la représentation.

C'est la mesure intime, pour ainsi dire incommensurable, de l'usage d'une pensée, d'un sentiment, d'une action. Point immuable, mais nécessairement dans un laps de temps déterminé, singulier. On estime la valeur d'une œuvre, d'un homme, mais pour la décrire on est conduit à en décomposer l'objet, démultipliant ainsi la valeur pour la mesurer. « Soyons fidèles à nos valeurs », les marchands de nos temples ne se lassent pas de déglutir la litanie du polythéisme contemporain, imposture des idolâtries qui toutes procèdent de la Déesse Mère, l'équivalence générale de l'argent. La valeur des choses, instantanément figée dans le *hic et nunc* de qui s'en sert, les regarde, s'en souvient ou en rêve, s'abîme au prix des transactions qu'il engendre dont elles deviennent l'objet, enfant mort-né social de l'économie.

Toute valeur est sujette à des maladies : congénitales, métastases d'un naturalisme auquel nul n'échappe sans les incessantes piqûres de rappel d'une vaccination métaphysique. La naturalisation des valeurs consiste à considérer celles-ci comme inhérentes à la nature des choses et non pas au regard porté sur elles. C'est préjuger, prendre ses goûts pour constitutifs de l'ordre du monde. Le monde du poly théisme des valeurs est celui de la guerre des dieux, toujours fugacement gagnée par les mêmes ; les arbitres de la morale du siècle tiennent le haut du pavé et décident des préséances et de l'ordre des vertus.

C'est enfin par un contresens, me semble-t-il, sur son concept qu'un usage courant, commode mais fallacieux, prétend répartir a priori et sommairement chaque valeur de part et d'autre d'un échiquier politique : il y aurait ainsi des valeurs de droite (par exemple le travail, la famille, la patrie) qui s'opposeraient naturellement à des valeurs de gauche (liberté, égalité, révolte, solidarité). Si l'on prend au sérieux les mots qui nous viennent comme ils sont dits, donc après coup, c'est pour ainsi dire l'usage qui en est fait qui incline n'importe quelle valeur à gauche ou à droite selon l'angle d'incidence de la lumière que la réflexion ou l'expérience qui s'ensuit feront tomber sur elle. En d'autres termes, s'il est raisonnable de sauver l'objectivité de la valeur, île au trésor d'une quête séculaire et éperdue de l'humanité, en la fondant sur le postulat de la valeur travail, Ricardo et Marx ne peuvent en avoir que l'avant-dernier mot : la valeur travail qui n'est pas orpheline ne sera tout de même jamais que la fille d'adoption de l'intersubjectivité humaine. L'objectivation relative ainsi recherchée de la valeur ne laisse pas d'y révéler une antinomie plus profonde : de son essence à son existence, comme d'un passage de l'éternité au temps ; l'être incommensurable de la valeur échappe comme l'avenir à tous les jugements derniers qui en tenteraient la mesure. C'est la dialectique inachevable de la valeur et de la vérité.

## VICTIMISATION

Interminable expiation du malheur d'être né, le fils de l'Homme tient son humanité du péché originel. L'animal humain ne s'humanise que par sa victimisation. Un animal est sans destin. Adam et Ève au Paradis, avant la Chute, n'étaient encore que des monstres. Par les temps qui courent, difficile de ne pas remarquer qu'il n'est fait d'aucun concept un usage plus totalitaire que de celui de victime, ce qui est sans rapport avec le fait que beaucoup, beaucoup d'entre elles meurent aussi, et l'on pourrait dire si l'on regarde par dessus l'épaule du siècle écoulé, comme jamais. C'est qu'il ne s'agit plus d'un nombre mais d'un statut, dont il semblerait bien qu'aujourd'hui la reconnaissance généralisée de son inhérence à la condition humaine, avant même d'être placé au premier rang des Droits de l'homme, sinon de ceux du citoyen, fasse l'objet dès la naissance d'une

sorte de vaccination obligatoire. Il va sans dire que la vaccination obligatoire ne concerne en fait que les citoyens d'un État de droit, non pas ses métèques ou ses exclus : vaccin dont la scarification symboliquement sacrificielle marque notre commune naissance à la modernité. Se faire le metteur en scène de ses frustrations est pour beaucoup le seul moyen d'y échapper en les laissant s'échapper, pour certains un délicieux exercice. Se poser en victime, c'est la grande tentation contemporaine. À force de découvrir son propre malheur, le plus pauvre en esprit, le plus démuné d'imagination finit souvent par trouver le chemin du bonheur partagé dans son évocation. La société du spectacle, jadis vouée au divertissement, est désormais celle d'une civilisation de la plainte, tout entière dévouée à l'avertissement. Avertissement apparemment sans frais, mais jamais sans bénéfice, pour le Pouvoir Établi. La multitude élémentaire de ceux sur lesquels ce pouvoir s'exerce ne tarde pas à s'en faire l'agent. Les victimes oublient qu'elles sont ses victimes pour la gloire exaltée d'être des victimes absolues. Absolument victimes parce que victimes d'elles-mêmes en vérité, pour s'être d'elles-mêmes et d'avance destituées de toutes responsabilités.

C'est ainsi que l'individualisme méthodologique à l'insidieuse diffusion duquel la société sert de caisse de résonance fait fonction désormais de lien social.

Il y a dans l'impérialisme de cette *culture du gémissement* qui devient la nôtre quelque chose de l'idéologie du bouc émissaire, qui peine à trouver l'animal du sacrifice, vu la pléthore des célébrités. Depuis assez longtemps défaille dans ce rôle, celui de la Mise en Cène, la Divine Providence n'a pas trouvé d'autre successeur que le Marché à la hauteur de la mission. Terre conquise, la Terre promise n'est plus le rêve d'une humanité sans rédemption. L'État, tout désigné pourtant pour dispenser l'onction laïque des sacrements, résiste mal au décri libéral-libertaire dont les égoïsmes concurrents l'assourdissent. Reste la troupe innombrable des loups-garous possibles, l'islam, le tabagisme, le socialisme etc., le cercle infini de nos peurs ouvertes à tous les fantasmes. Pour délimiter comme à contre-jour le royaume du Bien, la foudre doit frapper ailleurs. Cette poursuite de l'insaisissable pourrait bien être l'atteinte la plus grave portée au moral de ce temps. Dans le tourniquet de ses terreurs une société démunie d'adversaire déclaré, dépourvue d'ennemi identifiable est près de se défaire d'elle-même, à ne plus savoir douter qu'inopinément de soi, et paradoxalement d'elle-même quand le débat public reste aussi lisse que la surface d'une mer d'huile dont aucun écueil ne vient rompre la nappe d'indifférence.

Cette atonie ne peut nourrir d'autres vertiges que celui d'une victimisation générale dont le mouvement entraîne chacun à réclamer son droit à l'irresponsabilité : les fuyards du passionnel, réfugiés dans le compassionnel, sont sûrs d'y être bien accueillis s'il est entendu que c'est pour en faire leur demeure jusqu'à la fin des temps. Charité bien ordonnée commence par soi-même, sœur tourière de la Complaisance. Je ne suis ni un dévot, ni même un familier du péché originel que je me contente de bénir pour m'avoir admis au nombre de ses élus, je veux dire au nombre de ses victimes, mais je ne cesserai jamais de louer le ciel d'avoir assigné aux hommes sur la terre la tâche tout de même un peu exaltante d'échapper à leur destin de réprouvés. Chercher l'estime des autres dans la déploration de soi, la gloire dans la plainte, la culture dans le gémissement devient la posture, l'exercice le plus politiquement – c'est-à-dire le plus culturellement – correct que l'on ait inventé en France, peut-être mieux qu'ailleurs. S'il est vrai qu'en se faisant les champions du dénigrement de soi les Français font honneur à leur esprit critique, ils se montrent par-là dangereusement vulnérables à la plus plate, pour ne pas dire la plus basse démagogie, flatterie à l'envers plus subtile qu'un étalement d'autosatisfactions puisqu'elle ravit d'avance à quiconque la possibilité de diriger l'orchestre. Le génie d'une harmonie de dissonances concertées pourrait bien

être ressenti comme la pointe extrême, la trace exquise d'une litote accomplie. Plus discrètement entêtante sans doute que les cocoricos forcément ridicules que tous les coqs de toutes les Gaules font retentir. Grande pitié que notre nation choisisse ce presque oiseau pour emblème, pour totem, plus souvent que l'alouette.

## VIDE

Le vide dans quoi je tombe c'est l'univers qui me manque, dont ne m'en formant nulle idée je ne ressens comme un battement de cœur que mon désir.

Je suis comme sur la ligne de départ d'une course dont j'ignore l'enjeu ou peut-être sur le seuil d'une maison, à l'entrée d'un couloir dont les murs se construisent à la suite de mes pas. Mon angoisse vient que j'y suis trop seul, n'ayant pu encore décider qui j'y ferais naître pour m'accompagner. Lorsque j'y serais parvenu, je pourrais les laisser continuer sans moi, à ma place. Du vide, quelles peuvent être les clés de l'énigme qui en propose l'aveu, si c'en est un ? S'il n'est pas le champ de tous les possibles, cette étendue à perte de vue au-delà de la pensée, comment se fait-il qu'il apparaisse si souvent sous les espèces de son contraire implicite, comme lui voué à l'infini triste de l'absolu ? Supposés interchangeables, le vide et le plein nous indiquent, quand ils se désignent l'un l'autre, que nous approchons des sources de l'être, ou plutôt que le désir de s'en approcher ne nous a pas quittés. Les mouvements contraires de vider et de remplir le sac des possibles restent les seules ressources de l'existence, dans une approche éternellement déjouée de la source des sens.

Insondable mais jamais sans fond comme le mystère de l'origine, accroche absolue d'un commencement de la pensée, de la vie même, ma conscience me reste comme le début et le reste du monde, indéfiniment suspendue au vide originaire (et non prise dans l'épaisseur imaginaire de celui-ci). Expérience de Torricelli indéfiniment renouvelée, cette recherche d'un néant absolu traque dans la recreation du vide la trace ultime de la mort de Dieu. « Du passé faisons table rase. » Il y a dans l'inspiration libertaire, à vrai dire plus communiste que marxiste, de cette formule une détermination à se frayer sur un mode infantile des raccourcis dans l'épaisseur du temps, qui n'y laissent pas s'infuser la fraîcheur de l'enfance ; ce qui reste de divin dans l'homme.

## VOILÀ

*Voilà !* Pour déclarer que la messe vient d'être dite, et s'en prendre soi-même à témoin comme le monde alentour avec. Les *voilà !* sont souvent pour acheminer à un ailleurs, sous le déguisement d'un appel du présent, l'énonciation, verbale ou écrite de trois points de suspension, évoquant ainsi une suite sans la décrire, un esprit de suite qui ne serait pourtant que le désir d'une suite encore, un désir peut-être irrémédiablement résigné à l'inintelligence de soi. « Les voilà ! » « Maréchal, nous voilà ! » « La voilà ! » « Quelle femme que voilà ! » Tous les voilà du monde déploient leurs voilures. Ils sont le cri de reconnaissance d'un présent dévoilé, dévoilement présumé d'un passé dévoyé. Tous les voilà du monde sont les aboyeurs mondains d'un dépit ostentatoire ou d'une satisfaction prémonitoire, feinte surprise de qui se la joue, en quête de louanges, d'approbations ou de reproches, comme pour sceller d'un point final l'énoncé, la conclusion définitive d'une argumentation. À moins qu'il ne s'agisse, plutôt que d'une porte refermée sur le passé, d'une

fenêtre violemment ouverte. Au rebours de l'exhibitionnisme du voilà qui porte en lui comme une sorte de cri rentré issu des limbes de la rétrospective, me plaira toujours davantage le recueillement d'un voici.

*La chanson de l'amant triste  
C'était la jeunesse  
Qui m'était rendue*

*Qu'elle disparaisse  
Par deux fois perdue  
Me voici tout fruste  
Dans ma vérité  
Mais quoi de plus juste  
D'être ainsi quitté  
La classe ouvrière  
Au coin de la rue  
De ma vie entière  
Je ne l'ai pas vue  
J'ai voulu construire  
Un destin social  
Pour y faire luire  
D'un éclat spécial  
Cette part maudite  
De ma destinée  
C'est la messe dite  
Avant d'être né  
Le bonheur de vivre  
Le lever du jour  
Dont mon cœur s'enivre  
Encore et toujours  
Cette fois mon ange  
Je vois dans tes yeux  
Cet amour étrange  
Pour l'amour de Dieu  
Dont la vie nous aime  
Tu me le rends bien  
Quelle épreuve extrême  
Notre amour ou rien*

14 juillet 2009

[2](#) Publié en avril 1992 dans « L'idée du socialisme a-t-elle un avenir ? », *Actuel Marx*, PUF.

[3](#) Jocelyn Benoist, in *République*, numéros 8-9-10, 1990.

[4](#) Merleau-Ponty, *Les Aventures de la dialectique*, 1955.

[5](#) *Ibid.*

[6](#) J. Rawls, « Un consensus par recoupement », *Revue de métaphysique et de morale* 1, 1988, page 10.

[7](#) *Cambio* 16, Madrid, 5 décembre 1994 ; cité par Ignacio Ramonet (« La Pensée unique », *Le Monde diplomatique*, janvier 1995).

[8](#) Paul Valéry.

[9](#) *Storytelling*, Christian Salmon, La Découverte, 2007.

[10](#) Voir *Le Sacrifice et l'Envie*, Gallimard.

[11](#) Jean-Pierre Chevènement et Alain Gomez.

[12](#) Petit bouquin paru en 1967 auquel l'énarchie doit son nom de baptême.

[13](#) Eschatologie, selon le Larousse : Ensemble de doctrines et de croyances portant sur le sort ultime de l'homme après sa mort et sur celui de l'univers après sa disparition.

[14](#) Produite par et produisant des pratiques sociales.

[15](#) Publié dans *La France et ses démons, radioscopie des passions françaises*, PUF, 2002.

[16](#) « In God we trust », c'est le viatique qu'empêche tout possesseur du moindre billet de banque en dollars.

[17](#) Dans les faits comme on sait simple échancre dans le tissu du capitalisme, mais dont le prix est justement inestimable.

[18](#) Cette louange n'est pas une déclaration d'amour.

[19](#) Dialogue imaginaire entre dirigeants socialistes.

[20](#) Son principal responsable, Deflassieux, sera plus tard le patron du Crédit lyonnais.

[21](#) C'est-à-dire Jean-Pierre Chevènement, Alain Gomez et moi.

[22](#) Texte repris de l'hommage rendu à Philippe Rossillon le 1<sup>er</sup> octobre 1997 aux Invalides.

[23](#) Comme nous en instruit un livre de Pierre Péan, *Une jeunesse française*.

[24](#) Où fut choisi le candidat du Parti socialiste à l'élection présidentielle de 1995.

[25](#) Jacques Delors se déroba aux plus pressantes sollicitations des partisans de sa candidature.

[26](#) Paru dans le premier numéro de *Non ! Repères pour le socialisme*, mai/juin 1980.

[27](#) Déclaration de Philippe Sollers à un colloque du S.I.E.L consacré au thème « Éducation et Liberté » rapportée par *Le Monde* du 17 juin 1980, citée dans *Non, repères pour le socialisme*, N° 3, septembre-octobre 1980.

[28](#) Confluences méditerranéennes.

[29](#) Voir cf. *Genèse et enjeux de la laïcité*, Labor et Fides, 1990.

[30](#) *Op. cit.*, p. 111.

[31](#) *Op. cit.*, p. 117 à 133.

[32](#) *Op. cit.*, p. 108.

[33](#) *Les Musulmans dans la laïcité*, Tawhid (p. 137).

[34](#) Soheib Bencheikh, *Marianne et le prophète*, Grasset, 1998 (p. 19).

[35](#) Voir Jean Baubérot, « La modernisation de la laïcité », in *Genèse et enjeux de la laïcité*, *op. cit.*, p. 129.

[36](#) *Op. cit.* (p. 113 et 114).

[37](#) Analysé notamment par M. Franck Frégosi dans divers travaux parus ou à paraître (Laïcité et identité islamique chez Tariq Ramadan ; Tariq Ramadan ou les habits neufs d'une vieille rhétorique).

[38](#) Tariq Ramadan, *Les Musulmans dans la laïcité*, Tawhid, 1994 (p. 122).

[39](#) *Marianne et le Prophète*, *op. cit.*, p. 141 et suivantes.

[40](#) « La laïcité, une exception française » (p. 201) in *Genèse et enjeux de la laïcité*, *op. cit.*

[41](#) Voir Zygmunt Bauman, *La Société assiégée*, Le Rouergue/Chambon, 2005.

[42](#) Qu'il soit clairement entendu que les quatre figures de la nation – républicaine ou civique, théocratique, procédurale ou ethnique – désignent proprement des idéaux-types dont l'incarnation se caractérise par la prépondérance, le conflit ou le compromis d'une matrice symbolique sur ou avec les autres. L'Allemagne réunifiée d'après la chute du mur de Berlin tend ainsi à

s'éloigner de son modèle historique, celui d'un communautarisme ethnico culturel (omniprésent dans la loi allemande sur la nationalité de 1913), pour se rapprocher, sinon du modèle de la nation purement politique, du moins de celui de la nation « procédurale » à la Habermas (patriotisme constitutionnel, communauté d'adhésion à un système de règles du vivre ensemble).

[43](#) Publié dans *Le Monde* des 13 et 14 mars 1983.

[44](#) Collection et ouvrage parus au Seuil, 1965.

[45](#) Marcel Gauchet, *L'Avènement de la démocratie*, tome 2, La Crise du libéralisme, p 92.

[46](#) Texte écrit au cours de l'année 1995.

[47](#) Voir *La Note de bas de pageaison des nations, réflexions sur la démocratie en Europe*, Gallimard, 2006.

[48](#) Jean-Paul Fitoussi, *Le Figaro*, 23 mars 2007.

[49](#) Mais seulement ceux-là !

[50](#) Publié dans *Non ! Repères pour le socialisme*, n° 1, mai-juin 1980.

[51](#) C'est ici qu'est Rhodes, c'est ici qu'il faut sauter !

[52](#) Paul Valéry, « Le Vin perdu », in *Charmes*, Gallimard, 1922.

[53](#) Bien figurée par le *Traité du Social*, livre d'ailleurs remarquable de Jacques Fournier et Nicole Questiaux, qui fit jadis mon pain quotidien sinon mes délices.